VATNIK SOUP / DOSSIER DE MÉMOIRE HISTORIQUE / No 1

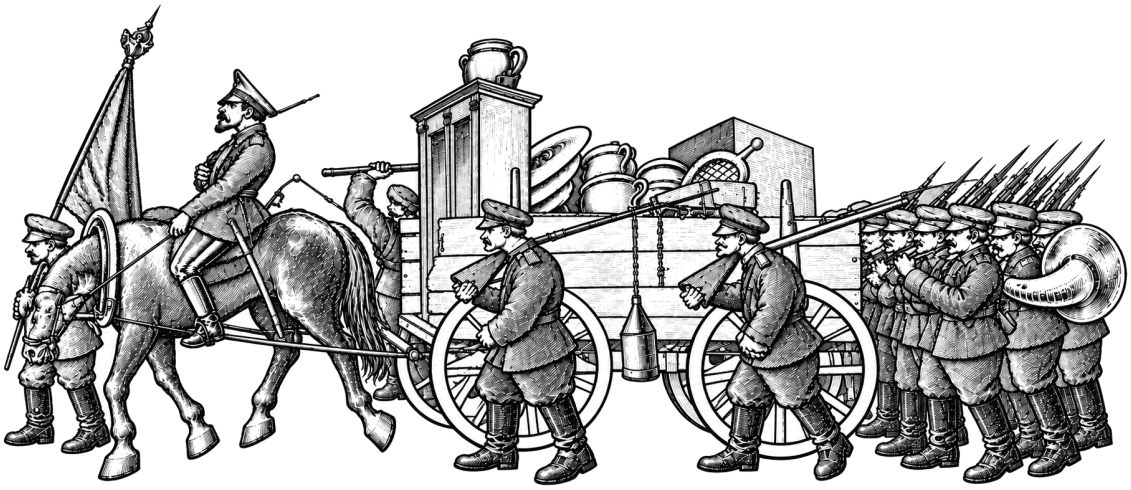
L’Holodomor : un génocide

La famine et l’effacement d’une nation

Dossier de mémoire historique de Vatnik Soup

Novembre 2026





VATNIK SOUP

DOSSIER DE MÉMOIRE HISTORIQUE

No 1

Sommaire

Introduction 4

1. Les faits 6

1.1 L'Holodomor dans son contexte 6

1.1.1 L'Holodomor, l'Asharshylyq, le plan de la faim et la Shoah 9

1.1.2 La famine sous Lénine, 1921–1923 13

1.1.3 La famine d'après-guerre, 1946–1947 15

1.2 Chronologie, mécanismes et conséquences humaines 15

1.3 Exportations céréalières et priorités de l'État 26

1.4 Ce que le monde savait et ce qu'il a fait 30

1.5 Duranty, un proto-vatnik 37

1.6 Le réseau de propagande stalinien 43

2. L'intention génocidaire 47

2.1 Famine provoquée, génocide et démocide 47

2.2 Connaissance, ordres et escalade 49

2.3 L'Ukraine, le Kouban et le ciblage national 51

2.4 Objections, appréciation et reconnaissance 53

2.5 Qui était Staline ? Pouvoir, idéologie et responsabilité 54

2.5.1 Lénine et l'État-parti 55

2.5.2 La dictature de Staline : terreur, travail forcé et répression des nationalités 59

2.5.3 Politique étrangère et domination impériale 67

2.6 La malédiction des terres noires 73

2.7 Autoritarisme, socialisme et impérialisme 79

3. L'effacement de l'Ukraine par la Russie dans la longue durée 89

3.1 État, langue et effacement culturel 90

3.2 L'Holodomor dans l'offensive contre la nation ukrainienne 96

3.3 De 2014 à aujourd'hui : occupation et accusations de génocide 101

3.4 Les céréales ukrainiennes dans la guerre actuelle de la Russie 103

3.5 La guerre de la Russie contre la nation ukrainienne aujourd'hui 106

3.6 Déporter et russifier les enfants ukrainiens 111

3.7 Staline et Lénine dans la politique mémorielle de Poutine 113

3.8 Lois mémorielles, réécriture et destruction des livres 119

Conclusion 126

Références 128

Lectures recommandées 128

Catalogue des sources 133

Crédits iconographiques 152

Introduction

En ce 28 novembre 2026, l'Ukraine commémore les victimes de l'Holodomor, la famine de 1932–1933.

Le mercredi 30 novembre 2022, quatre jours après la journée de commémoration de l'Holodomor de cette année-là, le compte officiel du ministère russe des Affaires étrangères a relayé des propos de Maria Zakharova attribuant principalement la famine à « une très mauvaise récolte » et niant qu'elle ait visé à étouffer l'identité nationale ukrainienne. Dans un communiqué publié le samedi 25 novembre 2023, jour de cette commémoration,[1] l'ambassade de Russie à Washington qualifie de « thèse mensongère » l'affirmation selon laquelle les dirigeants soviétiques avaient délibérément affamé des millions d'Ukrainiens. Elle attribue la catastrophe aux mauvaises récoltes et aux pénuries, la présentant comme une tragédie commune aux peuples soviétiques. Le même communiqué conteste tout rapprochement avec la guerre menée par la Russie et rejette les accusations concernant l'agriculture ukrainienne et la sécurité alimentaire mondiale.

Plus récemment, le 17 mars 2026, le canal officiel du ministère russe des Affaires étrangères a diffusé un passage évoquant un « Holodomor fabriqué de toutes pièces ». Ce passage provenait d'un article de Dmitri Medvedev daté du 24 décembre 2025. Il figurait dans une publication présentant le nationalisme ukrainien comme un instrument de l'Occident et reliant ce récit au soutien occidental actuel à l'Ukraine. Reconnaître la famine tout en niant qu'elle visait délibérément les Ukrainiens en tant que nation est une forme de négation de l'Holodomor ; prétendre que l'Holodomor lui-même est une invention va plus loin encore.

Le déni a aussi pris une forme matérielle. Les autorités d'occupation ont démantelé le mémorial de l'Holodomor à Marioupol le 19 octobre 2022. À Louhansk, sous occupation, elles ont détruit les monuments aux victimes de l'Holodomor et de la répression stalinienne le 17 juillet 2024.

Pourquoi la diplomatie russe conteste-t-elle encore la destruction infligée sous Staline il y a plus de quatre-vingt-dix ans ? Pourquoi les occupants russes ne tolèrent-ils pas les monuments aux victimes de la terreur stalinienne, dont des millions de Russes furent eux aussi victimes ? Ces questions touchent à la

[1] Cette commémoration est fixée chaque année au quatrième samedi de novembre par le décret présidentiel no 1310/98 du 26 novembre 1998. Elle a donc eu lieu le samedi 26 novembre 2022 et le samedi 25 novembre 2023.

responsabilité dans la mortalité de masse, au droit de l'Ukraine d'interpréter son propre passé et aux rapports entre le contrôle de l'alimentation et celui de la vie nationale.

L'invasion et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014[2], la guerre dans le Donbass et l'invasion à grande échelle de février 2022 donnent à ces questions une actualité immédiate. Les céréales font désormais partie du conflit : appropriation dans les territoires occupés, attaques contre la production et les ports, entraves aux voies d'exportation. En février 2025, le régime de sanctions de l'Union européenne visait explicitement les navires transportant des céréales ukrainiennes volées. Les observateurs des Nations unies ont continué de documenter les attaques contre les infrastructures portuaires en mars 2026.

Le 17 juin 2022, Margarita Simonian, rédactrice en chef de RT, a rapporté à Poutine, avec un grand sourire, une « plaisanterie très cynique » : « Вся надежда на голод » — « Tous nos espoirs reposent sur la famine. » Elle espérait qu'une nouvelle famine pousserait l'Occident à lever les sanctions et à se rapprocher de la Russie.

Ce dossier établit les faits de l'Holodomor, examine les éléments attestant une intention génocidaire, replace la famine dans l'offensive plus large contre la nation ukrainienne, puis revient au conflit actuel autour de l'histoire et de l'alimentation.



« Souvenir amer de l'enfance », sculpture à la mémoire des enfants victimes de l'Holodomor, au mémorial de l'Holodomor à Kyiv, 23 novembre 2019.

[2] Voir Vatnik Soup, *Crimea: A Ukrainian Destiny*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

1. Les faits

1.1 L'Holodomor dans son contexte

L'Holodomor a dévasté l'Ukraine soviétique en 1932–1933. Des millions de personnes sont mortes tandis que les prélèvements imposés par la force, les confiscations de nourriture et les restrictions empêchant la fuite privaient les foyers de leurs moyens de survie. Une reconstitution démographique publiée en 2015 estime à 3,9 millions le nombre de décès excédentaires en Ukraine soviétique entre 1932 et 1934, dont près de neuf sur dix en 1933. Ce bilan exclut le déficit des naissances et les décès survenus dans les autres républiques soviétiques. La destruction ne s'est pas limitée aux morts : les familles ont perdu des enfants, des parents, leurs moyens de subsistance et les communautés sur lesquelles reposait la vie quotidienne. Par son ampleur, l'Holodomor compte parmi les plus grandes catastrophes du XXe siècle ; il faut aussi examiner les politiques et le rôle des hommes à l'origine de cette destruction.

Dates	Événement	Périmètre et population de référence	Nombre de morts	Part de la population initiale	Type principal
1958–1962[3]	Famine du Grand Bond en avant[4]	Chine (~647 millions, 1958)	≈36 millions	~5,6 %	Famine ; politique coercitive
1928–1930	Famine	Cinq provinces de Chine du Nord (~113 millions, 1923[5])	≈10 millions	~9 %	Famine
1933–1945	Shoah	Juifs d'Europe (~9,5 millions, 1933)	≈6 millions	~63 %	Génocide

[3] Vingt famines, génocides, démocides et cas de mortalité de masse en détention du XXe siècle, sélectionnés et classés selon l'estimation citée, ou le milieu de la fourchette lorsqu'il y a lieu. Les sources associent les tableaux de Rummel et le recueil des famines de la World Peace Foundation aux estimations spécialisées accessibles par les liens du tableau. Les bilans globaux des guerres et guerres civiles, les épidémies isolées et les catastrophes naturelles sont exclus ; les famines de guerre et les meurtres ciblés restent admissibles. Les catégories peuvent se recouper, et l'inclusion d'une famine ne présume pas l'intention. La sélection n'est pas exhaustive. Les pourcentages approximatifs rapportent le bilan cumulé à la population au début de l'événement, d'après l'estimation indiquée pour l'année initiale ou le repère antérieur le plus proche et clairement daté. Ce ne sont pas des taux annuels de mortalité. Pour le Goulag et les prisonniers de guerre soviétiques, le dénominateur est l'ensemble de la population soviétique. Les bases régionales chinoises proviennent d'estimations historiques par province ; les fourchettes du Sichuan et du Cambodge reflètent l'incertitude des effectifs. Les résultats non arrondis sont employés lorsqu'ils sont disponibles. Un bilan minimal implique également une proportion minimale. La ligne consacrée à l'Asharshylyq présente à la fois les pertes des Kazakhs ethniques rapportées à la population kazakhe et les pertes totales rapportées à l'ensemble des habitants du Kazakhstan soviétique ; les morts kazakhs sont compris dans le bilan global.

[4] Pour une étude plus complète de la famine sous Mao, voir Vatnik Soup, *The Great Leap Backwards: China's Maoist regime, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

[5] H. G. W. Woodhead (dir.), *The China Year Book 1926–7*, p. 3.

Dates	Événement	Périmètre et population de référence	Nombre de morts	Part de la population initiale	Type principal
1921–1922	Famine	Zone de famine en Russie méridionale et en Ukraine (~33–37 millions, 1921)	≈5,2 millions	~14–16 %	Famine ; réquisitions, sécheresse, séquelles de la guerre
1934–1937	Famine	Sichuan, Chine (~50–70 millions, vers 1934)	≈5 millions	~7–10 %	Famine
1937–1945	Famines de guerre	Henan, Hebei et Shandong, Chine (~99 millions, vers 1937)	≈5 millions	~5 %	Famine
1949–1953	Massacres liés à la réforme agraire	Chine (~542 millions, 1949)	4,5 millions[6]	~0,8 %	Démocide
1941–1944	Politiques nazies de famine	Territoires soviétiques occupés pendant la guerre (~88 millions, 1941)	≈4,1 millions	~5 %	Famine / génocide
1918–1920	Famine en Russie du Nord	Territoire de la future URSS, ensemble de la population (~142 millions, 1917)	≈4 millions	~3 %	Famine
1932–34	Holodomor	Ukraine soviétique (~31,4 millions, 1932)	≈3,9 millions[7]	~12,6 %	Famine / génocide
1941–1945	Assassinat de prisonniers de guerre soviétiques par les nazis	URSS, ensemble de la population (~197 millions, 1941[8])	≈3,3 millions	~1,7 %	Démocide ; comprend les morts de faim
1942–1944	Famine	Bengale non divisé, Inde britannique (~60,3 millions, 1941)	≈3 millions	~5 %	Famine ; politique de guerre et accès à l'alimentation
1942–1945	Famine	Java, Indonésie occupée par le Japon (~50,5 millions, 1942)	≈1,8 million	~3,6 %	Famine
1939–1945	Assassinat de civils polonais non juifs par les nazis	Population non juive de la Pologne d'avant-guerre (~32 millions, 1939)	≈1,8 million	~6 %	Démocide

[6] Estimations de R. J. Rummel.

[7] L'estimation de l'Holodomor compte les décès excédentaires en Ukraine soviétique entre 1932 et 1934, sans le déficit des naissances ni les autres régions. Celle de la Shoah concerne les victimes juives ; celles des prisonniers de guerre soviétiques et des Polonais non juifs concernent des groupes distincts. Le total cambodgien inclut des morts dans des groupes non couverts par les constatations de génocide. Les chiffres décrivent des populations différentes et des événements qui se recoupent ; ils ne peuvent être additionnés.

[8] Ю. А. Поляков (ред.), *Население России в XX веке, том 2: 1940–1959* (2001), p. 12–13.

Dates	Événement	Périmètre et population de référence	Nombre de morts	Part de la population initiale	Type principal
1975–1979	Régime des Khmers rouges	Cambodge (~7,3–7,9 millions, 1975)	1,5–2 millions	~19–27 %	Démocide ; comprend un génocide
1964–1975	Meurtres politiques autour de la Révolution culturelle	Chine (~692 millions, 1964)	1,613 million[9]	~0,2 %	Démocide
1930–1953	Goulag : camps et colonies de l'époque stalinienne[10]	URSS, ensemble de la population (~157 millions, 1930)	≥1,6 million[11]	~1 %	Mortalité de masse en détention
1930–1933	Asharshylyq	Kazakhs ethniques ; ensemble des habitants du Kazakhstan soviétique	≈1,3 million de Kazakhs ; ≈1,5 million au total	>⅓ des Kazakhs ; ~25 % de l'ensemble des habitants	Famine ; collectivisation forcée ; génocide
1971	Massacres	Pakistan oriental / Bangladesh (~72,3 millions, 1971)	1,5 million[12]	~2,1 %	Génocide / démocide
1974	Famine	Bangladesh (~76,2 millions, 1974)	≈1,5 million	~2 %	Famine

[9] Estimations de R. J. Rummel. Ses chiffres sur la Révolution culturelle couvrent 1964–1975 ; la période conventionnelle est 1966–1976.

[10] Voir Vatnik Soup, *The Gulag: Soviet-Russian concentration camps, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître. Anne Applebaum estime qu'environ 18 millions de citoyens soviétiques sont passés par les camps en 1930–53 (« Inside the Gulag », 15 juin 2000). Pour donner une idée de l'échelle, cela équivaut à environ 11 % des 157,4 millions d'habitants de l'URSS au début de 1930 : un total cumulé sur 24 ans, et non le nombre de personnes détenues à un même moment. L'effectif le plus élevé au 1er janvier dans la série relative aux camps et aux colonies était de 2 561 351 en 1950 (Edwin Bacon, 1992, tableau 2, p. 1071), soit environ 1,4 % des 178,5 millions d'habitants soviétiques de cette année-là (statistiques démographiques soviétiques officielles, 1967, p. 15). Ces chiffres d'incarcération excluent les colonies de peuplement spéciales comptabilisées séparément et les autres formes de travail forcé. Le nombre de morts figurant dans le tableau principal constitue une mesure distincte.

[11] Estimation minimale de la mortalité au Goulag rapportée par Steven Barnes, cité dans le compte rendu d'Erik van Ree de 2012.

[12] Estimations de R. J. Rummel.

1.1.1 L'Holodomor, l'Asharshylyq, le plan de la faim et la Shoah

Holodomor (en ukrainien **Голодомор**) associe *голод* (*holod*, faim ou famine) et *морити* (*moryty*, faire souffrir ou mourir). L'expression apparentée *морити голодом* (*moryty holodom*) signifie faire souffrir et mourir par la faim. Le nom exprime donc l'idée de tuer par la faim. Comme désignation historique consacrée, l'Holodomor renvoie à la famine génocidaire qui a frappé l'Ukraine soviétique en 1932–1933.[13]

L'Ukraine a connu trois grandes famines sous le pouvoir soviétique : en 1921–1923 sous Lénine, en 1932–1933 sous Staline, puis en 1946–1947. Leur répétition soulève la question des prélèvements, des priorités politiques et des vies que les autorités étaient prêtes à sacrifier. Mais leurs circonstances et les éléments permettant d'établir l'intention diffèrent. Le musée de l'Holodomor distingue le génocide de 1932–1933 des autres famines artificielles de masse survenues sous le régime soviétique.

Le pluriel **голодомори** (*holodomory*, « Holodomors ») se rencontre aussi dans l'historiographie ukrainienne pour désigner les trois famines. La bibliographie de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale comprend des ouvrages employant le terme dans ce sens élargi. Ici, **l'Holodomor** désigne précisément les années 1932–1933 ; les famines antérieure et d'après-guerre sont identifiées par leurs dates.

[13] Certaines sources proposent une origine tchèque du nom *Holodomor*, par calque : un mot formé d'éléments ukrainiens, mais dont le sens suivrait un modèle tchèque. Le tchèque *hladomor* désigne une famine et possède aussi une acception équivalente à *hladomorna*, une prison où les détenus étaient délibérément mis à mort par la faim. À l'entrée *hladomorna*, l'*Ottův slovník naučný*, vol. 11 (1897), p. 330, décrit des prisonniers condamnés à mourir de faim. Cette acception offre un modèle possible pour le sens ukrainien de privation délibérée de nourriture, bien que la transmission directe de cette acception ne soit pas établie. Dans ses *Знадібки до словника чужослів* (Toronto, 1967), p. 26, Shtepa donne explicitement *holodomor* comme équivalent de *holod navmysnyi* (« faim délibérément infligée »).

L'Asharshylyq : la famine kazakhe de 1930–1933

Le précédent soviétique le plus proche est l'Asharshylyq (Ашаршылық), la famine kazakhe de 1930–1933. La collectivisation forcée, les prélèvements de bétail et la sédentarisation ont anéanti les moyens de subsistance pastoraux. Les animaux assuraient l'alimentation, le transport et la pérennité de l'économie pastorale ; leur destruction exposait la population à bien davantage qu'une pénurie passagère de viande. Le Kazakhstan a perdu environ neuf dixièmes de son cheptel ; plus d'un tiers des Kazakhs de souche sont morts.[14]



Retour dans la région de Pavlodar, 1932.

Le mécanisme commun est direct : priver une population de la base de son alimentation, c'est la condamner à la faim.

Population et principale base alimentaire	Ce que la politique soviétique prélevait ou détruisait	Conséquence pour la survie
Ménages ruraux ukrainiens : céréales et pain, parmi d'autres aliments	Céréales et réserves alimentaires des ménages ; accès à d'autres approvisionnements et possibilités de fuite	Les habitants perdaient les aliments dont ils dépendaient et pouvaient être empêchés de s'en procurer ailleurs.
Ménages pastoraux kazakhs : bétail fournissant viande, lait et biens à échanger contre des céréales	Troupeaux, par les réquisitions et la transformation destructrice du pastoralisme sous la collectivisation et la sédentarisation forcées	Les habitants perdaient nourriture, pouvoir d'achat, moyens de transport et animaux nécessaires à la saison suivante.

Céréales et bétail étaient les moyens de rester en vie. Les autorités n'avaient pas besoin d'un modèle économique sophistiqué pour savoir que les retirer pouvait tuer. Ces systèmes alimentaires différaient, sans constituer des régimes exclusifs ; dans les deux cas, la coercition étatique supprimait la base de la subsistance.[15]

[14] Sarah Cameron, « The Kazakh Famine of the 1930s », entretien de la Bibliothèque du Congrès, 24 août 2016 ; conférence du 26 mars 2012, dont Elena Volkava rend compte, Wilson Center, 2 mai 2012 ; entretien avec Iaroslav Kovalchuk, *Commons*, 22 novembre 2024. Cameron distingue environ 1,5 million de morts parmi la population du Kazakhstan d'environ 1,3 million de morts parmi les Kazakhs ethniques et souligne l'incertitude démographique. Plus d'un tiers des Kazakhs ethniques sont morts, contre environ un quart de l'ensemble des habitants. Le bilan des morts kazakhs ethniques fait partie du total global. Les décès survenus pendant la fuite signifient que les réfugiés et les morts ne peuvent être comptés comme deux groupes mutuellement exclusifs.

[15] Sur l'alimentation kazakhe, la place saisonnière de la viande et du lait et le rôle croissant des céréales acquises par échange, voir Sarah Cameron, *The Hungry Steppe: Famine, Violence, and the Making of Soviet Kazakhstan* (Cornell University Press, 2018), chapitre 1, p. 39–40. Pour les réquisitions et la destruction plus large des moyens de subsistance pastoraux, voir les sources de la discussion sur l'Asharshylyq qui entoure ce tableau. La comparaison décrit les principales sources de subsistance, et non des régimes alimentaires exclusifs ou des politiques identiques.

L'Asharshylyq : la famine kazakhe de 1930–1933 (suite)

Les éleveurs dépendaient aussi des échanges pour se procurer des céréales. Les quotas céréaliers ont contraint certains d'entre eux à vendre du bétail afin d'acheter les céréales exigées par l'État. Les animaux réquisitionnés servaient principalement à nourrir Moscou et Leningrad, alors que des rapports sur la famine parvenaient aux dirigeants. Abattages, maladies et insuffisance de fourrage ont aggravé les pertes ; sans troupeaux, nombre de survivants ne pouvaient plus poursuivre une vie nomade.[16]

La fuite est devenue un moyen de survie, tandis que la transformation violente de la société kazakhe bouleversait aussi les conditions dans lesquelles sa vie nationale pouvait se perpétuer. *The Hungry Steppe*, de Sarah Cameron[17], inscrit dans une même histoire la famine, la violence et la formation du Kazakhstan soviétique. Des spécialistes de l'agriculture avaient averti que la sédentarisation forcée pouvait détruire l'économie pastorale ; ceux qui défendaient le nomadisme ont ensuite été dénoncés. Le danger avait été identifié avant la catastrophe.

La fuite et le traitement réservé aux réfugiés figurent aussi parmi les arguments en faveur de la reconnaissance de l'Asharshylyq comme génocide. Un rapport judiciaire du 27 juin 1932, reproduit dans une étude sur les réfugiés kazakhs en Sibérie occidentale, constate que les mineurs kazakhs étaient moins bien logés et nourris que les Russes. La même étude rapporte des violences, des tentatives de renvoi des réfugiés et les efforts de certains fonctionnaires et voisins pour leur venir en aide.



Stèle commémorative, Almaty, 2009.

La catastrophe kazakhe a sa propre histoire de destruction des moyens de subsistance, de transformation nationale et de survie. À travers l'URSS, le pouvoir de l'État sur la nourriture et les déplacements a exposé plusieurs communautés nationales à des politiques meurtrières. La comparaison élargit l'histoire des responsabilités tout en conservant à chaque population la spécificité de son expérience.

Le programme génocidaire de l'Allemagne nazie visait lui aussi plusieurs groupes. Au cours de la Shoah, l'Allemagne, ses alliés et leurs collaborateurs ont assassiné environ six millions de Juifs, soit près des deux tiers des Juifs d'Europe. L'Europe comptait environ 9,5 millions de Juifs en 1933 ; la population juive mondiale s'élevait à quelque 16,6 millions en 1939. Le régime nazi a cherché à détruire le peuple juif par le génocide aujourd'hui connu sous le nom

[16] Cameron, « Mounting Socialism on Camel's Back », 22 novembre 2024, sur les quotas céréaliers, les pertes de bétail et les rapports à Moscou ; Isabelle Ohayon, « La famine kazakhe : à l'origine de la sédentarisation », « Le contexte » et « Les victimes » ; Niccolò Pianciola, « Sacrificing the Qazaqs », *Journal of Central Asian History*, 1(2) (2022), p. 225–272, résumé. Pianciola identifie des réquisitions insoutenables approvisionnant les capitales ; les pertes animales comprenaient aussi les abattages, les maladies, le manque de soins et les troupeaux emmenés au-delà des frontières.

[17] Sarah Cameron, *The Hungry Steppe: Famine, Violence, and the Making of Soviet Kazakhstan* (Cornell University Press, 2018).

de Shoah, ou Holocauste.[18] D'autres campagnes nazies ciblaient les Roms, les personnes présentant un handicap physique ou intellectuel, les patients en psychiatrie[19] et des populations vouées à l'expropriation, à l'asservissement ou à la destruction.

Le plan de la faim de 1941 (*Hungerplan* en allemand) liait la conquête du territoire soviétique à l'approvisionnement de l'Allemagne et de ses forces armées. La nourriture devait être détournée au détriment des populations conquises, la famine de masse étant acceptée comme conséquence. Les projections portaient sur quelque trente millions de morts de faim. Les ressources agricoles ukrainiennes occupaient une place centrale dans ce projet, dont le périmètre s'étendait toutefois à la Russie et à la Biélorussie. La politique d'occupation nazie a délibérément affamé des civils et des prisonniers de guerre soviétiques.

Les occupants prévoyaient aussi de reprendre les exploitations collectives et les fermes d'État soviétiques. Le maintien de ces unités offrait un moyen de réquisitionner les récoltes, sans que l'Allemagne dispose pour autant de tout l'appareil local du système soviétique. Hans-Joachim Riecke, haut responsable agricole de l'administration d'occupation, a décrit par la suite la nécessité de remplacer le personnel évacué et l'impossibilité de rétablir l'appareil soviétique de supervision.

Les projets connexes du *Generalplan Ost* envisageaient une colonisation allemande fondée sur l'expulsion et l'assujettissement des populations présentes. Le commentaire d'Erhard Wetzel, daté du 27 avril 1942, sur un projet de l'office de sécurité de la SS consigne les proportions d'expulsions suivantes :

Population désignée dans le projet	Part destinée à l'expulsion
Polonais	80–85 %

[18] Le mot anglais *Holocaust* vient d'un terme grec désignant une offrande sacrificielle entièrement consumée par le feu. Des auteurs l'employaient déjà pendant la guerre pour désigner les crimes nazis contre les Juifs ; il s'est ensuite imposé comme appellation courante en anglais. *Shoah* (en hébreu שׁוֹאָה, « catastrophe » ; השואה, *HaShoah*, « la catastrophe », avec l'article défini) était également employé pendant la guerre. Ces noms désignent les persécutions et la destruction subies par les victimes. Les responsables nazis utilisaient l'euphémisme « solution finale de la question juive » (*Endlösung der Judenfrage*) pour désigner l'assassinat systématique des Juifs d'Europe, mis en œuvre à partir de 1941. Ce programme de mise à mort constituait l'aboutissement des persécutions plus larges que recouvre le terme de Shoah. Voir les précisions terminologiques et la présentation de la « solution finale » du United States Holocaust Memorial Museum ; Dan Michman, "Why Is the Shoah Called 'the Shoah' or 'the Holocaust'?", *The Journal of Holocaust Research* 35(4) (2021), p. 233–256.

[19] Le programme nazi d'assassinat désigné par l'euphémisme « euthanasie » visait des patients placés en institution, notamment des personnes ayant reçu un diagnostic de schizophrénie ou présentant d'autres troubles psychiatriques ou neurologiques. Dans le programme centralisé Aktion T4, des médecins évaluateurs sélectionnaient les victimes sur la base de fiches de recensement ; un signe « plus » rouge indiquait une décision de mise à mort. Les patients étaient transférés de leur établissement vers des centres de mise à mort, où ils étaient gazés. La sélection médicale pouvait ainsi tenir lieu de condamnation à mort. Dans une déclaration sous serment présentée au procès des médecins, Viktor Brack, l'un des organisateurs de T4, a reconnu : « La décision relevait entièrement de l'appréciation des médecins. » Les assassinats commis par le personnel médical, notamment par surdose médicamenteuse ou par la faim, se sont poursuivis après l'arrêt du programme centralisé T4 en août 1941. Des membres du personnel et des méthodes de mise à mort de T4 ont ensuite été employés dans l'assassinat de masse des Juifs d'Europe, notamment dans les centres de mise à mort de l'opération Reinhard. Voir la description de la procédure de sélection par le mémorial T4, la déclaration de Brack, paragraphe 11 et l'histoire du programme présentée par le United States Holocaust Memorial Museum.

Population désignée dans le projet	Part destinée à l'expulsion
« Ukrainiens occidentaux »	65 %
Biélorusses	75 %

Ces projets associaient expulsions, travail forcé, sélection raciale et destruction ; le Musée historique allemand en décrit la finalité coloniale. Leur ampleur prévue ne s'est pas entièrement réalisée, mais l'occupation a entraîné des massacres et des déplacements de masse.

Le lien avec l'Ukraine est concret : les projets staliniens comme les projets nazis ont fait du contrôle de la nourriture, des producteurs et du territoire des instruments de pouvoir. Ces décisions subordonnaient la survie des populations à ces objectifs.

Les secours révèlent d'autres différences dans les choix des autorités. L'American Relief Administration (ARA) a finalement pu intervenir en Ukraine en 1921–1923, après une première obstruction soviétique ; les offres de secours internationaux ont été rejetées pendant l'Holodomor. Mais les transferts privés, les missions caritatives, les achats de semences financés par les Soviétiques et les approvisionnements de l'UNRRA après la guerre relevaient de circuits différents. Accepter l'aide, en restreindre les bénéficiaires et en dissimuler l'origine étrangère étaient eux-mêmes des actes de pouvoir. Les archives relatives à la communication de l'ARA montrent que la bataille sur le sens de l'aide accompagnait celle de son acheminement.

1.1.2 La famine sous Lénine, 1921–1923

Une décennie avant l'Holodomor, l'Ukraine avait déjà connu la famine de masse sous le pouvoir bolchevique. En 1921–1923, la sécheresse et les destructions de la guerre ont frappé une économie agricole soumise aux réquisitions et à la coercition. Mais les difficultés climatiques n'expliquent ni la poursuite des transferts de céréales hors d'Ukraine ni le retard des secours. L'Encyclopedia of Ukraine décrit la combinaison des mauvaises récoltes, des lourds prélèvements et de l'envoi de denrées ukrainiennes vers la Russie. La question était aussi de savoir qui pouvait accéder à la nourriture et à quelles populations la priorité était accordée.

L'aide étrangère a révélé cette hiérarchie. Les opérations de l'ARA en Ukraine se sont d'abord heurtées à l'obstruction soviétique, tandis que les secours étaient dirigés vers la région russe de la Volga. Un accord distinct pour l'Ukraine est entré en vigueur le 10 janvier 1922. L'American Relief Administration et l'American Jewish Joint Distribution Committee ont ensuite aidé des personnes de diverses communautés religieuses. L'aide a finalement été admise, mais le retard a eu des conséquences : autoriser les secours était en soi un choix politique.

Le problème des exportations céréalières a lui aussi précédé la collectivisation stalinienne. La décision soviétique de reprendre les exportations alors que la faim persistait et que les organisations de secours protestaient associait la recherche de capitaux étrangers au retrait de nourriture à ceux qui en avaient besoin. C'était une manifestation antérieure du conflit entre les objectifs économiques de l'État et la survie de la population ukrainienne.

Les instructions de Lénine, 1921–1922

Dans une note du 18 mai 1921 adressée à Mikhaïl Frounzé, avec copie à Petrovski, Rakovski et à la direction du parti ukrainien, Lénine écrit : « La question principale pour l'ensemble du pouvoir soviétique, une question de vie ou de mort pour nous, est de collecter de 200 à 300 millions de pouds en Ukraine. » Sa note s'appuie sur un rapport de Boukharine annonçant une excellente récolte dans le Sud et ordonne à Frounzé de placer les réserves de sel sous contrôle militaire pour faciliter la collecte.



Lénine s'adressant aux troupes, place Sverdlov à Moscou, le 5 mai 1920. Léon Trotski et Lev Kamenev se tiennent à droite.

Le 26 août 1921, il a demandé la dissolution du comité public de secours contre la famine et l'arrestation ou l'exil de ses organisateurs non bolcheviques.[20]

Le 9 novembre 1921, dans un projet de résolution du Politburo adressé à V. M. Mikhaïlov, Lénine insiste de nouveau sur la collecte de vivres en Ukraine et sur « la livraison, à notre intention, de 57 millions de pouds ». Il exige des mesures énergiques et des rapports deux fois par mois sur la collecte et les expéditions vers la RSFSR. Il s'agissait d'une exigence de livraison, et non d'un relevé des quantités effectivement expédiées.

Dans une lettre secrète du 19 mars 1922 à Molotov, destinée au Politburo, Lénine entend exploiter la faim et l'affaiblissement de la résistance pour saisir les biens précieux des églises de Russie : « C'est maintenant, et maintenant seulement, alors que l'on mange des êtres humains dans les régions frappées par la famine et que des centaines, sinon des milliers, de cadavres jonchent les routes, que nous pouvons — et devons donc — procéder à l'enlèvement des biens de l'Église avec l'énergie la plus acharnée et la plus impitoyable, sans hésiter à écraser la moindre opposition. » Il cherche aussi des fonds pour le fonctionnement du gouvernement, la reconstruction économique et la diplomatie soviétique à Gênes.

Dans la même lettre, il exige que la résistance soit brisée par des exécutions : « Plus nombreux seront les représentants du clergé réactionnaire et de la bourgeoisie réactionnaire que nous parviendrons à fusiller à cette occasion, mieux cela vaudra. »

[20] Lénine, à Staline et au Politburo, 26 août 1921, *Collected Works*, vol. 45 (Progress Publishers, 1976), p. 268–270. Il propose l'arrestation de Prokopovitch, la dispersion sous surveillance des autres membres non bolcheviques et une campagne de deux mois de dérision et de harcèlement dans la presse. Le Comité public panrusse de secours contre la famine comprenait des responsables bolcheviques et une majorité de sans-parti ; il était distinct de l'ARA. Voir aussi le témoignage contemporain de lord Emmott, 11 août 1921, *HL Deb*, vol. 43, col. 508–509.

Les continuités sont concrètes : prélèvements coercitifs, priorités inégales, obstruction des secours et utilisation politique de la faim.

1.1.3 La famine d'après-guerre, 1946–1947

Une nouvelle famine a frappé l'Ukraine en 1946–1947, sous Staline, après les ravages de la Seconde Guerre mondiale. Une grave sécheresse a aggravé l'effondrement de l'agriculture. Les autorités soviétiques ont néanmoins continué d'imposer de lourds quotas de livraison et de menacer les responsables qui ne parvenaient pas à obtenir les denrées exigées. L'Encyclopedia of Ukraine indique que des approvisionnements réquisitionnés étaient exportés vers les pays d'Europe orientale sous contrôle soviétique alors que les Ukrainiens souffraient de la faim. Les dégâts de la guerre et les mauvaises récoltes étaient réels ; les décisions de prélèvement, de répartition et d'exportation déterminaient la manière dont ces contraintes pesaient sur la population.

Des habitants partaient vers l'ouest chercher de la nourriture, dans des régions où la collectivisation était moins avancée. Les autorités tentaient d'entraver ces déplacements et la vente de vivres aux nouveaux arrivants. Le déni public soviétique dissimulait de nouveau une catastrophe dont la politique de l'État portait la responsabilité.

Un mémorandum diplomatique américain du 27 mai 1948 consigne l'envoi de fournitures de l'UNRRA en Ukraine et en Biélorussie dans le cadre d'un programme financé en grande partie par les États-Unis. Une aide internationale a donc accompagné la famine d'après-guerre, par l'intermédiaire d'un programme différent de la mission de l'ARA de 1921–1923.

1.2 Chronologie, mécanismes et conséquences humaines

L'Holodomor est né d'une transformation forcée de la vie rurale. Le premier plan quinquennal, lancé en 1928, concentrait les investissements sur l'industrie lourde. Les céréales devaient nourrir une main-d'œuvre urbaine croissante, tandis que les exportations contribuaient au financement des machines importées. La production agricole était subordonnée aux priorités industrielles de l'État, les foyers paysans devant fournir les ressources nécessaires à leur réalisation.

> **La NEP et les plans quinquennaux**
>
> Lénine a instauré la nouvelle politique économique (NEP ; en russe : *новая экономическая политика*, НЭП) en mars 1921, dans un contexte d'effondrement économique, de résistance paysanne et d'épuisement après la guerre civile. Dans *The Tax in Kind* (avril 1921), il appelait au rétablissement de la production paysanne : un impôt remplacerait les réquisitions obligatoires, et les paysans pourraient vendre le surplus restant après son acquittement. La petite production privée et les échanges ont repris, tandis que le parti conservait le pouvoir politique et que l'État contrôlait les principales industries. Ce recul reconnaissait que les prélèvements coercitifs avaient miné la capacité de production.

La NEP et les plans quinquennaux (suite)

Le premier plan quinquennal de Staline, portant sur 1928–1932, orientait les investissements vers une industrialisation rapide et remplaçait les arrangements de la NEP par la collectivisation forcée. Dans son rapport du 7 janvier 1933, Staline présente l'industrie lourde et la transformation de l'agriculture comme des réalisations centrales. Les plans étaient censés coordonner les ressources et développer les capacités productives futures. La pression pour atteindre leurs objectifs pouvait au contraire épuiser ces capacités, étouffer les informations déplaisantes et récompenser les résultats annoncés plutôt que les résultats durables.



Iakov Gouminer, 1931. « L'arithmétique d'un contre-plan industriel et financier : 2 + 2, plus l'enthousiasme des travailleurs = 5. » Les flèches portent les dates « 1929, 1930 » et « 1931, 1932 » (traduction du russe).[21]

L'histoire industrielle de l'Ukraine n'a pas commencé avec Staline. Au XIXe siècle, les capitaux et les compétences britanniques, français et belges ont contribué au développement du Donbas et du sud de l'Ukraine ; l'usine sidérurgique de l'entrepreneur gallois John Hughes, à Iouzivka, devenue Donetsk, produisait de la fonte en 1872. L'expansion industrielle stalinienne s'appuyait donc sur une base industrielle existante, même si son ampleur et son organisation ont profondément changé.[22]

La croissance industrielle et la nécessité de la collectivisation sont deux questions distinctes. Dans *Farm to Factory* (2003)[23], Robert C. Allen attribue aux investissements industriels soviétiques une croissance substantielle. Son modèle compare la collectivisation au maintien d'exploitations individuelles et de ventes sur le marché dans le cadre de la nouvelle politique

[21] L'affiche de Gouminer de 1931 précède de dix-huit ans le roman de George Orwell *1984* (1949). Elle promet cinq années de production en quatre. Dans ses mémoires *Assignment in Utopia* (1937), Eugene Lyons raconte son travail de correspondant de United Press en Union soviétique et sa désillusion croissante face au stalinisme. Il y décrit la même campagne (deuxième partie, chapitre XV, p. 240). Orwell a rendu compte du livre le 9 juin 1938. En janvier 1939, il écrivait que « deux et deux feront cinq si le Chef le dit ». Dans *1984*, l'équation devient une exigence de soumission à l'autorité du Parti (troisième partie, chapitres II et IV). La censure soviétique a empêché la diffusion de *1984* auprès du grand public, bien qu'une traduction officielle réservée aux hauts responsables du Parti ait paru en 1959. Des extraits autorisés du roman ont paru en 1988 ; une édition soviétique intégrale a suivi en 1989.

[22] Serhii Plokhy, *The Gates of Europe: A History of Ukraine* (New York : Basic Books, 2015), chapitre 16, « On the Move ». Voir aussi Glamorgan Archives, « Founding the New Russia Company (1868–1871) ».

[23] Robert C. Allen, *Farm to Factory: A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution* (Princeton University Press, 2003), chapitre 8, p. 153–171.

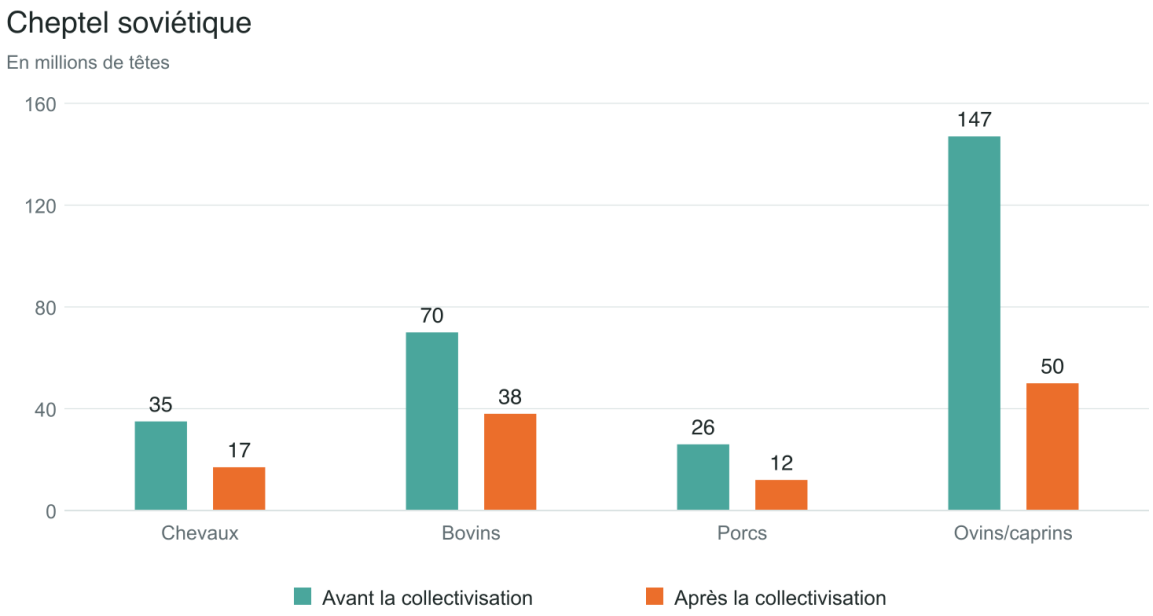
économique (NEP). Il conclut à une faible hausse du PIB total modélisé et à une hausse plus importante de la production non agricole. Cette comparaison mesure la production ; une appréciation du bien-être doit aussi tenir compte des vies perdues et des communautés détruites. Les réalisations industrielles ne peuvent donc, à elles seules, établir que la destruction de l'agriculture indépendante était indispensable.

À partir de 1929, la collectivisation de masse a contraint les foyers à abandonner aux exploitations collectives le contrôle de leurs terres, de leur matériel et de leur bétail. La campagne contre les « koulaks » visait les paysans les plus aisés, mais cette étiquette servait aussi à punir la résistance. Confiscations, arrestations et déportations disloquaient les familles et arrachaient les cultivateurs à leurs communautés. L'adhésion à un kolkhoze ne garantissait pas de quoi manger : les livraisons à l'État passaient avant les quantités que ses membres pouvaient conserver pour eux-mêmes.



Un chariot de céréales sous la banderole ukrainienne « ПЕРШИЙ ХЛІБ ДЕРЖАВІ » — « Le premier pain à l'État ». Le mot « pain » désigne ici le grain de la récolte. La résolution du 18 novembre 1932 subordonnait explicitement les réserves de semences, de fourrage et de nourriture des kolkhozes à l'exécution des quotas de collecte de céréales.

En détruisant le cheptel, la collectivisation a aussi réduit la capacité des campagnes à résister à une crise alimentaire. Les animaux constituaient à la fois un capital productif et une réserve pour les familles : les chevaux fournissaient la force de traction, les vaches le lait, et les animaux pouvaient être vendus ou consommés quand les autres aliments venaient à manquer. L'effondrement des troupeaux soviétiques a donc compromis à la fois la production agricole et les moyens de survie des familles. Certains paysans ont abattu leurs bêtes plutôt que de les céder, mais ils le faisaient sous la menace d'une expropriation.



Totaux arrondis pour l'Union soviétique cités par Stephen Kotkin à propos de la transformation de 1928–1933 ; ces chiffres ne concernent pas la seule Ukraine. Les dates des séries propres à chaque catégorie de bétail peuvent varier.

Un rapport adressé à Sergo Ordjonikidzé le 9 avril 1932 décrit la famine, le manque de semences et l'amaigrissement du bétail en Sibérie occidentale. Son auteur, Feiguine, attribue principalement l'état des animaux au manque de fourrage et avertit que les statistiques officielles embellissaient la situation. Il décrit aussi des plans d'ensemencement qui ne tenaient pas compte des différences entre parcelles, alors même que les responsables comprenaient la nécessité de les réviser. Les avertissements sur la dégradation des capacités productives et les défauts de la planification circulaient avant le point culminant de la famine.

Désarmer les campagnes

Les bolcheviks revendiquaient le monopole de la force armée tout en promettant de défendre ceux qu'ils désarmaient. Le décret de Lénine du 10 décembre 1918 obligeait les civils et les institutions civiles de Russie soviétique à remettre fusils, mitrailleuses, revolvers, munitions et sabres. La dissimulation ou la résistance pouvait entraîner de un à dix ans de prison. L'instruction d'application autorisait les membres du Parti communiste dûment approuvés à conserver chacun un fusil et un revolver : la confiance politique déterminait qui pouvait rester armé.



« Paysan ! Remets tes armes au soldat de l'Armée rouge. Il protégera mieux ta personne, tes biens et ta terre. » Affiche, 1919.

En Ukraine, la déclaration du Comité révolutionnaire panukrainien du 22 janvier 1920, section 4, faisait du désarmement des éléments qualifiés de « koulaks » et de « bandits » sa première tâche militaire. Elle dénonçait expressément la population rurale ukrainienne armée associée à Petlioura, à Makhno ou à d'autres mouvements. Les commissariats militaires devaient obtenir un désarmement complet par des perquisitions planifiées, des récompenses pour les renseignements sur les armes cachées et une répression impitoyable de leur dissimulation. Le résultat recherché était la destruction de toute résistance armée indépendante dans les campagnes.

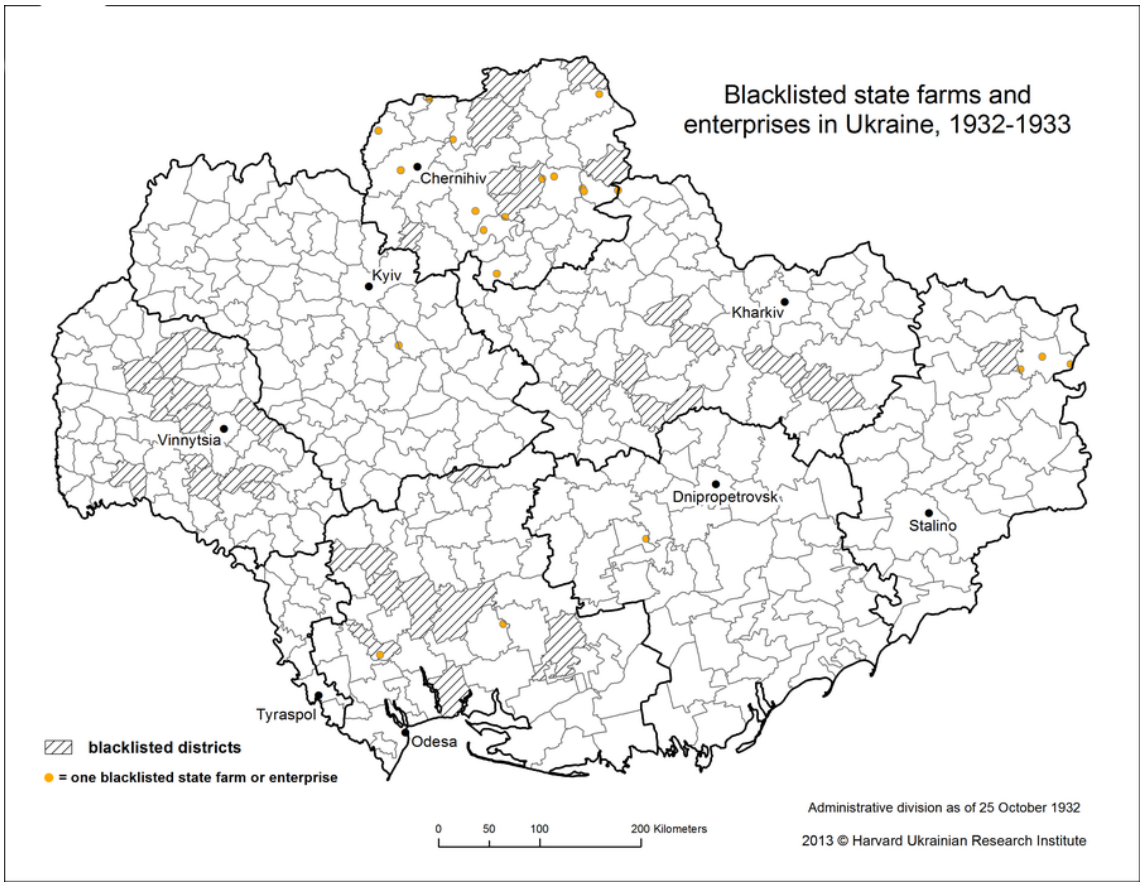
Les campagnes se sont poursuivies pendant les années 1920. Lors des troubles liés à la collectivisation en 1929–1930, le chef de la police politique ukrainienne, Vsevolod Balytsky, affirmait que les saisies antérieures avaient laissé les campagnes « complètement désarmées », selon une appréciation reproduite dans une étude d'archives de 2024, p. 95–96. Il s'agissait de l'affirmation d'un responsable revendiquant un succès ; la même étude fait état d'une application inégale et d'armes demeurées cachées. Le désarmement a néanmoins contribué au déséquilibre entre les équipes de réquisition armées et les foyers dont elles saisissaient les vivres et les biens.

Dès juin 1932, de hauts responsables de l'Ukraine soviétique signalaient que la population mourait de faim. Dans des lettres du 10 juin, Hryhorii Petrovsky et Vlas Tchoubar dénonçaient auprès de la direction stalinienne des prélèvements excessifs. La famine était déjà en cours ; il ne s'agissait pas d'un simple risque lié à la prochaine récolte.

La loi du 7 août 1932 donnait à la protection de la propriété socialiste une force répressive exceptionnelle. Le vol dans les kolkhozes et les coopératives pouvait entraîner l'exécution et la confiscation ; en présence de circonstances atténuantes, la peine était d'au moins dix ans de prison avec confiscation. La loi s'appliquait dans toute l'URSS. Pour une famille affamée, prendre des céréales dans un champ pouvait donc devenir un crime passible d'une peine sans commune mesure avec la nourriture obtenue.

Les avertissements ne venaient pas seulement des responsables. En septembre 1932, le kolkhozien Yurko Shvets protestait contre les livraisons exigées de sa coopérative, affirmant qu'elles ne laisseraient rien à manger. Il rapportait que le conseil du village menaçait les contestataires de faire intervenir la police et le GPU, le service de sécurité. Les membres pouvaient travailler les champs tout en étant privés du produit de leur travail et d'un moyen sûr de s'opposer à la confiscation de leurs récoltes.

La résolution du parti ukrainien du 18 novembre 1932 subordonnait les réserves des kolkhozes aux livraisons, interrompait les avances de céréales dans les exploitations qui n'avaient pas rempli leurs objectifs et autorisait les amendes payables en viande. L'inscription sur liste noire suspendait le commerce et la livraison de marchandises aux exploitations et villages désignés. Ces mesures réduisaient l'accès à la nourriture tout en punissant l'incapacité à en fournir.



Fermes d'État et entreprises placées sur liste noire en Ukraine, 1932–1933. Les zones hachurées indiquent les districts comprenant des fermes d'État inscrites sur liste noire ; les points orange désignent les entreprises. La carte reprend les limites administratives de 1932. Harvard Ukrainian Research Institute, MAPA Digital Atlas of Ukraine.

Les équipes de réquisition fouillaient les habitations à la recherche de céréales et d'autres aliments. Responsables du parti, police politique et militants locaux intervenaient jusque dans les cuisines et les réserves familiales. Les familles tentaient de cacher de la nourriture, de résister aux saisies ou de chercher de l'aide ailleurs, mais la découverte pouvait entraîner de nouvelles sanctions. La perte de légumes, de viande ou de pommes de terre comptait même

lorsqu'un foyer n'avait plus de céréales à livrer : on lui retirait aussi ses derniers moyens de passer l'hiver.

Un décret applicable à toute l'Union du 19 janvier 1933 remplaçait les collectes contractuelles de céréales par des livraisons obligatoires fixes, les obligations des kolkhozes étant calculées à l'hectare. Il interdisait les augmentations locales non autorisées et promettait aux producteurs la maîtrise des céréales restant après l'exécution de leurs obligations. Les livraisons à l'État demeuraient pourtant prioritaires, et le commerce des céréales kolkhoziennes dépendait de l'exécution des plans régionaux de livraison et de la constitution des réserves de semences. Ces nouvelles règles concernaient la récolte de 1933 ; les familles déjà affamées devaient encore survivre jusque-là.

Le 22 janvier 1933, Staline et Molotov ont ordonné d'empêcher les paysans de fuir l'Ukraine et le Caucase du Nord. La police des régions d'accueil devait arrêter les arrivants et les renvoyer après vérification. La mesure fermait une voie d'accès à la nourriture alors que les réserves domestiques étaient épuisées. Rester chez soi comme tenter de partir pouvait exposer une famille à la mort.



« La faim pousse les paysans à partir. » Alexander Wienerberger, 1933 ; photographie reproduite à la planche 10 de l'ouvrage d'Ewald Ammende, Muss Russland hungern? (1935).

Les distributions de vivres se poursuivaient néanmoins, notamment par des prêts soviétiques de nourriture et de semences à l'Ukraine. Un mémorandum du 15 mars 1933 envisage une aide supplémentaire en rapport avec les semailles de printemps. Une instruction du 31 mars 1933[24] aux hôpitaux de la région de Kyiv demande d'augmenter les rations des patients se remettant de la famine afin qu'ils puissent reprendre rapidement le travail. Des allocations couvraient aussi les enfants et, en Crimée, certains invalides âgés. Cette aide pouvait sauver certains bénéficiaires tout en laissant les autres sans accès à la nourriture. Les exportations se

[24] R. W. Davies, Stephen G. Wheatcroft, *The Years of Hunger: Soviet Agriculture, 1931–1933* (Palgrave Macmillan, 2009), édition révisée, p. 220–223.

poursuivaient également, bien qu'en forte baisse par rapport à 1931. La répartition des vivres entre les foyers, les travailleurs, les réserves, les semences et les ventes à l'étranger restait donc le fruit de décisions sur les besoins à privilégier.

La fermeture des églises affaiblit aussi les moyens d'organiser l'entraide locale. Applebaum rappelle que les prêtres et les institutions ecclésiastiques ukrainiens avaient contribué aux secours pendant la famine de 1921 ; leur répression supprima des centres d'aide indépendants. Des enseignants, des responsables locaux et des proches sauvèrent néanmoins des vies en 1932–1933, parfois grâce aux écoles, aux hôpitaux et aux orphelinats.[25]

Pour certaines familles, la survie dépendait de parents à l'étranger ou d'objets de valeur dont elles pouvaient se défaire. Les magasins Torgsin vendaient des denrées contre des devises et des métaux précieux ; les transferts d'argent pouvaient être convertis en bons d'achat. Alliances et biens de famille devenaient le prix de la farine. Ces transactions permettaient aux personnes disposant des avoirs ou des relations nécessaires d'obtenir de la nourriture tout en transférant leurs ressources à l'État. Elles constituaient un moyen de survie inégal, distinct d'une opération internationale de secours et inaccessible à ceux qui ne possédaient rien d'acceptable en échange. Dans toute l'URSS, en 1933, Torgsin a recueilli environ 45 tonnes d'or pur, presque autant que la production des mines soviétiques. Sous la pression du gouvernement, Torgsin a augmenté à deux reprises les prix de la farine, du pain et des gruaux pendant l'hiver 1933. Les familles devaient céder davantage de leurs biens pour la même quantité de nourriture, contribuant ainsi au financement de l'industrialisation.

Le 24 octobre 1932, l'institutrice Oleksandra Radtchenko note qu'un petit transfert d'argent étranger avait permis des achats alimentaires chez Torgsin. Son journal décrit aussi des enfants affamés et des cadavres abandonnés au bord des routes. La lettre d'Adam et Rosina Ketterling du 23 avril 1933, écrite dans une communauté allemande du sud de l'Ukraine, rapporte le décès d'un proche et sollicite une aide de l'étranger. Adam travaillait dans les vignes et gardait un bâtiment contenant des vivres alors que son propre foyer peinait à se nourrir.

[25] Anne Applebaum, *Red Famine: Stalin's War on Ukraine* (Toronto : Signal/McClelland & Stewart, 2017 ; ISBN 978-0-7710-0930-3), chapitre 5, « Collectivization: Revolution in the Countryside, 1930 », p. 136 et chapitre 12, « Survival: Spring and Summer, 1933 », p. 269–270.



Kharkiv, printemps–été 1933 : un homme gît mort tandis qu'un homme assis regarde un compagnon à l'agonie. Photographie d'Alexander Wienerberger, conservée sur un feuillet de l'album Innitzer.

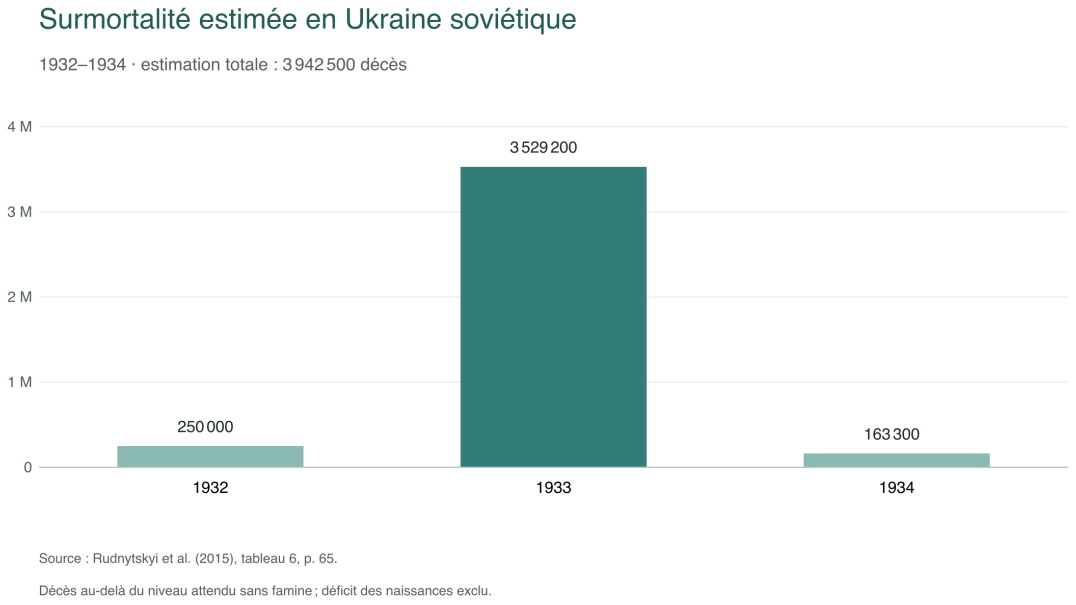


Oleksandra Radtchenko, institutrice dont le journal conserve le récit de la famine au quotidien.

La flambée de la mortalité au premier semestre 1933 a suivi ce renforcement des privations et des restrictions de déplacement. De l'hiver au printemps, ceux qui avaient épuisé leurs réserves devaient encore tenir jusqu'à la récolte suivante. La faim réduisait la capacité de travailler, de s'occuper des enfants et de chercher de l'aide. Les décès dans une famille pouvaient rendre les survivants encore moins capables d'obtenir de la nourriture.

La reconstitution de 2015 estimant à 3,9 millions les décès excédentaires en Ukraine soviétique entre 1932 et 1934 combine les recensements, l'enregistrement des naissances et des décès et des estimations des migrations, avec des corrections tenant compte des lacunes et

des déformations des archives.[26] Elle estime le nombre de morts au-delà de celui attendu sans la crise ; elle ne se limite pas à compter les certificats mentionnant la faim comme cause du décès. Le total exclut le déficit des naissances et les pertes hors de la république. La plupart des décès ont eu lieu dans les campagnes, même si les villes ont aussi souffert. Cette surmortalité équivaut à environ 12,6 % de la population de la république au début de 1932, estimée à 31,4 millions d'habitants. La suppression du recensement de 1937 et la persécution de ses organisateurs par l'État ont encore entravé un bilan public honnête des pertes démographiques.



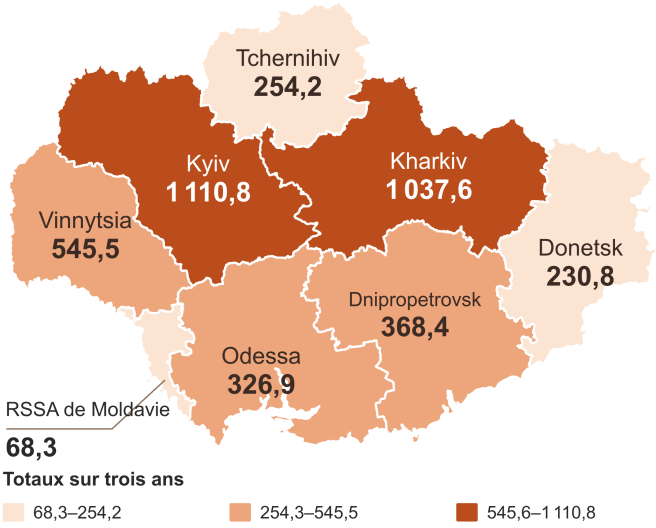
Décès excédentaires en Ukraine soviétique, 1932–1934. Près de neuf sur dix sont survenus en 1933. Graphique établi d'après Rudnytskyi et al. (2015), tableau 6 ; déficit des naissances exclu.

[26] Les estimations publiées varient selon les corrections apportées aux données incomplètes, les hypothèses migratoires, le périmètre territorial et la prise en compte du déficit des naissances. L'analyse régionale de Levchuk et al. (2020) retient l'estimation d'environ 3,9 millions de décès excédentaires en Ukraine soviétique entre 1932 et 1934.

Pertes dues à la famine par région

Ukraine, 1932–1934 · Surmortalité, en milliers

Limites au 1er avril 1933



Surmortalité annuelle

Région	1932	1933	1934	Total
Kyiv	83,9	**991,5**	35,4	1 110,8
Kharkiv	46,9	**969,9**	20,8	1 037,6
Vinnytsia	27,0	**497,3**	21,1	545,5
Dnipropetrovsk	20,6	**331,3**	16,5	368,4
Odessa	19,6	**300,3**	7,0	326,9
Tchernihiv	17,6	**205,4**	31,2	254,2
Donetsk	28,7	**175,2**	26,9	230,8
RSSA de Moldavie	5,7	**58,2**	4,4	68,3

Estimations arrondies, reproduites telles que publiées.

Source : MAPA · Institut de recherche ukrainien, université Harvard

Carte originale © 2018 The President and Fellows of Harvard College. Carte redessinée pour Vatnik Soup.

Surmortalité par région en Ukraine soviétique, 1932–1934, en milliers. Les teintes indiquent les totaux sur trois ans ; le tableau donne les chiffres annuels. Limites administratives du 1er avril 1933, RSSA de Moldavie comprise. Carte redessinée d'après les données de MAPA et les limites historiques de l'Institut de recherche ukrainien de l'université Harvard.



« Le cimetière de masse — une mer de dunes. » Alexander Wienerberger, 1933 ; photographie reproduite à la planche 20 de l'ouvrage d'Ewald Ammende, Muss Russland hungern? (1935).

La répartition des décès appelle elle aussi une explication. Dans « The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33 », Andrei Markevich, Natalya Naumenko et Nancy Qian constatent une **mortalité plus élevée dans les régions où la part des Ukrainiens de souche était plus importante avant la famine, y compris hors de l'Ukraine**

soviétique. Leur analyse régionale ne relève pas de lien entre la mortalité et la productivité alimentaire ; en revanche, les prélèvements prévus et effectifs étaient plus élevés, et les quantités de céréales conservées plus faibles, là où les Ukrainiens représentaient une part plus importante de la population.

TÉMOIGNAGE D'UNE SURVIVANTE



« … nous n'avions rien à manger, seulement de l'eau. »

Tamara Orlova — souvenirs d'enfance de l'Holodomor

Elle se souvenait de la dépossession de sa famille et de sa vie avec sa mère dans un débarras sans fenêtre.

Extrait de mémoires : recueil documentaire du HREC, p. 43. Publié dans The Day en 2010 ; traduction française de l'édition anglaise citée.

Kharkiv, 1933. La photographie et le témoignage concernent des personnes différentes.

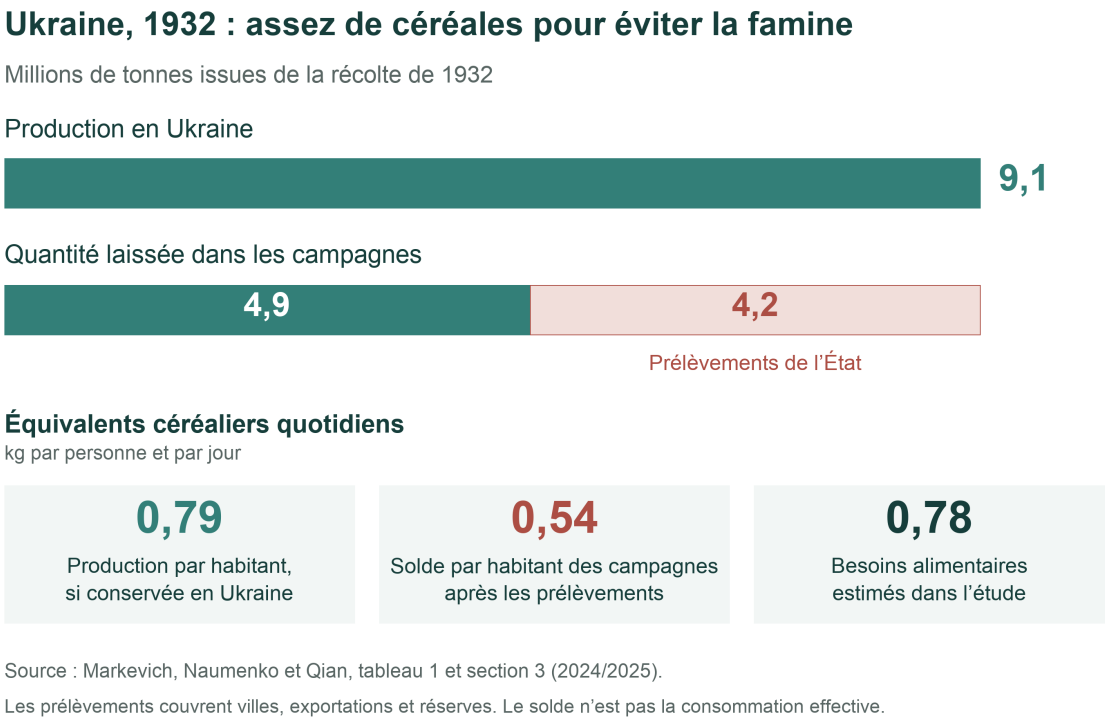
Survivre ne permettait pas de retrouver le monde perdu. Des enfants avaient perdu leurs parents, les foyers étaient dispersés et les villages privés de ceux dont le travail et les soins les faisaient vivre. Les souvenirs de nourriture cachée, de recherches de secours et de décisions sur ce qu'il était possible de partager sont restés dans les familles bien après l'interdiction d'en parler publiquement. La perte de maîtrise d'une récolte était devenue celle des proches, des voisins et de la sécurité quotidienne sur laquelle reposait la vie communautaire.

1.3 Exportations céréalières et priorités de l'État

Le bilan alimentaire établi par Markevich, Naumenko et Qian reconstitue une récolte céréalière de 9,1 millions de tonnes. L'État en a prélevé 4,2 millions, laissant environ 4,9 millions de tonnes dans les campagnes. La production avait diminué par rapport aux 16,8 millions de tonnes de 1931, mais même cette récolte réduite aurait suffi à éviter la famine si elle avait été répartie entre les habitants de l'Ukraine.

Conservée pour nourrir la population rurale et urbaine de l'Ukraine, cette récolte aurait fourni environ 0,79 kg de céréales par personne et par jour, pour des besoins estimés dans l'étude à 0,78 kg. **En 1932, l'Ukraine a produit suffisamment de nourriture pour éviter la famine.** Après les prélèvements, il ne restait dans les campagnes que 0,54 kg par personne et par jour, soit environ 30 % de moins que ces besoins. Les auteurs établissent également que

le reste de l'URSS produisait assez pour nourrir sa propre population sans les céréales ukrainiennes.[27] Le résumé intégral et la référence bibliographique figurent à la section 2.3.

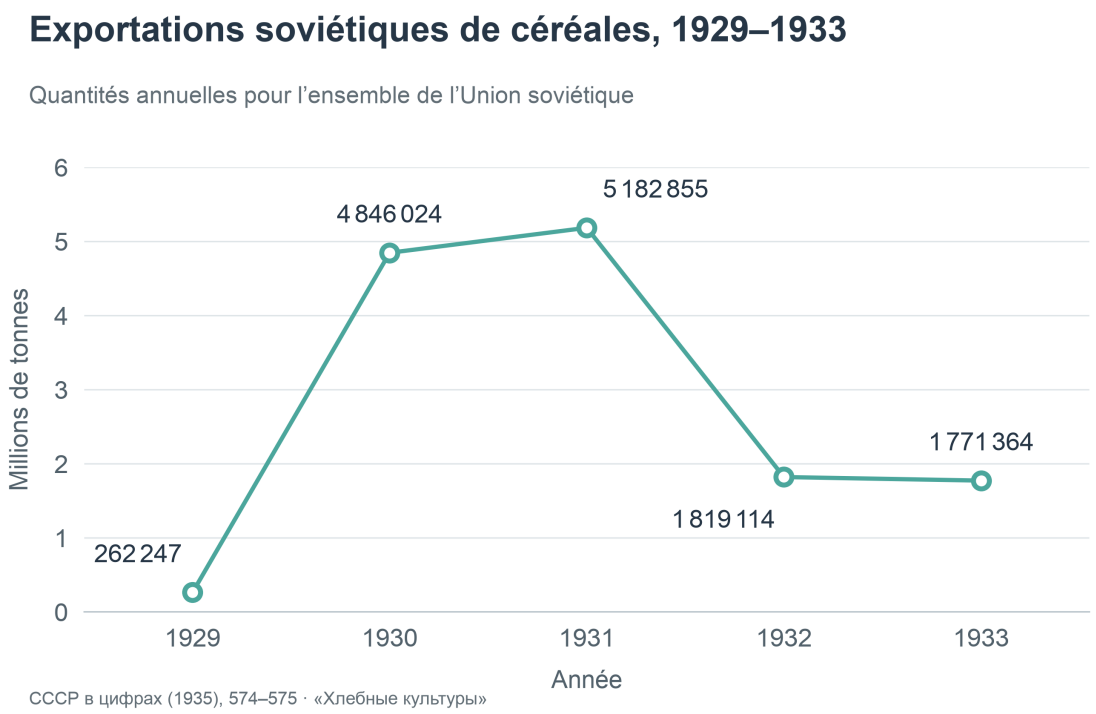


Récolte céréalière de l'Ukraine en 1932 et quantité laissée dans les campagnes après les prélèvements de l'État. Ce solde comprend les semences et ne mesure pas la consommation effective. Source : Markevich, Naumenko et Qian, tableau 1.

L'Union soviétique continuait d'exporter des produits agricoles alors que la population mourait de faim. Ses propres statistiques publiées le montrent. Le recueil statistique *СССР в цифрах*[28] (*L'URSS en chiffres*), paru en 1935, p. 574–575 enregistre dans la catégorie « Хлебные культуры » — cultures céréalières — des exportations de 4 846 024 tonnes en 1930, 5 182 855 en 1931, 1 819 114 en 1932 et 1 771 364 en 1933. Il s'agit des totaux de l'Union soviétique, et non d'exportations attribuées spécifiquement à l'Ukraine ; la catégorie dépasse le seul blé.

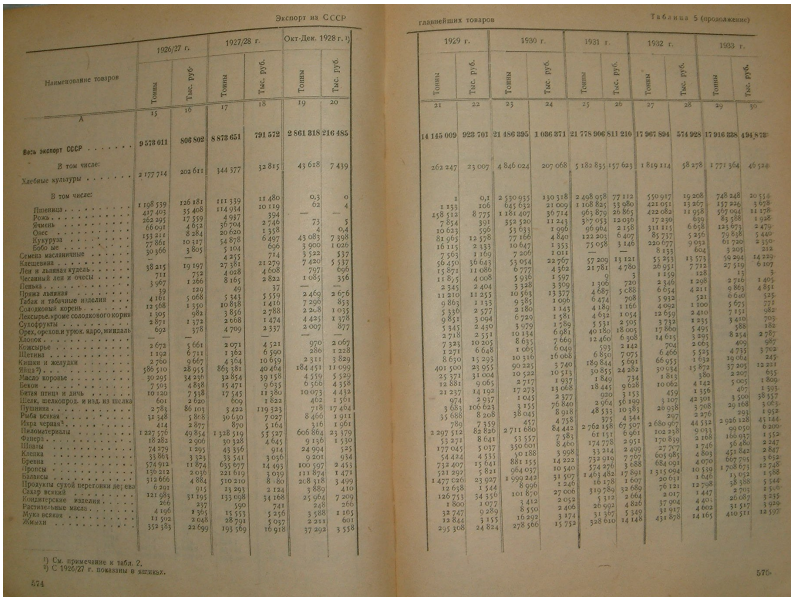
[27] Markevich, Naumenko et Qian, « The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33 », section 3, tableau 1 ; version de la publication anticipée liée par l'autrice, p. 8–10. La production reconstituée de 1932 s'élève à 9,1 millions de tonnes et les prélèvements à 4,2 millions ; le solde d'environ 4,9 millions est calculé à partir de ces chiffres arrondis. Les prélèvements comprennent l'approvisionnement urbain, les exportations et les réserves : ils ne mesurent pas les céréales expédiées hors d'Ukraine et ne doivent pas être ajoutés aux exportations. Le tableau 1 indique une production de 0,791 kg par habitant et par jour et un solde de 0,538 kg par habitant des campagnes ; le texte donne un besoin alimentaire de référence de 0,778 kg, calculé d'après les normes caloriques officielles et la composition démographique. Les populations de référence diffèrent. Le solde inclut les semences et ne correspond pas à une consommation observée ; le bilan exclut les réaffectations et les secours non systématiquement documentés et ne déduit pas les pertes de stockage ou de transport. Les auteurs examinent ces limites et la disponibilité d'autres aliments. Les exportations annuelles de l'ensemble de l'URSS indiquées ci-dessous constituent une série distincte, et non les exportations de la récolte ukrainienne de 1932.

[28] ЦУНХУ Госплана СССР, *СССР в цифрах* (Москва, 1935), p. 574–575.



Exportations soviétiques de céréales, 1929–1933 : quantités annuelles pour l'ensemble de l'Union soviétique en tonnes. Les points représentent cinq années civiles et sont reliés par des segments droits.

Les exportations ont donc fortement baissé après 1931, mais se sont poursuivies pendant la catastrophe de 1932–1933. Les deux faits comptent. La baisse des volumes exportés n'exclut pas que des foyers aient été privés d'une nourriture dont ils avaient désespérément besoin. Inversement, un total annuel d'exportations ne dit ni à quel moment un chargement est parti, ni où son contenu avait été prélevé, ni quelles communautés affamées auraient pu le recevoir.



Les exportations céréalières dans les statistiques officielles soviétiques : double page de СССР в цифрах (1935), p. 574–575. La ligne « Хлебные культуры » donne les quantités en tonnes ; la colonne adjacente indique les valeurs monétaires.

Les ventes à l'étranger s'inscrivaient dans une lutte plus large pour les ressources agricoles. Dans son discours du 9 juillet 1928 sur l'industrialisation et le problème des céréales, Staline

présente les prélèvements agricoles comme une source de financement industriel. Il fallait payer les importations de machines et de compétences, tandis que les villes en expansion et les projets industriels se disputaient aussi la nourriture.[29] Mais l'importance accordée au développement industriel ne déterminait pas ce qui pouvait être prélevé sans danger sur les producteurs et ne justifiait pas de les priver de leurs moyens de survie.

Les achats à l'étranger servaient aussi l'expansion militaire soviétique. Outre des machines finies, l'URSS acquérait des plans d'usines, des équipements, des droits de production et une assistance technique. Le contrat conclu le 28 avril 1930 par Amtorg avec l'entreprise américaine U.S. Wheel Track Layer Corporation prévoyait par exemple deux chars Christie, des droits de fabrication et une aide technique à la production en URSS.[30]

Les recettes d'exportation comptaient aussi pour le paiement d'achats antérieurs. En octobre 1931, le Politburo liait les commandes soviétiques en Allemagne aux débouchés offerts aux exportations soviétiques et avertissait que les paiements dus en 1932 étaient insuffisamment garantis. En janvier 1934, le Commissariat du peuple au commerce extérieur indiquait que des équipements commandés en 1930–31 avaient continué d'arriver en 1932 et que les livraisons allemandes de 1933 comprenaient des commandes de 1931–32.[31] Les céréales étaient une source de recettes extérieures parmi d'autres ; ce lien financier ne permet pas d'établir que des cargaisons précises avaient payé des armes précises.

Les exportations doivent donc être examinées avec les collectes, les allocations intérieures, les réserves, les semences, ainsi que le calendrier et les bénéficiaires des secours. Une tonne enregistrée à l'exportation était une tonne qui n'était pas laissée à un foyer affamé. La question factuelle porte sur la répartition des ressources par les autorités à mesure que la faim progressait ; celle de la responsabilité concerne aussi ce qu'elles savaient et les choix qui leur restaient ouverts.

[29] Politburo du Comité central du VKP(b), *Директивы к переговорам с Германией о расширении советского экспорта*, directives approuvées le 15 octobre 1931, points 2–4 (RGASPI, f. 17, op. 162, d. 11, l. 29) ; Commissariat du peuple au Commerce extérieur de l'URSS (NKVT), *Внешне-торговая политика СССР*, note du 12 janvier 1934, section III, « Германия » (RGAE, f. 413, op. 12, d. 1366, ll. 16–17). Les directives lient les commandes soviétiques en Allemagne aux possibilités d'exportation ; la note décrit les crédits garantis et les livraisons correspondant à des commandes antérieures.

[30] U.S. Wheel Track Layer Corporation et Amtorg Trading Corporation, contrat du 28 avril 1930, préambule et §§ 1, 9–10 ; copie d'archives en russe transcrite par T-34 Inform (RGVA, fonds 31811, inventaire 1, dossier 374, feuillets 5–6). Le contrat prévoit des chars, les droits de les fabriquer en URSS et une assistance technique. Pour le contexte industriel et militaire plus large, voir Piotr R. Frankowski, *The Secret Red Alliance: How the Soviet Union Planned to Use Germany to Take Over the World*, chap. XX, XXII et XXIV–XXV (à paraître).

[31] Politburo du Comité central du PC(b) de l'URSS, *Директивы к переговорам с Германией о расширении советского экспорта*, directives approuvées le 15 octobre 1931, § 2(a), (c) (RGASPI, fonds 17, inventaire 162, dossier 11, feuillet 29) ; Commissariat du peuple au commerce extérieur de l'URSS (NKVT), *Внешне-торговая политика СССР*, note du 12 janvier 1934, sections I et III, « Германия » (RGAE, fonds 413, inventaire 12, dossier 1366, feuillets 1–26 ; sous-section sur l'Allemagne, feuillets 16–17). La section I distingue commandes et livraisons et présente le maintien de la solvabilité après les grandes commandes de 1929–31 comme une tâche centrale ; la section III relève des livraisons allemandes issues de commandes antérieures.

1.4 Ce que le monde savait et ce qu'il a fait

Des preuves de la famine sont parvenues au monde extérieur alors que les gens mouraient encore. Les autorités soviétiques entravaient les enquêtes et niaient la catastrophe, mais des reportages, des lettres et des appels franchissaient la frontière. Il faut donc distinguer trois questions : les informations rendues publiques, ce que les gouvernements étrangers savaient en privé et ce qu'ils étaient prêts à faire. Des gouvernements et des institutions étrangers recevaient des éléments par des voies indépendantes de la presse.

Les Ukrainiens eux-mêmes tentaient de donner l'alerte. La lettre du Conseil national ukrainien du Canada au Premier ministre R. B. Bennett du 2 octobre 1933 décrit les lettres désespérées qui parvenaient au Canada. Le 26 septembre, le Comité de liaison des organisations internationales féminines avait appelé Johan Mowinckel, président du Conseil de la Société des Nations, à agir pour l'Ukraine soviétique. Les proches et les défenseurs des victimes cherchaient à susciter une réponse, sans attendre que des observateurs étrangers découvrent leurs souffrances.

Mykola Lemyk : rendre la famine publique

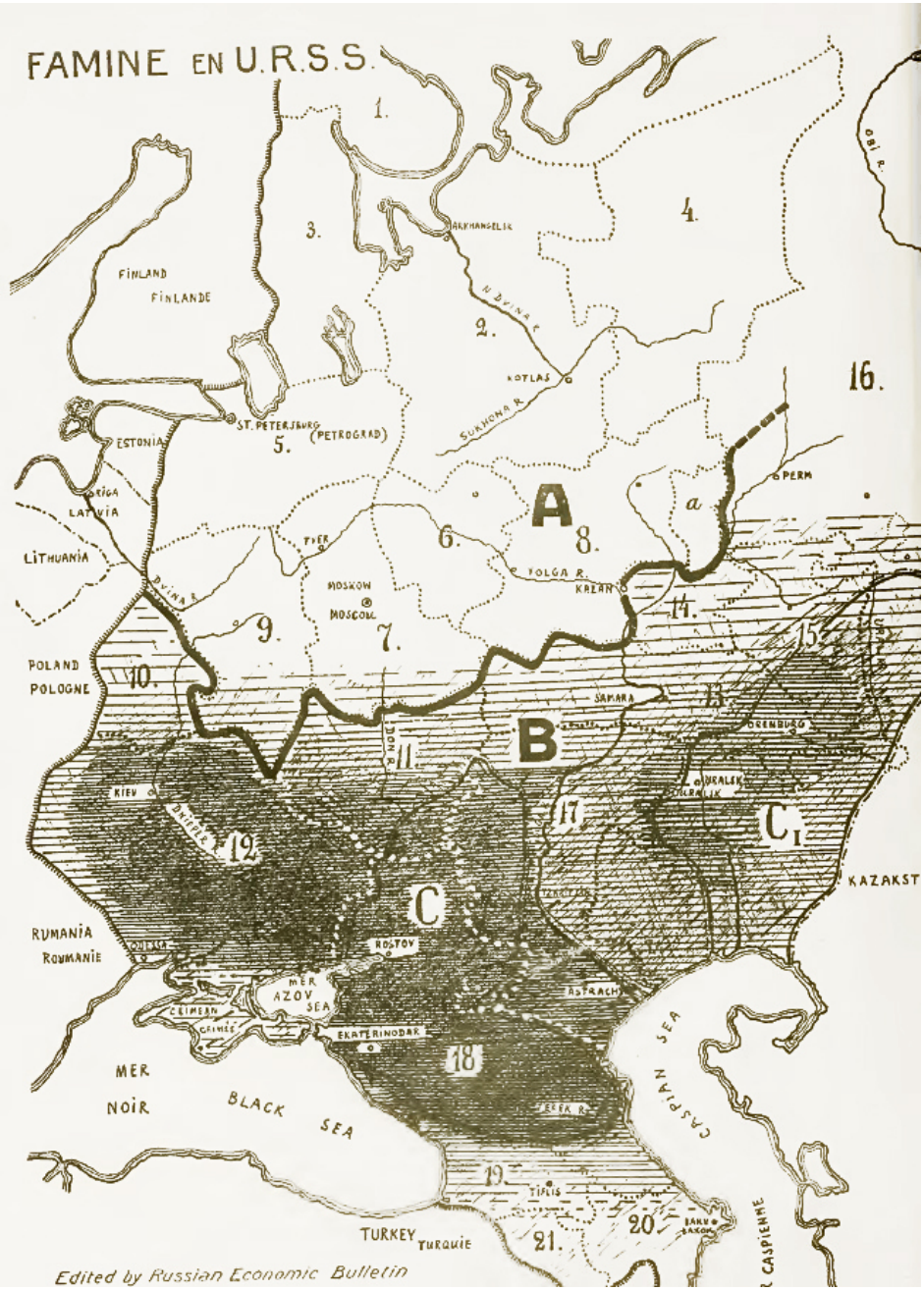
Le 21 octobre 1933, Mykola Lemyk, jeune membre de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), a tué par balle Oleksii Mailov, fonctionnaire du consulat soviétique à Lviv. Lviv se trouvait alors en Pologne. L'OUN avait préparé l'assassinat comme acte de protestation contre la famine en Ukraine soviétique.

Lemyk s'est rendu à la police polonaise afin de pouvoir expliquer devant le tribunal l'objectif politique du meurtre et attirer l'attention sur la famine. Son procès a été couvert par la presse en Galicie et à l'étranger ; il a été condamné à la prison à perpétuité. L'affaire illustre les efforts entrepris hors de l'URSS pour briser le silence soviétique.[32]



Mykola Lemyk.

[32] Sur la résistance à la censure et au silence imposé sous le pouvoir communiste, voir Vatnik Soup, *Jan Palach: Resistance to Tyranny*, Dossier de mémoire historique (janvier 2027). À paraître.



Famine en U.R.S.S., carte publiée avec Famine in USSR d'A. Markoff (Paris, 1933). A : régions consommatrices de céréales ; B : régions productrices ; C : anciens territoires cosaques du Don, du Kouban et du Terek ; C_1 : territoires cosaques de l'Oural et d'Orenbourg. Les hachures denses signalent les zones identifiées comme subissant la famine la plus désastreuse. La carte couvre l'URSS européenne, avec le Caucase ; elle ne représente pas l'ensemble de la famine soviétique.

Le journalisme indépendant contestait aussi le récit officiel. La déclaration faite à Berlin par Gareth Jones le 29 mars 1933 a porté les observations de son voyage à la connaissance d'un public international. Les articles de Malcolm Muggeridge parus en mars dans le *Manchester Guardian* décrivaient la famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord. Dans sa réponse ultérieure à Duranty,[33] Jones distingue plusieurs types de preuves : conversations dans les villages, paysans déplacés, lettres, diplomates, journalistes et experts techniques. Leurs récits différaient par l'accès au terrain et par la méthode, mais l'existence de la censure ne rendait pas l'enquête indépendante impossible.

[33] Voir la section 1.5, « Duranty, un proto-vatnik », pour la réponse de Duranty à Jones et l'échange qui a suivi.

Le voyage de la journaliste canadienne Rhea Clyman en Ukraine et dans le Caucase du Nord en 1932 a permis aux témoignages des villageois d'atteindre les lecteurs étrangers par une autre voie. Son reportage dans le *Toronto Evening Telegram* du 16 mai 1933 décrit des familles privées de nourriture et de bétail, ainsi que des villageois lui demandant de transmettre un appel au Kremlin. L'article est paru pendant les mois les plus meurtriers de la famine, mais décrit les conditions qu'elle avait observées l'année précédente.

La série de cinq articles de William Henry Chamberlin dans le *Manchester Guardian* en octobre 1933 reconnaît une mortalité exceptionnelle après son voyage en Ukraine et dans le Caucase du Nord, tout en ménageant encore les explications soviétiques. Après son départ de Moscou, son article dans le *Christian Science Monitor* du 29 mai 1934 décrit des survivants dont les témoignages contredisaient les dénégations officielles et présente la famine comme un instrument politique. La censure et le souhait de conserver l'accès au pays pouvaient limiter les publications d'un correspondant même après qu'il avait constaté les ravages de la famine. Sa condamnation plus complète est parvenue aux lecteurs après le pic de mortalité.



Series on "Tammany's Poor Relations" Continues Today on Pa

NIGHT EDITION ★ ★ ★ ★ ★ Wall Street Closing Prices

New York Evening Post

NIGHT EDITI ★ ★ ★ Wall Street Closing

THREE 3 CENTS — WEDNESDAY, MARCH 29, 1933 — THREE

FAMINE GRIPS RUSSIA, MILLIONS DYING, IDLE ON RISE, SAYS BRITON

Gareth Jones, Lloyd George Aid, Reports Devastation

TOURS FARM AREAS, FINDS FOOD GONE

Asserts Reds Arrest Britain to Check Public Wrath—Peasants "Wait for Death"

FRANCE HAS BIG DEFICIT

GAMBRINUS TO COME BACK

INSURANCE SAFE BLASTED

S. K. THOMPSON RESIGNS

EXECUTION TOO EXPENSIVE

WOULD BAN FREE LUNCH

CUTS IN VETERAN BENEFITS MAPPED

REICH JEWS ASK END OF PROTESTS

Nazi Reprisal Order Puts Victims in Paris — Pupils Barred From Schools

LEHMAN PLEA ON BEER BILL STIRS STORM

Both Parties in Both Houses Launch Bitter Attack

GOVERNOR BLAMES LOBBYISTS' 'SWARM'

In Appeal to Legislature Says Selfish Interests Menace Repeal

ROOSEVELT DEMANDS U CONTROL NEW SECURITI MESSAGE HITS DISHONES

LA GUARDIA SEEKS MAYORALTY AGAIN

Plans Independent Race, With Demand for Full Control of Estimate Board

Summary of the Securities Bill as Submitted by Roosevelt

WASHINGTON, March 29 (A. P.)—Following is an analysis of the proposed Federal security act submitted to Congress today by President Roosevelt. The analysis was prepared by Burton Thompson, one of its framers and a former member of the Federal Trade Commission:

"The Federal securities act is a bill to provide for the furnishing of information and the supervision by courts in investment securities in interstate commerce.

"Section 1 and 2 contain the title of the bill and certain definitions as the following subjects: 'Security,' 'Person,' 'Sale,' 'Issuer,' 'Commission' (meaning the Federal Trade Commission, which is to have jurisdiction under the bill), 'Mortgage,' 'Dealer' and 'Interstate Commerce.'

Requirements Set Forth

"Section 3 sets forth certain requirements in the matter of the sale and advertisement of securities in interstate commerce and forbids such sale or advertisement until certain information shall have been filed with the Commission. This section covers the subjects of—

"(A) The sale or offer to sell domestic securities in interstate commerce;

"(B) The advertisement of domestic securities through interstate medium, including not only newspapers, circulars and magazines but also radio;

"(C) The physical transportation of domestic securities across State lines;

"(D) The sale or offer to sell by persons or corporations of the securities of foreign governments in the United States.

Sponsors Sign Statement

"Section 4 provides that the promoters, principal officers and directors of corporations shall sign the statement, except in the case of securities issued by foreign Governments, where the statement shall be signed by persons in the United States negotiating or underwriting the loan for the sale in the United States.

Detailed Data

"Section 5 designates the information required in the statements to be filed with the commission and consists of—

"(A) Information in regard to the capitalization and [illegible] required concerning foreign Government securities.

"In the case of domestic securities it requires the names of the issuers of the stock, promoters, trustees, officers, etc., the amount of paid-up capital, the numbers and types of shares with the description of their respective voting rights, dividends, profits, the amount of funded debt, a balance sheet showing a detailed list of assets and liabilities, a statement of the amount of the issuers' income, expense and fixed charges during the preceding fiscal year; the plan of the proposed issue, the price offered to the public, all underwriting commissions and the amount returned to capital investment together with the names of all of those composing the syndicate.

Under Background Bared

"In the case of the securities issued by foreign Governments the American representatives shall state the purpose, date and terms of the loan, the underwriting agreement, members of the syndicate, because, commissions to be received by the foreign Government, the security pledged and the amount of foreign funds, if any, to be used in the purchase of the issue.

"The Commission may require the foreign Government and whether it has ever defaulted on any principal or interest on any security sold in the United States, together with the proposed method of distribution and price of the security as offered here.

"A fee of one-hundredth of 1 per cent of the value of the securities will be charged for registration with the Commission.

"Section 6 empowers the commission to revoke the registration of domestic securities. Some of the grounds stated are insolvency of the issuer, violation of the act, previous refusal [illegible]

Rule Over F sues Offered cluded i

BILL GIVEN A TO SENA

Quick Passage dent to Submit change Mean

New York Evening Post, 29 mars 1933 : extrait de la une rapportant l'alerte de Jones. Le nombre de morts annoncé dans le titre relève du reportage de l'époque, et non d'une estimation démographique.

L'idée d'utiliser les relations économiques pour obtenir des concessions humanitaires a été soulevée à l'époque. À la Chambre des communes, le 5 juillet 1933, la duchesse d'Atholl a évoqué la famine en Ukraine et dans d'autres régions soviétiques, contestant la perspective de tirer profit d'importations alimentaires soviétiques à bas prix. Elle demandait au gouvernement de subordonner tout nouveau crédit à des mesures en faveur de la population, notamment à la possibilité pour les paysans de conserver de la nourriture. Son intervention

montre que la catastrophe et l'éventualité d'une pression économique faisaient l'objet d'un débat public pendant la famine.

L'appel du cardinal Theodor Innitzer publié le 19 août 1933 demande lui aussi des secours et invite ceux qui développaient les relations économiques avec l'URSS à obtenir une clause humanitaire. Il propose d'utiliser ces relations pour garantir l'accès des secours. À cette date, le pic de mortalité du printemps et du début de l'été était déjà passé.

Les secours nécessitaient un accès autant que de l'argent et de la nourriture. Le déni soviétique contribuait au refus de l'aide internationale : accepter une opération indépendante aurait révélé les conditions que les autorités dissimulaient. La grande mission de l'ARA de 1921–1923 n'a pas eu d'équivalent en Ukraine en 1932–1933. Les transferts privés et les achats chez Torgsin constituaient d'autres circuits, dépendants de ressources et de relations dont beaucoup de foyers affamés étaient dépourvus. L'obstruction soviétique et le refus des gouvernements étrangers d'insister étaient deux obstacles distincts, qui se renforçaient pourtant mutuellement.

L'engagement commercial avait entre-temps créé d'autres relations. Machines américaines, conception d'usines, ingénierie et compétences techniques contribuaient à l'industrialisation soviétique ; les contrats Ford–Kahn en offrent un exemple concret. La coopération industrielle était une activité commerciale, distincte des secours humanitaires. Mais la présence de spécialistes étrangers créait aussi des voies d'information possibles. La responsabilité doit être appréciée à partir de ce que chaque participant savait et pouvait influencer.



Chaîne de montage à l'usine Ford de Moscou, 6 novembre 1930. L'accord de 1929 avait intégré des plans d'usines et du personnel technique de Ford à l'industrialisation soviétique.

Le 10 juillet 1933, Sergio Gradenigo, consul d'Italie à Kharkiv, a signalé la famine et les maladies à l'ambassade de Moscou, pour information du ministère des Affaires étrangères. Sa dépêche antérieure du 31 mai avait prédit que le dépeuplement et l'installation de Russes entraîneraient la russification de l'Ukraine, tout en reprenant des accusations antisémites. Le 2 septembre, l'Italie fasciste a signé un pacte d'amitié, de non-agression et de neutralité avec

l'URSS. Les rapports sur la famine coexistaient avec les accommodements diplomatiques ; l'hostilité idéologique au communisme n'empêchait pas les relations avec l'État soviétique.

Les États-Unis ont reconnu l'Union soviétique le 16 novembre 1933. Les objectifs de Roosevelt comprenaient les débouchés commerciaux et la limitation de l'expansion japonaise en Asie. Ces intérêts existaient indépendamment des reportages de Duranty. La reconnaissance faisait coexister ces priorités diplomatiques avec les preuves des souffrances ukrainiennes, qui restaient sans réponse adéquate.

Duranty avait aussi un accès direct à Roosevelt. Leur rencontre à Albany en juillet 1932 a eu lieu alors que Roosevelt était gouverneur et candidat à la présidence. Un récit contemporain dans *Time* décrit cette longue consultation. L'autorité de Duranty pouvait donc atteindre les décideurs autant que les lecteurs des journaux.

Les négociations financières montrent à quel point Roosevelt était prêt à laisser des questions en suspens. Un mémorandum du 15 novembre 1933 envisage un paiement compris entre 75 et 150 millions de dollars, financé par un supplément d'intérêts sur les prêts ou crédits américains à l'URSS, les autres créances étant abandonnées. Le montant exact restait à fixer. En juillet 1934, le secrétaire d'État adjoint R. Walton Moore faisait état de créances supérieures à 600 millions de dollars et décrivait l'échec des négociations. La reconnaissance avait déjà été accordée. Il s'agissait de concessions proposées, et non d'un accord de remboursement exécuté. Les objectifs commerciaux et stratégiques avaient produit un résultat diplomatique sans qu'aient été préalablement obtenus ni l'exécution des engagements financiers ni des secours humanitaires.

Arthurdale et l'attrait de l'expérimentation sociale

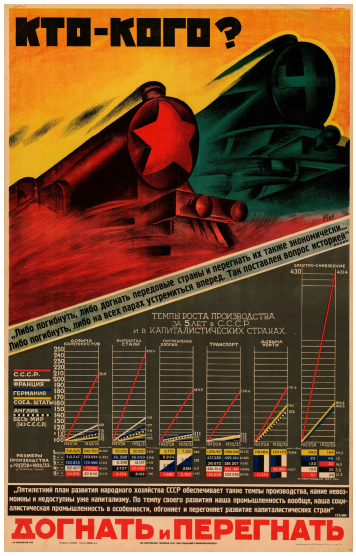
Le projet d'Arthurdale d'Eleanor Roosevelt, en Virginie-Occidentale, est né de cette même recherche de solutions à l'effondrement économique pendant la Grande Dépression. Le gouvernement fédéral a acheté le site en 1933 ; les premières familles sont arrivées en 1934. Ses 165 foyers associaient parcelles familiales, entreprises coopératives, école et services publics. L'engagement personnel d'Eleanor a contribué à faire de ce projet une expérience très visible de vie communautaire planifiée.



Maisons d'Arthurdale, juin 1935.

Les candidats à Arthurdale cherchaient un logement et des moyens de subsistance. L'enthousiasme entourant le projet montre l'espoir placé dans une reconstruction sociale délibérée. Dans une partie de la gauche américaine, l'industrialisation soviétique portait une promesse plus grande encore de sortie de la crise du capitalisme. Le journaliste américain Louis Fischer exprimait cette sympathie dans un article de 1935 pour *The Nation* : le succès apparent de l'expérience soviétique nourrissait une foi politique. Dès lors que cette foi dépendait du résultat, les récits de souffrance pouvaient être reçus comme des attaques contre l'espoir lui-même.

Statistiques et foi dans l'expérience soviétique



Les statistiques officielles contribuaient à donner à cet espoir l'apparence d'un succès mesuré. Dans son rapport du 7 janvier 1933, Staline affirme que le revenu national avait augmenté de 85 % depuis 1928 et que les conditions matérielles des ouvriers et des paysans s'amélioraient d'année en année.

L'évaluation du premier plan quinquennal par Mark Harrison attribue l'essentiel de la hausse déclarée du revenu national à des augmentations de prix non reconnues et à d'autres biais statistiques. De nouvelles capacités industrielles coexistaient avec la baisse de la consommation et la famine de masse.[34]

L'attrait politique résidait dans ce que les chiffres semblaient prouver : alors que les économies capitalistes étaient en crise, la planification paraissait ouvrir un autre avenir. Le choix des indicateurs était donc décisif. La production industrielle pouvait augmenter tandis que les paysans perdaient l'accès à la nourriture ; la validation apparente de l'expérience dépendait des résultats comptabilisés et des pertes laissées de côté.

« Qui l'emportera ? Rattraper et dépasser », 1929. La production de chaque pays en 1927/28 est ramenée à l'indice 100. Les graphiques comparent les pourcentages de croissance projetés jusqu'en 1932/33 à partir de niveaux absolus différents. Même si les projections étaient exactes, une croissance plus rapide ne suffirait pas à établir que la production soviétique dépasserait celle de ses rivaux. Le slogan, les trains en course et les hautes lignes rouges contribuent à donner cette impression.

Les dépêches diplomatiques britanniques des 5 mars et 17 juillet 1933 décrivent la situation au Kouban et en Ukraine, notamment des morts de faim et des villages désertés. Un débat britannique ultérieur rend particulièrement nette la distinction entre savoir et agir. À la Chambre des lords, le 25 juillet 1934, lord Ponsonby s'opposait à l'examen parlementaire des affaires intérieures étrangères et détournait l'attention vers la pauvreté en Grande-Bretagne, les famines en Inde et la situation aux États-Unis. Cette diversion ne réfutait en rien les éléments venus d'Ukraine.[35] Dans le même débat, le porte-parole du gouvernement, le comte Stanhope, reconnaissait connaître une grande partie des informations présentées et indiquait que les seuls éléments susceptibles de les contredire étaient ceux de la propagande officielle soviétique, en contradiction avec les autres sources. Il refusait néanmoins de fournir des documents pour la discussion. Cet échange est postérieur à la famine, mais montre que la connaissance pouvait coexister avec le refus d'agir publiquement.

L'échec international était donc plus complexe qu'une tromperie réussie imposée à un monde ignorant. Les alertes pouvaient être entravées, rejetées, minimisées ou subordonnées à

[34] L'étude de Harrison sur l'inflation cachée dans les statistiques industrielles soviétiques décrit les incitations poussant les entreprises à obtenir des prix de plan élevés, qui facilitaient l'exécution des objectifs de production exprimés en roubles. Il relève aussi une interdiction venue d'en haut de réviser les résultats à la baisse une fois ceux-ci publiquement annoncés. Le biais de mesure et la protection politique pouvaient donc se renforcer mutuellement.

[35] Un cas ancien de *whataboutism*, ou diversion par le « et les autres ? ». Voir Vatnik Soup, *Debunk of the Day 4: Whataboutism*, 1er février 2026.

d'autres objectifs. Le déni pouvait permettre d'éviter les conséquences d'informations déjà reçues.

1.5 Duranty, un proto-vatnik

Les reportages de Walter Duranty montrent comment une indépendance apparente pouvait donner de l'autorité à l'étranger au récit d'un régime. Il a aussi contribué à dissimuler l'un des pires massacres du XXe siècle — le génocide de l'Holodomor — pendant son déroulement. Son statut de correspondant expérimenté et de lauréat du Pulitzer donnait du crédit à ses assurances publiques.

L'analogie contemporaine du *proto-vatnik* porte sur une pratique : un commentateur étranger prête l'autorité de son expertise au récit privilégié par le régime tout en dépréciant les témoins qui le contredisent. Gorki avait de même prêté son prestige littéraire à la célébration du travail forcé dans le livre de propagande de 1934 sur le canal de la mer Blanche (voir l'encadré de la section 2.5.2). On peut examiner les prises de position publiques de Duranty sans présumer qu'il était un agent soviétique rémunéré. Censure, dépendance envers les autorités pour l'accès au terrain et à l'information, sympathie idéologique, apologie et recrutement clandestin sont des relations différentes.

Dans « Russians Hungry, But Not Starving », paru le 31 mars 1933, Duranty reconnaît des morts liées à la malnutrition tout en niant la famine. Il conteste les preuves de Jones et associe les reportages sur la famine à des prédictions erronées d'effondrement soviétique. Or la survie d'un gouvernement ne dit guère si les personnes qu'il gouverne meurent de faim.



Portrait publié en 1919.



mini-soupe offerte

Walter Duranty

Dans la Vatnik Soup d'aujourd'hui, nous présentons **Walter Duranty**, journaliste d'origine britannique. Il est surtout connu pour avoir obtenu un prix Pulitzer pour ses reportages sur l'Union soviétique — et pour avoir nié l'Holodomor alors que des millions d'Ukrainiens mouraient de faim.

Né à Liverpool en 1884, formé à Cambridge, il est devenu correspondant du *New York Times* à Moscou. Son Pulitzer de 1932 récompensait des articles parus en 1931.

Dans sa dépêche de mars 1933, il rabaisse le témoignage direct de Gareth Jones au rang de « récit alarmiste », reconnaissant des morts dues à la malnutrition tout en niant la famine.

Quelques mois plus tôt, il avait rassuré les lecteurs : les Russes s'étaient « serré la ceinture ». La famine devenait une épreuve que la population pouvait endurer pendant que le progrès soviétique se poursuivait.

Son tristement célèbre recours à la métaphore de l'omelette et des œufs servait à justifier les pertes humaines causées par le régime. Le déni et la justification se renforçaient : minimiser la souffrance, puis l'excuser comme prix de la construction du socialisme.

Le *New York Times* n'a jamais rendu son Pulitzer. En 2003, le jury du prix a refusé de le lui retirer.

Plus révélateur encore, l'article associe **la minimisation de la souffrance à sa justification**. Duranty invoque la métaphore de l'omelette et compare l'indifférence des bolcheviks aux victimes de la transformation socialiste à la disposition des généraux à sacrifier des soldats. L'argument propose deux défenses à la fois : la catastrophe était prétendument exagérée, tandis que les pertes humaines sont présentées comme un coût normal du projet. La survie des personnes est subordonnée aux réalisations du régime. Son récit fournit ainsi une raison de tolérer la souffrance autant qu'une raison de douter de son ampleur.

C'est le problème moral que Hayek a ensuite examiné au chapitre X de *The Road to Serfdom* (1944), « Why the Worst Get on Top »[36]. Son argument concerne les institutions qui récompensent l'absence de scrupules lorsqu'un objectif collectif l'emporte sur les limites à respecter dans le traitement des personnes. La défense de Duranty montre comment un observateur extérieur pouvait contribuer à rendre cette dureté acceptable. Affirmer qu'une grande transformation exigeait des sacrifices laissait aussi à ses dirigeants le soin de décider quelles vies pouvaient être sacrifiées.

Hayek et The Road to Serfdom, 1944

Friedrich August von Hayek (1899–1992) était un économiste et penseur politique britannique d'origine autrichienne, formé à Vienne et enseignant à la London School of Economics de 1931 à 1950. Il a achevé *The Road to Serfdom* pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que la LSE avait été repliée à Cambridge. La première édition britannique est parue le 10 mars 1944, alors que l'Allemagne nazie et l'Union soviétique de Staline existaient encore et que cette dernière était l'alliée de guerre de la Grande-Bretagne.



Friedrich August von Hayek, portrait non daté.

Dédié « aux socialistes de tous les partis », le livre conteste le collectivisme dans les différents camps politiques[37]. Hayek rapproche fascisme, nazisme et communisme soviétique par leur subordination du choix individuel à des fins collectives imposées par un pouvoir concentré. Il soutient que la planification économique intégrale oblige les autorités à imposer des priorités à des personnes qui ne partagent pas les mêmes fins. Son premier public était britannique : il craignait que l'attrait de la direction économique de guerre prolonge des contrôles étendus en temps de paix.

[36] F. A. Hayek, *The Road to Serfdom* (Routledge, 1944), chapitre X, « Why the Worst Get on Top ».

[37] F. A. Hayek, *The Road to Serfdom* (1944).

Hayek et The Road to Serfdom, 1944 (suite)

L'édition américaine a suivi en septembre 1944 ; une version condensée dans le *Reader's Digest*, en avril 1945, l'a fait connaître à un public beaucoup plus large. Son accueil fut très partagé, et le livre est devenu une référence durable des débats libéraux sur la planification, la coercition politique et l'État de droit.

Hayek a partagé le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel de 1974 avec Gunnar Myrdal. Dans son allocution au banquet Nobel du 10 décembre, il a averti que le prix conférait « une autorité qu'en économie aucun homme ne devrait posséder ». Le lendemain, sa conférence *The Pretence of Knowledge* expose le danger qu'il y a à voir dans une expertise limitée un mandat pour diriger la société.



RUSSIANS HUNGRY, BUT NOT STARVING

Deaths From Diseases Due to Malnutrition High, Yet the Soviet Is Entrenched.

LARGER CITIES HAVE FOOD

Ukraine, North Caucasus and Lower Volga Regions Suffer From Shortages.

KREMLIN'S 'DOOM' DENIED

Russians and Foreign Observers In Country See No Ground for Predictions of Disaster.

By WALTER DURANTY.
Special Cable to THE NEW YORK TIMES.

MOSCOW, March 30.—In the middle of the diplomatic duel between Great Britain and the Soviet Union over the accused British engineers there appears from a British source a big scare story in the American press about famine in the Soviet Union, with "thousands already dead and millions menaced by death from starvation."

Its author is Gareth Jones, who a former secretary to David Lloyd George and who recently spent three weeks in the Soviet Union and reached the conclusion that the country was "on the verge of a terrific smash," as he told the writer.

Mr. Jones is a man of a keen and active mind, and he has taken the trouble to learn Russian, which he speaks with considerable fluency, but the writer thought Mr. Jones's judgment was somewhat hasty and asked him on what it was based. It appeared that he had made a forty-mile walk through villages in the neighborhood of Kharkov and had found conditions sad.

I suggested that that was a rather inadequate cross-section of a big country, but nothing could shake his conviction of impending doom.

Predictions of Doom Frequent.

The number of times foreigners, especially Britons, have shaken rueful heads as they composed the Soviet Union's epitaph can scarcely be computed, and in point of fact it has done the Soviet Union incalculable harm since the day when William C. Bullitt's able and honest account of the situation was shelved and negatived during the Versailles Peace Conference by reports that Admiral Kolchak, White Russian leader, had taken Kazan—which he never did—and that the Soviet power was "on the verge of an abyss."

Admiral Kolchak faded. Then General Denikin took Orel and the Soviet Government was on the verge of an abyss again, and General Yudenich "took" Petrograd. But where are Generals Denikin and Yudenich now?

A couple of years ago another British "eyewitness" reported a mutiny in the Moscow garrison and "rows of corpses neatly piled in Theatre Square," and only this week a British news agency revealed a revolt of the Soviet Fifty-fifth Regiment at Dauria, on the Manchurian border. All bunk, of course.

This is not to mention a more regrettable incident of three years ago when an American correspondent discovered half the Ukraine flaming with rebellion and "proved" it by authentic documents eagerly proffered by Rumanians, which documents on examination appeared to relate to events of eight or ten years earlier.

Saw No One Dying.

But to return to Mr. Jones. He told me there was virtually no bread in the villages he had visited and that the adults were haggard, gaunt and discouraged, but that he had seen no dead or dying animals or human beings.

I believed him because I knew it to be correct not only of some parts of the Ukraine but of sections of the North Caucasus and lower Volga regions and, for that matter, Kazakstan, where the attempt to change the stock-raising nomads of the type and the period of Abraham and Isaac into 1933 collective grain farmers has produced the most deplorable results.

It is all too true that the novelty and mismanagement of collective farming, plus the quite efficient conspiracy of Feodor M. Konar and his associates in agricultural commissariats, have made a mess of Soviet food production. [Konar was executed for sabotage.]

But—to put it brutally—you can't make an omelette without breaking eggs, and the Bolshevist leaders are just as indifferent to the casualties that may be involved in their drive toward socialization as any General during the World War who ordered a costly attack in order to show his superiors that he and his division possessed the proper soldierly spirit. In fact, the Bolsheviki are more indifferent because they are animated by fanatical conviction.

Since I talked with Mr. Jones I have made exhaustive inquiries about this alleged famine situation. I have inquired in Soviet commissariats and in foreign embassies with their network of consuls, and I have tabulated information from Britons working as specialists and from my personal connections, Russian and foreign.

Disease Mortality Is High.

All of this seems to me to be more trustworthy information than I could get by a brief trip through any one area. The Soviet Union is too big to permit a hasty study, and it is the foreign correspondent's job to present a whole picture, not a part of it. And here are the facts:

There is a serious food shortage throughout the country, with occasional cases of well-managed State or collective farms. The big cities and the army are adequately supplied with food. There is no actual starvation or deaths from starvation, but there is widespread mortality from diseases due to malnutrition.

In short, conditions are definitely bad in certain sections—the Ukraine, North Caucasus and Lower Volga. The rest of the country is on short rations but nothing worse. These conditions are bad, but there is no famine.

The critical months in this country are February and March, after which a supply of eggs, milk and vegetables comes to supplement the shortage of bread—if, as now, there is a shortage of bread. In every Russian village food conditions will improve henceforth, but that will not answer one really vital question—What about the coming grain crop?

Upon that depends not the future of the Soviet power, which cannot and will not be smashed, but the future policy of the Kremlin. If through climatic conditions, as in 1921, the crop fails, then, indeed, Russia will be menaced by famine. If not, the present difficulties will be speedily forgotten.

Walter Duranty, « Russians Hungry, But Not Starving », The New York Times, 31 mars 1933, p. 13.

Ceintures et corps

Dans sa dépêche du 26 novembre 1932, Duranty rassure les lecteurs : les Russes s'étaient déjà « serré la ceinture ».[38]

[38] Walter Duranty, « Food Shortage Laid to Soviet Peasants », The New York Times, 26 novembre 1932, p. 9, cité dans Marco Carynnyk, « The New York Times and the Great Famine », The Ukrainian Weekly, 11 septembre 1983.

Ceintures et corps (suite)

L'expression familière évoque une baisse supportable de la consommation : on économise, on endure l'inconfort, puis on se rétablit. Appliquée à la famine, elle transforme pourtant la privation imposée en simple exercice de persévérance. Pour une personne qui dépérit faute de nourriture, la métaphore de la ceinture pouvait prendre une signification brutalement concrète. La perte de masse corporelle attestait le dommage subi ; elle ne rassurait pas sur la capacité à l'endurer.

La métaphore dissimule aussi qui agit. Un foyer qui choisit de moins dépenser prend une décision ; un foyer privé de nourriture et empêché de fuir subit les décisions d'autrui. Louer l'endurance de la population déplace l'attention de ceux qui imposent les privations vers ceux qui sont censés y survivre. L'assurance concernait la pérennité du programme soviétique. Elle ne protégeait en rien les affamés.

Le 6 avril 1933, Duranty présentait les hausses annoncées de la production industrielle comme la preuve que la pénurie alimentaire était moins grave qu'on ne le croyait, ou que la distribution s'était suffisamment améliorée pour aboutir au même résultat. Cette conclusion ne s'imposait pourtant pas. Les usines pouvaient recevoir des travailleurs et des approvisionnements alors que les villages en étaient privés. La production industrielle mesure autre chose que la capacité des personnes concernées à se procurer de la nourriture. Répondre à la famine par les réalisations industrielles évacuait deux questions : le bien-être de qui comptait, et quelles pertes étaient exclues du bilan présenté comme un succès.

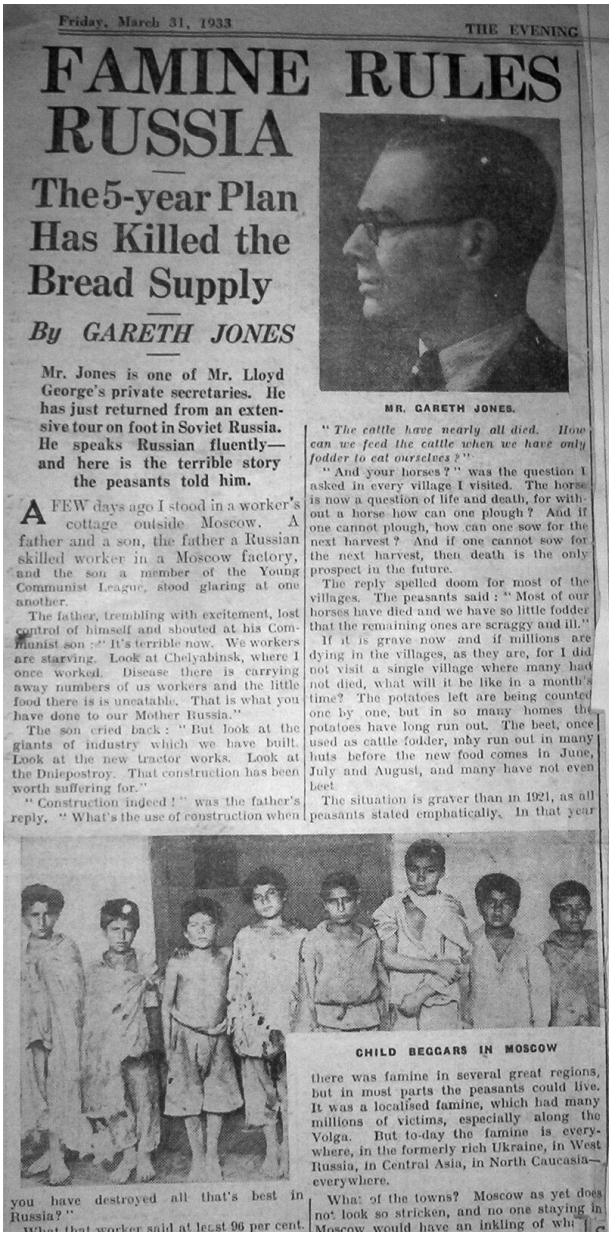
La réponse de Jones publiée le 13 mai 1933 met au jour le désaccord sur les méthodes. Il rejette l'idée d'avoir prédit l'effondrement du régime et explique que ses conclusions reposent sur plusieurs types d'éléments, dont des entretiens menés en russe et des conversations avec des représentants diplomatiques. Il conteste aussi les euphémismes encouragés par la censure. Le *Times* a publié cette réponse : des preuves contradictoires sont parvenues au journal et à ses lecteurs. La question était donc aussi celle du poids et de la crédibilité accordés aux récits concurrents.

Les pressions sur les correspondants de Moscou ne concernaient pas seulement Duranty. Dans ses mémoires de 1937, *Assignment in Utopia*[39], Eugene Lyons décrit le désaveu de Jones par les correspondants et une réunion avec le responsable soviétique de la presse, Konstantin Oumanski. Selon Lyons, le souci de conserver l'accès au procès Metro-Vickers d'ingénieurs britanniques avait contribué à pousser les correspondants à composer avec les autorités. Ce récit identifie un mécanisme institutionnel concret : la concurrence pour l'accès officiel pouvait inciter les journalistes à protéger leurs relations de travail au détriment de ceux dont ils étaient censés rapporter les souffrances.

[39] Eugene Lyons, *Assignment in Utopia* (Harcourt, Brace, 1937), chapitre XV, « The Press Corps Conceals a Famine », p. 575–576.

Un rapport diplomatique britannique du 26 septembre 1933 rapporte que Duranty envisageait en privé la possibilité de dix millions de décès liés aux privations alimentaires dans toute l'URSS. Il s'agissait de son estimation, et non d'un bilan établi ni d'un chiffre limité à l'Ukraine. Une conversation de septembre ne peut, à elle seule, établir ce qu'il savait en mars. Elle fait néanmoins de l'écart entre ses assurances publiques et son appréciation privée une question documentée.

Le prestige a survécu aux reportages. Le 21 novembre 2003, le jury du Pulitzer a refusé de retirer le prix de Duranty. Son examen portait sur les treize articles de 1931 soumis au jury et sur son critère de preuves claires et convaincantes d'une tromperie délibérée. Le jury a critiqué ces reportages et reconnu la gravité de la famine. Sa décision ne réhabilitait pas la couverture de 1933. L'histoire institutionnelle du prix compte, car une distinction peut continuer de conférer de l'autorité bien après que le travail qu'elle protège a été discrédité.



Friday, March 31, 1933 THE EVENING

FAMINE RULES RUSSIA

The 5-year Plan Has Killed the Bread Supply

By GARETH JONES

Mr. Jones is one of Mr. Lloyd George's private secretaries. He has just returned from an extensive tour on foot in Soviet Russia. He speaks Russian fluently—and here is the terrible story the peasants told him.

A FEW days ago I stood in a worker's cottage outside Moscow. A father and a son, the father a Russian skilled worker in a Moscow factory, and the son a member of the Young Communist League, stood glaring at one another.

The father, trembling with excitement, lost control of himself and shouted at his Communist son :" It's terrible now. We workers are starving. Look at Chelyabinsk, where I once worked. Disease there is carrying away numbers of us workers and the little food there is is uneatable. That is what you have done to our Mother Russia."

The son cried back : " But look at the giants of industry which we have built. Look at the new tractor works. Look at the Dniepostroy. That construction has been worth suffering for."

" Construction indeed ! " was the father's reply. " What's the use of construction when you have destroyed all that's best in Russia? "

MR. GARETH JONES.

" The cattle have nearly all died. How can we feed the cattle when we have only fodder to eat ourselves ? "

" And your horses ? " was the question I asked in every village I visited. The horse is now a question of life and death, for without a horse how can one plough ? And if one cannot plough, how can one sow for the next harvest ? And if one cannot sow for the next harvest, then death is the only prospect in the future.

The reply spelled doom for most of the villages. The peasants said : " Most of our horses have died and we have so little fodder that the remaining ones are scraggy and ill."

If it is grave now and if millions are dying in the villages, as they are, for I did not visit a single village where many had not died, what will it be like in a month's time? The potatoes left are being counted one by one, but in so many homes the potatoes have long run out. The beet, once used as cattle fodder, may run out in many huts before the new food comes in June, July and August, and many have not even beet.

The situation is graver than in 1921, as all peasants stated emphatically. In that year there was famine in several great regions, but in most parts the peasants could live. It was a localised famine, which had many millions of victims, especially along the Volga. But to-day the famine is everywhere, in the formerly rich Ukraine, in West Russia, in Central Asia, in North Caucasia—everywhere.

CHILD BEGGARS IN MOSCOW

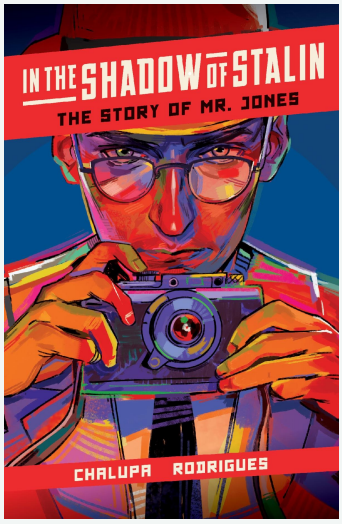
What of the towns? Moscow as yet does not look so stricken, and no one staying in Moscow would have an inkling of wh[at]

Gareth Jones, « Famine Rules Russia », Evening Standard, 31 mars 1933. La photographie insérée dans la coupure porte la légende « Enfants mendiants à Moscou » ; elle n'est pas identifiée comme une photographie d'Ukraine.

Mr. Jones : film et roman graphique



Mr. Jones (2019). Samuel Goldwyn Films.



In the Shadow of Stalin: The Story of Mr. Jones (2024). Oni Press.

Le film d'Agnieszka Holland *Mr. Jones* (2019), écrit par Andrea Chalupa, met en scène le reportage de Gareth Jones dans l'Ukraine frappée par la famine et la campagne menée pour le discréditer, notamment les dénégations de Duranty. Chalupa est revenue sur cette histoire dans le roman graphique *In the Shadow of Stalin: The Story of Mr. Jones* (Oni Press, 2024), illustré par Ivan Rodrigues. Ces deux œuvres font connaître à un public plus large le conflit entre le témoignage direct et la propagande soviétique.

1.6 Le réseau de propagande stalinien

Duranty évoluait dans un paysage plus large associant communication soviétique, soutiens du monde culturel et réseaux d'influence organisés. Certaines de ces relations étaient dirigées et financées ; d'autres reposaient sur la conviction, l'ambition ou le souci de conserver un accès.[40] Leur effet cumulé pouvait faire passer les critiques de l'État soviétique pour ignorantes, malveillantes ou hostiles au progrès. Un réseau d'influence pouvait fonctionner grâce à plusieurs formes de participation, avec des degrés de connaissance et d'engagement différents.

[40] La soupe « MICE » de Vatnik Soup (21 mai 2023) examine l'argent, l'idéologie, la compromission et l'ego comme mobiles pouvant se recouper dans le travail d'influence. La rémunération, la conviction politique et l'ambition correspondent à l'argent, à l'idéologie et à l'ego ; la compromission renvoie au chantage fondé sur des informations personnelles compromettantes. L'accès privilégié peut offrir des avantages professionnels et une reconnaissance personnelle, contribuant à expliquer des coopérations entretenues par autre chose qu'un paiement direct.

Willi Münzenberg illustre la dimension organisée de cette influence. Comme le décrivent Sean McMeekin dans *The Red Millionaire* (2003)[41] et Stephen Koch dans *Double Lives* (édition révisée, 2004)[42], il a bâti un appareil médiatique international et des organisations de façade recrutant des personnalités politiques et culturelles au service des causes soviétiques. Ces organisations pouvaient toucher un public dépassant les seuls membres du Parti communiste. Le soutien d'un écrivain respecté tirait une partie de sa valeur de l'autorité acquise par cette personne dans un autre domaine : le message pouvait sembler émaner d'une conscience indépendante plutôt que d'un bureau du parti.

Le soutien public, l'adhésion à une campagne et le travail clandestin de renseignement[43] étaient des formes différentes d'implication dans cet environnement d'influence. La réputation culturelle rendait un soutien précieux même lorsque son auteur agissait par conviction.

Koch décrit le modèle d'agence de presse de Münzenberg comme capable de diffuser un véritable travail journalistique aux côtés de récits fabriqués, tout en couvrant des activités clandestines. Cette combinaison pouvait donner aux informations introduites à des fins de propagande une crédibilité tirée de reportages authentiques. Il décrit aussi comment les opinions promues dans des cercles culturels organisés pouvaient se répandre parmi des personnes qui n'étaient pas directement dirigées.[44]

Les reportages de Louis Fischer pour *The Nation* illustrent cet engagement idéologique. Le rapport de 1988 de la commission américaine sur la famine en Ukraine retrace son passage des avertissements sur les prélèvements et la situation alimentaire à la fin de 1932 à la défense des déportations en février 1933. Il reprenait les accusations contre les « saboteurs » nationalistes ukrainiens et présentait la coercition comme une réponse imposée aux autorités. Les victimes de la politique pouvaient ainsi être rendues responsables de son échec. Le raisonnement offrait aux sympathisants un moyen de reconnaître les difficultés tout en y voyant des raisons de renforcer la répression.

L'article de Fischer « Hearst's Russian Famine », paru le 13 mars 1935, rend cet engagement politique particulièrement clair. Il conteste l'itinéraire revendiqué et les photographies de Thomas Walker, questions qui méritaient une enquête. Mais révéler le manque de fiabilité

[41] Sean McMeekin, *The Red Millionaire: A Political Biography of Willy Munzenberg, Moscow's Secret Propaganda Tsar in the West* (Yale University Press, 2003).

[42] Stephen Koch, *Double Lives: Stalin, Willi Münzenberg, and the Seduction of the Intellectuals* (Enigma Books, 2004 ; ISBN 9781929631209), édition révisée. Chapitre 1, « Lying for the Truth », **p. 15** et **p. 24–27**, notamment **p. 25–26**, sur l'autorité culturelle, la mobilisation au-delà des seuls membres du parti et la valeur de soutiens apparemment indépendants.

[43] Stephen Koch, *Double Lives: Stalin, Willi Münzenberg, and the Seduction of the Intellectuals* (Enigma Books, 2004 ; ISBN 9781929631209), édition révisée. Chapitre 1, « Lying for the Truth », **p. 17**, **p. 19–20** et **p. 24**, distinguant les organisateurs professionnels, les sympathisants sincères qui n'étaient que partiellement informés et les activités clandestines.

[44] Stephen Koch, *Double Lives: Stalin, Willi Münzenberg, and the Seduction of the Intellectuals* (Enigma Books, 2004 ; ISBN 9781929631209), édition révisée. Chapitre 1, « Lying for the Truth », **p. 24**, sur le journalisme authentique, les récits fabriqués et la couverture d'activités clandestines dans le modèle d'agence de presse ; **p. 26–27**, sur la diffusion plus large des opinions ainsi promues et la persistance des convictions.

d'un reportage ne pouvait invalider les preuves indépendantes sur 1932–1933. Fischer explique aussi l'attrait du progrès économique soviétique pour la gauche américaine et présente la campagne de Hearst comme une tentative de détruire la confiance de cette gauche dans l'expérience soviétique. La défense concernait désormais l'avenir d'une cause politique autant que la fiabilité de preuves précises. L'attachement à cette cause pouvait déterminer quels témoins méritaient d'être crus et quelles questions paraissaient hostiles.

En avril 1932, la journaliste canadienne Rhea Clyman avait averti Sidney et Beatrice Webb à Londres que les gens mouraient de faim et que les kolkhozes échouaient. L'entrée du journal de Beatrice Webb du 9 avril consigne ces avertissements à côté d'attaques contre l'intelligence, les mœurs et la respectabilité sexuelle de Clyman. Celle-ci avait d'abord sympathisé avec le communisme avant de perdre ses illusions. Les Webb avaient entendu des témoignages qui contredisaient leurs convictions avant leur visite en Union soviétique. Les préjugés personnels pouvaient ainsi renforcer l'engagement politique en sapant la crédibilité d'un témoin importun.

Maxime Gorki offre un parallèle au sein de la vie culturelle soviétique. Sa visite aux Solovki en 1929 et sa participation au livre sur le canal de la mer Blanche à la Baltique prêtaient une autorité littéraire au système des camps.[45] Le volume collectif est paru en russe en 1934 ; son adaptation anglaise, *Belomor*[46], a suivi en 1935. Présenter la transformation des prisonniers par le travail permettait de présenter la coercition comme un progrès moral et social. La défense culturelle allait au-delà du déni de la brutalité : elle fournissait une finalité édifiante permettant de l'excuser.

L'utilisation de Gorki dans les journaux et revues du Goulag montre aussi comment la réputation d'un écrivain pouvait être mobilisée de façon répétée au sein d'institutions de coercition.

Un exemple ultérieur relie plus directement le déni aux institutions soviétiques. Applebaum décrit comment les versions préparatoires de *Fraud, Famine and Fascism* (1987), de Douglas Tottle, circulèrent entre les instituts d'histoire du parti à Moscou et à Kyiv et les comités centraux du parti pour corrections et commentaires ; des diplomates soviétiques firent la promotion du livre. La mise au jour de certaines photographies mal légendées et de reportages peu fiables n'invalidait pas les preuves indépendantes de la famine.[47]

Ces cas révèlent une manière récurrente de rendre défendable la violence d'État : promouvoir les réalisations, discréditer le témoin, concéder certaines difficultés et présenter le coût humain comme nécessaire à une fin supérieure. Pour les Ukrainiens cherchant reconnaissance et secours, les conséquences dépassaient un article de presse trompeur. Leurs

[45] Voir l'encadré « Gorki et le livre de propagande sur le canal de la mer Blanche », p. 61, dans la section 2.5.2.

[46] Maxim Gorky, L. Averbakh, S. G. Firin (dir.), *Belomor: An Account of the Construction of the New Canal Between the White Sea and the Baltic Sea* (H. Smith & R. Haas, 1935), adaptation anglaise par Amabel Williams-Ellis, introduction, p. vii–ix.

[47] Anne Applebaum, *Red Famine: Stalin's War on Ukraine* (Toronto : Signal/McClelland & Stewart, 2017 ; ISBN 978-0-7710-0930-3), chapitre 15, « The Holodomor in History and Memory », p. 338–339. Note 59, p. 416.

témoignages devaient rivaliser avec un système international de réputations et d'engagements politiques capable de transformer la connaissance de leurs souffrances en raisons de les tolérer.[48]

[48] La crédibilité des discours de justification dépend encore en partie de l'identité apparente de celui qui parle. Le travail de Vatnik Soup suit les réseaux contemporains de commentateurs, de responsables politiques et d'autres personnalités publiques dont la réputation aide les récits du Kremlin à atteindre des publics au-delà des médias officiels russes. Voir Pekka Kallioniemi et Morten Hammeken, *Vatnik Soup: The Ultimate Guide to Russian Disinformation*, sur les récits, leurs promoteurs et les intérêts et affiliations qui les sous-tendent.

2. L'intention génocidaire

La mortalité de masse établit l'ampleur de la catastrophe. La qualification de génocide concerne les décisions qui l'ont produite et le groupe national contre lequel elles étaient dirigées. En Ukraine, les éléments disponibles associent le contrôle de la nourriture à la réduction des chances de survie et à l'attaque contre les institutions de la vie nationale.

2.1 Famine provoquée, génocide et démocide

Raphael Lemkin : nommer le génocide

Raphael Lemkin (1900–1959) était un juriste juif polonais qui a forgé le terme « génocide », introduit dans son livre *Axis Rule in Occupied Europe* en 1944. Il avait étudié le droit à Lwów, aujourd'hui Lviv.

Après avoir fui la Pologne occupée par les nazis, il s'est employé à faire reconnaître la destruction des groupes nationaux, ethniques, raciaux et religieux comme un crime international. Son action a contribué à l'adoption de la Convention sur le génocide par l'Assemblée générale des Nations unies, le 9 décembre 1948.



Raphael Lemkin (1900–1959). Photographie non datée.

Dans son discours de 1953, « Soviet Genocide in Ukraine », Lemkin applique le concept à l'Ukraine. Il relie la famine aux attaques contre les intellectuels, les Églises et les institutions nationales, ainsi qu'aux changements dans le peuplement : une offensive contre la capacité de la nation ukrainienne à se perpétuer en tant que communauté.

Une autorité n'a pas besoin de prévoir précisément le nombre final de morts pour savoir que priver une population de ses principaux moyens de subsistance peut la tuer. Dans les villages ukrainiens, cela signifiait prélever les céréales et d'autres aliments ; chez les pasteurs kazakhs, retirer le bétail et détruire l'économie pastorale. Cette connaissance compte dans l'appréciation de la famine délibérément infligée. La question supplémentaire pour établir le génocide est de savoir si cette privation mortelle servait à détruire un groupe national, en tout ou en partie ; il faut l'évaluer à partir du ciblage, des décisions et de l'offensive plus large documentés dans chaque cas.

La Convention sur le génocide définit celui-ci par des actes précis commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Le meurtre est l'un de ces moyens ; la soumission intentionnelle à des conditions devant entraîner la destruction physique en est un autre. La famine peut donc être une méthode de génocide. Le groupe concerné ici est la nation ukrainienne, dont la population rurale constituait une composante centrale de la communauté soumise à la destruction.

Convention sur le génocide : article II

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

a) Meurtre de membres du groupe ;

b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;

c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;

d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;

e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.[49]

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948, texte français.

L'intention et les mobiles répondent à des questions différentes. L'industrialisation, la collecte, la punition des résistances et la préservation du pouvoir soviétique pouvaient motiver des politiques qui visaient aussi la destruction nationale. Inversement, l'hostilité à l'indépendance ukrainienne ne rend pas toute décision économique génocidaire. Le lien doit être établi à partir des personnes ciblées, des mesures imposées et du comportement des dirigeants à mesure que leurs conséquences devenaient claires.

Le génocide n'exige pas non plus que l'on tente d'exterminer tous les membres d'une nation. La question est de savoir si la destruction d'une partie du groupe était voulue. Un paysan pouvait être visé à la fois au titre d'une catégorie économique et comme membre d'une communauté nationale. Traiter la classe et la nationalité comme des explications mutuellement exclusives masquerait la manière dont le pouvoir soviétique concevait les campagnes ukrainiennes.

Famine, démocide et génocide

La **famine** décrit une privation catastrophique et ses conséquences humaines ; la « **famine provoquée** » en désigne les causes humaines. Les prélèvements coercitifs, la destruction des moyens de subsistance, les restrictions de déplacement et l'obstruction des secours peuvent créer une famine ou la rendre bien plus meurtrière. De mauvaises récoltes peuvent coexister avec ces causes. La causalité humaine ne suffit toutefois pas à établir une intention de tuer ou de détruire un groupe.

[49] La déportation et la russification des enfants ukrainiens par la Russie posent directement cette question. Les mandats de la CPI pour crimes de guerre ne tranchent pas la présence de l'élément supplémentaire d'intention génocidaire. Voir la section 3.6, « Déporter et russifier les enfants ukrainiens ».

Famine, démocide et génocide (suite)

Le concept de **démocide** de R. J. Rummel[50] couvre les meurtres commis par les gouvernements, y compris les morts causées par des conditions létales délibérément imposées et par un mépris conscient et téméraire de la vie. Une famine aggravée par de telles décisions peut relever du démocide même lorsque l'intention spécifique exigée pour le génocide est contestée. De simples erreurs de planification ne constituent pas automatiquement un démocide : les actes des autorités, ce qu'elles savaient et leur comportement envers la population menacée restent déterminants.

Ces descriptions peuvent se recouper. Une famine peut être provoquée, démocidaire et génocidaire. Mais l'application délibérée d'une politique, la connaissance de ses conséquences, l'indifférence téméraire, l'intention de tuer et l'intention de détruire un groupe protégé sont des constatations distinctes. Le démocide fournit une catégorie analytique ; il ne constitue pas en lui-même une infraction distincte au titre de la Convention sur le génocide. Un ordre écrit explicite n'est pas indispensable : l'intention génocidaire peut être établie à partir de l'ensemble des comportements et des circonstances.

2.2 Connaissance, ordres et escalade

Les dirigeants ont reçu des avertissements avant le pic de mortalité de 1933. Dans des lettres à Staline et à Molotov du 10 juin 1932, Hryhorii Petrovsky et Vlas Tchoubar décrivent la famine et les conséquences des prélèvements excessifs. Tchoubar signale l'enlèvement des réserves de céréales et de semences, avec de nouveaux quotas imposés même après l'exécution des objectifs antérieurs. Ces informations venaient de hauts responsables de l'Ukraine soviétique, au sein de la hiérarchie du régime. L'hypothèse d'un centre mal informé ne peut expliquer la suite. Écrivant à Kaganovitch le 15 juin, Staline rejetait les appels et jugeait que l'Ukraine avait déjà reçu assez. La décision du Politburo du 23 juin excluait toute livraison supplémentaire de céréales au-delà de celles déjà approuvées. Le 6 juillet, Molotov et Kaganovitch informaient Staline qu'ils avaient rejeté la demande du Politburo ukrainien de réduire le plan de collecte.

Mais l'information était aussi traitée comme une menace politique. Les signalements de privations pouvaient être requalifiés en preuves de sabotage ou de déloyauté, tandis que la famine était soustraite à l'examen public. La répression de l'information compromettait les moyens de corriger une politique défaillante : les témoins risquaient des sanctions, les responsables étaient incités à annoncer des succès et les victimes ne disposaient pas d'institutions indépendantes pour imposer une réponse. Il faut considérer ensemble ce que les dirigeants savaient et la destruction ou le discrédit des informations contradictoires.

La coercition a ensuite dépassé la simple exigence d'une part de la récolte. La loi du 7 août 1932 prescrivait l'exécution, ou au moins dix ans de prison en présence de circonstances atténuantes, pour le vol de biens collectifs ou coopératifs. Le droit que l'État s'arrogeait sur la nourriture acquérait une force répressive exceptionnelle. Les amendes en nature et

[50] R. J. Rummel, *Death by Government* (Transaction Publishers, 1994), chapitre 2, « Definition of Democide ».

l'inscription sur liste noire restreignaient encore la capacité des foyers à se nourrir et celle des communautés à commercer. Ces mesures transformaient l'échec de la collecte en châtiment touchant aux conditions de survie. Le décret du 6 décembre ordonnait le retrait des marchandises, la suspension du commerce et du crédit et le remboursement anticipé des dettes dans les villages nommément désignés. Une résolution du 19 décembre reconnaissait que le plan ukrainien de collecte avait été réduit deux fois, mais exigeait un renforcement de son exécution. Le 22 décembre, Kaganovitch et Tchernov pressaient Staline d'abroger les règles protégeant les réserves des kolkhozes qui n'avaient pas rempli leur plan. Les ordres des 24 et 29 décembre imposaient aux kolkhozes en retard de livrer toutes leurs réserves céréalières, y compris les semences, revenant sur la protection antérieure de celles-ci.

La directive signée par Staline et Molotov le 22 janvier 1933 ordonnait d'empêcher les paysans de fuir l'Ukraine et le Caucase du Nord. Ceux qui s'étaient échappés devaient être interceptés, puis renvoyés après vérification. Sa portée tient à la combinaison des mesures : l'État prenait la nourriture tout en fermant une voie permettant d'aller la chercher ailleurs. C'était une restriction organisée, imposée alors que la famine était connue, et non une pénurie échappant au contrôle des autorités.

La réponse de Staline à Mikhaïl Cholokhov du 6 mai 1933 montre comment la connaissance de la famine pouvait coexister avec l'hostilité envers ses victimes. Réagissant aux informations venues de la région du Don, il indiqua que des secours avaient été fournis et qu'un enquêteur serait envoyé. Il reconnut que des responsables pouvaient aller jusqu'au sadisme, mais accusa les cultivateurs de mener une guerre « silencieuse » contre le pouvoir soviétique. Cet échange concerne le Caucase du Nord, hors de l'Ukraine soviétique.[51]

Le procès d'Andrii Ritchytsky en 1934 fournit un exemple concret du lien entre les pressions de la direction et les violences locales. Pour défendre ses collectes brutales de céréales à Arbouzynka, il invoqua les exigences de Kaganovitch en faveur de méthodes plus dures et l'approbation, par Zatonsky, des amendes, des expulsions et des arrestations. Le récit qu'Applebaum fait de ce témoignage montre comment un exécutant comprenait les encouragements venus d'en haut ; il n'établit pas que chaque village connut les mêmes pratiques.[52]

Les exportations céréalières se poursuivaient, quoique fortement réduites. Leur existence révèle un choix d'affectation des ressources, mais la répartition comprenait aussi les rations urbaines, les réserves, les semences et les secours intérieurs. Les solutions possibles étaient pratiques autant qu'économiques : réduire les saisies, laisser de la nourriture aux foyers, autoriser les déplacements, accepter l'aide extérieure et répondre aux avertissements.

[51] Anne Applebaum, *Red Famine: Stalin's War on Ukraine* (Toronto : Signal/McClelland & Stewart, 2017 ; ISBN 978-0-7710-0930-3), chapitre 13, « Aftermath », p. 293–295. Note 43, p. 410 ; Staline à Cholokhov, 6 mai 1933.

[52] Anne Applebaum, *Red Famine: Stalin's War on Ukraine* (Toronto : Signal/McClelland & Stewart, 2017 ; ISBN 978-0-7710-0930-3), chapitre 10, « Famine Decisions, 1932: The Searches and the Searchers », p. 237–240. Notes 93–95, p. 398–399.

L'appréciation de l'intention dépend des choix faits, de leur date et des populations auxquelles les privations résultantes étaient imposées.

2.3 L'Ukraine, le Kouban et le ciblage national

Dans sa lettre du 26 avril 1926, Staline approuve l'ukrainisation des institutions du parti et de l'État, mais exige que le mouvement culturel plus large reste sous contrôle communiste. Il attaque l'appel de Mykola Khvylovy à s'éloigner des modèles littéraires russes. La méfiance envers l'indépendance culturelle précédait donc la crise de la collecte.

La lettre de Staline à Kaganovitch du 11 août 1932 relie la résistance aux prélèvements à sa crainte de perdre l'Ukraine. Il exprime sa méfiance envers la direction de la république, invoque les nationalistes ukrainiens et les agents polonais et demande des changements dans le contrôle politique et sécuritaire. Les objections économiques devenaient les signes d'une menace sur la possession soviétique de la république. La dimension nationale apparaît dans la discussion même des dirigeants sur le traitement de la crise.

La résolution du 14 décembre 1932 réunissait collecte céréalière et politique des nationalités. Elle sanctionnait des purges du parti et le renversement de l'ukrainisation au Kouban, parallèlement à des restrictions en Ukraine. Les livraisons alimentaires et les institutions soutenant la vie publique ukrainienne étaient intégrées à une même campagne contre une prétendue déloyauté nationale. La résolution distincte du 15 décembre ordonnait à plusieurs régions extérieures à l'Ukraine soviétique de mettre fin à l'ukrainisation, de faire passer les publications ukrainophones au russe et de préparer les écoles à l'enseignement en russe pour l'automne 1933. Le Kouban compte parce que les communautés ukrainiennes s'étendaient au-delà de la frontière administrative de la république : un récit limité à cette frontière risque d'occulter l'étendue de la répression contre les Ukrainiens.

Le décret du 14 décembre ordonnait aussi de déporter vers le nord les habitants de Poltavskaïa et de repeupler leur localité avec des kolkhoziens issus de l'Armée rouge, qui recevraient les terres, les cultures d'hiver, les bâtiments, le matériel et le bétail. Staline avait défendu en novembre 1920 l'évacuation de villages cosaques et l'installation de Tchétchènes à leur place, en punition d'une déloyauté supposée dans la région du Terek. L'expulsion collective et la redistribution se retrouvent dans ces campagnes contre des populations différentes.

Le fait que **l'Ukraine ait produit suffisamment de nourriture en 1932 pour éviter la famine** fait de la poursuite des privations un choix politique. Le bilan alimentaire présenté à la section 1.3 établit qu'il était matériellement possible de prévenir la catastrophe. Rapproché des saisies punitives, des restrictions aux déplacements et des mesures visant la vie nationale ukrainienne exposées ici, il place la décision des dirigeants de persister au cœur des preuves de l'intention.

Les données quantitatives renforcent ce lien. Dans « The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33 »[53], Markevich, Naumenko et Qian constatent un biais anti-ukrainien dans la mortalité ainsi que dans les prélèvements céréaliers prévus et effectifs, y compris hors de l'Ukraine soviétique. Leur analyse relie la composition ethnique à la politique au-delà des différences de productivité alimentaire. Les objectifs de collecte, les quantités effectivement prélevées et les céréales conservées régionalement — production moins prélèvements — sont des mesures distinctes ; la dernière ne mesure pas directement la nourriture parvenant à chaque foyer. Toutefois, les données sur les objectifs de collecte ne permettent pas de déterminer à quel moment les prélèvements discriminatoires sont devenus une décision de laisser mourir les Ukrainiens ; elles n'établissent pas que la famine était déjà planifiée en 1928.

Une étude quantitative primée sur l'Holodomor

Andrei Markevich, Natalya Naumenko et Nancy Qian, « The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33 », *The Review of Economic Studies*, vol. 92, no 5 (octobre 2025), p. 3276–3305. Publication en ligne le 11 septembre 2024. DOI : 10.1093/restud/rdae091.

Étude lauréate du prix Conquest 2025 pour sa contribution aux recherches sur l'Holodomor.

« Nous constituons un jeu de données de panel inédit pour l'Union soviétique de l'entre-deux-guerres afin d'étudier les causes de la mortalité liée à la famine ukrainienne (Holodomor) de 1932–1933 et établissons plusieurs faits : (1) ***l'Ukraine a produit suffisamment de nourriture en 1932 pour éviter la famine en Ukraine****; (2) en 1933, la mortalité en Union soviétique augmentait avec la proportion de personnes d'ethnie ukrainienne dans la population avant la famine et (3) n'était pas liée à la productivité de la production alimentaire des différentes régions ; (4) cette relation s'observe également en dehors de l'Ukraine ; (5) les restrictions aux migrations ont accru la mortalité ; (6) d'une région à l'autre, les prélèvements céréaliers, effectifs comme planifiés, augmentaient avec la proportion de personnes d'ethnie ukrainienne, tandis que les quantités de céréales conservées (production moins prélèvements), effectives comme planifiées, diminuaient avec cette même proportion.* ***Les résultats indiquent qu'un biais anti-ukrainien dans la politique soviétique a contribué à la forte mortalité liée à la famine ukrainienne et que ce biais visait systématiquement les personnes d'ethnie ukrainienne dans l'ensemble de l'Union soviétique.*** *»*

L'étude relie la composition de la population, les politiques appliquées et la mortalité. Une mortalité supérieure pourrait, à elle seule, recevoir plusieurs explications. La discrimination inscrite dans les plans de collecte de l'État, examinée avec les avertissements, la coercition et les restrictions à la fuite, rend plus difficile l'explication par une mauvaise gestion locale accidentelle. Elle affaiblit aussi l'argument selon lequel la famine hors d'Ukraine réfuterait le ciblage : la population concernée ne se limitait pas aux frontières d'une république.

[53] Markevich, Naumenko et Qian, « The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33 », §4.3, tableau 2, colonne 8. À partir de données de mortalité pour 1885–1913, les auteurs ne constatent aucune association entre la proportion d'Ukrainiens dans la population et la mortalité pendant la famine de 1891–92. Cette comparaison affaiblit les explications de la répartition de la mortalité en 1932–33 fondées sur des caractéristiques durables des communautés ukrainiennes ou des lieux où elles vivaient.

L'argumentation relative à l'Ukraine n'exige pas non plus d'exclure toutes les autres victimes. L'Asharshylyq appelle une évaluation propre des moyens de subsistance kazakhs, de la transformation nationale et des politiques meurtrières. Les autorités soviétiques pouvaient dévaster plusieurs populations et poursuivre des répressions différentes contre plus d'un groupe national. L'existence d'autres victimes élargit l'histoire des responsabilités ; elle ne supprime pas la nécessité d'expliquer les mesures visant les Ukrainiens.

Les campagnes étaient plus qu'une source de céréales. Elles faisaient vivre les familles, la langue, les pratiques religieuses et la transmission quotidienne de l'identité ukrainienne. Dans son discours de 1953, « Soviet Genocide in Ukraine », Raphael Lemkin analyse les attaques contre la paysannerie en les rapprochant de la destruction des élites intellectuelles, des Églises et des institutions nationales. Son interprétation relie la destruction physique des personnes au démantèlement de la communauté qu'elles faisaient vivre.

Cette combinaison compte pour établir l'intention. Un gouvernement cherchant des livraisons pouvait punir la résistance ; un gouvernement attaquant l'autonomie nationale pouvait aussi identifier cette résistance à l'existence même de la nation. Les mesures de décembre montrent comment ces objectifs convergent dans la politique menée. L'offensive contre les institutions ukrainiennes aide à comprendre pourquoi la famine s'inscrit dans une histoire nationale plus large, tandis que la privation de nourriture et l'interdiction de fuir révèlent la menace directe pour la survie des personnes.

La persécution culturelle et la destruction physique exigent néanmoins une description précise. La censure, l'assimilation forcée et la destruction des institutions peuvent révéler des objectifs et aider à interpréter une attaque ; la démonstration du génocide doit aussi établir les actes destructeurs spécifiés et l'intention requise. L'analyse plus large de Lemkin rend ces liens visibles.

2.4 Objections, appréciation et reconnaissance

La désorganisation agricole, les pertes de bétail et la crise soviétique plus large étaient réelles. Les changements de quotas, la baisse des exportations et les distributions intérieures de vivres l'étaient aussi. Toute explication de la famine doit en tenir compte. Mais expliquer le début d'une crise ne suffit pas à expliquer les décisions prises une fois que les dirigeants savaient que la population mourait de faim. Un programme agricole destructeur et l'aggravation délibérée des privations peuvent constituer deux étapes successives de la même catastrophe.

Le désaccord entre historiens porte sur cette évolution autant que sur la qualification. Davies et Wheatcroft[54] interprètent la famine comme une conséquence non voulue de la course à l'industrialisation, tout en soulignant la responsabilité de Staline et sa pleine connaissance de son ampleur. La présentation du débat par Bohdan Klid oppose à cette explication les arguments insistant sur les mesures punitives et nationales supplémentaires. Ce sont des

[54] R. W. Davies, Stephen G. Wheatcroft, *The Years of Hunger: Soviet Agriculture, 1931–1933* (Palgrave Macmillan, 2009), préface révisée, p. xv.

explications concurrentes de la politique et de l'intention. Elles doivent être confrontées à la succession des décisions, sans présumer ni que toutes les morts de famine soviétiques étaient voulues dès le départ, ni qu'aucune n'a pu être voulue par la suite.

L'étendue et la coordination des saisies alimentaires dans les foyers exigent leurs propres preuves. Les sanctions documentées, les listes noires et les restrictions à la fuite n'établissent pas que chaque foyer a subi une fouille identique ou perdu toute sa nourriture.

Le bilan général modifie aussi la crédibilité d'une explication par un accident dont le régime ne serait pas responsable. Le régime de Staline utilisait régulièrement les massacres et le déracinement des communautés nationales comme instruments de pouvoir. On ne peut simplement lui prêter le souci de préserver les vies ukrainiennes et attribuer la catastrophe aux circonstances faute d'un ordre explicite d'affamer. Les arguments de nécessité ou d'impuissance doivent être confrontés à la capacité de confisquer la nourriture, d'empêcher la fuite et de punir la résistance. Un dirigeant prêt à sacrifier d'autres populations ne bénéficie d'aucune présomption de bienveillance envers les Ukrainiens.[55]

Il faut aussi comprendre les secours sélectifs selon leurs propres modalités. Certaines aides n'établissent pas une priorité générale de préserver toutes les communautés en danger. Leur calendrier, leurs destinataires et leurs conditions comptent autant que les mesures toujours appliquées. De même, la poursuite des exportations ne suffit pas à identifier le groupe national visé ni à trancher la question des objectifs des dirigeants. La démonstration du génocide repose sur la convergence des éléments : famine connue, prélèvements punitifs, fuite bloquée, politique discriminatoire et attaques contre la vie nationale ukrainienne. Ensemble, ils étayent la conclusion que la faim est devenue un instrument de destruction nationale.

Les reconnaissances ultérieures expriment une appréciation de ce dossier. Le Parlement ukrainien a reconnu l'Holodomor comme génocide en 2006 ; le Parlement européen l'a fait le 15 décembre 2022. Ces décisions comptent pour la mémoire publique et la responsabilité politique. Elles restent distinctes des preuves historiques sur lesquelles repose l'argumentation et d'un jugement pénal déterminant la responsabilité d'un accusé précis.

2.5 Qui était Staline ? Pouvoir, idéologie et responsabilité

Pour comprendre la responsabilité de Staline dans l'Holodomor, il faut examiner l'ordre politique dont il a hérité, son propre exercice du pouvoir et le traitement qu'il a réservé aux peuples sous contrôle soviétique.[56]

[55] Sous Staline, plus de 1,5 million de prisonniers du Goulag sont morts ; le régime utilisait aussi des quotas d'exécution et persécutait des groupes politiques et nationaux. Voir la section 2.5.2 et Vatnik Soup, *The Gulag: Soviet-Russian concentration camps, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

[56] Pour des études plus complètes, voir Vatnik Soup, *The Gulag: Soviet-Russian concentration camps, then and now*, Dossier de mémoire historique, à paraître, et Vatnik Soup, *Molotov–Ribbentrop: The Red-Brown Alliance*, Dossier de mémoire historique, à paraître.

2.5.1 Lénine et l'État-parti

La dictature de Staline s'est développée dans un ordre politique établi sous Lénine. Après la prise du pouvoir en 1917, les bolcheviks ont supprimé les organisations politiques rivales et fait du maintien du parti au pouvoir un impératif primant sur tout autre objectif du gouvernement. Ils ont créé la Tchéka en décembre 1917 sous la direction de son fondateur et premier président, Félix Dzerjinski, puis, en janvier 1918, dispersé l'Assemblée constituante élue. Ils avaient dénoncé la police secrète tsariste, l'Okhrana, mais en ont repris les méthodes de surveillance, d'infiltration et de répression politique, tout en déchaînant la terreur à une échelle bien supérieure. La police politique et l'élimination de toute opposition indépendante ont contribué à donner au parti le monopole du pouvoir public.



Vladimir Lénine à Gorki en 1923, avec sa sœur Anna et l'un de ses médecins.

En 1921, la nouvelle politique économique de Lénine concédait une place au commerce paysan et à l'activité économique privée. Le congrès qui avait introduit ce recul économique a aussi interdit les fractions organisées au sein du Parti communiste. La résolution de Lénine ordonnait la dissolution des groupes constitués autour de plateformes concurrentes, sous peine d'exclusion. Les concessions économiques coexistaient avec la restriction du choix politique, y compris au sein du parti dirigeant. Le 17 mai 1922, il a enjoint au commissaire à la Justice Dmitri Kourski de légaliser la terreur dans son principe.[57]

Dans *The Foundations of Leninism* (1924)[58], Staline invoque expressément la résolution de Lénine pour défendre l'unité de commandement du parti et rejeter la liberté des fractions. En prétendant parler au nom des ouvriers et des paysans, le parti plaçait sa direction au-dessus de toute contestation politique indépendante. Staline pouvait s'appuyer sur l'autorité et les règles du fondateur pour renforcer sa propre position.

La famine sous Lénine et ses instructions, étudiées dans la section 1.1.2, avaient déjà montré comment les prélèvements coercitifs et l'utilisation politique de la faim pouvaient atteindre la vie des Ukrainiens. Staline a hérité d'institutions qui subordonnaient la nourriture, le travail et l'opposition politique aux objectifs du parti. Il a ensuite consolidé sa dictature personnelle et utilisé ces institutions pour imposer la collectivisation forcée et les politiques qui ont produit l'Holodomor.[59]

Dzerjinski et la police politique

Sous la direction de Félix Dzerjinski, son fondateur et premier président, la Tchéka s'est installée dans le quartier de la Loubianka, à Moscou, en 1918. Ses successeurs y sont restés au fil des réorganisations successives et des changements de nom, notamment l'OGPU, le NKVD, le KGB et le FSB actuel. Le monument à Dzerjinski devant le siège de la Loubianka a été retiré en août 1991, alors que Mikhaïl Gorbatchev était président de l'URSS et Boris Eltsine président de la république de Russie. Sous Vladimir Poutine, lui-même ancien officier du KGB et directeur du FSB, Sergueï Narychkine, directeur du Service russe des renseignements extérieurs (SVR), a inauguré une réplique légèrement plus petite au siège du service à Moscou, le 11 septembre 2023.



Félix Dzerjinski, 1923.

[57] Lénine, lettre à D. I. Kourski du 17 mai 1922, *Collected Works*, 2e éd. anglaise, vol. 33 (Progress Publishers, 1965), p. 358–359 : « Les tribunaux ne doivent pas interdire la terreur » (traduction française de l'édition anglaise). La lettre accompagnait un projet d'ajout au Code pénal.

[58] Joseph Stalin, *The Foundations of Leninism* (1924), chapitre VIII, « The Party », §5.

[59] Sur les origines et le développement du système politique, voir Stéphane Courtois, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme* (édition revue et augmentée, Perrin, 2024) ; Nicolas Werth, *Un État contre son peuple. De Lénine à Poutine* (Les Belles Lettres, 2025), notamment les chapitres 2–6, dont le chapitre 5, « De Tambov à la grande famine » ; et Thierry Wolton, *Histoire mondiale du communisme*, vol. I, *Les bourreaux* (Grasset, 2015).

Dzerjinski et la police politique (suite)

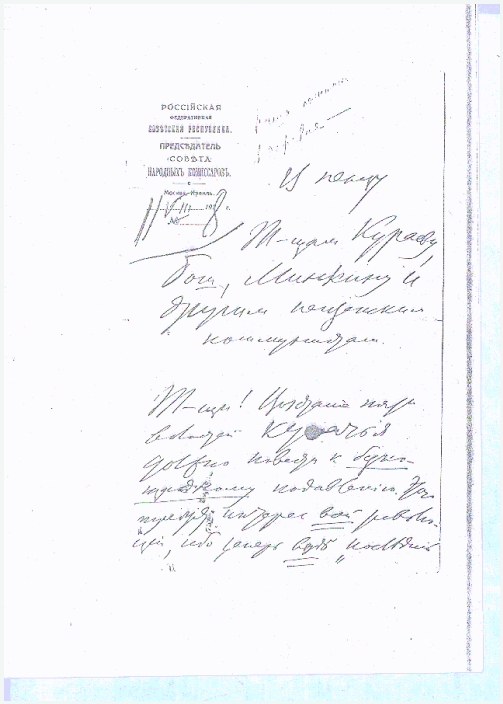


La réplique de Dzerjinski au siège du SVR à Iassenevo, à Moscou, lors de son inauguration le 11 septembre 2023.

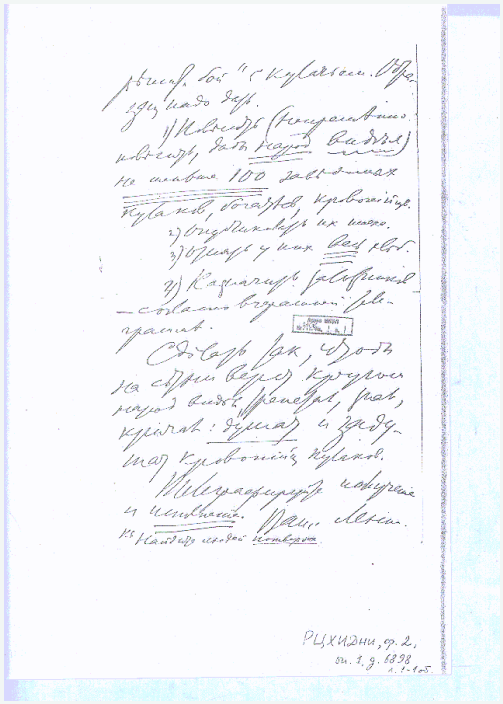
Le travail forcé avait lui aussi des racines institutionnelles antérieures à la dictature personnelle de Staline. Le télégramme de Lénine du 9 août 1918 ordonnait aux autorités de Penza d'enfermer des personnes désignées comme ennemis politiques.[60]

[60] Voir Vatnik Soup, *The Gulag: Soviet-Russian concentration camps, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

L'ordre de pendaison de Lénine, 11 août 1918



Ordre original, page 1.



Ordre original, page 2.

Deux jours après ses instructions sur l'internement à Penza, Lénine a ordonné aux communistes locaux de réprimer une révolte paysanne pour faire un exemple. Son télégramme du 11 août 1918 exige des exécutions publiques et des confiscations :

« Il faut pendre — pendre absolument, de manière que le peuple le voie — au moins 100 koulaks notoires, riches et suceurs de sang. »

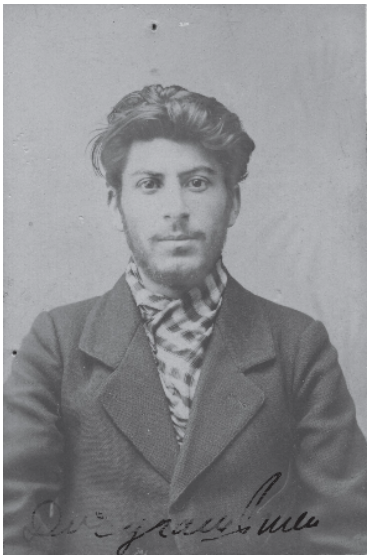
« Publier leurs noms. »

« Saisir tout leur grain. »

Le public visé allait bien au-delà des condamnés : les habitants des campagnes environnantes devaient voir le châtiment et en être terrorisés. Les mises à mort publiques et la saisie de nourriture étaient des instruments explicites du pouvoir bolchevique pendant la guerre civile.

L'État-parti léniniste associait la prétention exclusive de représenter les ouvriers et les paysans à des institutions capables de leur imposer ses décisions. Ses dirigeants pouvaient traiter la résistance comme un obstacle aux supposés intérêts historiques du peuple, plutôt que comme un jugement qu'ils devaient accepter. Staline a mis cette autorité héritée au service de ses propres décisions et ambitions. En Ukraine, la volonté d'imposer la transformation communiste et la détermination à maintenir le contrôle de Moscou se renforçaient : les moyens de subsistance comme l'indépendance nationale pouvaient être subordonnés au projet du parti.

2.5.2 La dictature de Staline : terreur, travail forcé et répression des nationalités



Staline en 1902, à l'âge de 23 ans. Photographie de police prise à Batoum.

Joseph Staline (1878–1953) est né Ioseb Djougachvili à Gori, en Géorgie, alors dans l'Empire russe. Après des études au séminaire de Tiflis, aujourd'hui Tbilissi, il a rejoint la clandestinité marxiste, puis les bolcheviks de Lénine, et connu plusieurs arrestations et exils. Son « travail » comprenait aussi l'organisation d'« expropriations » armées destinées à financer les bolcheviks de Lénine. Le récit de Montefiore[61] sur le braquage de Tiflis de juin 1907 décrit l'attaque à la bombe et à l'arme à feu d'un convoi bancaire, préparée par le réseau de Staline et autorisée par Lénine. Il était un révolutionnaire expérimenté avant 1917. Après la prise du pouvoir bolchevique cette année-là, il est entré dans le gouvernement de Lénine comme commissaire du peuple aux Nationalités et a occupé de hautes fonctions au sein du parti et pendant la guerre civile.

En avril 1922, Staline est devenu secrétaire général du Parti communiste, une fonction qui lui donnait prise sur les nominations et accès aux informations de tout l'État. La maladie invalidante de Lénine, puis sa mort en janvier 1924, ont laissé à Staline une puissante base organisationnelle. Par des alliances successives et l'élimination de ses rivaux, dont Léon Trotski, il a transformé cette position en prépondérance personnelle. Il se réclamait de l'autorité de Lénine tout en bâtissant une dictature au sein du parti que celui-ci avait porté au pouvoir.[62]

Les convictions idéologiques et l'ambition personnelle de Staline se renforçaient mutuellement. Comme l'explique l'analyse biographique d'Oleg Khlevniouk, il adaptait la doctrine bolchevique à sa dictature et à l'expansion de la puissance soviétique. La mission historique revendiquée par le parti pouvait justifier la coercition, tandis que la résistance pouvait être classée comme une hostilité au progrès. La sincérité des convictions ne protégeait en rien ceux qui étaient sacrifiés à cette mission. Un dirigeant pouvait croire au communisme et s'en servir pour autoriser la destruction de ceux qui lui faisaient obstacle.

À la fin des années 1920, Staline avait concentré le pouvoir au sein du Parti communiste et conduisait une transformation forcée de l'économie soviétique. Les marchés limités autorisés sous la nouvelle politique économique cédaient de plus en plus la place aux collectes

[61] Simon Sebag Montefiore, *Young Stalin* (Vintage, 2008 ; ISBN 9781400096138), prologue, « The Bank Robbery ».

[62] Pour les biographies, voir Oleg V. Khlevniouk, *Stalin: New Biography of a Dictator* (2015) ; Stephen Kotkin, *Stalin: Paradoxes of Power, 1878–1928* (2014) et *Stalin: Waiting for Hitler, 1929–1941* (2017) ; et Simon Sebag Montefiore, *Stalin: The Court of the Red Tsar* (2003). Khlevniouk propose une biographie concise fondée sur les archives, Kotkin un cadre historique plus large et l'ascension de Staline au pouvoir, et Montefiore l'entourage du dictateur. Voir aussi le groupe Staline des lectures recommandées.

coercitives de céréales et à la collectivisation forcée. Dans son discours du 9 juillet 1928, Staline défend ouvertement un prélèvement supplémentaire sur la paysannerie, qu'il décrit comme une forme de « tribut » nécessaire à l'accélération du développement industriel. L'agriculture devait fournir les ressources correspondant aux priorités fixées par l'État.

Le programme était présenté comme une lutte pour la survie. Le 4 février 1931, Staline a exigé que l'URSS rattrape en dix ans plusieurs décennies de retard, sous peine d'être vaincue. Son expansion industrielle dépendait pourtant aussi des compétences du monde capitaliste qu'elle dénonçait. Ford et le cabinet d'Albert Kahn ont fourni des plans d'usines, de l'assistance technique et de la formation ; l'usine automobile de Nijni Novgorod en offre un exemple concret. La coopération commerciale renforçait les capacités industrielles[63], tout en restant distincte de l'aide humanitaire.

Sa conception du danger dépassait les ennemis armés. Le récit de la collectivisation par Kotkin souligne que la production paysanne indépendante apparaissait aux dirigeants comme une menace politique, même lorsqu'elle favorisait la reprise économique. La lettre de Staline à Kaganovitch du 11 août 1932 relie de même la crainte de perdre l'Ukraine aux soupçons de déloyauté au sein de son organisation du parti. L'indépendance économique et l'appartenance nationale pouvaient devenir des raisons de recourir à la coercition. Les solutions examinées dans la section 2.6 comptent parce qu'elles révèlent les choix au sein d'un programme présenté comme nécessaire.

En 1936, Trotski a décrit comment les opposants politiques de Staline étaient privés d'emploi. « Dans un pays où l'État est le seul employeur », écrit-il dans *The Revolution Betrayed*, le principe était devenu « qui n'obéit pas ne mange pas ». Staline l'a fait assassiner à Mexico en 1940.[64]

Sous Staline, la décision du Politburo de juin 1929 prescrivait la création de camps dans des régions reculées pour exploiter les ressources naturelles grâce au travail des détenus ; une administration centrale des camps de l'OGPU a suivi en avril 1930. Des familles paysannes dépossédées étaient aussi déportées vers des lieux d'installation imposés. Elles constituaient une main-d'œuvre contrainte, mais leur exil administratif relevait d'une autre catégorie que l'incarcération en camp d'un prisonnier condamné.

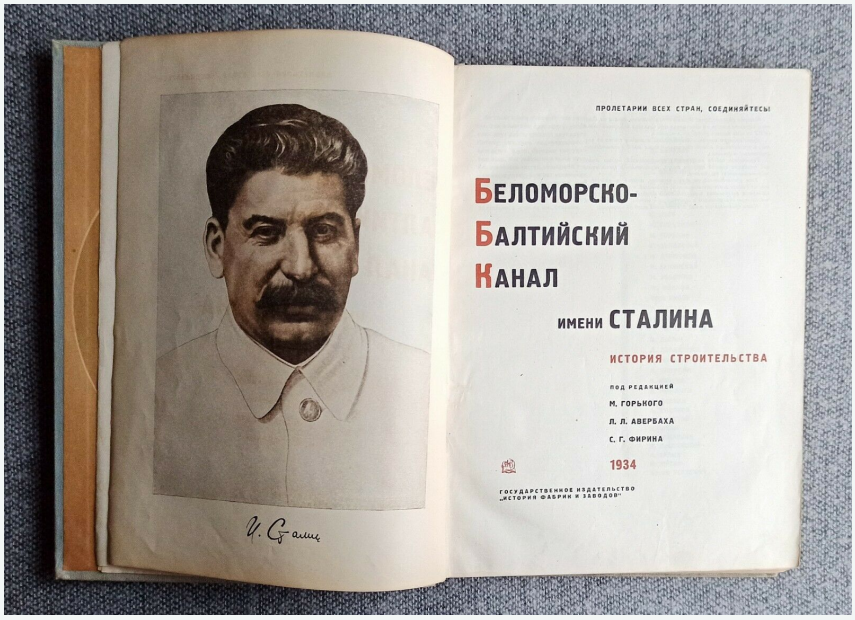
Le canal de la mer Blanche à la Baltique, achevé en 1933, a rendu visible l'association de la production et du châtiment. Les détenus travaillaient avec un matériel rudimentaire, tandis que récompenses et sanctions alimentaires contribuaient à imposer les exigences de rendement. L'épuisement, l'insuffisance de nourriture et le rythme accéléré du chantier mettaient la main-d'œuvre en danger. L'État pouvait célébrer l'ouvrage achevé en laissant son

[63] Sean McMeekin, *Stalin's War: A New History of World War II* (Basic Books, 2021), chapitre 2.

[64] Léon Trotski, *The Revolution Betrayed*, chapitre XI, section 2, traduction anglaise de Max Eastman (1937 ; ouvrage rédigé en 1936). Ramón Mercader, un Espagnol au service de la police secrète soviétique, a attaqué Trotski avec un piolet à son domicile de Coyoacán le 20 août 1940 ; Trotski est mort le 21 août. Mercader a purgé vingt ans de prison au Mexique. Après sa libération en 1960, l'URSS lui a décerné le titre de Héros de l'Union soviétique. Voir le récit de l'International Spy Museum et la notice historique de l'UNAM.

coût humain hors du récit public. La capacité de contraindre au travail permettait aussi à l'ambition politique de l'emporter sur les objections tenant au coût et à l'utilité du projet.[65]

Gorki et le livre de propagande sur le canal de la mer Blanche



Portrait de Staline et page de titre de l'histoire collective, 1934.

En 1934, des écrivains soviétiques ont publié une histoire collective du canal de la mer Blanche à la Baltique portant le nom de Staline. Ses directeurs étaient Maxime Gorki, Leopold Averbakh et Semion Firine, haut responsable des camps de l'OGPU. Le livre associait le prestige littéraire à l'administration des camps dans une célébration du travail forcé.

Son idée centrale était la перековка (*perekovka*), ou « refonte » : les détenus étaient censés devenir, par le travail, des citoyens soviétiques utiles. La liste des sources du livre mentionne des ordres de l'OGPU, des journaux de camp, des rapports et des renseignements fournis par des agents de la sécurité. L'institution qui enfermait les personnes fournissait aussi une grande partie du récit présenté comme celui de leur rédemption.

[65] La justification économique du canal était contestée avant sa construction. Molotov exprimait des doutes, tandis que les contraintes budgétaires et les délais ont conduit à réduire la profondeur prévue. En 1940, le trafic de marchandises n'atteignait que 44 % de la capacité nominale. Le canal avait aussi des usages navals. Son seul achèvement ne démontrait pas sa justification économique. Voir Moroukov, « The White Sea–Baltic Canal », p. 154–159 et 161–162. La distinction entre remplir un objectif de construction et bien employer des ressources rares rejoint la discussion de la section 2.7 sur le calcul économique, les connaissances dispersées et la possibilité d'agir à partir d'informations déplaisantes.

Gorki et le livre de propagande sur le canal de la mer Blanche

L'adaptation anglaise, *Belomor* (1935)[66], a porté le message à l'étranger. Sa responsable éditoriale, Amabel Williams-Ellis, tenait pour crédibles les accusations de sabotage contre les ingénieurs emprisonnés et faisait l'éloge de l'histoire du canal. Le nom de Gorki contribuait à donner une autorité culturelle à un système présentant la coercition comme une transformation de l'individu menée avec humanité.[67]

Sous Staline, quelque 18 millions de personnes sont passées par les prisons et les camps du Goulag, où plus de 1,5 million de détenus sont morts. Au début de 1953, environ 2,5 millions de personnes étaient détenues dans les camps et les colonies. La faim, la maladie, l'épuisement et l'exposition aux intempéries faisaient du travail forcé un système de mort de masse autant que de production.[68]

Les purges staliniennes transformaient d'anciens camarades et des adversaires politiques vaincus en prétendus traîtres. Les procès-spectacles de Moscou de 1936–1938 présentaient des bolcheviks de longue date comme des espions, des saboteurs et des conspirateurs préparant des assassinats. Grigori Zinoviev et Lev Kamenev ont été exécutés en 1936 ; Nikolaï Boukharine et Alexeï Rykov en 1938. Boukharine avait été l'allié de Staline avant de s'opposer à sa politique économique ; sa proposition alternative est examinée dans la section 2.6. Un désaccord politique au sein de la direction était présenté comme une participation à un complot criminel.

Les purges ont aussi dévasté les forces armées et les institutions chargées de la répression. Lors de la purge du commandement de l'Armée rouge en 1937–1938, de hauts gradés ont été exécutés, arrêtés ou révoqués, tandis que des promotions rapides comblaient les postes vacants.

La Grande Terreur, 1937–1938

La Grande Terreur de 1937–1938 fut une campagne intensive d'arrestations et d'exécutions de masse dans l'ensemble de l'Union soviétique. Jansen et Petrov estiment à environ 1,5 million le nombre d'arrestations et à quelque 700 000 celui des exécutions.

[66] Maxim Gorky, L. Averbakh, S. G. Firin (dir.), *Belomor: An Account of the Construction of the New Canal Between the White Sea and the Baltic Sea* (H. Smith & R. Haas, 1935), adaptation anglaise par Amabel Williams-Ellis, introduction, p. vii–ix.

[67] Les « compagnons de route » — que nous appellerions souvent aujourd'hui des vatniks — étaient des sympathisants pouvant prêter une autorité culturelle apparemment indépendante aux causes communistes sans appartenir formellement au parti. Stephen Koch, dans *Double Lives: Stalin, Willi Münzenberg, and the Seduction of the Intellectuals* (édition révisée, 2004), examine la mobilisation des écrivains et intellectuels autour des causes soviétiques. La position de Gorki dans la vie culturelle soviétique différait de celle des sympathisants étrangers ; le parallèle concerne l'utilisation du prestige culturel à des fins de légitimation. Voir la section 1.5 pour l'analogie du proto-vatnik et la section 1.6 pour le réseau plus large.

[68] Voir Vatnik Soup, *The Gulag: Soviet-Russian concentration camps, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

La Grande Terreur, 1937–1938 (suite)

La plupart des victimes n'appartenaient pas à l'élite dirigeante. Des opérations de masse secrètes visaient d'anciens « koulaks », des membres du clergé et d'autres prétendus ennemis, ainsi que des ouvriers, des ingénieurs et des kolkhoziens. La terreur était organisée par des décisions et des institutions. Pendant la Grande Terreur de 1937–1938, l'ordre no 00447 du NKVD fixait des plafonds régionaux d'exécutions et de condamnations aux camps ;[69] les responsables en demandaient le relèvement et la direction stalinienne l'approuvait. Des commissions de trois personnes appelées *troïkas* — en russe тройка (*troika*), au pluriel тройки (*troiki*) — statuaient sans procès ordinaire.[70] Le tableau initial des quotas de l'ordre prévoyait aussi 10 000 exécutions parmi les prisonniers déjà détenus dans les camps du NKVD. Les prisonniers étaient donc délibérément fusillés, en plus de mourir de faim, de maladie et d'épuisement dans des conditions de détention meurtrières.

Parallèlement, les « opérations nationales » du NKVD ciblaient des personnes en raison de liens supposés avec la Pologne, l'Allemagne ou d'autres États étrangers. L'origine nationale et les contacts étrangers pouvaient devenir les preuves d'un complot imaginaire.

L'« opération polonaise » de 1937–38 donne une mesure concrète du ciblage national. L'ordre no 00485 du NKVD, daté du 11 août 1937, fit du prétendu espionnage polonais le fondement d'une campagne de masse contre des citoyens soviétiques. Les décomptes d'archives font état de 139 835 condamnations, dont 111 091 à mort ; la plupart des victimes étaient polonaises, mais l'opération frappa aussi d'autres nationalités, dont des Ukrainiens. Il s'agissait de catégories d'ennemis présumés définies par l'État, et non de personnes dont la qualité d'agent étranger aurait été individuellement établie.[71]



En haut : Staline avec Nikolaï Iejov, à l'extrême droite, au canal Moscou–Volga en 1937. En bas : photographie retouchée dont Iejov a été effacé.

Servir dans la police secrète n'offrait aucune sécurité durable. L'appareil chargé de la terreur stalinienne était lui-même soumis à des purges successives. Nikolaï Iejov, qui dirigeait le NKVD au plus fort de la Grande Terreur, a été démis en 1938 et arrêté en 1939. Torturé, il a signé des

[69] Voir Vatnik Soup, *The Gulag: Soviet-Russian concentration camps, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

[70] Un parallèle ultérieur est apparu en Tchécoslovaquie communiste. Selon la loi no 247/1948, § 3, des commissions administratives de trois membres pouvaient assigner des personnes aux camps de travail forcé pour trois mois à deux ans, sans procès pénal ordinaire. Leurs pouvoirs concernaient l'internement, tandis que les troïkas soviétiques du NKVD prononçaient aussi des peines de mort. Pour une étude plus complète, voir Vatnik Soup, *Jan Palach: Resistance to Tyranny*, Dossier de mémoire historique (janvier 2027). À paraître.

[71] Institut de la mémoire nationale, "What was the 'Polish Operation' by the NKVD?", 28 novembre 2017 ; *NKVD Order No. 00485*, 11 août 1937, catalogue bilingue d'une exposition documentaire. Les totaux d'archives distinguent l'ensemble des condamnations des condamnations à mort ; l'opération visait principalement les Polonais, mais frappa aussi d'autres nationalités.

La Grande Terreur, 1937–1938 (suite)

aveux portant sur des complots inventés. Celui qui avait dirigé les purges et la torture a lui-même été victime d'une purge et de tortures, avant d'être fusillé en 1940.

Les purges firent de la destruction de toute opposition potentielle une méthode permanente de gouvernement. Les désaccords passés pouvaient être présentés après coup comme des trahisons ; les services rendus à la révolution et l'obéissance n'offraient aucune protection assurée.[72] Les procès-spectacles cherchaient aussi à faire valider par les accusés le récit que le régime donnait de leur propre destruction. Les survivants avaient des raisons de manifester leur loyauté en approuvant les accusations et en taisant les jugements déplaisants. Le pouvoir de Staline était renforcé par des institutions dont les membres ne pouvaient s'opposer à lui sans danger, tandis qu'il conservait l'autorité de décider qui était un ennemi. Les grands procès et les opérations de masse de 1936–1938 ont suivi l'Holodomor ; la défaite antérieure de l'opposition et les purges du parti liées à la collecte avaient déjà réduit les possibilités de contestation pendant la famine.

Plus tard, les campagnes contre les institutions juives et le complot inventé des médecins de 1953 ont de nouveau fait d'un groupe prétendument déloyal la cible de la persécution d'État.

L'antisémitisme et l'hostilité à l'Ukraine de Staline : un héritage soviétique

Les campagnes de Staline contre les institutions juives et ukrainiennes rendaient suspecte toute vie collective indépendante. Écrivains, responsables religieux et organisations ayant des contacts étrangers pouvaient être accusés de servir un ennemi extérieur. Les aspirations nationales ukrainiennes comme les fidélités culturelles ou communautaires juives étaient redéfinies en allégeances rivales que le parti s'estimait en droit d'écraser.

Le Comité antifasciste juif, créé pendant la guerre pour mobiliser des soutiens à l'étranger, avait envoyé Solomon Mikhoels et Itsik Fefer en Occident en 1943. Mikhoels a été assassiné sur ordre de Staline en janvier 1948 ; le comité a été fermé en novembre de la même année, et treize accusés de son procès ultérieur ont été exécutés le 12 août 1952. Des contacts étrangers autrefois encouragés pour l'effort de guerre soviétique ont ensuite nourri des accusations d'espionnage et de nationalisme juif. Le complot antisémite des médecins de 1953 a prolongé l'offensive par des accusations fabriquées contre des praticiens.

[72] Même l'adhésion passée à la ligne du parti et l'obéissance à celle-ci pouvaient être requalifiées en trahison. Les livraisons d'armes tchécoslovaques à Israël en 1948 avaient reçu l'aval de Moscou. Après le changement de ligne soviétique, la coopération antérieure avec Israël a été présentée comme la preuve d'un complot « sioniste » inventé de toutes pièces lors du procès de Prague de 1952 contre Rudolf Slánský et treize autres responsables communistes. Dans cette mise en accusation antisémite, les procureurs ont insisté à plusieurs reprises sur l'origine juive de onze des quatorze accusés. Pour une étude plus complète, voir la section 1.4, « Soviet Antisemitism », de Vatnik Soup, *Jan Palach: Resistance to Tyranny*, Dossier de mémoire historique (janvier 2027). À paraître.

L'antisémitisme et l'hostilité à l'Ukraine de Staline : un héritage soviétique (suite)

Cette persécution a coexisté avec la reconnaissance d'Israël par l'URSS en mai 1948. Le soutien diplomatique extérieur allait de pair avec la destruction des institutions juives à l'intérieur, comme les concessions faites à une hiérarchie religieuse utile coexistaient avec la répression des Églises ukrainiennes.[73] L'État s'arrogeait le droit de décider quelles formes de vie nationale servaient ses objectifs.

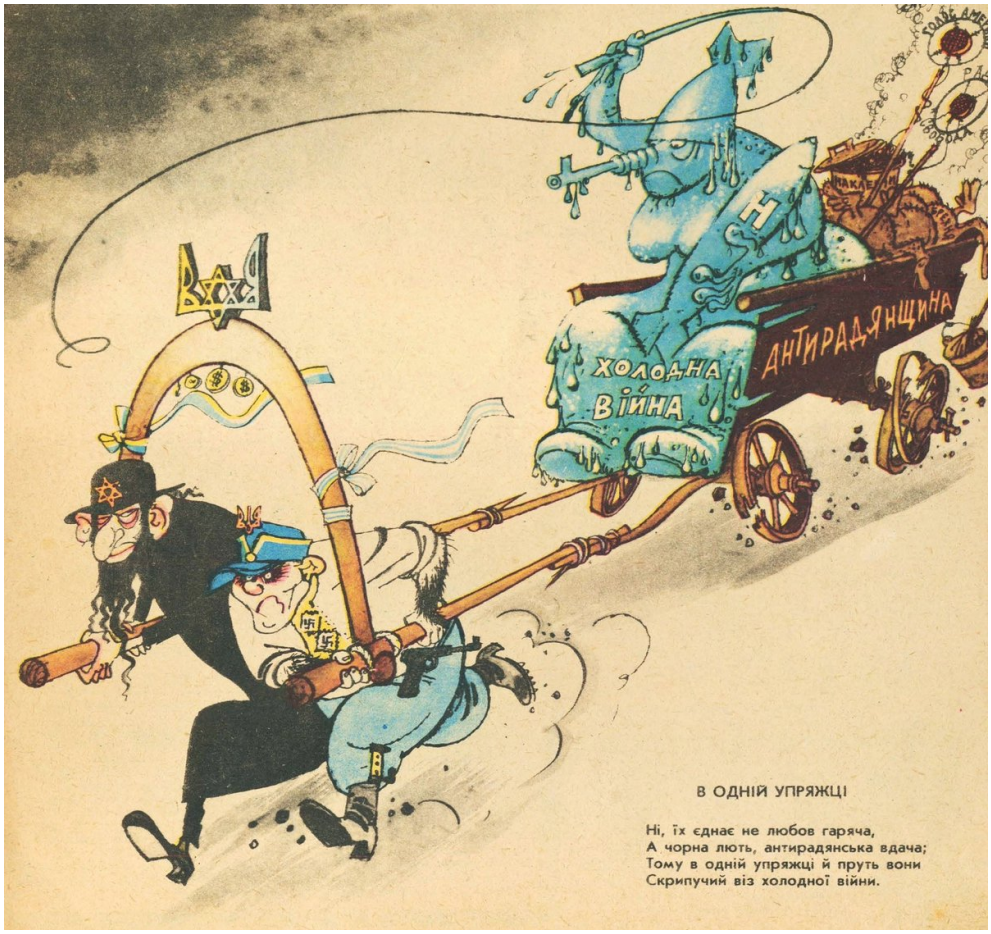
La propagande s'est poursuivie après Staline. Des caricatures soviétiques ultérieures associaient les figures du Juif et du nationaliste ukrainien, complices du même ennemi étranger. L'une attelait un « sioniste » stéréotypé et un nationaliste ukrainien à une charrette marquée « antisoviétisme » ; d'autres les représentaient en bêtes partageant la même cause. La photographie montre une imagerie antisémite présentée comme de l'anti-impérialisme. Le message commun traitait l'identité juive et l'indépendance ukrainienne comme des menaces tout en présentant l'État qui les persécutait comme leur libérateur.



Défilé du 1er Mai à Moscou, 1972 : « Le sionisme est l'arme de l'impérialisme ! »

[73] Voir la section 3.2 sur l'accommodement de Staline avec la hiérarchie orthodoxe russe en 1943 et la suppression, suivie de l'incorporation forcée, de l'Église gréco-catholique ukrainienne en 1946.

L'antisémitisme et l'hostilité à l'Ukraine de Staline : un héritage soviétique (suite)



« Sous le même joug » (В одній упряжці). Un Juif stéréotypé et un nationaliste ukrainien tirent une charrette portant l'inscription « antisoviétisme » (антирадянщина) ; son passager est la « guerre froide » (холодна війна).

Staline est mort le 5 mars 1953. Le 4 avril, les autorités soviétiques ont annoncé que les médecins accusés encore en vie avaient été libérés et disculpés, reconnaissant que les aveux avaient été obtenus par des méthodes inadmissibles. C'est sa mort, et non un recul humanitaire du dictateur, qui a ouvert la voie à leur libération. L'effondrement de la campagne montre à quel point la menace dépendait de l'homme au sommet.

Le danger dépassait les médecins emprisonnés. Une campagne officielle présentant des médecins juifs comme des agents étrangers meurtriers menaçait plus largement les Juifs soviétiques et nourrissait la crainte de nouvelles persécutions et de violences antijuives. La mort de Staline a supprimé le dirigeant qui poussait cette campagne et interrompu son escalade. Ce qui aurait suivi s'il avait vécu ne peut être établi avec la même certitude : les historiens continuent de débattre de l'existence d'un plan arrêté de déportation de masse.

2.5.3 Politique étrangère et domination impériale

Staline pouvait néanmoins négocier, faire des concessions et coopérer avec des ennemis idéologiques. Le pacte et l'attaque contre la Finlande montrent pourquoi cette souplesse ne garantit nullement des intentions pacifiques. Préoccupations de sécurité, ambition territoriale et imposition d'un contrôle politique pouvaient coexister. Sa disposition à négocier le sort d'autres sociétés ne signifiait pas que les souhaits de leurs habitants puissent limiter la politique soviétique.

Dans les années 1920, l'Union soviétique accueillit des formations militaires et des essais d'armement clandestins de la Reichswehr, notamment l'école d'aviation de Lipetsk à partir de 1925. Parallèlement à cette coopération militaire, les exportations de céréales contribuaient au financement de l'industrialisation : les exportations soviétiques vers l'Allemagne des sept groupes de céréales et de légumineuses recensés dans les tableaux douaniers passèrent de 71 970 tonnes en 1929 à 536 664 en 1931, après un sommet de 856 218 en 1930[74]. Le procès-verbal du Conseil des ministres allemand du 2 octobre 1931 envisageait explicitement l'achat de produits allemands à crédit ou en échange de bois, d'essence et de céréales soviétiques. Ces relations avec la république de Weimar précédèrent les accords distincts conclus avec Hitler, examinés ci-dessous.[75]

En politique étrangère, les arrangements pratiques pouvaient l'emporter sur l'hostilité idéologique. Le 23 août 1939, l'Union soviétique et l'Allemagne nazie ont signé le pacte Molotov–Ribbentrop, traité de non-agression accompagné d'un protocole secret partageant les sphères d'influence en Europe orientale. L'Allemagne a envahi la Pologne le 1er septembre ; l'Armée rouge l'a envahie par l'est le 17 septembre. Les territoires de l'est de la Pologne peuplés d'Ukrainiens ont ensuite été incorporés à l'Ukraine soviétique. Cet agrandissement plaçait davantage d'Ukrainiens sous le pouvoir soviétique sans leur laisser de choix indépendant quant à l'ordre politique qui leur était imposé.

[74] Anne Applebaum, *Red Famine: Stalin's War on Ukraine* (Toronto : Signal/McClelland & Stewart, 2017 ; ISBN 978-0-7710-0930-3), chapitre 7, « Collectivization Fails, 1931–2 », p. 162. Note 12, p. 386 (Serhiichuk et al., *Український хліб на експорт: 1932–1933*, p. 5–6). L'affirmation d'Applebaum selon laquelle les exportations auraient triplé n'est pas étayée par la série douanière vérifiée en années civiles. Les sept groupes recensés de céréales et de légumineuses, codes 1–14, ont été multipliés par environ 7,46 entre 1929 et 1931, après un sommet en 1930. Le riz et les « autres céréales » ne sont pas ventilés pour l'Allemagne ; il ne s'agit pas d'un total reconstitué de toutes les céréales. Le recueil de 1939 confirme séparément les lignes plus restreintes du blé, du seigle et de l'orge. Il s'agit d'exportations de l'URSS vers l'Allemagne, sans preuve de leur origine ukrainienne. La publication de 1933 retient la destination immédiate du document d'exportation ; avant mars 1930, poids brut ou net dépendaient du tarif et de l'emballage, puis le poids net fut utilisé. La source secondaire citée par Applebaum emploie ailleurs des périodes non résolues et renvoie à un recueil de 1936, p. 74–75, qui reste à examiner. La cause de l'écart demeure inconnue. Sources primaires : *Внешняя торговля Союза Советских Социалистических Республик за первую пятилетку (за период с 1928 по 1933 г.)* (Moscou : Внешторгиздат, 1933), p. 45, 96–97 ; V–VIII. S. N. Bakulin, D. D. Mishustin, *Внешняя торговля СССР за 20 лет, 1918–1937 гг.* (Moscou : Международная книга, 1939), p. 86, 90, 94 ; définitions statistiques.

[75] Pour une étude plus complète du pacte et de la coopération germano-soviétique, voir Vatnik Soup, *Molotov–Ribbentrop: The Red-Brown Alliance*, Dossier de mémoire historique. À paraître.



Joseph Staline et le ministre allemand des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop au Kremlin, à Moscou, le 23 août 1939, lors de la signature du pacte Molotov–Ribbentrop.

Le projet soviétique du 19 août 1939 faisait d'un protocole spécial de politique étrangère une condition de validité du pacte. La coopération a ensuite acquis une base matérielle : céréales, pétrole et autres matières premières soviétiques étaient échangés contre du matériel industriel et des produits militaires allemands. Un mémorandum allemand du 26 février 1940 prévoyait explicitement que ce commerce affaiblirait le blocus britannique. Il s'agissait d'accords réciproques entre gouvernements cherchant à accroître leur propre puissance, dont d'autres sociétés subissaient les conséquences.

La Finlande montre comment des revendications de sécurité pouvaient accompagner une attaque contre l'indépendance politique. Après des négociations sur des modifications de frontière et des bases près de Leningrad, l'Armée rouge a envahi le pays le 30 novembre 1939. Moscou a alors reconnu une administration finlandaise dirigée par le communiste Otto Wille Kuusinen, dont la première tâche déclarée était de renverser le gouvernement finlandais et de détruire ses forces armées. La Société des Nations a exclu l'URSS le 14 décembre.

La destruction de l'indépendance polonaise visait aussi ceux qui pouvaient la faire vivre. Le 5 mars 1940, Staline et le Politburo approuvèrent la proposition de Beria d'exécuter des prisonniers de guerre et des détenus polonais. Au printemps 1940, le NKVD assassina près de 22 000 citoyens polonais dans l'opération désignée collectivement comme le massacre de Katyń. Parmi les victimes figuraient des officiers, des policiers et des prisonniers civils ; nombre d'officiers de réserve étaient enseignants, médecins, avocats ou appartenaient à

d'autres milieux instruits de la société polonaise. Katyń est le nom d'un site d'inhumation dans une opération plus vaste, qui comprenait aussi Kharkiv, Kalinine (aujourd'hui Tver) et des prisons de la Pologne orientale occupée. Les autorités soviétiques accusèrent l'Allemagne nazie et entretinrent ce mensonge pendant des décennies, ne reconnaissant la responsabilité du NKVD qu'en 1990.[76] Le meurtre éliminait des personnes capables de reconstruire un État indépendant ; le déni protégeait ensuite les institutions qui les avaient tuées.

Lorsque l'Allemagne envahit l'URSS le 22 juin 1941, la répression soviétique laissa une nouvelle série de fosses communes. Pendant la retraite, le NKVD assassina des milliers de prisonniers dans l'ouest de l'Ukraine, notamment à Lviv et à Loutsk. Parmi les victimes figuraient des Ukrainiens, des Polonais et des Juifs détenus sous le régime soviétique. L'occupation allemande apporta ensuite d'autres crimes : la propagande nazie et des antisémites locaux exploitèrent la découverte des corps pour imputer collectivement aux Juifs la répression soviétique et provoquer des pogroms.[77] La responsabilité des meurtres dans les prisons incombait à leurs auteurs soviétiques ; celle des pogroms, à ceux qui les avaient suscités et perpétrés. Aucun crime n'en justifiait un autre, et les occupations successives ne donnaient pas à la population le libre choix de son gouvernement.

L'insurrection de Varsovie, du 1er août au 2 octobre 1944, révéla un autre moyen de faire échec à l'indépendance polonaise. L'Armia Krajowa, mouvement de résistance non communiste, entendait libérer la capitale de l'occupation allemande et y établir l'autorité du gouvernement polonais en exil avant que le pouvoir soviétique ne s'impose. Les forces allemandes massacrèrent les civils, écrasèrent l'insurrection et détruisirent méthodiquement la ville. Staline voyait dans cette résistance indépendante un rival politique. En août, son gouvernement refusa aux avions américains de ravitaillement l'autorisation d'utiliser les aérodromes soviétiques ; dans son message du 22 août à Churchill et Roosevelt, il qualifia les chefs de l'insurrection de « groupe de criminels ».

La situation militaire compte aussi : les contre-attaques allemandes et l'étirement de l'avance soviétique ne permettent pas de présumer qu'un secours soviétique aurait été facile. Mais ces contraintes n'expliquent pas les obstacles opposés au ravitaillement aérien allié. Les parachutages soviétiques limités, une tentative de franchissement du fleuve par des troupes polonaises sous commandement soviétique qui échoua, et l'autorisation d'une mission américaine de ravitaillement n'intervinrent qu'en septembre. La destruction des positions de

[76] Institut de la mémoire nationale, « The Katyn Massacre — Basic Facts », 5 mars 2020, notamment sur la décision, les victimes et les lieux d'exécution ; Archives nationales des États-Unis, « Records Relating to the Katyn Forest Massacre », sur les meurtres et la tentative soviétique de les attribuer à l'Allemagne. Près de 22 000 désigne l'ensemble de l'opération, et non le seul site d'inhumation de Katyń.

[77] National WWII Museum, "The 1941 NKVD Prison Massacres in Western Ukraine", 7 juin 2021 ; Centre d'histoire urbaine, "'City scum', nationalists or ordinary people: interethnic violence on the streets of Lviv", notamment sur les meurtres en prison et le pogrom antijuif. Aucun total précis unique n'est attribué à l'ensemble de la campagne.

l'Armia Krajowa à Varsovie élimina un obstacle organisé à la domination de Moscou sur la Pologne d'après-guerre.[78] L'Allemagne nazie perpétra les massacres et les destructions ; le refus de Staline de soutenir une force polonaise indépendante contribua à la laisser exposée à la défaite. Combattre Hitler ne signifiait pas reconnaître aux peuples situés entre l'Allemagne et la Russie le droit de se gouverner eux-mêmes.

La défaite de l'insurrection fut suivie de l'élimination des dirigeants politiques indépendants. Les 27 et 28 mars 1945, les autorités soviétiques arrêtèrent seize dirigeants de l'État polonais clandestin après les avoir invités à des pourparlers en leur garantissant la sécurité. Ils furent conduits à Moscou ; la procédure connue sous le nom de « procès des Seize » suivit en juin. À la défaite militaire s'ajoutait la répression des représentants politiques susceptibles de contester le gouvernement choisi par Moscou.[79] Négocier sous garantie soviétique était devenu une autre voie vers la prison.

Après la guerre, le contrôle soviétique fut également imposé à la Ruthénie subcarpatique (aujourd'hui la Transcarpatie), qui faisait auparavant partie de la Tchécoslovaquie. Le traité du 29 juin 1945 prévoyait son transfert à l'URSS et son incorporation à l'Ukraine soviétique. Un rapport diplomatique américain du 25 janvier 1945 avait décrit un conseil local contrôlé par les communistes exerçant le pouvoir exécutif, tandis que les représentants du gouvernement tchécoslovaque étaient empêchés de visiter les principaux centres et de contacter leur gouvernement. L'élargissement des frontières de l'Ukraine soviétique ne donnait pas aux habitants le choix du système politique qui les gouvernerait.

La déportation des Tatars de Crimée en 1944 (voir la section 3.2) et la destruction de l'indépendance des États baltes (voir la section 3.1) montrent le même refus d'une vie nationale échappant au contrôle de Moscou. À l'élimination des dirigeants s'ajoutaient le déracinement de communautés entières et la destruction d'États indépendants.

Les alliés de guerre de Staline pouvaient reculer devant son traitement de la vie humaine. Lors du dîner de Téhéran du 29 novembre 1943, il a proposé de tuer au moins 50 000 membres de l'encadrement militaire allemand. Le diplomate américain Charles Bohlen a consigné la vive opposition de Churchill aux exécutions politiques et son insistance sur des procès pour les criminels de guerre. Roosevelt a répondu par une plaisanterie sur le chiffre de 49 000.

William C. Bullitt, ancien ambassadeur américain à Moscou, a rapporté avoir averti Roosevelt en 1943 au sujet de l'expansion soviétique. Il attribuait à Roosevelt l'espoir suivant : « lui [Staline] donner tout ce que je peux et ne rien lui demander en retour, *noblesse oblige* » ;

[78] Staline à Churchill et Roosevelt, 22 août 1944, *FRUS*, 1944, vol. III, document 1271 ; Harriman au secrétaire d'État, 22 août 1944, document 1272, compte rendu de l'entretien du 17 août avec Molotov. Voir aussi National WWII Museum, « The Allied Responses to the Warsaw Uprising of 1944 », 18 janvier 2022 ; USHMM, « Warsaw Uprising » ; et la confirmation par Eden de la mission américaine du 18 septembre, *HC Deb*, 27 septembre 1944, vol. 403, col. 217–220. L'insurrection de 1944 dans la ville se distingue de celle du ghetto de Varsovie en 1943.

[79] Musée d'histoire de Pologne, "Sowieci walczą o rząd. Dlaczego doszło do procesu szesnastu?" ; Harriman au secrétaire d'État, 18 juin 1945, *FRUS*, 1945, vol. V, document 262. Seize dirigeants furent arrêtés ; le cas d'Antoni Pajdak fut jugé séparément plus tard en 1945. Le nom de la procédure de juin ne signifie pas que les seize furent jugés et condamnés ensemble.

Staline s'abstiendrait alors, espérait-il, d'annexer des territoires et contribuerait à bâtir une paix démocratique. Cette attitude faisait confiance au supposé sens de l'honneur du dictateur et à son obligation de réciprocité.[80]

La coopération a néanmoins continué. L'accord de rapatriement américano-soviétique signé à Yalta le 11 février 1945 prévoyait la remise des citoyens libérés à leurs propres autorités. Dans son application, une directive américaine de décembre 1945 autorisait le retour forcé de certaines catégories de citoyens soviétiques, dont d'anciens soldats soviétiques, selon des conditions de citoyenneté et de résidence liées au 1er septembre 1939. L'opération Keelhaul, menée ensuite par les Britanniques et les Américains, s'inscrivait dans cette politique plus large de rapatriement forcé.



Churchill, Roosevelt et Staline à la conférence de Yalta, au palais de Livadia, en Crimée, février 1945.

La peur du retour était visible pour ceux qui l'exécutaient. Dans un rapport transmis par le conseiller politique américain Robert Murphy le 14 février 1946, ses collaborateurs décrivent des suicides et des tentatives de suicide pendant un rapatriement forcé à Dachau le mois précédent. Le rapport qualifie l'incident de choquant et consigne le mécontentement des officiers et soldats américains auxquels on ordonnait de forcer ces hommes à repartir.

L'épreuve ne s'arrêtait pas à la remise des prisonniers. Selon le récit de Nicholas Bethell sur un rapatriement à Odesa en juin 1945, les officiers britanniques James Martin et George

[80] William C. Bullitt, « How We Won the War and Lost the Peace », *LIFE*, 30 août 1948, p. 94. Bullitt a publié ce souvenir après la mort de Roosevelt. Pour une autre expression américaine de confiance dans une reconstruction sociale délibérée, voir l'encadré sur Arthurdale dans la section 1.4, p. 34.

Youmatoff ont vu 31 prisonniers traînés dans un entrepôt, puis entendu des tirs de mitrailleuse. Le lendemain matin, Youmatoff a vu du béton ébréché et des taches sombres à l'intérieur. Il en a conclu que les prisonniers avaient été fusillés : il avait entendu les tirs et inspecté leurs traces, sans avoir assisté aux mises à mort.

Un autre récit figure dans *Victims of Yalta* (1977) de Nikolaï Tolstoï : il décrit des gardes américains voyant des corps pendus aux arbres après la remise de février 1946 dans la forêt bavaroise près de Zwiesel. Jeremy Murray-Brown reproduit ce passage dans son étude des images du rapatriement de Plattling.

Ces épisodes montrent les limites d'un jugement de Staline fondé sur les assurances qu'il donnait à ses partenaires utiles. La coopération alliée pouvait être nécessaire pour vaincre Hitler tout en laissant les victimes du pouvoir soviétique sans protection. L'accès diplomatique à Staline et la confiance dans un accord n'assuraient pas pour autant une protection effective à ceux dont on décidait le sort.

Les admirateurs de Staline aujourd'hui

L'image du dirigeant qui aurait transformé un pays arriéré attire encore des admirateurs. Dans *I'm Not the Only One* (2004), le vatnik George Galloway invoque l'industrialisation stalinienne pour présenter Saddam Hussein sous un jour favorable : « Tout comme Staline a industrialisé l'Union soviétique, Saddam a conçu, à une autre échelle, le Grand Bond en avant de l'Irak. »[81]



Staline au défilé du 1er Mai, Moscou, 1946.

Le 9 novembre 2023, Jackson Hinkle a déclaré à Alex Jones qu'il était un « stalinien américain » et que les Américains avaient beaucoup à apprendre de Staline et de Xi Jinping. Il présentait la production dirigée par l'État comme servant les gens ordinaires. Le 4 novembre 2025, Nick Fuentes a qualifié Staline d'homme d'État le plus efficace du XXe siècle, tout en reconnaissant expressément sa brutalité et ses massacres.

Leurs chemins vers l'admiration diffèrent, mais la puissance et les réalisations exercent une attraction récurrente. Ceux dont la vie a soutenu ce pouvoir s'effacent derrière la production industrielle, la force de l'État et la stature de son dirigeant.

L'Holodomor a précédé le pacte Molotov–Ribbentrop de six ans.[82] Les crimes de Staline contre d'autres populations établissent sa disposition à recourir au meurtre de masse pour atteindre des fins politiques. Ils ne donnent aucune raison de lui prêter des intentions bienveillantes envers les Ukrainiens. Son attaque contre la vie nationale ukrainienne doit être

[81] Pour une étude plus complète de la famine sous Mao, voir Vatnik Soup, *The Great Leap Backwards: China's Maoist regime, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

[82] Pour une étude plus complète du pacte et de la coopération germano-soviétique, voir Vatnik Soup, *Molotov–Ribbentrop: The Red-Brown Alliance*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

appréciée à partir des mesures étudiées ici : confiscations, prélèvements punitifs, fuite bloquée et répression des institutions capables de résister à l'autorité de Moscou. Rejeter la qualification de génocide laisserait encore ces actes délibérés à expliquer ; cela ne ferait pas de la catastrophe un accident dont nul ne serait responsable.

La responsabilité personnelle de Staline laisse aussi entière celle du système soviétique. Comme le soutient Kołakowski, condamner le dictateur n'explique pas comment le parti et ses institutions ont soutenu son pouvoir illimité.[83] Ces institutions appliquaient ses décisions, supprimaient les solutions concurrentes et empêchaient toute contestation efficace. Les Ukrainiens étaient privés de la liberté de rejeter ce système ou de déterminer leur propre avenir national. Les décisions du dirigeant, le monopole du pouvoir du parti et la domination de Moscou sur l'Ukraine se renforçaient mutuellement.

L'Ukraine faisait donc face à un dirigeant prêt à détruire la résistance et à un ordre impérial soviétique déterminé à conserver son emprise. **Condamner Staline ne suffit pas à expliquer la responsabilité des institutions qui soutenaient son pouvoir et exécutaient ses décisions. Le même problème se pose à tout récit de la guerre actuelle de la Russie qui attribuerait toute la responsabilité à Poutine en laissant hors du débat les institutions de l'État et ses prétentions impériales.** Une fois encore, un dirigeant autoritaire détient le pouvoir depuis des décennies tout en revendiquant le droit de décider de l'avenir de l'Ukraine. On ne peut demander aux Ukrainiens de confier leur liberté à l'espoir que le prochain maître de Moscou sera plus bienveillant.

2.6 La malédiction des terres noires

La richesse agricole peut rendre un territoire précieux pour un État soucieux de nourrir ses villes, de développer ses exportations et d'obtenir des ressources pour son industrie. Mais la fertilité n'explique à elle seule ni la famine ni le génocide. La question est de savoir qui contrôle la récolte, ce qui peut être pris aux producteurs et si ceux-ci disposent du pouvoir de résister. La « malédiction » réside dans les institutions qui rendent possibles les prélèvements coercitifs.

[83] Pour la discussion plus complète des responsabilités personnelles et institutionnelles, voir la section 2.7, « Autoritarisme, socialisme et impérialisme », p. 79. Leszek Kołakowski, *Main Currents of Marxism*, traduction de P. S. Falla, livre III, *The Breakdown*, chap. XIII, « Developments in Marxism Since Stalin's Death », § 1, « De-Stalinization », p. 1149–1150 et 1152–1153 (édition en un volume).



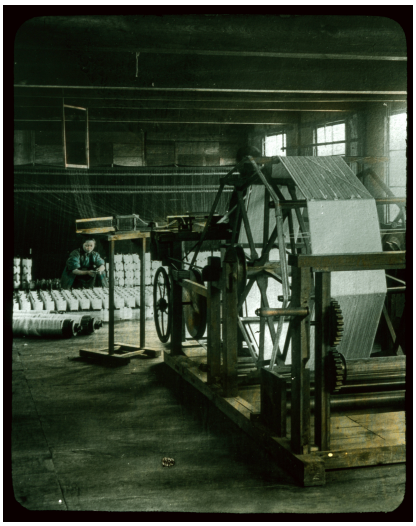
Blé et ciel aux couleurs nationales de l'Ukraine.

Dans « Industrialisation and the Grain Problem », discours du 9 juillet 1928, Staline identifie les ouvriers et les paysans comme les principales sources de financement de l'industrie soviétique. Son argument relie les ressources agricoles aux priorités industrielles de l'État. La collectivisation offrait une emprise administrative accrue sur les producteurs et les livraisons. Mais contrôler la production et rendre l'agriculture plus productive étaient deux objectifs distincts : l'État pouvait chercher à obtenir une plus grande part de la récolte tout en dégradant, par sa politique, la capacité à la produire.

Le contrôle du marché céréalier ukrainien était aussi concentré entre les mains des institutions centrales. En 1928, Moscou a liquidé Ukrkhlib, le trust ukrainien de collecte céréalière et de minoterie, dont les parts sont passées au Soïouzkhleb de l'Union. Comme le montre Liudmyla Hrynevych, cette mesure supprimait d'importants leviers ukrainiens sur la collecte et l'approvisionnement. La planification centrale fonctionnait dans une relation inégale entre Moscou et la république. Dans ses thèses sur la politique des nationalités de mars 1923, Staline avait lui-même condamné les efforts tsaristes pour faire des territoires périphériques des fournisseurs de matières premières du centre industriel, tout en reconnaissant la persistance du chauvinisme grand-russe dans les institutions soviétiques. Le prélèvement pouvait aussi dépasser la récolte courante : Torgsin échangeait de la nourriture contre les objets de valeur accumulés par les familles, puisant dans un patrimoine constitué au fil des années.

Japon : l'agriculture finance l'industrialisation

Les débuts de l'industrialisation japonaise à l'ère Meiji offrent une comparaison concrète. Les impôts fonciers payés en argent contribuaient au financement du développement industriel de l'État, tandis que les exportations rurales, notamment de soie et de thé, procuraient des devises. Les terres restaient cultivées par des propriétaires privés et des fermiers, sans collectivisation obligatoire. La lourde fiscalité et la concentration de la propriété foncière exerçaient néanmoins de fortes pressions sur les foyers ruraux. L'agriculture pouvait donc fournir des ressources à l'industrie dans des institutions fondamentalement différentes des exploitations collectives et étatiques de Staline : le transfert des ressources ne dictait pas à lui seul l'organisation de la production.



Dévidage de la soie au Japon, vers 1910. Photographie coloriée à la main.

Pologne et Hongrie : résistances et concessions

Pologne

La Pologne communiste a ensuite montré comment la résistance politique pouvait modifier la politique agricole. La collectivisation forcée de 1948–1956 s'est heurtée à une opposition persistante des agriculteurs. Après les bouleversements politiques de 1956, Władysław Gomułka a autorisé la dissolution des exploitations collectives. Une évaluation diplomatique américaine du 15 novembre 1961 indique que 86 % des terres agricoles polonaises étaient cultivées dans le secteur privé, 13 % dans des fermes d'État et seulement 1 % dans des exploitations collectives. L'agriculture largement privée de la Pologne a donc survécu *malgré* une tentative de collectivisation et dans le cadre d'un compromis politique plus large.

Hongrie

La Hongrie a suivi une autre voie. La révolution de 1956 a été suivie de la dissolution de nombreuses coopératives agricoles et de l'abolition des livraisons obligatoires. Le gouvernement de János Kádár a ensuite relancé une collectivisation coercitive en 1959–1961, intégrant la plupart des terres arables aux coopératives ou aux fermes d'État. Les parcelles familiales et les concessions à la production familiale[84] restaient pourtant importantes, et les réformes de 1968 ont renforcé le soutien à la culture des parcelles familiales. La Pologne a surtout préservé l'agriculture privée ; la Hongrie a associé l'agriculture collective à des incitations plus souples. Les deux cas montrent comment la résistance paysanne, la stabilité politique et les performances agricoles pouvaient limiter la politique agricole communiste.

[84] Nigel Swain, *Collective Farms Which Work?* (Cambridge University Press, 1985), chapitre 1, « 'Family Labour' in the Achievement and Consolidation of Collectivised Agriculture, 1946–68 », p. 25–50.

La politique soviétique ultérieure montre aussi qu'une mauvaise récolte n'imposait pas une seule réponse possible. En 1963, après une mauvaise récolte, le gouvernement de Khrouchtchev a acheté des céréales à l'étranger ; son accord de septembre avec le Canada portait sur 5,3 millions de tonnes de blé. Plokhy oppose cette réponse à la poursuite des exportations soviétiques de céréales pendant les famines de 1932–1933 et de 1946–1947. Les circonstances financières et internationales étaient différentes, mais la comparaison distingue une mauvaise récolte des décisions qui régissent l'approvisionnement alimentaire.[85]

Les solutions possibles étaient débattues au sein même de la direction soviétique. Dans son essai économique de 1928, Nikolaï Boukharine soutient que l'investissement industriel doit rester en équilibre avec l'agriculture, la consommation et les réserves. Des transferts excessifs depuis les campagnes peuvent miner la production, les marchés et les exportations dont dépend l'industrie. Il soutient l'industrialisation socialiste et l'agriculture collective, mais aussi l'amélioration des exploitations paysannes individuelles et une politique de prix encourageant l'offre. Son objection venait du bolchevisme lui-même : le choix ne se limitait pas au programme de Staline ou à l'abandon du socialisme soviétique.

L'attaque de Staline contre Boukharine en avril 1929 explicite le désaccord. Il rejette les propositions de hausse des prix de collecte, arguant que des céréales plus chères augmenteraient le prix du pain en ville, les salaires et les coûts industriels, tout en affaiblissant le contrôle du marché par l'État. Il reconnaît aussi un transfert depuis les paysans par la combinaison de bas prix agricoles et de prix élevés des biens manufacturés. Cette charge faisait partie du financement choisi pour l'industrialisation ; elle n'était pas une conséquence que les dirigeants ne pouvaient percevoir.

Dans son rapport d'avril 1928, Staline avait déjà reconnu que de grandes exploitations capitalistes pouvaient utiliser des machines et des méthodes agricoles modernes, tout en excluant de soutenir leur développement. Son analyse de mai 1928 associait de même les économies d'échelle aux grandes exploitations sous diverses formes de propriété. Mais la taille des fermes, la propriété et les incitations des cultivateurs sont des questions distinctes ; les gains d'échelle ne démontraient pas la nécessité d'une collectivisation obligatoire. Le rendement à l'hectare, la production par travailleur, la part commercialisée et la part livrée obligatoirement sont des mesures différentes.

Le sens de la causalité compte aussi. Des exploitations privées efficaces pouvaient grandir parce qu'elles étaient productives, plutôt que devenir productives du seul fait de leur taille. Augmenter les superficies par décret ne pouvait reproduire à lui seul les incitations, la gestion et les conditions de marché dans lesquelles elles s'étaient développées.

Dans son discours du 11 juillet 1928, Staline cite les 95 000 acres de blé exploités par la Campbell Farming Corporation dans le Montana. Citant l'agronome N. M. Toulaïkov, il en

[85] Serhii Plokhy, *The Gates of Europe: A History of Ukraine* (New York : Basic Books, 2015), chapitre 24, « The Second Soviet Republic ». Sur l'accord avec le Canada : *Foreign Relations of the United States, 1961–1963*, vol. V, document 359, 1er octobre 1963, note 1.

décrit la mécanisation et la gestion, puis affirme que les conditions soviétiques offrent davantage de possibilités aux fermes d'État géantes. Il veut les machines et la taille de l'agriculture capitaliste sans la propriété privée du sol, et soutient que les fermes d'État peuvent se développer avec peu de profit, voire temporairement sans aucun. L'exemple concerne les fermes d'État, ou sovkhozes ; la collectivisation obligatoire en kolkhozes impliquait aussi la subordination politique des foyers paysans.

L'objectif politique dépassait l'obtention d'une récolte donnée. Le bref compte rendu publié des déclarations sibériennes de Staline de janvier 1928 présente la production paysanne indépendante comme une base incertaine pour le pouvoir soviétique et appelle à la remplacer, comme source de céréales, par les exploitations collectives et les fermes d'État.[86] Lu à la lumière du débat ultérieur, il désigne l'indépendance des producteurs comme un problème que les dirigeants entendaient surmonter. L'existence de solutions concurrentes ne prouve pas qu'elles auraient pu produire une capacité industrielle et militaire comparable à l'horizon 1941. Elle empêche toutefois d'expliquer la coercition résultante comme la seule politique concevable.

Dans la simulation d'Allen pour 1939[87], le PIB atteint 348,3 milliards de roubles de 1937 avec une agriculture de type NEP, et 364,6 milliards avec la collectivisation, soit environ 4,7 % de plus. La hausse correspondante de la valeur ajoutée non agricole est d'environ 22 %, mesure plus large que la seule production industrielle. Les deux scénarios maintiennent de lourds investissements industriels et des contraintes budgétaires souples dans l'industrie.

Son scénario NEP suppose une production agricole et un cheptel plus élevés, un autre système fiscal et moins de migrations vers les villes. Il suppose aussi l'absence de famine ; ce n'est pas un résultat établi indépendamment. Le matériel militaire est fixé aux valeurs historiques, de sorte que le modèle ne teste pas indépendamment la capacité de défense. La comparaison dépend de ces hypothèses ; elle ne mesure pas un gain historique observé.

Une comparaison de PIB mesure la valeur de la production, tandis qu'une appréciation du bien-être doit aussi compter les morts, les souffrances, la dépossession et la destruction des familles et des communautés. Ces pertes comptent au-delà de leurs effets sur la production. Une hausse de la production mesurée ne peut donc établir que la collectivisation a amélioré la vie de ceux qui l'ont subie.

Mark Harrison conteste l'association proposée par Allen entre contrôle industriel étatique et agriculture de marché : les pénuries de biens manufacturés pouvaient dissuader les paysans de vendre leur nourriture, même à des prix plus élevés. Maintenir une agriculture indépendante aurait donc pu exiger des changements de politique industrielle autant que de

[86] Ce compte rendu est paru dans ses œuvres en 1954 ; il ne s'agit pas d'une transcription littérale conservée de chacun des discours.

[87] Robert C. Allen, *Farm to Factory: A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution* (Princeton University Press, 2003), chapitre 8, p. 153–171 ; tableaux 8.1 (p. 163), 8.3 (p. 164), p. 170.

propriété agricole. Cette objection met à l'épreuve une solution particulière ; elle n'établit pas que la famine ou la coercition choisie par Staline étaient inévitables.

Les voies « prussienne » et « américaine »

La distinction faite par Lénine en 1907 entre les voies « prussienne » et « américaine » offre une comparaison révélatrice. Sa voie « prussienne » préservait la domination des grands propriétaires dans le développement capitaliste.

Les grands domaines deviendraient des entreprises capitalistes tandis que l'ancienne élite foncière conserverait sa position dominante. Les paysans pouvaient perdre leurs terres et devenir des ouvriers agricoles dépendants : la modernisation préserverait la hiérarchie du pouvoir.

La voie « américaine » envisageait au contraire de démanteler l'ancien système des grands propriétaires et de laisser des exploitants indépendants développer l'agriculture. Lénine préférait cette voie, car il attendait de l'initiative paysanne et de la croissance du marché intérieur une accélération du développement capitaliste. Il la soutenait comme étape révolutionnaire vers le socialisme et préconisait la nationalisation des terres. Dans son programme, l'exploitation indépendante n'exigeait donc pas la propriété privée du sol.

Staline a choisi la collectivisation obligatoire et l'expansion des fermes d'État. En avril 1928, il reconnaissait les avantages des grandes exploitations capitalistes tout en excluant de les soutenir. La grande production serait organisée dans les institutions collectives et étatiques soviétiques, avec des cultivateurs soumis aux exigences de collecte de l'État.

Staline rejetait l'agriculture capitaliste, tout en concentrant le pouvoir de diriger les producteurs dans le parti-État. La ressemblance porte sur les prélèvements coercitifs et la dépendance paysanne, tandis que les régimes de propriété différaient : kolkhozes et fermes d'État avaient des formes juridiques distinctes, distinction que Staline reconnaissait encore en 1952. Il s'agit d'une analogie institutionnelle, non d'une preuve que Staline suivait consciemment la voie décrite par Lénine.

Mais elle précise un point politique : abolir le système des grands propriétaires fonciers ne garantissait pas l'indépendance de ceux qui cultivaient la terre.

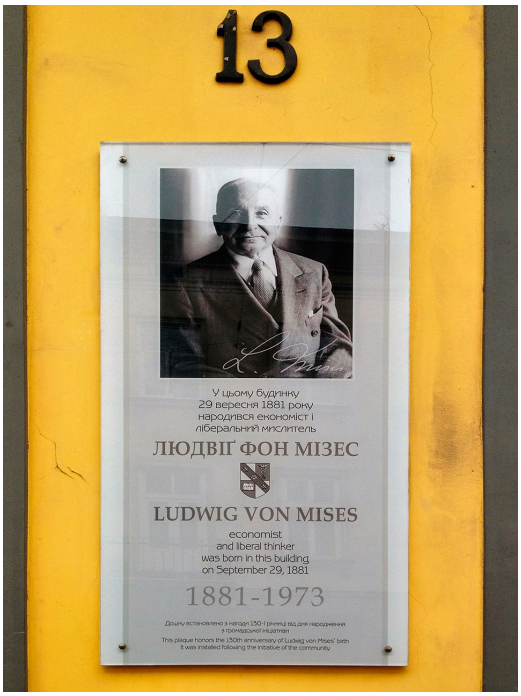
Cette analyse aide à comprendre une incitation à contrôler les ressources agricoles ukrainiennes. Elle n'explique pas à elle seule le ciblage national. La fertilité du sol ne rend compte ni de la persécution des intellectuels ukrainiens, ni des restrictions sur la langue et les institutions, ni de l'assimilation des objections aux prélèvements à une déloyauté nationale ukrainienne. Elle n'explique pas non plus pourquoi les autorités fermaient les voies de fuite alors que la population mourait de faim. Ces mesures exigent d'examiner les objectifs politiques, les connaissances et les choix délibérés. Les habitants de l'Ukraine subissaient des décisions sur leur vie et leur existence nationale ; ils n'étaient pas condamnés par le sol sous leurs pieds.

2.7 Autoritarisme, socialisme et impérialisme

Ludwig von Mises est né dans une famille juive en 1881 à Lemberg, aujourd'hui Lviv, en Ukraine. Figure majeure de l'école autrichienne d'économie, il a fait carrière à Vienne. Après des études de droit, il est entré à la Chambre de commerce en 1909, a enseigné à l'université et animé un séminaire privé fréquenté par Hayek[88] et d'autres futurs économistes. Son travail à Vienne associait recherche économique et conseil pratique en matière de politique publique ; son libéralisme classique défendait la propriété privée, la liberté individuelle et les limites au pouvoir de l'État.

Dans son essai de 1920[89] sur le calcul économique en régime socialiste, Mises soutient que l'abolition des marchés des moyens de production supprime les prix nécessaires pour comparer les usages concurrents des ressources. Il a développé cette critique dans *Socialism* (1922)[90] et exposé ses principes politiques dans *Liberalism* (1927)[91], bien avant la collectivisation forcée de Staline.

Mises s'est installé à Genève en 1934. Après l'Anschluss de 1938, les nazis ont perquisitionné son ancien appartement viennois et saisi sa bibliothèque et ses papiers. En 1940, son épouse et lui ont fui l'Europe pour se réfugier aux États-Unis en passant par la France, l'Espagne et le Portugal.[92] En Amérique, il a entamé une seconde carrière d'enseignant comme professeur invité à l'université de New York en 1945 et publié *Human Action* (1949)[93].



Plaque commémorative de Ludwig von Mises au 13, rue Hnatiuka, à Lviv. Photographie datée de 2015.

[88] Voir l'encadré sur Hayek, p. 38, dans la section 1.5.

[89] Ludwig von Mises, *Economic Calculation in the Socialist Commonwealth* (1920), édition anglaise, Ludwig von Mises Institute, 1990.

[90] Ludwig von Mises, *Socialism: An Economic and Sociological Analysis* (1922), original allemand, 1922 ; édition anglaise, 1951.

[91] Ludwig von Mises, *Liberalism: In the Classical Tradition* (1927), original allemand.

[92] Le départ de Mises laisse penser que la neutralité suisse ne lui assurait plus la sécurité. Dans ses *Memoirs* (traduction de 2009, p. 116), il rappelle que la Suisse considérait sa présence comme « une charge politique et une menace pour sa sécurité ». Pour le contexte de guerre plus large, voir Vatnik Soup, *Switzerland's Neutrality Initiative: Neutrality, Sovereignty and the September 2026 Vote*, NAFO Policy Papers, no 1 (septembre 2026).

[93] Ludwig von Mises, *Human Action: A Treatise on Economics* (1949).

Mises considérait le socialisme intégral comme un système de coopération sociale impossible. Le contrôle centralisé des moyens de production supprimait les prix de marché nécessaires au calcul économique. Dans *Human Action* (1949), il écrivait : « Une société qui choisit entre le capitalisme et le socialisme ne choisit pas entre deux systèmes sociaux ; elle choisit entre la coopération sociale et la désintégration de la société. Le socialisme n'est pas une alternative au capitalisme ; il est une alternative à tout système dans lequel les hommes peuvent vivre en êtres humains. »[94]

Nous n'avons pas nécessairement à suivre Mises aussi loin dans sa dichotomie radicale, mais il touchait juste dans le cas de systèmes extrêmement centralisés comme ceux de Staline ou de Mao[95] (voire d'Hitler, à cet égard)[96] : ils donnaient à un seul dictateur, soutenu par le parti-État et contrôlant la production, la distribution alimentaire et les déplacements, le pouvoir de prendre des décisions qui pouvaient condamner des millions de personnes à mourir de faim, par suite d'une erreur de jugement catastrophique ou dans le cadre d'une extermination délibérée.

Dans *Socialism*, Mises définissait le but du socialisme comme la construction d'« une société dans laquelle les moyens de production sont socialisés », c'est-à-dire d'une société dans laquelle l'État contrôle entièrement les moyens de production.[97] Dans *Omnipotent Government* (1944), il reconnaissait que la production bureaucratique soviétique pouvait se poursuivre en utilisant les prix formés sur les marchés capitalistes étrangers et les techniques développées à l'étranger. Son verdict était le suivant : « Dans ces circonstances, le socialisme n'aboutit pas au chaos complet, mais seulement à une extrême pauvreté. » Il reliait

[94] Ludwig von Mises, *Human Action: A Treatise on Economics*, première publication en 1949 ; quatrième édition anglaise révisée citée, Foundation for Economic Education, 1998, chapitre XXIV, §3, "The Harmony of the 'Rightly Understood' Interests". Les citations du corps du texte sont traduites de l'anglais. Texte original : « A society that chooses between capitalism and socialism does not choose between two social systems ; it chooses between social cooperation and the disintegration of society. Socialism is not an alternative to capitalism ; it is an alternative to any system under which men can live as human beings. ».

[95] Pour une étude plus complète de la famine sous Mao, voir Vatnik Soup, *The Great Leap Backwards: China's Maoist regime, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

[96] Voir la section 1.1.1, « L'Holodomor, l'Asharshylyq, le plan de la faim et la Shoah », pour les projets nazis visant à s'emparer des vivres de la population des territoires soviétiques occupés et pour la famine délibérément imposée aux civils et aux prisonniers de guerre soviétiques.

[97] Ludwig von Mises, *Socialism: An Economic and Sociological Analysis*, première publication en allemand, 1922 ; édition anglaise citée, Liberty Fund, 1981, traduction de J. Kahane, « Preface to the Second German Edition » (Vienne, janvier 1932). Les citations du corps du texte sont traduites de l'anglais. Texte original : « a society in which the means of production are socialized ».

explicitement cette critique à l'Holodomor en Ukraine, écrivant que « plusieurs millions de personnes sont littéralement mortes de faim ».[98]

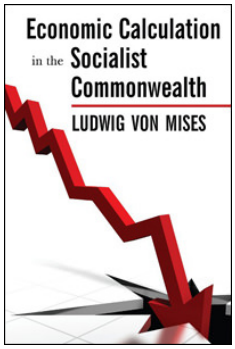
L'argument de Mises soulève une question plus large que l'efficacité économique. Qu'est-ce qui a rendu l'Holodomor possible : la domination impériale russe et l'hostilité à la nation ukrainienne, le contrôle socialiste de la production et de la distribution, ou un État autoritaire et centralisé concentrant le pouvoir économique et politique sur des millions de personnes entre les mêmes mains ? Ces explications se recoupent. Leur poids relatif compte, mais en choisir une ne fait pas disparaître les autres.

Le problème du calcul concerne les institutions par lesquelles les prix se forment. L'objection de Mises est qu'un planificateur ne peut reproduire le calcul monétaire simplement en obtenant de meilleures statistiques. Hayek aborde la coordination à partir des connaissances pratiques dispersées entre les individus. Jörg Guido Hülsmann, auteur de *Mises: The Last Knight of Liberalism* (2007)[99], insiste pour sa part sur l'impossibilité de séparer la connaissance de la propriété, de l'échange et des jugements de personnes capables d'agir. Ces distinctions comptent pour déterminer si la catastrophe soviétique relevait d'un échec du calcul, d'une répression de la connaissance ou des deux.

[98] Ludwig von Mises, *Omnipotent Government: The Rise of the Total State and Total War*, première publication par Yale University Press, 1944 ; réimpression anglaise liée, Liberty Fund/Mises Institute, 2010, chapitre III, §§4–5, p. 54–58, en particulier p. 56–57. Les citations du corps du texte sont traduites de l'anglais. Texte original : « many millions literally died of starvation » ; « Under these circumstances socialism results not in complete chaos but only in extreme poverty. ».

[99] Jörg Guido Hülsmann, *Mises: The Last Knight of Liberalism* (Ludwig von Mises Institute, 2007).

Le débat sur le calcul économique



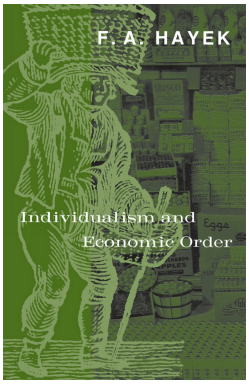
Ludwig von Mises, Economic Calculation in the Socialist Commonwealth, édition de 2014.

Mises. Dans son essai de 1920[100], Mises soutient que l'abolition des échanges de moyens de production détenus en propriété privée empêche la formation des prix de marché nécessaires au calcul monétaire. Son objection concerne la formation de ces prix, et non la seule quantité d'informations à la disposition des planificateurs.

Hayek. « The Use of Knowledge in Society » (1945) met l'accent sur les connaissances pratiques réparties entre les personnes : conditions locales, besoins changeants et possibilités. Hayek présente les prix comme un moyen d'en coordonner l'usage. Ses essais sur le calcul figurent dans *Individualism and Economic Order* (1948)[101].

Hayek a partagé le prix d'économie de 1974 avec Gunnar Myrdal pour des travaux sur la théorie monétaire, les fluctuations économiques et l'interdépendance des phénomènes économiques, sociaux et institutionnels. Dans sa conférence Nobel, « The Pretence of Knowledge », le 11 décembre 1974, il décrit « la connaissance de faits particuliers [...] qui n'existe que dispersée entre d'innombrables personnes ».

Hülsmann. « Knowledge, Judgment, and the Use of Property » (1997) précise la distinction entre les arguments de Mises et de Hayek et conteste la réduction de la position de Mises à un problème de collecte d'informations dispersées. Il place au centre la propriété, l'échange et le jugement entrepreneurial : empêcher les actions qui font naître les prix de marché diffère d'un échec à recueillir des informations existantes.



F. A. Hayek, Individualism and Economic Order, édition de l'University of Chicago Press.

Lange et la statue. En 1936, l'économiste polonais Oskar Lange a proposé d'ériger « une statue du professeur Mises »[102] au ministère de la Socialisation ou au Conseil central de planification de l'État socialiste. C'était un hommage ironique à l'objection soulevée par Mises ; Lange pensait que son modèle pouvait y répondre. Cinquante-trois ans plus tard, le monopole communiste du pouvoir s'est effondré en Pologne en 1989, et le nouveau gouvernement a lancé des réformes de marché le 1er janvier 1990. L'ironie est frappante.

Mais les dirigeants soviétiques ne souffraient pas simplement d'un manque d'informations : ils supprimaient ou discréditaient activement celles qui contredisaient leur politique. Paysans et responsables locaux connaissaient les récoltes, les besoins des foyers et les conséquences des réquisitions. Sous la coercition politique, rapporter ces réalités pouvait exposer à des accusations de déloyauté. Le dommage dépassait donc un échec de collecte des données :

[100] Ludwig von Mises, *Economic Calculation in the Socialist Commonwealth* (1920), édition anglaise, Ludwig von Mises Institute, 1990.

[101] F. A. Hayek, *Individualism and Economic Order* (University of Chicago Press, 1948).

[102] Jacek Kochanowicz, « Introduction to the 1990 Edition », dans Ludwig von Mises, *Economic Calculation in the Socialist Commonwealth* (Ludwig von Mises Institute, 1990).

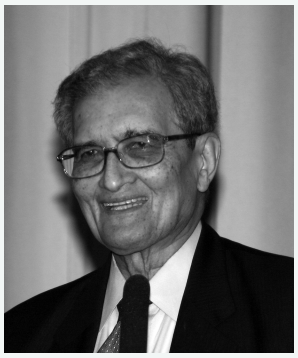
l'État sapait la possibilité d'exprimer et de vérifier des informations dérangeantes, puis d'*agir* en conséquence.

La lettre de Staline à Kaganovitch du 11 août 1932 rend ce mécanisme concret. Il reconnaît que de nombreux comités de district du parti ukrainien jugeaient le plan de collecte céréalière irréaliste. Il traite leurs objections comme un effondrement de la discipline du parti, lie le problème aux ennemis et avertit que la direction soviétique risque de perdre l'Ukraine. L'information lui était parvenue. Sa réponse transformait une contestation de la politique en question de contrôle politique.

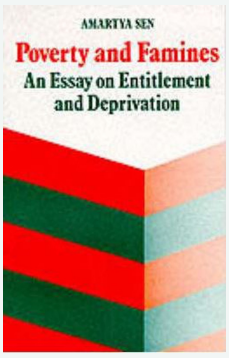
C'est ici que l'attention de Hayek aux connaissances dispersées devient particulièrement pertinente. Le savoir local perd sa force correctrice quand on punit ceux qui le communiquent ou quand ils n'ont pas le pouvoir de changer une décision. Il n'est pas nécessaire d'accepter l'argument général de Hayek contre la planification intégrale pour reconnaître les effets destructeurs de la censure et de la coercition. Un gouvernement peut recevoir des avertissements et faire taire ceux qui les donnent ; l'ignorance, l'ignorance fabriquée et le refus d'agir face à des souffrances connues sont des défaillances différentes.

Dans *The Road to Serfdom* (1944)[103], Hayek relie aussi le contrôle économique intégral à la concentration du pouvoir politique coercitif. *The Constitution of Liberty* (1960)[104] développe la question des limites institutionnelles. Pour la famine, la question pratique est nette : qui pouvait contester un quota, révéler une politique meurtrière ou contraindre ses dirigeants à changer de cap ?

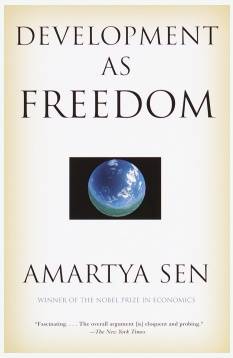
Amartya Sen — La démocratie comme valeur universelle



Amartya Sen à Cologne, 28 novembre 2007. Photographie : Elke Wetzig (Elya).



Poverty and Famines. Édition anglaise, Oxford University Press.



Development as Freedom. Édition de poche Vintage, 2000.

Amartya Sen, lauréat du prix d'économie de 1998, formule une thèse forte sur la famine et la démocratie. Dans « Democracy as a Universal Value » (1999), il écrit qu'**« aucune famine importante ne s'est jamais produite » dans un pays démocratique indépendant doté d'une presse au moins relativement libre.** Son explication est institutionnelle : information indépendante, opposition et élections rendent les souffrances visibles et poussent les gouvernements à agir.

[103] F. A. Hayek, *The Road to Serfdom* (1944).

[104] F. A. Hayek, *The Constitution of Liberty* (1960), édition anglaise, sous la direction de Ronald Hamowy, University of Chicago Press, 2011.

Amartya Sen — La démocratie comme valeur universelle

Dans *Poverty and Famines* (1981)[105], il distingue aussi les ressources alimentaires d'une société de la capacité des personnes à se les procurer ; la nourriture peut exister alors que certains groupes en perdent l'accès. *Development as Freedom* (1999)[106] rapproche liberté politique et protection contre les privations.

Pour l'Holodomor, cela précise la question de savoir pourquoi les avertissements et les souffrances n'ont pas imposé de changement de cap. La répression de l'information et l'élimination de la contestation politique ont neutralisé les moyens par lesquels les victimes pouvaient exiger des secours ou demander des comptes aux dirigeants. L'argument institutionnel de Sen reste pertinent même si l'on rejette la théorie économique de Mises ou de Hayek : l'information doit pouvoir circuler, et les personnes doivent disposer d'institutions par lesquelles exiger une réponse.

L'argument de Sen donne toute sa portée politique au constat de suffisance alimentaire présenté à la section 2.3. **Une Ukraine indépendante et démocratique aurait disposé à la fois de la nourriture nécessaire pour éviter la famine et des moyens politiques d'exiger sa protection.** Des élus auraient pu contester les prélèvements, une presse libre révéler la famine et les électeurs remplacer un gouvernement refusant d'agir. La dictature de Moscou contrôlait au contraire les récoltes, censurait les informations sur la faim et réprimait les organisations politiques indépendantes. Les Ukrainiens étaient privés de la nourriture qu'ils avaient produite et des institutions par lesquelles ils auraient pu exiger qu'elle serve à les maintenir en vie.

Dans *Power Kills* (1997)[107], R. J. Rummel relie les meurtres commis par les gouvernements à un pouvoir concentré et sans contrôle. Lu avec Sen, Rummel attire l'attention sur les moyens effectifs de contestation dont dispose la population menacée. Les limites à la coercition[108] concernent les droits politiques, l'organisation indépendante et les institutions capables d'imposer une réponse. C'est un argument sur la répartition du pouvoir ; il faut donc s'intéresser tout particulièrement aux personnes exclues de toute participation politique effective.

Leszek Kołakowski aborde la responsabilité à travers le récit que le système soviétique donnait lui-même de Staline. En analysant le rapport secret de Khrouchtchev de 1956 dans *Main Currents of Marxism*, il montre qu'il ne suffit pas de condamner personnellement Staline tout en considérant le parti et ses institutions comme fondamentalement sains. Le pouvoir de Staline avait des fondements institutionnels : monopole bolchevique du gouvernement, police

[105] Amartya Sen, *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation* (1981), édition anglaise, Oxford University Press, 1983.

[106] Amartya Sen, *Development as Freedom* (1999).

[107] R. J. Rummel, *Power Kills: Democracy as a Method of Nonviolence* (Transaction Publishers, 1997).

[108] R. J. Rummel, *Power Kills: Democracy as a Method of Nonviolence* (Transaction Publishers, 1997), chapitre 13, « Why Does Power Kill? ».

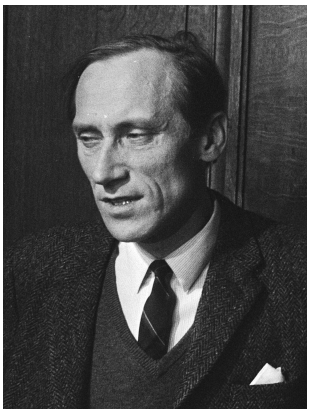
politique et destruction de toute opposition indépendante. Un communisme imaginaire sans répression n'explique pas comment le système réel a soutenu pendant des décennies un dirigeant sans contrôle. La question est de savoir comment les institutions créées par la révolution ont permis son règne et protégé ses décisions de toute contestation efficace.[109]

Kołakowski : croyance et preuves

Leszek Kołakowski (1927–2009) était un philosophe polonais devenu l'un des grands critiques du communisme. Exclu du Parti ouvrier unifié polonais en 1966, il a quitté la Pologne après avoir perdu son poste universitaire en 1968.

Dans *Main Currents of Marxism*, il examine le choc provoqué par le discours de Khrouchtchev de 1956 : des récits rejetés comme propagande hostile gagnaient en autorité dès lors que Moscou les confirmait.

« Des récits qui n'avaient causé aucun émoi tant qu'ils paraissaient dans des livres ou des journaux "bourgeois" eurent l'effet d'un coup de tonnerre lorsqu'ils furent confirmés par l'oracle du Kremlin. »[110]



Leszek Kołakowski, Amsterdam, 9 mars 1971.

Le « miracle » de Riazan : après Staline, 1959–1960

Staline est mort en 1953, et Khrouchtchev a dénoncé son culte de la personnalité en 1956. Pourtant, en 1959, la région russe de Riazan était célébrée pour avoir prétendument triplé sa production annuelle de viande. Le dirigeant régional du parti, Alexeï Larionov, recevait le soutien public de Khrouchtchev. À l'automne 1960, des enquêtes ont révélé les vastes falsifications qui se cachaient derrière ce succès proclamé.

Dans l'étude de Yoram Gorlizki, la tromperie traverse l'appareil régional ordinaire du parti. Des responsables dont les carrières antérieures étaient respectables collaboraient à la fabrication du succès. La pression politique et la dépendance envers les supérieurs pouvaient récompenser les rapports rassurants plutôt que l'information exacte ; la fraude impliquait les institutions chargées d'exécuter et de superviser le plan.

[109] Leszek Kołakowski, *Main Currents of Marxism*, traduction de P. S. Falla, livre III, *The Breakdown*, chap. XIII, « Developments in Marxism Since Stalin's Death », § 1, « De-Stalinization », p. 1149–1150 et 1152–1153 (édition en un volume). Il reconnaît les libérations des camps et la diminution de la terreur arbitraire tout en distinguant ces évolutions d'une limitation institutionnelle du pouvoir du parti.

[110] Leszek Kołakowski, *Main Currents of Marxism*, traduction de P. S. Falla, livre III, *The Breakdown*, chap. XIII, « Developments in Marxism Since Stalin's Death », § 1, « De-Stalinization », p. 1150 (édition en un volume). La citation du texte est notre traduction française de cette édition anglaise.

Le « miracle » de Riazan : après Staline, 1959–1960 (suite)

La fraude consommait aussi les moyens de la production future. Les responsables envoyaient à l'abattoir de jeunes bovins et des bêtes trop maigres pour atteindre l'objectif immédiat de production de viande. Un responsable de district se souvenait avoir averti que cela détruirait leurs réserves. Le résultat annoncé épuisait donc le cheptel nécessaire aux productions suivantes. C'était un échec de la planification de l'avenir : remplir l'obligation présente passait avant le maintien du troupeau dont dépendrait la production ultérieure de viande.

La chronologie compte : Staline avait disparu et son pouvoir personnel avait été condamné, mais les incitations à fabriquer le succès agricole persistaient. Sa dictature avait des fondements institutionnels, et supprimer le dictateur ne supprimait pas automatiquement les relations politiques qui récompensaient la tromperie. Ce scandale ultérieur illustre un problème persistant de pouvoir et de responsabilité.

Une explication institutionnelle ne rend toutefois pas les décisions individuelles inévitables. Dans « If Stalin Had Died… », Kotkin soutient que la collectivisation forcée généralisée n'était ni une condition nécessaire à l'industrialisation ni une exigence inévitable de la dictature.[111] Les institutions soviétiques permettaient le pouvoir de Staline, mais ses engagements idéologiques et ses choix contribuaient à déterminer jusqu'où allait la coercition. Expliquer le système n'absout pas le dirigeant qui a choisi de persister.

Le complot fabriqué des médecins, campagne antisémite contre des praticiens étudiée dans l'encadré de la section 2.5.2, offre un exemple concret des conséquences du pouvoir personnel de Staline. Sa mort, le 5 mars 1953, a été suivie de l'effondrement de cette affaire. Un compte rendu contemporain de l'annonce soviétique du 4 avril consigne la libération et la réhabilitation des médecins accusés encore en vie. Sa mort a apporté un répit à ceux que cette campagne antisémite retenait en prison ; elle survenait vingt ans trop tard pour réparer les destructions infligées pendant l'Holodomor. Le revirement illustre l'enjeu d'un pouvoir personnel sans contrôle.

Les choix de Staline concernaient à la fois le recours à la coercition et les populations auxquelles elle était appliquée. Pour l'Holodomor, les arguments économiques et institutionnels ramènent donc à la question du ciblage national. La collectivisation et les prélèvements ont dévasté plusieurs sociétés soviétiques, dont la population kazakhe pendant l'Asharshylyq[112]. Les deux famines sont nées de politiques soviétiques coercitives. Ces mécanismes communs ne tranchent toutefois pas l'intention génocidaire : déterminer si chacune constituait aussi un génocide exige une appréciation propre de l'intention et du ciblage national. Au Kazakhstan, la sédentarisation forcée et la collectivisation ont brisé les moyens de subsistance nomades et violemment remodelé la société et l'identité nationale kazakhes. En Ukraine, la politique de collecte s'est aussi mêlée à une offensive contre l'autonomie et la culture nationales. Le décret du 14 décembre 1932 liait la collecte céréalière

[111] Pour les solutions agricoles concurrentes et le débat sur la collectivisation et l'industrialisation, voir la section 2.6, « La malédiction des terres noires ».

[112] Sarah Cameron, *The Hungry Steppe: Famine, Violence, and the Making of Soviet Kazakhstan* (Cornell University Press, 2018).

aux accusations contre les nationalistes ukrainiens et aux mesures inversant l'ukrainisation, notamment dans le Caucase du Nord. La directive de janvier 1933 restreignant la fuite depuis l'Ukraine et le Caucase du Nord a ensuite fermé une voie de survie. Ces décisions exigent d'examiner qui l'État cherchait à contrôler et quelles formes de vie nationale il considérait comme menaçantes.

La comparaison de la section 1.1.1 rend le mécanisme matériel évident. Les ménages ruraux ukrainiens dépendaient largement des céréales et du pain ; les ménages pastoraux kazakhs, des troupeaux pour la viande, le lait et les échanges contre des céréales. Les politiques de Moscou privaient chacun des moyens de se nourrir. Refaire une économie agricole pouvait exiger une expertise approfondie, mais savoir que des personnes privées de nourriture mourraient de faim n'en exigeait aucune. Les défaillances techniques de la planification n'effacent pas la responsabilité de poursuivre une privation mortelle en connaissance de cause.

L'Ukraine et d'autres sociétés d'Europe centrale et orientale ont connu l'ingénierie sociale communiste et la domination soviétique à des périodes et sous des formes différentes. Leur expérience pose une question qu'un argument sur le seul socialisme ne peut résoudre : comment l'idéologie et le pouvoir impérial se renforçaient-ils ? La subordination nationale déterminait qui pouvait gouverner, quelles institutions pouvaient survivre et quelle description de la réalité pouvait être entendue. L'expérience ukrainienne exige de tenir compte de l'idéologie, de la domination impériale et du pouvoir autoritaire.

La croissance industrielle n'établit pas que la collectivisation forcée, les réquisitions punitives ou le rythme choisi des prélèvements étaient nécessaires. La réalisation promise par une politique doit être mise en balance avec les choix possibles, les avertissements reçus et le coût humain sciemment imposé. La théorie de Mises ne peut prouver à elle seule les causes de la famine ou l'intention génocidaire. Un échec de la planification n'exclut pas non plus une privation délibérée : un régime peut créer une crise, l'exploiter et supprimer les preuves qui révéleraient sa responsabilité.

*
**

Même si l'Holodomor n'avait pas été un génocide, qu'aurait-il été — un démocide, un échec de politique publique engageant la responsabilité du régime, un accident ? Rejeter une qualification ne répond pas à cette question et n'efface pas la responsabilité des personnes *et* des institutions impliquées. Cela n'absout ni Staline ni le régime soviétique, tous deux imposés aux Ukrainiens. Le démocide[113] attire l'attention sur les meurtres commis par les gouvernements, y compris lorsque les autorités imposent des conditions de vie qu'elles savent mortelles ou font preuve d'une indifférence coupable à la vie humaine ; invoquer l'accident ou l'inadvertance obligerait encore à expliquer les confiscations, les voies de fuite bloquées et les avertissements étouffés.

Une conclusion est toutefois claire : **on ne peut décrire de manière crédible l'Holodomor comme une catastrophe naturelle qui aurait débordé un gouvernement faisant de**

[113] R. J. Rummel, *Death by Government* (Transaction Publishers, 1994), chapitre 2, « Definition of Democide ».

son mieux pour protéger la population. La collectivisation forcée, le pouvoir politique sans contrôle et l'offensive contre la nation ukrainienne se sont mutuellement renforcés. Débattre des qualifications ne peut effacer ces mécanismes ni absoudre les responsables.

3. L'effacement de l'Ukraine par la Russie dans la longue durée

La destruction provoquée par l'Holodomor dépassait les personnes qu'il a tuées. La faim dévastait les villages où se transmettaient la langue, les coutumes et la mémoire familiale, tandis que la répression attaquait les institutions permettant aux Ukrainiens de se gouverner et de faire vivre une culture publique. Ces violences s'inscrivaient dans une lutte plus longue : l'Ukraine pouvait-elle exister comme nation, avec un avenir politique propre ? Les pouvoirs impérial et soviétique différaient par leur idéologie, leurs frontières et leurs méthodes ; Moscou n'en revendiquait pas moins, de façon répétée, l'autorité de fixer les limites de la vie nationale ukrainienne. La guerre actuelle de la Russie donne à cette histoire un enjeu immédiat.

Le génocide vise la destruction d'un groupe en tant que groupe ; ce n'est pas simplement un autre terme pour désigner un meurtre de masse. La tuerie à grande échelle décrit ce qui arrive à des individus. La finalité génocidaire est la destruction, totale ou pour une part substantielle, d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, et la Convention comprend d'autres actes que le meurtre. Le transfert forcé d'enfants vers un autre groupe peut notamment attaquer la continuité d'une communauté tout en laissant ces enfants en vie. Le groupe protégé est ici la nation ukrainienne : son État et ses institutions contribuent à sa vie collective, sans constituer une catégorie distincte au sens du traité.[114]

Détruire l'État ukrainien, réprimer une langue ou imposer une domination impériale ne suffit pas, en soi, à établir un génocide au sens de la Convention. L'analyse plus large de Lemkin permet néanmoins de comprendre comment la destruction des institutions, de la culture et de l'autonomie politique peut se conjuguer à la violence physique dans une attaque contre une nation. L'effacement culturel peut révéler la finalité nationale de l'attaque, tandis que les meurtres, les conditions d'existence destructrices et le transfert forcé d'enfants en montrent les moyens. La survie de certains individus n'établit pas celle de leur groupe.

[114] La Convention sur le génocide, article II, vise un groupe protégé en tant que tel, y compris sa destruction partielle et le transfert forcé d'enfants. La présentation judiciaire de l'arrêt d'appel Krstić par le TPIY, le 19 avril 2004, distingue la destruction physique ou biologique d'une attaque limitée à l'identité culturelle ou sociologique. L'historique de l'élaboration de la Convention publié par l'ONU explique l'exclusion du génocide culturel comme catégorie distincte et l'inclusion expresse du transfert d'enfants. L'État et les institutions nationales sont ici des fondements de la vie du groupe ukrainien ; leur destruction ne constitue pas, à elle seule, un acte distinct de l'article II.

3.1 État, langue et effacement culturel

La lutte autour de la vie nationale ukrainienne a eu une histoire impériale avant de devenir soviétique. La circulaire Valuev de 1863 limitait les publications religieuses et éducatives en ukrainien, tandis que l'oukase d'Ems d'Alexandre II, en 1876, étendait les restrictions à l'importation de livres ukrainiens, aux lectures publiques, au théâtre et aux paroles de chansons imprimées. La censure cherchait à entraver les institutions par lesquelles une langue pouvait se développer au-delà de la conversation privée : école, édition, recherche et spectacle public. La lutte ultérieure de l'Ukraine pour un État propre est issue d'une société dont la capacité à exprimer son identité avait déjà été systématiquement restreinte.

La lutte ukrainienne pour l'indépendance n'a pas commencé en 1991. Après l'effondrement de l'Empire russe en 1917, la Rada centrale, dirigée par l'historien Mykhaïlo Hrouchevsky, a proclamé la République populaire ukrainienne en novembre 1917. D'abord attachée à l'autonomie, elle a proclamé la pleine indépendance dans le quatrième Universal, daté du 22 janvier 1918. Une République populaire d'Ukraine occidentale distincte a vu le jour dans les anciens territoires austro-hongrois, et les deux républiques ont proclamé leur union le 22 janvier 1919, même si la poursuite de la guerre en a empêché la pleine réalisation.

La lutte pour l'indépendance ukrainienne a engagé plusieurs armées et des gouvernements concurrents, mais les forces républicaines indépendantes ont finalement été vaincues par les bolcheviks. Une grande partie de l'Ukraine est passée sous l'autorité de la république soviétique ukrainienne soutenue par Moscou, membre fondateur de l'URSS en décembre 1922. D'autres territoires peuplés d'Ukrainiens restaient hors du contrôle soviétique, principalement en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie. **Un État ukrainien moderne avait donc déjà vu le jour, et l'on s'était battu pour son indépendance bien avant la dissolution de l'Union soviétique en 1991.** La division de l'entre-deux-guerres compte aussi dans l'histoire de la famine : les autorités soviétiques ne gouvernaient pas encore tout le territoire de l'Ukraine actuelle.

Au sein de l'Ukraine soviétique, les rapports entre contrôle de l'État et culture nationale ont d'abord pris un autre tour : l'ukrainisation des années 1920 développait l'enseignement, l'édition et la vie culturelle en ukrainien. Mais le régime de Staline a inversé cette politique et persécuté ceux qui avaient contribué à la construire. La génération connue ensuite sous le nom de *Розстріляне відродження* (« Renaissance fusillée ») comprenait des écrivains et des artistes dont les œuvres ont été interdites et les vies détruites par l'emprisonnement ou l'exécution. Le metteur en scène Les Kourbas, le dramaturge Mykola Koulich et le romancier Valérian Pidmohylny figuraient parmi les personnalités culturelles ukrainiennes exécutées à Sandarmokh en 1937. La répression visait à la fois les créateurs d'une culture nationale et les institutions capables de la transmettre à la génération suivante.



Écrivains de la VAPLITE, Académie libre de littérature prolétarienne, Kharkiv, 1926–1927. Le groupe comprenait Mykola Khvylovy et Mykola Koulich.

L'expansion ultérieure de l'Ukraine soviétique a placé sous le même État des régions occidentales aux histoires politiques et culturelles différentes. La Ruthénie subcarpatique, aussi appelée Rus' subcarpatique et formant aujourd'hui l'essentiel de la région ukrainienne de Transcarpatie, est entrée dans la Tchécoslovaquie en 1919. Sa population comprenait des Rusyns et des Ukrainiens, aux côtés de Hongrois, de Juifs et d'autres communautés aux identités distinctes et parfois imbriquées. La Hongrie a annexé une partie de la région en 1938 et occupé le reste en mars 1939, écrasant l'éphémère Ukraine carpatique indépendante. Après l'arrivée de l'Armée rouge en 1944, les autorités soviétiques ont empêché le rétablissement du contrôle tchécoslovaque et imposé des changements de citoyenneté. Par le traité du 29 juin 1945, Prague a cédé le territoire à l'URSS. Son incorporation à l'Ukraine soviétique a placé la région sous le même État autoritaire que le reste de la république.

Au-delà de l'Ukraine, l'expansion soviétique a aussi supprimé l'indépendance des États baltes. Les accords Molotov–Ribbentrop d'août et septembre 1939[115] ont préparé leur assujettissement ; l'occupation et l'annexion soviétiques ont suivi en 1940. Arrestations, exécutions et déportations familiales de juin 1941 ont frappé leurs sociétés autant que leurs gouvernements. L'occupation nazie a suivi, mais le retour de l'Armée rouge en 1944–1945 a rétabli l'occupation soviétique, présentée par Moscou comme une libération. De nouvelles déportations de masse ont eu lieu en mars 1949.[116] De nombreux États occidentaux ont refusé de reconnaître la légalité des annexions et maintenu la continuité juridique des États baltes, alors même que les autorités soviétiques exerçaient le contrôle sur place.

[115] Voir 2.5.3 Politique étrangère et domination impériale. Pour une étude plus complète du pacte et de la coopération germano-soviétique, voir Vatnik Soup, *Molotov–Ribbentrop: The Red-Brown Alliance*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

[116] Environ 95 000 personnes ont été déportées des trois États baltes en mars 1949. Voir l'allocution commémorative de l'ambassade de Lettonie, prononcée le 26 mars 2024 et publiée le 12 avril 2024.

Dans la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie d'après-guerre, Moscou exerçait son contrôle à travers des États formellement distincts. Leur subordination passait par les directions communistes locales, le Kominform créé en 1947, la dépendance économique et la menace ou l'emploi de la force militaire. Une évaluation américaine de la Tchécoslovaquie du 15 décembre 1949 citait parmi les canaux du contrôle moscovite l'ambassade soviétique, un centre du ministère soviétique de l'Intérieur à Prague et les contacts entre responsables du parti. L'indépendance formelle ne garantissait donc pas l'autodétermination nationale. La république indépendante ukrainienne avait déjà été vaincue des décennies auparavant, et son administration soviétique était directement intégrée aux institutions de l'URSS. Dans ces différents dispositifs politiques, le pouvoir de fixer les limites de la vie nationale restait concentré à Moscou et dans les directions de parti qui lui rendaient des comptes.

Après cette consolidation d'après-guerre, la mort de Staline en 1953 et le rapport secret de Khrouchtchev du 25 février 1956 ont marqué une véritable rupture avec son culte public. Certaines victimes ont été réhabilitées, parfois à titre posthume. Mais Khrouchtchev dénonçait la répression arbitraire tout en défendant la légitimité léniniste, la collectivisation et l'industrie lourde. Sa propre ascension dans la direction du parti à Moscou et sa nomination à la tête de l'Ukraine en 1938 liaient sa carrière au système qu'il jugeait. Condamner la collectivisation comme politique aurait remis en cause le bilan du parti et les services qu'il lui avait lui-même rendus. Le choix politique de ce qui pouvait être reconnu comptait donc. Comme le soutient Kołakowski dans *Main Currents of Marxism*, concentrer les accusations sur Staline pouvait protéger le parti et le système par lesquels il avait gouverné. Le dictateur pouvait être dénoncé sans que le parti renonce à juger lui-même sa propre histoire.[117]

La résolution du parti soviétique de juin 1956 énonce explicitement cette limite : les abus de Staline n'avaient pas, insiste-t-elle, altéré le caractère socialiste du système. Les dirigeants communistes français affrontaient un risque apparenté : selon la formule de Courtois et Lazar, « Modifier ce qui fondait leur légitimité risquait de menacer leur pouvoir. »[118]

[117] Leszek Kołakowski, *Main Currents of Marxism*, traduction de P. S. Falla, livre III, *The Breakdown*, chap. XIII, « Developments in Marxism Since Stalin's Death », § 1, « De-Stalinization », p. 1149–1150 (édition en un volume). Sur le problème parallèle de la répudiation des politiques désastreuses de Mao tout en préservant la légitimité historique du Parti communiste, voir Vatnik Soup, *The Great Leap Backwards: China's Maoist regime, then and now*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

[118] Thierry Wolton, *Une histoire mondiale du communisme*, vol. III, *Les complices* (Paris : Grasset, 2017), p. 322–323. Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français* (2e éd., Paris : PUF, 2000), p. 310, cité dans Wolton, p. 326. Citation française originale : « Modifier ce qui fondait leur légitimité risquait de menacer leur pouvoir. » Sur les différences entre les partis français et italien et les dissensions au sein du mouvement, voir Wolton, p. 320–325.

Le rapport secret de Khrouchtchev, 1956

Le 25 février 1956, lors d'une séance à huis clos du XXe congrès du parti, Khrouchtchev a prononcé le rapport *Sur le culte de la personnalité et ses conséquences*. Il y décrit les accusations fabriquées, la torture et l'exécution de communistes loyaux. Après des décennies durant lesquelles le parti avait exigé l'adulation de Staline, son dirigeant exposait des crimes commis au nom du parti. Le texte publié fait état d'agitation et d'indignation dans la salle. Des récits contemporains ont rapporté des évanouissements parmi les délégués.

Le choc s'est propagé au-delà du congrès. Des exemplaires ont été lus dans les réunions du parti et envoyés aux partis communistes d'Europe orientale ; un texte polonais est parvenu en Occident. Le département d'État américain a rendu le rapport public le 4 juin 1956. Pour les communistes qui avaient rejeté les témoignages antérieurs comme propagande hostile, la dénonciation venait désormais de la direction qu'ils avaient défendue.



Édition polonaise à usage interne du parti, Varsovie, mars 1956.

En Ukraine, les limites de cette rupture se sont manifestées dans les pressions persistantes sur la culture nationale. Dans son manuscrit de 1965, *Інтернаціоналізм чи русифікація?*, Ivan Dziouba conteste la russification en invoquant les principes léninistes d'égalité nationale dont se réclamait l'État soviétique. Pourtant, même cette critique formulée au nom des idéaux déclarés du système entraînait la persécution : il a été exclu de l'Union des écrivains et arrêté en 1972.[119] La question était de savoir qui pouvait parler au nom de la vie culturelle ukrainienne, quand le parti se réservait le pouvoir d'en définir les limites acceptables.

Le contrôle de la culture s'étendait au récit historique lui-même, y compris à la mémoire de la famine et des secours étrangers. La reconnaissance de l'aide de l'ARA par le gouvernement soviétique le 10 juillet 1923 contraste avec l'histoire ultérieure décrite par le guide d'archives de la Hoover Institution : les travailleurs humanitaires américains ont été présentés comme des espions, tandis que la mission disparaissait largement des publications officielles. Une opération de secours d'abord reconnue pouvait ensuite être redéfinie comme présence étrangère hostile ou effacée de l'histoire publique.

[119] La Tchécoslovaquie de 1968 offre un parallèle : la tentative du Printemps de Prague de créer un « socialisme à visage humain » a été écrasée par une invasion dirigée par l'URSS en août. Voir l'étude de Vatnik Soup à paraître *Jan Palach: Resistance to Tyranny*; Kyle Orton, "Socialism Could Never Have a Human Face", 21 août 2022.

L'Holodomor lui-même est resté soumis au silence officiel pendant des décennies après la mort de Staline. Stanislav Koultchytsky a raconté avoir rejoint en 1986 une commission soviétique chargée de réfuter les récits de famine, avant de découvrir dans les archives des preuves ruinant l'explication qu'il devait défendre. Lorsque le dirigeant du parti ukrainien Volodymyr Chtcherbytsky a reconnu la famine le 25 décembre 1987, il l'attribuait encore à la sécheresse. Admettre que la faim avait existé ne signifiait pas encore accepter la responsabilité des politiques qui l'avaient rendue meurtrière.

Les souvenirs familiaux ont néanmoins survécu, et l'ouverture amorcée sous la perestroïka s'est élargie après l'indépendance.



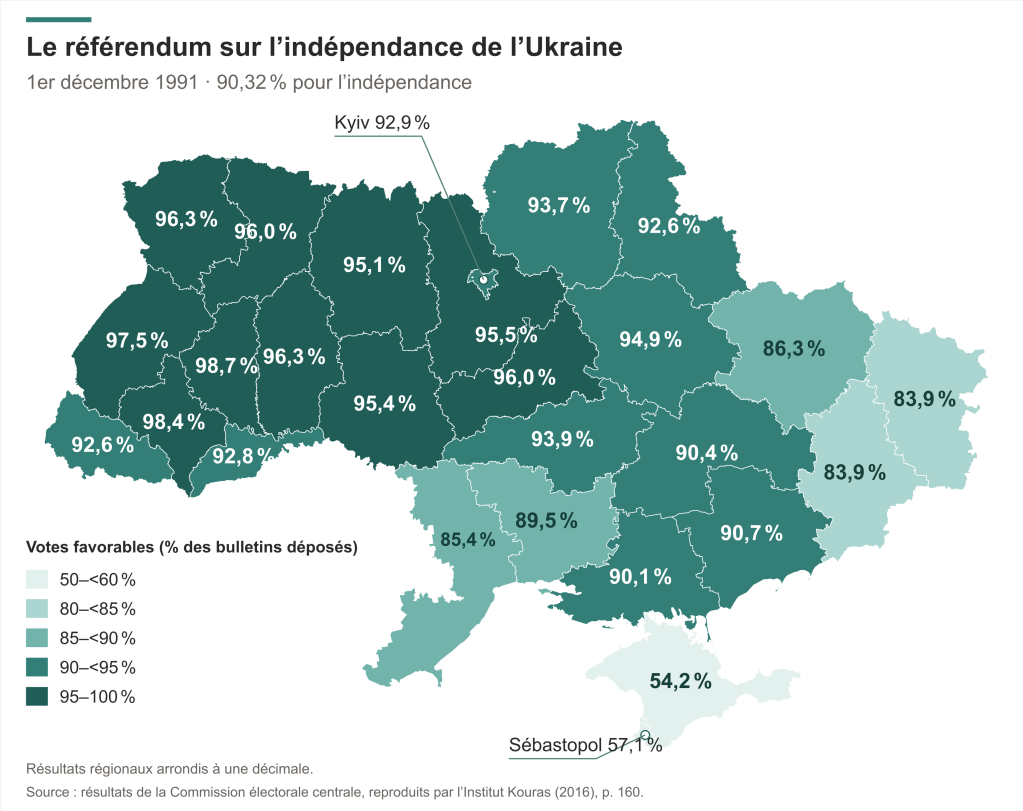
Marche commémorative de l'Holodomor à Winnipeg en 1983, pour le cinquantenaire de la famine. Archives photographiques du Winnipeg Free Press.

De la perestroïka à l'indépendance

Sous Mikhaïl Gorbatchev, la perestroïka (« restructuration ») et la glasnost (« transparence ») ont assoupli la censure et élargi le débat public à la fin des années 1980. La discussion de l'Holodomor, officiellement étouffée pendant des décennies, est redevenue possible.

Le 1er décembre 1991, **90,32 % des bulletins déposés ont approuvé la déclaration d'indépendance de l'Ukraine**, avec une participation de 84,18 %. Le oui l'a emporté dans chacune des 27 régions administratives, y compris en Crimée (54,19 %) et à Sébastopol (57,07 %).

De la perestroïka à l'indépendance



Soutien à l'indépendance par région, 1er décembre 1991. Pourcentages régionaux arrondis ; résultat national publié : 90,32 %.

Dans le mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont réaffirmé leur respect de l'indépendance, de la souveraineté et des frontières existantes de l'Ukraine, ainsi que leur obligation de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force contre son intégrité territoriale ou son indépendance politique, dans le cadre de son adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant qu'État non doté d'armes nucléaires. Le traité bilatéral sur la frontière d'État ukraino-russe, signé le 28 janvier 2003, est entré en vigueur le 23 avril 2004. Les Ukrainiens avaient choisi l'indépendance ; Moscou s'était engagée à la respecter.

Koultchytsky évoque la publication en 1991 de *33-й: голод. Народна книга-меморіал*, de Volodymyr Maniak et Lidiia Kovalenko, puis de recueils d'archives. Ce travail de restitution continue : en juin 2025, le Musée national de l'Holodomor-génocide a annoncé avoir numérisé 373 témoignages, recueillis pour l'essentiel au début des années 2000. Enregistrer ces voix restitue des vies individuelles et des actes de survie à une histoire que les autorités avaient tenté d'effacer. Se souvenir affirme aussi le droit des Ukrainiens à parler en leur propre nom.

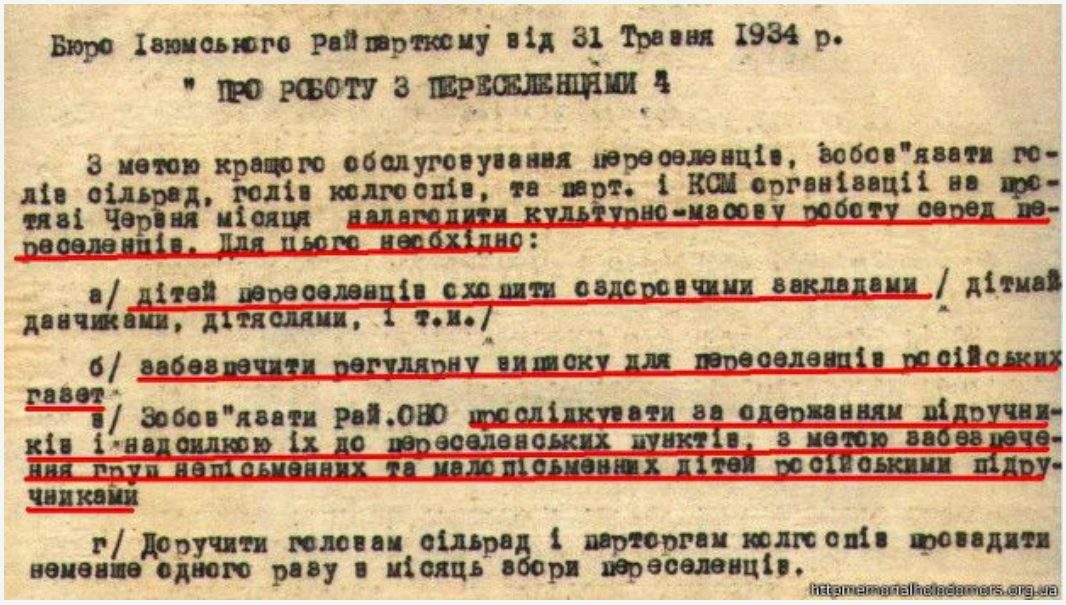
3.2 L'Holodomor dans l'offensive contre la nation ukrainienne

L'Ukraine a subi une combinaison particulièrement destructrice d'assujettissement national et d'ingénierie sociale soviétique. Son État indépendant avait été vaincu, ses institutions culturelles étaient attaquées et sa population rurale exposée à la famine de masse. Une reconstitution démographique moderne estime à environ 3,9 millions les décès excédentaires en Ukraine soviétique entre 1932 et 1934. La perte dépassait les vies individuelles : familles, communautés villageoises et transmission de la langue et de la mémoire ont été dévastées. La gravité particulière du traitement de l'Ukraine réside dans cette convergence de destruction physique, de transformation économique coercitive et d'attaques contre les institutions de la vie nationale.

La perte de l'indépendance ukrainienne signifiait aussi la perte du contrôle des récoltes. En 1932, l'Ukraine avait produit assez de nourriture pour éviter la famine, comme l'établit l'étude présentée à la section 2.3. Pourtant, le système de prélèvements de Moscou soumettait les récoltes aux priorités du centre : approvisionnement des villes soviétiques, réserves et ventes à l'étranger. Ces affectations étaient imposées alors que les paysans ukrainiens mouraient de faim ; les chiffres de la section 1.3 montrent ce que les prélèvements leur laissaient. L'indépendance nationale impliquait le pouvoir de conserver et de distribuer la nourriture nécessaire à la survie. Associée à la responsabilité démocratique, elle aurait donné aux Ukrainiens les moyens de contester une politique qui les tuait, comme l'explique l'analyse de Sen à la section 2.7.

Dans son discours de 1953, « Soviet Genocide in Ukraine », Raphael Lemkin relie la famine aux attaques contre les intellectuels et les Églises, ainsi qu'aux politiques dispersant les Ukrainiens et remodelant le peuplement. Il voit dans la paysannerie un vecteur de la langue, de la culture et de l'identité collective. Son argument explique pourquoi la destruction des institutions nationales doit figurer aux côtés de la mortalité de masse dans le récit de l'offensive contre une nation.

Repeuplement et langue de l'enseignement, 1934



Бюро Ізюмського райпарткому від 31 Травня 1934 р.

" ПРО РОБОТУ З ПЕРЕСЕЛЕНЦЯМИ "

З метою кращого обслуговування переселенців, зобов"язати голів сільрад, голів колгоспів, та парт. і КСМ організації на протязі Червня місяця налагодити культурно-масову роботу серед переселенців. Для цього необхідно:

а/ дітей переселенців охопити оздоровчими закладами / дітмайданчиками, дітяслями, і т.п./

б/ забезпечити регулярну виписку для переселенців російських газет.

в/ Зобов"язати Рай.ОНО прослідкувати за одержанням підручників і надсилкою їх до переселенських пунктів, з метою забезпечення груп неписьменних та малописьменних дітей російськими підручниками

г/ Доручити головам сільрад і парторгам колгоспів провадити неменше одного разу в місяць збори переселенців.

« Sur le travail avec les nouveaux habitants » : bureau du parti du district d'Izioum, 31 mai 1934. Extrait d'une reproduction de musée.

L'instruction du 31 mai 1934 prévoit des activités culturelles auprès des nouveaux habitants. Elle ordonne des abonnements à des journaux russes et la fourniture de manuels russes aux écoles et aux groupes d'alphabétisation des arrivants. Elle impose aussi des réunions mensuelles avec eux.

Le repeuplement après la famine impliquait donc des décisions sur la langue et les institutions autant que sur le logement et la terre. Cette instruction locale montre comment le parti organisait en russe la scolarité et la vie publique des nouveaux habitants.

La politique religieuse révèle la même lutte autour des institutions indépendantes. Après des années de répression, Staline a autorisé pendant la guerre un accommodement avec la hiérarchie orthodoxe russe. Les déclarations du patriarcat de Moscou de septembre 1943 consignent sa rencontre avec trois métropolites le 4 septembre et l'autorisation d'élire un patriarche ; les évêques ont élu Serge le 8 septembre et remercié le gouvernement soviétique. Les mêmes déclarations mobilisaient les chrétiens contre Hitler. L'autorité religieuse contribuait au soutien de la guerre tandis que la hiérarchie agissait dans les limites fixées par l'État.

À l'étranger, l'alliance de guerre avait déjà incité Moscou à afficher une tolérance religieuse. Le 11 septembre 1941, Roosevelt a demandé à l'ambassadeur soviétique Konstantin Oumanski de faire connaître la liberté religieuse en URSS avant l'examen de la prochaine loi de prêt-bail par le Congrès. Le mémorandum du secrétaire d'État Cordell Hull consigne la crainte du président que l'hostilité envers l'Union soviétique ne fasse obstacle à l'aide. Pourtant, le 31 juillet, le secrétaire d'État par intérim Sumner Welles n'avait relevé aucun signe de tolérance religieuse accrue. La demande de Roosevelt révèle une incitation politique concrète : une image plus rassurante de la vie religieuse soviétique pouvait faciliter la défense de l'alliance devant le public américain. La communication et la liberté effective étaient deux questions distinctes.

L'Église gréco-catholique ukrainienne de Galicie a toutefois reçu un autre traitement. Son récit de l'opération menée contre elle décrit l'arrestation du métropolite Josyf Slipyj et d'autres évêques en 1945, puis l'organisation par les services de sécurité d'une assemblée à Lviv du 8 au 10 mars 1946. La hiérarchie gréco-catholique étant emprisonnée, l'assemblée a proclamé l'abolition de l'union de Brest et l'incorporation à l'Église orthodoxe russe. L'Église parle de pseudo-concile : la coercition dirigée par l'État était présentée comme une réunification ecclésiastique. Son organisation légale a été supprimée, tandis que les fidèles maintenaient une Église clandestine.

Le contraste concerne le pouvoir sur les institutions autant que la doctrine. Moscou pouvait s'accommoder d'une hiérarchie utile à l'État tout en démantelant une Église ukrainienne ayant ses propres fidélités, ses dirigeants et son autorité sociale. L'offensive atteignait les structures par lesquelles les communautés formaient le clergé, préservaient les traditions et organisaient une vie hors de l'État. Elle rencontrait aussi de la résistance : la liquidation formelle n'éteignait ni la pratique religieuse ni l'identité que l'Église contribuait à soutenir.

L'utilité de l'Église ne se limitait pas non plus au moral de guerre. Dans « At the Kremlin in 1943 », l'historienne Kathryn David retrace les racines de cette politique dans les territoires ukrainiens occidentaux annexés par l'URSS en 1939, alors qu'ils faisaient partie de la Pologne. Les institutions religieuses pouvaient y contribuer à présenter la conquête territoriale comme une réunification. Une hiérarchie orthodoxe encadrée offrait à Moscou un moyen d'étendre son influence politique et culturelle au-delà des frontières. Son interprétation explicite la dimension impériale : restaurer une Église sous surveillance étatique pouvait servir la même expansion du pouvoir que la suppression d'une autre.

Les déportations de masse visaient aussi des populations définies par la nationalité. Allemands soviétiques, Tchétchènes, Ingouches et autres peuples ont été déportés. Dans les États baltes, les déportations de 1941 et 1949 déracinaient des familles sélectionnées selon des catégories politiques et sociales. Les campagnes contre des populations ethniques entières étendaient encore le châtiment collectif : la nationalité elle-même pouvait déterminer l'expulsion, y compris celle d'enfants et de personnes qui n'étaient accusées d'aucune infraction individuelle.

La Crimée et les Tatars de Crimée

Les Tatars de Crimée sont un peuple autochtone de la Crimée. Leur vie nationale englobe la langue, la religion, la mémoire familiale et les traditions culturelles, dont l'ornementation Örnek, inscrite par l'UNESCO en 2021. La déportation s'en prenait aux personnes qui faisaient vivre cette culture et au lien de leur communauté avec sa patrie.



Femmes tatares de Crimée, carte postale du début du XXe siècle.



Tenue traditionnelle tatare de Crimée, Ukraine, 2021.

L'ordre de Staline du 11 mai 1944 enjoignait au NKVD d'expulser tous les Tatars de Crimée et de les installer définitivement en Ouzbékistan. Il prescrivait aussi le transfert de leurs logements, de leur bétail et de leurs produits aux autorités soviétiques. Du 18 au 20 mai, plus de 190 000 Tatars de Crimée ont été déportés ; la faim, la maladie et l'épuisement en ont tué beaucoup pendant le transport et l'exil. Une accusation de trahison collective servait de justification au déracinement d'un peuple, enfants et familles compris, sans établir de culpabilité individuelle. L'opération attaquait la continuité de la communauté dans sa patrie autant que la vie de ses membres. Le Parlement ukrainien a reconnu la déportation comme génocide en 2015.

La survie et la lutte pour le retour font aussi partie de cette histoire. Les familles ont préservé savoirs, identité et attachement à la Crimée pendant l'exil. Leur renouveau culturel ultérieur montre que l'expulsion n'a pas éteint le peuple qu'elle visait. Mais le lien avec l'Ukraine actuelle est aussi celui de pressions renouvelées : le rapport de l'ONU de 2024 sur dix années d'occupation russe documente la répression de l'identité et des institutions représentatives tatares de Crimée. Leur place dans l'histoire de l'Ukraine et le ciblage spécifique qu'ils ont subi rendent cette expérience centrale pour comprendre l'effacement national.[120]

Mais la répression permettait aussi d'exploiter les ressources et le travail. Pendant l'opération Ouest, en octobre 1947, les services de sécurité soviétiques ont déporté des familles associées à la résistance nationaliste ukrainienne vers des lieux d'installation spéciale et des sites de travail. Expulser les familles frappait aussi les réseaux de parenté et de soutien local dont dépendait la résistance. Disperser les personnes dans des lieux éloignés sous surveillance

[120] Voir Vatnik Soup, *Crimea: A Ukrainian Destiny*, Dossier de mémoire historique. À paraître.

étatique rendait plus difficile le maintien de ces liens et l'organisation de l'opposition. La résolution du gouvernement soviétique du 10 septembre 1947 liait explicitement leur expulsion à la fourniture de travailleurs pour l'industrie charbonnière. Un rapport soviétique du 27 mai 1948 comptait 77 791 déportés, femmes et enfants compris. La plupart étaient affectés à des entreprises charbonnières du Kouzbass, des régions de Tcheliabinsk et de Molotov, aujourd'hui Perm, dans l'Oural, de Sibérie orientale et de Karaganda au Kazakhstan. D'autres groupes étaient envoyés dans la région d'Omsk pour des travaux industriels et agricoles. Briser la résistance, déraciner les communautés et exploiter leur travail étaient les objectifs liés d'une même opération.

Les prisonniers politiques ukrainiens étaient, pour leur part, dispersés dans le réseau des camps soviétiques, notamment au Gorlag à Norilsk, au Retchlag à Vorkouta et au Steplag près de Jezkazgan, au Kazakhstan. Les peines de camp étaient juridiquement distinctes des installations spéciales obligatoires imposées aux familles déportées. Ces deux dispositifs arrachaient les Ukrainiens à leurs communautés et plaçaient leur vie et leur travail sous contrôle soviétique, loin de chez eux.

Les mines d'uranium tchécoslovaques montrent une combinaison apparentée. Des prisonniers politiques étaient contraints d'extraire l'uranium autour de Jáchymov et de Horní Slavkov, tandis que le minerai alimentait le programme soviétique d'armement nucléaire. Ces camps de prisonniers étaient distincts du Goulag soviétique comme du système tchécoslovaque de camps administratifs de travail forcé.[121] Ils reliaient toutefois la répression politique à l'extraction d'une ressource naturelle limitée pour les priorités stratégiques soviétiques. Le travail des prisonniers et la richesse minérale de leur pays étaient tous deux exploités par la contrainte.

Les déportations directes vers l'URSS étendaient cette exploitation au-delà des frontières. L'Institut de la mémoire nationale de Slovaquie recense des civils tchécoslovaques envoyés au travail forcé dans le Donbass et le Caucase, notamment dans les mines, la construction et l'industrie. Ces déportations de civils avaient été autorisées au plus haut niveau soviétique en septembre 1944 pour compenser les pertes de main-d'œuvre dues à la guerre. Le territoire industriel ukrainien pouvait donc aussi être une destination pour des personnes déportées d'ailleurs : les autorités soviétiques utilisaient les personnes comme les territoires dans un système plus vaste de production reposant sur le travail forcé.

Envoyer des civils tchécoslovaques dans le Donbass et déporter des familles ukrainiennes en Sibérie, dans l'Oural et au Kazakhstan étaient des actes délibérés de déplacement de population et d'affectation de main-d'œuvre. Les autorités sélectionnaient les personnes, organisaient le transport et assignaient les destinations selon les priorités étatiques. La coercition dépassait ainsi le gouvernement d'un pays : elle permettait à l'État de déraciner ses habitants et de redistribuer leur travail à travers le système soviétique.

Ces cas révèlent des mécanismes apparentés, malgré des objectifs et des conséquences différents. Les réquisitions céréalières pouvaient priver les communautés ukrainiennes de

[121] Pour une étude plus complète de la répression et du travail forcé en Tchécoslovaquie, voir Vatnik Soup, *Jan Palach: Resistance to Tyranny*, Dossier de mémoire historique (janvier 2027). À paraître.

leurs moyens de survie ; la déportation pouvait détruire la base sociale de la résistance tout en fournissant de la main-d'œuvre ; l'emprisonnement pouvait transformer des opposants politiques en mineurs au service d'un programme d'armement. Le contrôle du territoire permettait celui des ressources, du travail et des déplacements. Mais, en Ukraine, la coercition économique s'est aussi mêlée à l'offensive contre l'autonomie et la culture nationales. Un peuple privé du pouvoir de se gouverner pouvait être forcé d'abandonner ses récoltes, son travail et les institutions par lesquelles il maintenait son identité.

3.3 De 2014 à aujourd'hui : occupation et accusations de génocide

La guerre actuelle de la Russie contre l'Ukraine a commencé en 2014, avec la prise de la Crimée et la tentative de son annexion, puis l'intervention militaire russe dans le Donbass. Le 27 mars, l'Assemblée générale de l'ONU a réaffirmé l'intégrité territoriale de l'Ukraine et rejeté la validité du référendum de Crimée comme fondement d'un changement de statut de la péninsule. L'invasion à grande échelle du 24 février 2022 a étendu la guerre en s'attaquant à la survie même d'un État ukrainien indépendant.

Moscou présentait son invasion comme une protection contre un prétendu génocide dans le Donbass. Dans son ordonnance du 16 mars 2022, la Cour internationale de Justice a indiqué ne pas disposer de preuves étayant l'allégation russe et a ordonné à la Russie de suspendre les opérations militaires commencées le 24 février. Séparément, le 14 avril 2022, le Parlement ukrainien a déclaré les actes de la Russie génocidaires.

Boutcha montre ce que l'occupation pouvait signifier pour une communauté ukrainienne. Les forces russes ont contrôlé cette ville proche de Kyiv du 5 au 30 mars 2022. Après leur retrait, des corps de civils ont été retrouvés dans les rues et dans des tombes improvisées. Au 31 octobre 2022, les observateurs des droits humains de l'ONU avaient documenté 73 homicides de civils à Boutcha, dont des enfants. Leur enquête sur le nord de l'Ukraine décrit des contrôles suivis d'exécutions sommaires ; des victimes ont été retrouvées les mains liées et atteintes par balle à la tête. Des civils ont aussi été abattus alors qu'ils tentaient de fuir ou vaquaient à leurs occupations. Un lien présumé avec les forces ukrainiennes pouvait suffire à faire d'un habitant une cible.[122]

[122] OHCHR, *Killings of Civilians: Summary Executions and Attacks on Individual Civilians in Kyiv, Chernihiv and Sumy Regions in the Context of the Russian Federation's Armed Attack against Ukraine*, 7 décembre 2022, Executive Summary ; Bucha.



Volodymyr Zelensky à Boutcha, le 4 avril 2022.

L'enlèvement des enfants attaque aussi la continuité des familles et des communautés ukrainiennes. Le 17 mars 2023, la Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, concernant les crimes de guerre présumés de déportation et de transfert illégaux d'enfants.

L'occupation russe soumet l'administration locale, les écoles et la vie culturelle au contrôle de Moscou. Un rapport de l'ONU sur les droits humains de mars 2024 documente le remplacement des systèmes ukrainiens de gouvernement et d'éducation, les pressions pour obtenir des passeports russes et la répression de l'expression culturelle ukrainienne.

La Russie a fait des citoyens ukrainiens demeurés sur le territoire ukrainien occupé des « étrangers ». Le décret no 159 de Poutine, du 20 mars 2025, leur donnait jusqu'au 10 septembre 2025 pour obtenir un droit de séjour au regard de la législation russe ou partir. Les possibilités étaient la citoyenneté russe, un autre statut de séjour russe, ou le risque d'être expulsés de leur propre domicile. La puissance occupante faisait ainsi dépendre le droit des Ukrainiens de rester chez eux de sa propre reconnaissance de leur statut.

L'accès aux services essentiels est devenu un moyen de pression sur les habitants pour les pousser à prendre un passeport russe. Le secrétaire général de l'ONU a rapporté qu'à partir du 1er janvier 2025, la perception des pensions en territoire occupé exigeait la citoyenneté russe ; les mesures citées comprennent un décret du 13 septembre 2024 des autorités d'occupation de Zaporijjia. Le décret de mars 2025 a aussi supprimé des dispositions antérieures sur la gratuité des soins, tandis que l'obtention de titres de séjour pour travailler passait par des tests de langue, d'histoire et de droit russes. Sans passeport russe, les habitants subissaient des restrictions en matière d'emploi, de services bancaires, d'assurance et de droits de propriété, ainsi que des contrôles plus sévères aux points de passage. Accepter la citoyenneté russe pouvait, à son tour, exposer les hommes ukrainiens à la conscription dans l'armée qui combattait leur propre pays.[123]

[123] UN Secretary-General, A/80/315, 6 août 2025, §§ 7–10, nn. 5–8 ; OHCHR, *Forced Displacement from Territory of Ukraine Occupied by the Russian Federation*, 20 mars 2026, §§ 33–38.

Églises, écoles, livres et ressources agricoles deviennent des objets de contrôle au même titre que le territoire. Les meurtres, l'enlèvement des enfants, les déplacements forcés et la citoyenneté russe imposée frappent les différentes conditions de survie d'une communauté nationale : ses membres, sa génération suivante et sa continuité institutionnelle et culturelle. Le conflit concerne donc les frontières de l'Ukraine et la capacité des Ukrainiens à y maintenir une vie nationale.

3.4 Les céréales ukrainiennes dans la guerre actuelle de la Russie

Le contrôle de la nourriture est redevenu un moyen d'exercer un pouvoir sur l'Ukraine. Les mécanismes comprennent l'appropriation sous occupation, les attaques contre les infrastructures agricoles et portuaires et la pression sur les voies par lesquelles l'Ukraine vend ses récoltes. Ils détruisent les moyens de subsistance en Ukraine tout en affectant les pays dépendant des approvisionnements alimentaires internationaux.

L'intervention de Margarita Simonian, rédactrice en chef de RT, au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, le 17 juin 2022, explicitait l'usage politique espéré de la faim. S'adressant à Poutine, elle présentait une « plaisanterie très cynique », ou une « exclamation », qu'elle disait avoir entendue chez plusieurs personnes à Moscou. Voici ses paroles originales en russe :

« Вся надежда на голод. Что имеется в виду? Имеется в виду, что сейчас начнётся голод, и тут-то они образумятся: и санкции снимут, и вообще будут с нами дружить, потому что осознают, что не дружить с нами невозможно. »

« Tous nos espoirs reposent sur la famine. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que la famine va maintenant commencer, et qu'alors ils reviendront à la raison : ils lèveront les sanctions et, plus généralement, seront nos amis, parce qu'ils comprendront qu'il est impossible de ne pas être nos amis. »

La phrase d'ouverture se transcrit *Vsya nadezhda na golod*. Le russe **голод** (*golod*) signifie faim ou famine. L'ukrainien **голод** (*holod*) a la même orthographe et le même sens, et constitue le premier élément de **Голодомор** (*Holodomor*). Simonian lançait la « plaisanterie » avec un grand sourire : la faim des autres en était la chute, et les concessions à Moscou le résultat espéré.



« Tous nos espoirs reposent sur la famine », Simonian, 17 juin 2022. Image extraite d'une séquence sous-titrée en anglais ; une republication vidéo datée conserve l'échange.

Le même diffuseur a fait des privations européennes imaginées le sujet d'un sketch de Noël. Dans le film de RT publié le 23 décembre 2022, une fillette reçoit un hamster à Noël 2021. Un an plus tard, la roue de l'animal alimente l'éclairage familial. Dans la scène située à Noël 2023, la famille transie mange de la soupe ; le père retire de sa bouche le nœud rouge du hamster, et la mère lui fait signe de se taire. Le message final souhaite un « Joyeux Noël "antirusse" ! » et fait la publicité de RT via un VPN.[124] La succession des scènes et le message du sketch présentent la faim et le froid comme le prix de l'opposition à la Russie, sous couvert d'humour de Noël.

[124] Les services VPN, ou réseaux privés virtuels, permettent de contourner les blocages d'accès. RT invite les étrangers à les utiliser tandis que la Russie bloque Twitter/X et d'autres plateformes sur son territoire. Les responsables et propagandistes comme Simonian ont donc besoin d'un VPN ou d'un autre moyen de contournement pour publier sur ces plateformes depuis la Russie. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a reconnu utiliser un VPN en avril 2022. L'État bloque aussi les services VPN ; à compter du 1er septembre 2025, il a introduit des sanctions contre la publicité pour les outils de contournement et la recherche délibérée de contenus qualifiés d'« extrémistes ». Voir Vatnik Soup, *Censorship and VPNs*.



Le « Noël 2023 » imaginaire du sketch de propagande de RT.

Le train de sanctions de l'Union européenne du 24 février 2025 visait explicitement les navires transportant des céréales ukrainiennes volées. Une enquête de Bellingcat et de Lloyd's List publiée le 12 décembre 2025 a ensuite suivi le vraquier *Krasnodar* du terminal céréalier Avlita de Sébastopol jusqu'à des ports saoudiens, lors de deux voyages entre septembre et novembre. Les images satellite ont permis d'identifier le navire au terminal de Crimée occupée pendant des interruptions de ses émissions de position. La société affrétant le navire, Petrokhleb-Kuban, niait exporter depuis Avlita ou voler des céréales ; les enquêteurs présentaient les images et les données de suivi contredisant son récit du lieu de chargement. Le cas montre comment des produits agricoles peuvent être exportés depuis des ports occupés alors que leur origine est contestée ou dissimulée.

S'emparer des produits n'est toutefois qu'une forme de contrôle. Le 17 juillet 2023, le secrétaire général de l'ONU a annoncé le retrait russe de l'Initiative céréalière de la mer Noire. L'accord avait permis le passage de plus de 32 millions de tonnes de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens, y compris des cargaisons du Programme alimentaire mondial pour les opérations humanitaires. La participation russe à un accord d'exportation était devenue un levier sur l'accès à ces approvisionnements.

Les attaques contre les infrastructures renforçaient cette pression. Le 23 août 2023, les observateurs de l'ONU chargés des droits humains ont fait état de quatorze attaques russes depuis le 11 juillet, frappant terminaux céréaliers, entrepôts, installations portuaires et équipements connexes. Ils ont documenté des victimes civiles et la perturbation des chaînes mondiales d'approvisionnement alimentaire. Les dégâts à un silo ou à un terminal dépassent les céréales immédiatement détruites : ils peuvent entraver le stockage, le transport et les revenus nécessaires à une nouvelle récolte. Le suivi de l'ONU de mars 2026 continuait d'enregistrer des attaques contre les infrastructures portuaires.

Les réquisitions de Staline et le plan de la faim nazi assignaient à l'agriculture ukrainienne une place dans des projets de puissance dans lesquels la vie des habitants pouvait être sacrifiée. Cette histoire donne une résonance particulière à l'importance politique de

l'alimentation dans la guerre actuelle. La souveraineté ukrainienne comprend la capacité de cultiver la terre, de conserver les fruits du travail et d'atteindre les marchés d'exportation sans qu'une puissance conquérante en dicte les conditions. L'alimentation et la mémoire se rejoignent dans cette question : les Ukrainiens peuvent-ils maîtriser les ressources et les institutions nécessaires à leur propre vie nationale ?

3.5 La guerre de la Russie contre la nation ukrainienne aujourd'hui

Vladimir Poutine avait déjà présenté l'indépendance ukrainienne comme un problème de légitimité historique. Dans « On the Historical Unity of Russians and Ukrainians », publié le 12 juillet 2021, il décrit les Russes et les Ukrainiens comme un seul peuple et affirme que « la véritable souveraineté de l'Ukraine n'est possible qu'en partenariat avec la Russie ». Il ajoute qu'il appartient aux citoyens ukrainiens de décider de l'avenir de leur pays. Mais la condition attachée à la souveraineté ruinait cette assurance : les choix ukrainiens ne seraient authentiques que dans une relation acceptée par Moscou. L'invasion russe a donné une forme militaire à cette contradiction.

Le langage de la fraternité ne résout pas ce déni de la capacité d'action des Ukrainiens. Poutine évoquait le « peuple ukrainien frère » en justifiant l'annexion de la Crimée en 2014, puis les « frères et sœurs » lors de la cérémonie d'annexion de septembre 2022.[125] Dans ces usages, la parenté ne confère aucun droit égal de refuser la domination de Moscou. Les « Petits-Russiens », le « peuple unique » et le rejet d'une « anti-Russie » peuvent tous permettre à des Ukrainiens de survivre individuellement tout en refusant à une nation ukrainienne distincte le droit de choisir son avenir. L'« unité » impériale est proposée à condition que les Ukrainiens renoncent à l'indépendance politique et nationale que Moscou rejette.

Le déni de l'État ukrainien dispose aussi d'une littérature idéologique explicite. Dans *Основы геополитики*[126] (1997), cinquième partie, sections 4.4 et 5.6, Aleksandr Dugin présente l'Ukraine souveraine comme une menace pour le projet eurasiatique russe et appelle à son démantèlement géopolitique. Il admet des formes d'autonomie culturelle tout en exigeant le contrôle militaire et politique absolu de Moscou sur le littoral nord de la mer Noire. La singularité ukrainienne n'est tolérée qu'à condition de n'être associée à aucun pouvoir indépendant. La hiérarchie impériale est énoncée ouvertement : Moscou attribue le rôle stratégique, et les Ukrainiens se voient refuser le droit de choisir le leur.

Lors d'un échange avec des journalistes occidentaux en mars 2022, Dugin a énoncé explicitement la condition impériale : « Sans l'Ukraine, la Russie ne peut redevenir un empire. » Avec l'Ukraine sous contrôle russe, a-t-il affirmé, elle redeviendrait un empire ; il a

[125] Le discours de Poutine du 18 mars 2014 évoque le « peuple ukrainien frère » en justifiant l'annexion de la Crimée ; son discours du 30 septembre 2022 invoque les frères et sœurs ukrainiens tout en proclamant l'appartenance de quatre autres régions à la Russie.

[126] Александр Дугин, *Основы геополитики* (1997), partie V, sections 4.4, 5.6 ; p. 347–349, 377–382.

présenté cela comme n'ayant « rien de personnel ».[127] La souveraineté ukrainienne est traitée comme un obstacle au statut impérial de la Russie.

Dans un entretien accordé à ANNA-News le 6 mai 2014, alors qu'il évoquait les morts violentes et l'incendie d'Odessa survenus quatre jours plus tôt, il a déclaré en russe : « я думаю убивать, убивать и убивать. Больше разговоров никаких не должно быть. Как профессор я так считаю. » En français : « Je pense qu'il faut tuer, tuer et tuer. Il ne doit plus y avoir de discussions. En tant que professeur, c'est ce que je pense. » Un extrait vidéo conserve cette déclaration.

Dans un message sur VK d'août 2014, il a écrit « Геноцид кретинов напрашивается сам собой » — « Un génocide de crétins s'impose de lui-même » — et affirmé que les personnes qu'il attaquait n'étaient pas vraiment ukrainiennes : « Я не верю, что это украинцы. » Tout en louant les Ukrainiens en tant que peuple slave, il a qualifié ceux qu'il rejetait de « появившаяся из канализационных люков раса ублюдков » — « une race de bâtards sortie des bouches d'égout ». L'appel au génocide et la déshumanisation raciale sont explicites. Mis en regard de son programme de domination impériale, ces propos expriment une intention génocidaire à l'encontre des Ukrainiens qu'il exclut d'une identité nationale qu'il juge acceptable.

L'agence publique RIA Novosti a publié « What Russia Should Do with Ukraine », de Timofeï Sergueïtsev, le 3 avril 2022. Il y a appelé à liquider l'élite dirigeante, à réprimer la culture et l'enseignement et à supprimer la souveraineté pour au moins une génération. « La dénazification entraînera inévitablement aussi la désukrainisation », a-t-il écrit. La recherche de l'indépendance y était présentée comme une preuve de nazisme ; le programme visait l'existence nationale ukrainienne elle-même.

Nous avons examiné ces inversions historiques dans « 9 mai : Russie collabo » et le chevauchement contemporain entre propagande pro-Kremlin et extrême droite dans « Degenerate Russia: Nazi vatniks ».

« Anti-Russie » : quand l'indépendance et la souveraineté sont présentées comme de l'hostilité

Dans cette rhétorique, « anti-Russie » signifie « non-Russie » : une Ukraine capable de choisir ses institutions, ses alliances et son avenir sans l'approbation de Moscou. L'essai de Poutine de 2021 présente la séparation comme un projet occidental et subordonne une souveraineté acceptable au partenariat avec la Russie. La capacité d'action autonome des Ukrainiens disparaît de ce récit : les choix rejetés par Moscou deviennent des preuves de contrôle étranger. La « dénazification » de Sergueïtsev pousse cette logique plus loin, transformant la suppression de la nation ukrainienne en prétendu acte de libération.

[127] Aleksandr Dugin, échange avec des journalistes occidentaux, mars 2022. Enregistrement intégral en anglais, daté du 5 mars 2022 (26 min 9 s) ; publication YouTube d'origine.

Pavel Goubarev, dirigeant séparatiste prorusse originaire de Sievierodonetsk, dans l'est de l'Ukraine, s'est proclamé « gouverneur populaire » de Donetsk en 2014. Il a réclamé une intervention militaire russe et recruté des combattants séparatistes ; il s'est ensuite installé en Russie et a déclaré avoir combattu dans les forces armées russes près de Kyiv en mars 2022. Dans une vidéo diffusée en octobre 2022, il a formulé ce choix avec une brutalité particulière. Il y présentait les Ukrainiens comme des Russes possédés par le diable, le changement de leurs convictions comme une guérison, et menaçait de les tuer s'ils refusaient. Son assurance initiale de venir convaincre plutôt que tuer débouchait directement sur la menace de tuer un million, cinq millions de personnes, voire tout le monde.[128]

[128] Parcours de Goubarev : Conseil de l'UE, notice 82, The Moscow Times, 18 février 2026. Pavel Goubarev, vidéo diffusée en octobre 2022 : extrait vidéo et compte rendu d'OstroV daté du 11 octobre. Les six images conservent les sous-titres anglais de Russian Media Monitor et les marques d'origine ; la légende traduit tout le passage pertinent du clip sous-titré, avec son contexte initial et final.

Pavel Goubarev : « convaincre » ou tuer



Pavel Goubarev, octobre 2022. Six images de la version sous-titrée en anglais par Russian Media Monitor, le projet de Julia Davis. Traduction du passage complet, avec les phrases précédant et suivant immédiatement les six images : « Ce sont des Russes possédés par le diable. Nous venons pour les convaincre, pas pour les tuer. Mais si vous ne voulez pas que nous vous fassions changer d'avis, alors nous vous tuerons. Nous en tuerons autant qu'il le faudra. Nous en tuerons un million, ou cinq millions, nous pouvons tous vous exterminer jusqu'à ce que vous compreniez que vous êtes possédés et que vous devez être guéris. »

La forme conditionnelle est au cœur de la menace. La survie est proposée aux Ukrainiens en échange de l'abandon de l'identité nationale distincte que leurs conquérants rejettent ; ceux qui refusent s'exposent à une destruction physique pouvant aller jusqu'à l'extermination de tous. L'incorporation forcée et l'extermination apparaissent comme des moyens liés d'éliminer l'existence nationale ukrainienne. **La menace de détruire les personnes qui résistent à l'assimilation forcée ne cesse pas d'être génocidaire parce que la soumission est proposée comme échappatoire.** Les paroles de Goubarev rendent explicite sa propre intention d'élimination.

L'autorité religieuse a aussi justifié la guerre actuelle de la Russie. Dans son sermon du 25 septembre 2022, le patriarche Cyrille présente la mort dans l'accomplissement du devoir militaire comme un sacrifice lavant les péchés d'une personne. Bien qu'il prie aussi pour la fin

des combats, l'argument associe une rédemption spirituelle au service militaire dans cette guerre. Sur l'utilisation plus large de la religion par l'État russe, voir « Russie décadente 1 : Persécution religieuse ».

Le 27 mars 2024, le Conseil mondial du peuple russe, présidé par Cyrille, a adopté une déclaration qualifiant l'invasion russe de « guerre sainte » — « священная война » (*svyashchennaya voyna*) en russe. Le texte intégral exige que toute l'Ukraine actuelle entre dans la sphère d'influence exclusive de la Russie. Il appelle aussi à reconnaître juridiquement un seul peuple russe comprenant les Grands-Russes, les Ukrainiens décrits comme « Petits-Russes » et les Biélorusses. Il s'agit d'un programme politique publié par un forum public présidé par le patriarche, distinct d'une résolution du Saint-Synode. Mais ses revendications sont concrètes : la défense d'un monde spirituel prétendument commun justifie le refus d'une existence politique et nationale indépendante à l'Ukraine.

Cette rhétorique contredisait aussi les assurances données à l'étranger. Le 12 avril 2024, le Conseil œcuménique des Églises a rappelé que Cyrille avait déclaré à son secrétaire général, en mai 2023, que les références à une guerre sainte concernaient le domaine métaphysique, et non le conflit armé. Le Conseil a rejeté la nouvelle déclaration et a demandé si elle exprimait la position de l'Église orthodoxe russe. Il ne suffisait pas de présenter ces deux discours comme une défense de la paix pour les rendre compatibles : l'un rassurait les interlocuteurs étrangers, l'autre sanctifiait la guerre à l'intérieur.

L'administration ecclésiastique a de nouveau suivi l'extension du pouvoir russe en Ukraine. Le 7 juin 2022, le Saint-Synode de l'Église orthodoxe russe a placé les diocèses de Djankoï, de Simferopol et de Théodosie, en Crimée occupée, directement sous l'autorité du patriarche et du synode de Moscou. Ces diocèses appartenaient à l'Église orthodoxe ukrainienne, elle-même historiquement liée à Moscou. La résolution invoquait les appels de leurs évêques et les difficultés de communication avec Kyiv. Son résultat institutionnel était de supprimer l'autorité de Kyiv et de transférer l'administration directement à Moscou. L'expansion de la juridiction ecclésiastique russe accompagnait ainsi l'occupation, même au sein d'une tradition ecclésiale auparavant liée au patriarcat de Moscou.

La répression touchait aussi des prêtres extérieurs à cette hiérarchie. Dans son rapport couvrant septembre–novembre 2024, paragraphes 70–73, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme documente des restrictions à la liberté religieuse en territoire occupé et la libération, en juin 2024, de deux prêtres gréco-catholiques détenus depuis novembre 2022. L'un rapporte des tortures et des mauvais traitements. Voir aussi notre soupe sur la persécution religieuse. Ces actes diffèrent du dispositif d'incorporation forcée de 1946, mais la comparaison révèle une question récurrente : qui peut maintenir une institution indépendante de Moscou, et que se passe-t-il lorsque cette indépendance survit à la conquête territoriale ? Prétendre protéger la religion ne réfute pas les preuves de persécution et ne justifie pas la suppression de l'autonomie religieuse ukrainienne.

Ici, l'« unité » implique le droit revendiqué de décider quelles institutions ukrainiennes peuvent exister indépendamment de Moscou. Les circonstances historiques ont changé, mais l'exigence politique est reconnaissable : un peuple peut conserver des formes approuvées de vie religieuse tout en perdant la liberté de l'organiser lui-même.

3.6 Déporter et russifier les enfants ukrainiens

L'enlèvement des enfants prolonge l'offensive contre la nation ukrainienne jusqu'à la génération suivante. Dans son enquête de mars 2026, la Commission d'enquête de l'ONU a vérifié des cas concernant 1 205 enfants déportés ou transférés depuis cinq oblasts ukrainiens. À cette date, 80 % des enfants des cas documentés n'étaient pas rentrés. Il s'agit de cas vérifiés, et non d'une estimation du total des enfants enlevés. La Commission y documente l'attribution de la citoyenneté russe, le placement durable dans des familles et des institutions russes, les bases de données d'adoption et les obstacles au regroupement familial. Ces dispositifs organisaient la séparation prolongée et l'intégration à la vie russe. La Commission a qualifié de crimes contre l'humanité les déportations et transferts forcés d'enfants par les autorités russes, ainsi que les disparitions forcées de ces enfants.

Des chiffres plus élevés décrivent d'autres populations. Dans son rapport annuel de 2024, cité par le secrétaire général de l'ONU en 2025, le commissaire aux droits humains du Parlement ukrainien fait état de 19 546 enfants transférés au sein de l'Ukraine occupée ou déportés en Russie. Maria Lvova-Belova, commissaire présidentielle russe aux droits de l'enfant (*sic*)[129], affirme dans le rapport annuel de son service pour 2022 que plus de 700 000 enfants étaient arrivés en Russie depuis l'Ukraine, y compris le Donbass occupé, la plupart avec leurs parents ou d'autres proches. Aucun de ces chiffres n'est interchangeable avec le décompte des cas vérifiés par la Commission ; le total russe n'est pas un décompte des déportations illégales établi de manière indépendante.

Moscou présente ces déplacements comme une évacuation et une protection contre la guerre — la guerre que la Russie a elle-même choisi de mener contre l'Ukraine. Mais la Commission a constaté que les enlèvements documentés n'étaient généralement pas temporaires, ne reposaient pas sur le consentement requis et n'étaient pas principalement motivés par des besoins de santé, de traitement médical ou de sécurité. Prétendre mettre les enfants à l'abri ne justifie pas de les tenir éloignés de leurs familles et de leur pays.

Les déclarations publiques de Lvova-Belova elle-même éclairent la transformation recherchée. En septembre 2022, elle a décrit un groupe d'enfants de Marioupol qui chantaient l'hymne ukrainien et critiquaient Poutine. Elle a affirmé que leur placement ultérieur dans des familles russes, dont la sienne, leur avait appris à aimer la Russie. Lors d'une rencontre avec Poutine, elle a aussi reconnu publiquement avoir « adopté » un enfant de Marioupol. Dans son récit,

[129] Le titre est officiel. À rapprocher du plan de la faim étudié dans la section 1.1.1 : Herbert Backe, l'un des principaux concepteurs et organisateurs de la politique de famine de 1941, était secrétaire d'État au ministère du Reich à l'Alimentation et à l'Agriculture, qu'il a ensuite dirigé. Une institution chargée de l'alimentation pouvait organiser la famine ; une fonction invoquant les droits de l'enfant peut organiser la déportation et l'assimilation forcée.

l'attachement des enfants à l'Ukraine devient un obstacle que leur nouvelle éducation aurait permis de surmonter.

Dans un entretien vidéo d'octobre 2025 pour Empatia Manuchi, tout en qualifiant de « mythologie » les accusations d'enlèvement et de russification, elle a elle-même déclaré « Я украла мариупольского ребёнка » — « J'ai volé un enfant de Marioupol ». Elle a décrit l'amour du garçon pour l'Ukraine et son refus de vivre en Russie, avant de raconter comment elle lui avait dit qu'il devait changer d'attitude.



Maria Lvova-Belova. Capture d'un extrait vidéo de UNITED24 sous-titré en anglais.

Le Humanitarian Research Lab de Yale a identifié un programme systématique d'adoptions et de placements forcés lancé par Poutine et ses subordonnés dans l'intention de russifier les enfants ukrainiens. Dans cette analyse, enlèvement, citoyenneté imposée et remplacement des attaches familiales et nationales forment un ensemble. La question concerne le transfert délibéré d'enfants hors de la communauté qui leur transmettrait leur langue, leur mémoire et leur appartenance.

Les dossiers de la Commission montrent ce que cela pouvait signifier en pratique. Trois adolescents ont reçu des passeports russes. Pour une petite fille déportée de Kherson, les documents d'adoption et un nouvel acte de naissance ont remplacé son nom et son lieu de naissance par un autre nom et un lieu de naissance dans l'oblast de Moscou. Sa mère, sa fratrie et sa tutrice restaient en Ukraine. Modifier les origines consignées dans les documents officiels d'un enfant dépasse la protection temporaire.

L'Église apparaît aussi dans les infrastructures accueillant les enfants emmenés d'Ukraine. L'enquête de Yale de septembre 2025 a identifié un établissement religieux géré par l'Église orthodoxe russe parmi les 210 lieux étudiés.

C'est pourquoi l'article II, e), de la Convention sur le génocide compte. Il inclut expressément le transfert forcé d'enfants d'un groupe protégé à un autre ; tuer les enfants n'est pas un préalable. La séparation permanente et l'assimilation organisée constituent des éléments pertinents pour cette question. Les mandats de la CPI de mars 2023 contre Poutine et Lvova-Belova concernent les crimes de guerre de déportation et de transfert illégaux. Ce choix de qualifications ne revient pas à constater l'absence d'intention génocidaire. Vatnik Soup a examiné le programme de déportation des enfants et ses objectifs nationaux déclarés dans « Genocide in Ukraine ».

Maintenir les enfants en vie est compatible avec une attaque contre la survie du groupe. Lorsque des enfants sont transférés de force vers un autre groupe avec l'intention destructrice requise, remplacer leur nom, leur scolarité et leurs attaches nationales peut rompre la continuité de la communauté à laquelle ils ont été arrachés. La russification désigne l'identité destinée à remplacer leur appartenance ukrainienne.

3.7 Staline et Lénine dans la politique mémorielle de Poutine

Le retour de Staline aux honneurs publics change le sens de la commémoration. Lorsque l'industrialisation, la victoire et la puissance de l'État dominent son image, le sort des personnes tuées ou dépossédées sous son règne peut devenir un rappel gênant. Pour l'Ukraine, les conséquences sont particulièrement fortes : le dirigeant responsable de la famine peut être célébré tandis que la mémoire ukrainienne de ses victimes est rejetée comme une hostilité envers la Russie.[130]

[130] Une formulation officielle antérieure figure dans la déclaration d'Alexandre Volgarev au Conseil permanent de l'OSCE du 24 novembre 2022, PC.DEL/1772/22, p. 1 : les événements de la famine « n'étaient dirigés contre aucune nation particulière ». Traduction anglaise par les services linguistiques de l'OSCE, diffusée le 25 novembre 2022 ; traduction française de cette version.



Publication du ministère russe des Affaires étrangères, 30 novembre 2022 : Maria Zakharova nie que l'Holodomor ait visé un groupe national et invoque les mauvaises récoltes.

Cette réhabilitation a coexisté avec la commémoration officielle de la répression. Le 30 octobre 2017, Poutine a assisté à l'inauguration du Mur du chagrin à Moscou et a déclaré que ce terrible passé devait rester dans la mémoire nationale, sans nommer Staline. Mais le 15 mai 2025, un relief reconstitué à la gloire de Staline a été inauguré dans la station de métro Taganskaïa de Moscou, dans le cadre des célébrations du quatre-vingt-dixième anniversaire du métro. La composition le place parmi des travailleurs et des enfants reconnaissants. Sa restauration a réintroduit cette image bienveillante dans les transports publics ; les opposants ont réagi en affichant d'anciennes déclarations de Poutine et de Dmitri Medvedev condamnant la répression. Le différend révèle un bilan sélectif : le deuil des victimes peut coexister avec le retour aux honneurs du dirigeant et de l'État qu'il commandait.



Relief reconstitué à la gloire de Staline dans la station de métro Taganskaïa de Moscou, inauguré le 15 mai 2025.

À proximité, le musée privé de la Guerre froide Bunker-42 offre un autre cadre au culte public de Staline. Dans une chronique publiée le 23 mai 2025, Michael Thumann, correspondant de l'hebdomadaire Die Zeit à Moscou, décrit un film présentant Staline comme celui qui avait ordonné la fabrication des bombes atomique et à hydrogène[131], censées garantir à la Russie une invincibilité durable. Deux visiteurs, installés devant un pupitre de commande, participaient à la simulation d'une frappe nucléaire sur San Francisco. Le guide la présentait comme une riposte et assurait aux visiteurs que la Russie ne frapperait jamais la première. Thumann décrit aussi des enfants à l'entrée et des visites scolaires régulières, un restaurant proposant des plats associés aux dirigeants soviétiques et une boutique vendant des objets à l'effigie de Staline, des porte-clés en forme de bombe atomique et une tasse à l'effigie de Poutine. Son récit montre comment l'image du dictateur et le spectacle de la destruction massive de civils se mêlent aux visites touristiques, aux repas et à l'achat de souvenirs.[132]

Lénine occupe une autre place dans cette sélection. Dans son discours du 21 février 2022, Poutine présente l'Ukraine moderne comme une création de la Russie bolchevique et Lénine comme son architecte. À sa critique de la décommunisation ukrainienne, il ajoute la menace

[131] Les espions atomiques soviétiques ont dérobé des secrets essentiels du projet Manhattan, dirigé par les États-Unis. Klaus Fuchs et Theodore Hall ont livré des informations détaillées sur le modèle de bombe américain ; Fuchs passait par l'agent de liaison Harry Gold. La première bombe atomique soviétique, testée en 1949, reposait sur ce modèle américain. Voir MI5, *Klaus Fuchs* ; Harvey Klehr et John Earl Haynes, *On the Trail of a Fourth Soviet Spy at Los Alamos*, *Studies in Intelligence*, vol. 63, no 3 (septembre 2019), p. 1 et 6. L'uranium provenait aussi du travail des prisonniers et de l'exploitation coloniale des ressources : des détenus l'extrayaient pour l'URSS à Jáchymov, en Tchécoslovaquie sous domination soviétique (voir la section 3.2, p. 96). L'industrie de l'uranium au Kazakhstan s'est développée à partir des années 1950, tandis que le site d'essais de Semipalatinsk exposait les communautés voisines aux retombées radioactives.

[132] Michael Thumann, *Ein Zweitschlag auf San Francisco. Danach eingelegte Gurken*, *Die Zeit*, 23 mai 2025. Récit d'une visite, cité pour la présentation proposée par le musée. Bunker-42 dispose d'une entrée distincte depuis la rue. Une étude de l'histoire de GO-42 fondée sur les archives, publiée le 26 octobre 2022 et mise à jour le 21 mars 2023, identifie une installation de télécommunications et conteste que les reconstitutions ultérieures d'un bureau de Staline et d'une salle de lancement nucléaire correspondent à sa fonction d'origine.

de montrer à l'Ukraine ce que le terme signifiait vraiment. Dans ce raisonnement, défaire l'héritage de Lénine pouvait signifier défaire l'État ukrainien lui-même. Ce récit efface le mouvement républicain ukrainien et sa lutte contre la conquête bolchevique. L'État ukrainien devient un cadeau de Moscou, dont Moscou peut retirer la légitimité.[133]

Cette sélection obéit donc davantage à la logique de l'autorité impériale qu'à la fidélité à la doctrine communiste. Lénine peut être blâmé pour avoir reconnu une entité politique ukrainienne, tandis que Staline fournit l'image du pouvoir central, de l'extension territoriale et de la mobilisation victorieuse. L'indépendance ukrainienne conteste le droit revendiqué par Moscou de décider quelles parties de cet héritage les Ukrainiens doivent accepter. La mémoire de l'Holodomor affirme une autre autorité : les victimes et leurs descendants appartiennent à une histoire que l'État successeur de leurs anciens maîtres ne possède pas.

La construction de nouveaux monuments à Staline a aussi une histoire mesurable. L'enquête de Tochka de 2023 a retracé les dates d'installation des monuments de son inventaire. Un relevé distinct d'Agentstvo des inaugurations rapportées en a compté huit en 2024 et au moins neuf pendant les cinq premiers mois de 2025, hors des territoires ukrainiens occupés.

Le retrait des statues de Lénine en Ukraine (*Leninopad*) s'est étendu sur plusieurs décennies. L'étude historique de Plokhy retrace les premières vagues dans l'Ouest et le Centre avant les déboulonnages associés à la révolution de la Dignité[134]. L'Institut ukrainien de la mémoire nationale a fait état de 1 320 monuments à Lénine retirés pendant la décommunisation. Ces retraits plus récents prolongeaient un processus commencé autour de l'indépendance.

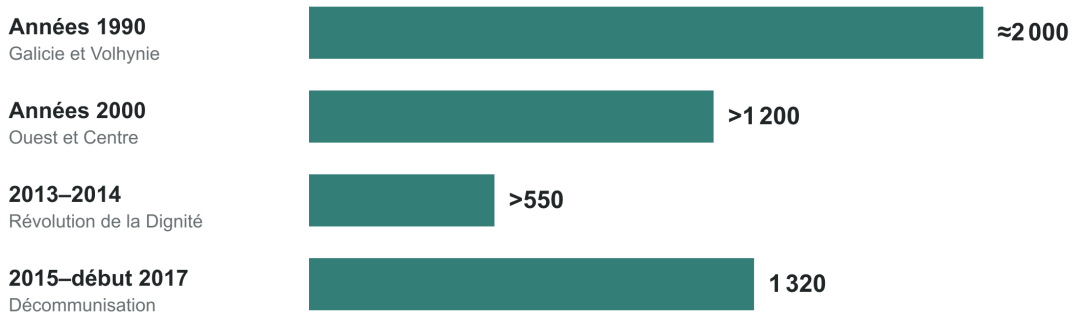
Pour les Ukrainiens, l'héritage politique décrit dans la section 2.5.1 relie ces monuments à la perte de l'indépendance, à la dictature communiste et aux famines récurrentes. Lénine et Staline représentaient deux étapes successives d'un ordre subordonnant la vie, la nourriture et les choix politiques des Ukrainiens à une autorité centrée sur Moscou. Le Leninopad pouvait donc exprimer ensemble le rejet de la dictature communiste et de la domination impériale russe, ainsi que le refus d'honorer des dirigeants associés à la famine et à la répression.

[133] Le transfert de 1954 a fait passer l'oblast de Crimée de la RSFS de Russie à la RSS d'Ukraine par les institutions soviétiques ; il n'a ni créé l'Ukraine ni fait de la Crimée un cadeau personnel révocable. La Russie a ensuite reconnu les frontières existantes dans l'article 2 du traité d'amitié, de coopération et de partenariat du 31 mai 1997. Poutine a signé le traité sur la frontière d'État ukraino-russe à Kyiv le 28 janvier 2003, puis sa loi de ratification, la loi fédérale no 24-FZ du 22 avril 2004 ; le traité est entré en vigueur le 23 avril 2004 (RTNU, vol. 3161, no 54132). Il délimitait la frontière terrestre ; la reconnaissance antérieure des frontières existantes de l'Ukraine englobait la Crimée. Les désaccords sur les mobiles d'un transfert interne soviétique ne peuvent effacer ces engagements ultérieurs entre États indépendants. La formule russe « ошибка Хрущёва » — *oshibka Khrushchyova*, « l'erreur de Khrouchtchev » — présente l'appartenance ukrainienne comme une erreur russe que Moscou devrait corriger. L'homme d'affaires sud-africain et américain Elon Musk a repris l'expression anglaise dans sa publication du 3 octobre 2022, proposant que la Crimée appartienne formellement à la Russie. Le vatnik Roger Waters est allé plus loin : dans son entretien au *Daily Telegraph* du 8 février 2023, il contestait le statut de pays de l'Ukraine, affirmant qu'« elle n'existe que depuis Khrouchtchev, 1956 ». Il semble confondre le transfert de la Crimée avec la création de toute l'Ukraine, en se trompant même sur l'année du transfert : 1954, et non 1956.

[134] Voir Vatnik Soup, « Euromaidan: The Revolution of Dignity » (soupe 123), ainsi que *Euromaidan: Revolution of Dignity*, Dossier de mémoire historique à paraître.

Retraits de monuments à Lénine en Ukraine

Statues et monuments retirés, des années 1990 à 2017

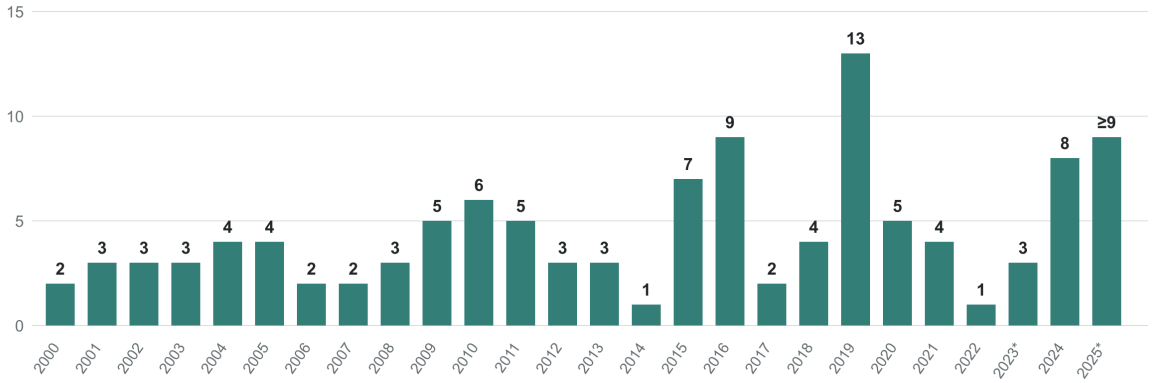


Chaque barre couvre la période et la zone indiquées ; estimations et totaux rapportés sont signalés.
Sources : années 1990–2014, Harvard MAPA (2017) ; 2015–début 2017, UINP (rapport de 2016).

Retraits de monuments à Lénine au fil des périodes. Les barres conservent les chiffres approximatifs, les périmètres géographiques et les totaux rapportés par les sources.

Nouveaux monuments à Staline en Russie

Installations annuelles rapportées, 2000–2025



* Années partielles : 2023 au 1er octobre ; 2025 au 27 mai (au moins neuf monuments).
Sources : 2000–2023, Tochka (1er octobre 2023) ; 2024–2025, Agentstvo (27 mai 2025).
Les inventaires ont des périmètres différents ; Agentstvo exclut l'Ukraine occupée.

Installations rapportées de monuments à Staline, 2000–2025. Les sources et leur périmètre sont précisés dans les notes du graphique ; les astérisques signalent les années partielles.

Leninopad — la chute de Lénine

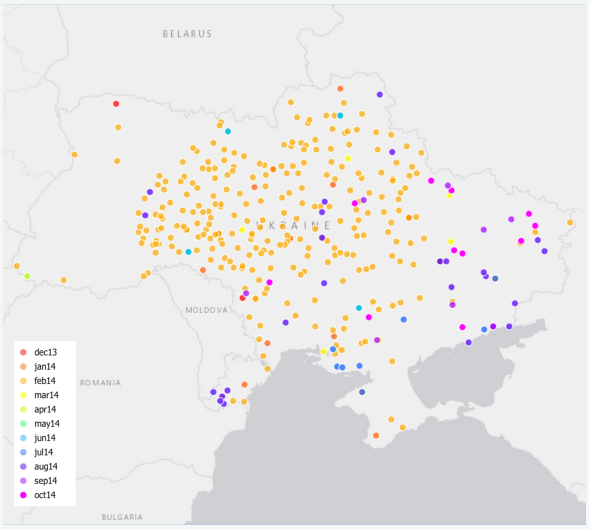
Le *Leninopad* — « la chute de Lénine » — est devenu le nom de la vague de retraits de monuments à Lénine associée à la révolution de la Dignité en Ukraine. Le renversement de la statue près du marché de Bessarabie à Kyiv, le 8 décembre 2013, en est devenu l'image emblématique. Les retraits avaient commencé autour de l'indépendance, surtout en Ukraine occidentale ; les événements de 2013–2014 ont accéléré le processus, suivis des lois de décommunisation de 2015.

Pendant des décennies, les images répétées de Lénine avaient inscrit dans le paysage public l'autorité de l'État soviétique. Une fois retirées, les statues ont connu des vies très différentes : stockées dans des sous-sols, dispersées dans des jardins, brisées ou transformées en d'autres figures. Leur devenir révélait la question pratique qui sous-tendait le débat politique : que faire des objets par lesquels le pouvoir soviétique s'était représenté ?[135]

À Odesa, Oleksandr Milov a offert à une statue de Lénine une seconde vie particulièrement inattendue, en la transformant en un autre méchant impérial, cette fois fictif : Dark Vador. La figure monumentale familière demeurait sur son piédestal, désormais coiffée du casque et vêtue de la cape de Vador. Un monument conçu pour imposer le respect était devenu une occasion de rire.



Odesa, 21 novembre 2015. Une statue de Lénine transformée en Dark Vador par Oleksandr Milov, dans une cour d'usine.



Retraits recensés, décembre 2013–octobre 2014. Chaque point représente une statue ; les couleurs indiquent le mois. Beaucoup de retraits antérieurs dans l'Ouest ne relèvent pas de cette période. Voir la carte originale.

[135] Niels Ackermann et Sébastien Gobert, *Looking for Lenin* (FUEL, 2017), photographies d'Ackermann et textes de Gobert. Voir le projet photographique. Serhii Plokhy rapporte que les militants ayant endommagé le monument à Lénine de Kyiv le 30 juin 2009 avaient justifié leur action en invoquant le décret de Iouchtchenko sur la responsabilité soviétique dans l'Holodomor : *Goodbye Lenin: A Memory Shift in Revolutionary Ukraine*, p. 3 du PDF, n. 3.

Monuments, retraits et occupation



Kyiv, 8 décembre 2013. Le piédestal vide de Lénine après le déboulonnage de la statue par les manifestants pendant la révolution de la Dignité.



Zaporijjia, 25 novembre 2017. Un buste brisé de Staline a été apporté au mémorial de l'Holodomor le jour de la commémoration.



Henitchesk, avril 2022. Une statue de Lénine installée sous occupation russe se dressait devant le bâtiment de l'administration.



Melitopol, 8 mai 2025. Le Parti communiste russe a inauguré un buste de Staline avec l'accord de l'administration d'occupation.

3.8 Lois mémorielles, réécriture et destruction des livres

La lutte autour de l'histoire a aussi une force juridique. Les amendements constitutionnels russes de 2020 ont fait de la protection de la « vérité » historique un engagement de l'État. Comme l'explique l'analyse de la législation par Human Rights Watch, l'article 354.1 du Code pénal, introduit en 2014 sous l'intitulé de réhabilitation du nazisme, sanctionne aussi la diffusion publique d'informations sciemment « fausses » sur les actions soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. Une loi signée le 1er juillet 2021 a interdit d'assimiler publiquement les objectifs, décisions ou actions de guerre de la direction et de l'armée soviétiques à ceux de l'Allemagne nazie et de ses alliés. Elle interdisait aussi de nier le rôle décisif du peuple soviétique dans la défaite de l'Allemagne nazie et la mission humanitaire que l'URSS revendique dans la libération de l'Europe. Les sanctions administratives introduites en 2022 comprenaient jusqu'à quinze jours de détention.

Ces dispositions ont des conséquences concrètes. La première personne condamnée en vertu de l'article 354.1 est Vladimir Luzgin, un mécanicien automobile de Perm qui avait partagé en

2014 un article sur l'Armée insurrectionnelle ukrainienne. Le texte évoquait la collaboration germano-soviétique et le partage de la Pologne. En 2016, la Cour suprême russe a confirmé une amende de 200 000 roubles, considérant ces propos comme des informations sciemment fausses sur les actions soviétiques pendant la guerre et comme contraires au jugement de Nuremberg. La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) rappelle que ce tribunal ne s'était pas prononcé sur l'invasion soviétique de la Pologne. Le 15 mai 2025, la Cour européenne des droits de l'homme a constaté une violation de la liberté d'expression dans son affaire, examinée avec d'autres requêtes dans l'arrêt *Kashapov and Others v. Russia*.[136]

En 2022, l'opposant Leonid Gozman a reçu deux peines successives de quinze jours pour des publications comparant Staline à Hitler et le contre-espionnage soviétique aux SS. La protection du récit de la victoire atteint donc la discussion des crimes soviétiques. La défaite du nazisme devient un fondement pour limiter l'examen historique d'une autre dictature.

Le contrôle s'exerce aussi en amont de la publication, par l'accès aux preuves. Dans son rapport de 2021, la FIDH relève qu'une décision de 2014 a prolongé jusqu'en 2044 le secret entourant la plupart des documents des services de sécurité soviétiques datant de 1917 à 1991. Les historiens se heurtaient également à des restrictions sur les copies et à l'invocation de la vie privée pour leur refuser les noms d'agents impliqués dans la répression. Mikhaïl Souproun a été poursuivi pour avoir recueilli des informations sur des déportés en vue d'un livre de mémoire. Dans l'arrêt *Suprun and Others v. Russia*, du 18 juin 2024, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que les restrictions à l'accès aux archives et à la recherche historique violaient l'article 10. Elle a rejeté les justifications avancées pour dissimuler l'activité professionnelle d'agents ayant participé à une répression vieille de plusieurs décennies.[137] Ces documents relient les victimes aux institutions et aux personnes responsables ; entraver leur examen rend plus difficile l'établissement des responsabilités.

Les institutions indépendantes de mémoire ont aussi été attaquées. Le 28 décembre 2021, la Cour suprême russe a ordonné la liquidation de Memorial International ; le lendemain, le tribunal municipal de Moscou a ordonné la fermeture de son organisation sœur, le Centre des droits humains Memorial. Les procédures invoquaient la législation sur les « agents de l'étranger » ; le centre des droits humains était aussi accusé de justifier le terrorisme et l'extrémisme. Les institutions visées étaient distinctes, mais leurs travaux reliaient la documentation de la répression passée à la défense des personnes persécutées aujourd'hui. Les monuments officiels pouvaient subsister tandis que les organisations indépendantes perdaient l'espace juridique nécessaire pour contester le récit de l'État.

[136] FIDH, *Russie : « Crimes contre l'histoire »*, juin 2021, no 770f, §17, p. 10. Suite de l'affaire : Cour européenne des droits de l'homme, *Kashapov and Others v. Russia*, 15 mai 2025, §§7–10 et annexe, entrée 22 (requête 17942/17). L'Allemagne a envahi la Pologne le 1er septembre 1939 ; l'Union soviétique l'a envahie par l'est le 17 septembre : chronologie de l'USHMM.

[137] FIDH, *Russie : « Crimes contre l'histoire »*, §§50–57, p. 19–22, et §78, p. 29–30. Cour européenne des droits de l'homme, *Suprun and Others v. Russia*, 18 juin 2024 (définitif le 18 septembre 2024), notamment §§99–104 et dispositif relatif à l'article 10.

Les restrictions ont aussi touché la recherche historique internationale. Le 18 juin 2024, la Fondation Max Weber a annoncé que la Russie avait classé l'Institut historique allemand de Moscou parmi les « organisations indésirables ». Après l'invasion à grande échelle de 2022, l'institut avait déjà suspendu ses programmes de bourses, sa coopération institutionnelle avec les institutions publiques russes et ses manifestations scientifiques, tout en maintenant certains services, dont sa bibliothèque, pour préserver les échanges scientifiques. Le 7 novembre 2024, le conseil de la fondation a décidé de le fermer.[138] Cette fermeture a encore réduit l'espace institutionnel de la recherche indépendante et des échanges internationaux sur l'histoire russe et soviétique.

À Perm-36, musée installé sur le site d'un ancien camp du Goulag, la mainmise de l'État a préservé une institution tout en en modifiant l'interprétation. La FIDH documente sa reprise par les autorités régionales en 2014, l'éviction de l'organisation indépendante qui le gérait et la révision des expositions pour minimiser la place des prisonniers politiques et des dissidents soviétiques. L'organisation évincée a ensuite été qualifiée d'« agent de l'étranger » et s'est dissoute en 2016.[139] Un musée peut rester ouvert alors que les personnes qui avaient élaboré son récit indépendant perdent la possibilité de le transmettre.

Le cas de Iouri Dmitriev montre les risques encourus personnellement. Cet historien de Memorial a contribué à découvrir le site de Sandarmokh et à identifier les victimes des exécutions staliniennes. Arrêté en 2016, il a fait l'objet de poursuites pour des infractions sexuelles qu'il conteste. La FIDH et des experts des Nations unies ont soulevé des préoccupations quant à l'équité et aux motivations politiques de la procédure ; sa peine a été portée à quinze ans en décembre 2021. Parallèlement, en 2018–2019, la Société russe d'histoire militaire, soutenue par l'État, a mené des fouilles à Sandarmokh en avançant que des prisonniers de guerre soviétiques abattus par les forces finlandaises y étaient enterrés. La FIDH y voit une tentative de réinterpréter un lieu de la terreur stalinienne.[140] Les écrivains et artistes ukrainiens qui y ont été exécutés, évoqués plus haut, font de Sandarmokh un lieu de l'histoire culturelle ukrainienne autant que de la mémoire de la répression soviétique.

Le contrôle de l'enseignement et de la culture publique s'était développé en Russie avant l'invasion à grande échelle. La FIDH critique la norme commune en matière de culture et d'histoire de 2014, qui situe l'entrée de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale en juin 1941 et occulte ainsi sa collaboration avec l'Allemagne nazie en 1939–1941. Elle documente aussi les pressions sur les élèves et les enseignants participant au concours de dissertations

[138] Max Weber Stiftung, *Stellungnahme der Max Weber Stiftung zur Listung des Deutschen Historischen Instituts Moskau als „unerwünschte Organisation" in Russland*, 18 juin 2024 ; *Geschichte*, rubrique 2024, qui mentionne la décision de fermeture du 7 novembre 2024. Le communiqué de juin décrit les réductions d'activité déjà adoptées après le début de l'invasion à grande échelle et le maintien des services de la bibliothèque ; la décision de fermeture est un événement distinct et ultérieur.

[139] FIDH, *Russie : « Crimes contre l'histoire »*, §74, p. 28.

[140] FIDH, *Russie : « Crimes contre l'histoire »*, §§80–83, p. 31–32, et §95, p. 36–37. Voir aussi la communication des experts des Nations unies sur Dmitriev et Sandarmokh, 26 janvier 2021. Pour la suite de la procédure : PEN International, « Yuri Alexeyevich Dmitriev », qui relève le passage à quinze ans de prison le 27 décembre 2021 et sa confirmation le 22 mars 2022.

historiques de Memorial. La reconnaissance universitaire et la diffusion culturelle subissaient des interventions comparables : les autorités ont refusé à Kirill Alexandrov son titre de docteur malgré l'approbation d'un conseil académique et retiré en 2018 le visa d'exploitation de *La Mort de Staline*.[141] Ce qui pouvait être étudié, enseigné ou montré devenait tributaire des intérêts politiques de l'État.

Dans l'Ukraine occupée, le contrôle de l'histoire entre dans la classe. L'enquête de Human Rights Watch de 2024 documente l'imposition des programmes et de l'enseignement russes, des manuels justifiant l'invasion et la coercition contre les enseignants et les parents qui résistaient. L'enseignement ukrainien à distance pouvait lui-même entraîner des sanctions. L'éducation patriotique et militaire vise aussi à préparer les enfants des territoires occupés à servir dans les forces armées et les institutions de l'État russe. Un programme imposé par une puissance occupante enseigne aux enfants le pays auquel ils sont censés appartenir, tout en réduisant leur accès à la langue et à l'histoire de leur propre communauté.

Les livres sont aussi matériellement retirés. Dans des témoignages publiés par East SOS le 30 septembre 2025, une enseignante de Bilokourakyne décrit la confiscation de livres ukrainiens, les ouvrages patriotiques et consacrés à l'Holodomor étant emportés dans un sous-sol. Leur sort ultérieur était inconnu. D'autres témoins, de Hretchychkyne et du district de Starobilsk, décrivent des livres brûlés dans des chaufferies ou des cours d'école en 2022–2023. East SOS a modifié ou tu les noms pour protéger les témoins. Son recueil rapporte aussi que des habitants cachaient chez eux des livres de bibliothèque : la tentative d'éliminer une culture suscite également des efforts pour la préserver.

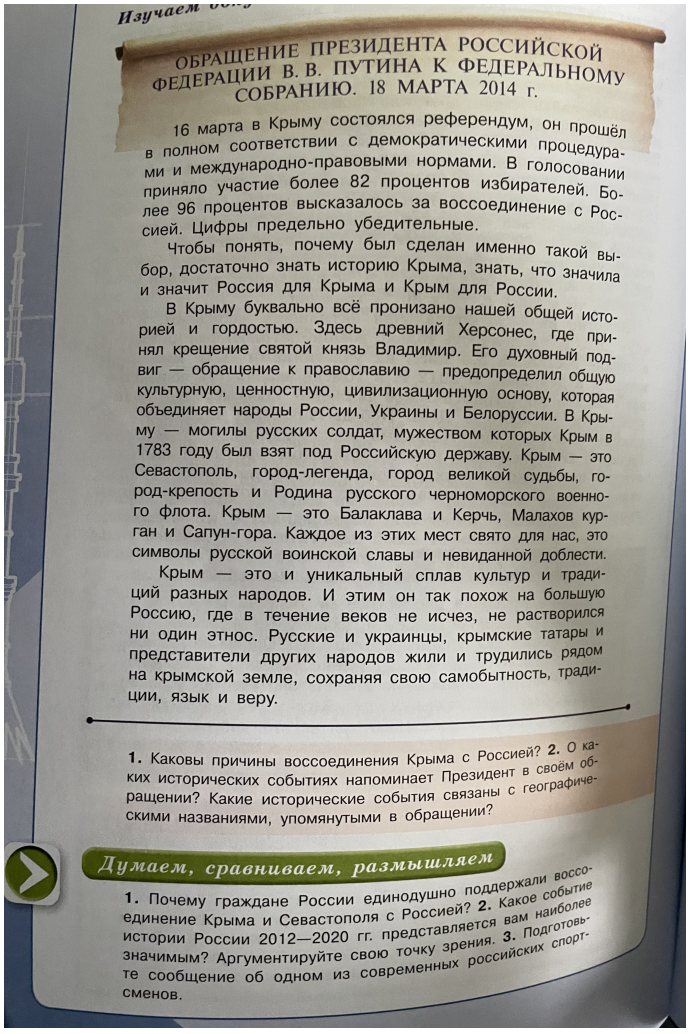


Manuels ukrainiens brûlés, dont un livre d'histoire de l'Ukraine. Photographie présentée comme provenant de la région occupée de Louhansk et publiée le 12 avril 2024.

[141] FIDH, *Russie : « Crimes contre l'histoire »*, §§47–49, p. 17–19, et §§101–103, p. 38–39.



Manuels russes livrés par les autorités d'occupation à une école de Borova, dans la région de Kharkiv. Photographie de novembre 2022.



Изучаем

ОБРАЩЕНИЕ ПРЕЗИДЕНТА РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ В. В. ПУТИНА К ФЕДЕРАЛЬНОМУ СОБРАНИЮ. 18 МАРТА 2014 г.

16 марта в Крыму состоялся референдум, он прошёл в полном соответствии с демократическими процедурами и международно-правовыми нормами. В голосовании приняло участие более 82 процентов избирателей. Более 96 процентов высказалось за воссоединение с Россией. Цифры предельно убедительные.

Чтобы понять, почему был сделан именно такой выбор, достаточно знать историю Крыма, знать, что значила и значит Россия для Крыма и Крым для России.

В Крыму буквально всё пронизано нашей общей историей и гордостью. Здесь древний Херсонес, где принял крещение святой князь Владимир. Его духовный подвиг — обращение к православию — предопределил общую культурную, ценностную, цивилизационную основу, которая объединяет народы России, Украины и Белоруссии. В Крыму — могилы русских солдат, мужеством которых Крым в 1783 году был взят под Российскую державу. Крым — это Севастополь, город-легенда, город великой судьбы, город-крепость и Родина русского черноморского военного флота. Крым — это Балаклава и Керчь, Малахов курган и Сапун-гора. Каждое из этих мест свято для нас, это символы русской воинской славы и невиданной доблести.

Крым — это и уникальный сплав культур и традиций разных народов. И этим он так похож на большую Россию, где в течение веков не исчез, не растворился ни один этнос. Русские и украинцы, крымские татары и представители других народов жили и трудились рядом на крымской земле, сохраняя свою самобытность, традиции, язык и веру.

1. Каковы причины воссоединения Крыма с Россией? **2.** О каких исторических событиях напоминает Президент в своём обращении? Какие исторические события связаны с географическими названиями, упомянутыми в обращении?

Думаем, сравниваем, размышляем

1. Почему граждане России единодушно поддержали воссоединение Крыма и Севастополя с Россией? **2.** Какое событие истории России 2012—2020 гг. представляется вам наиболее значимым? Аргументируйте свою точку зрения. **3.** Подготовьте сообщение об одном из современных российских спортсменов.

Manuel d'histoire laissé dans une école de Borova, photographié en novembre 2022. Il reproduit le discours de Poutine du 18 mars 2014 et demande aux élèves pourquoi les citoyens russes ont unanimement soutenu la « réunification » de la Crimée et de Sébastopol avec la Russie.

Les monuments mémoriels étaient aussi visés en Russie. En mai 2020, deux plaques en hommage aux victimes de la Grande Terreur et du massacre de Katyń ont été retirées d'un ancien bâtiment des services de sécurité soviétiques à Tver. Des responsables locaux contestaient leur fondement historique, malgré l'autorisation officielle accordée lors de leur installation. La FIDH rapporte également des entraves et des actes de vandalisme contre le projet Dernière adresse connue, dont les petites plaques portent les noms de personnes arrêtées et tuées par l'État soviétique. En 2018, Moscou a brièvement retiré l'autorisation de la commémoration de Memorial, le Retour des noms, avant de céder devant la protestation publique.[142] Retirer ces repères et entraver les commémorations affaiblit le lien entre chaque victime et les lieux ordinaires où elle a vécu ou a été tuée.

La mémoire publique de l'Holodomor a été directement visée. Le 19 octobre 2022, le mémorial de ses victimes dans Marioupol occupée a été démantelé. Une représentante de l'organisation prorusse Jeune République défendait ce retrait comme la destruction d'un « символ политического дезинформирования » — un « symbole de désinformation politique ». À Louhansk, sous occupation, les monuments aux victimes de l'Holodomor et de la répression stalinienne ont été détruits le 17 juillet 2024. Le déni prenait une expression matérielle : les lieux permettant de commémorer les morts étaient eux-mêmes supprimés.

[142] FIDH, *Russie : « Crimes contre l'histoire »*, §§107–110, p. 40–42 ; pour le Retour des noms, §59, p. 23–24.

Les livres, les écoles et les monuments ukrainiens pris pour cibles sous l'occupation permettent à une communauté nationale de transmettre son propre récit. Leur effacement doit être rapproché de l'enlèvement et de la russification des enfants : ces deux entreprises attaquent la possibilité d'un avenir ukrainien distinct. Considérées avec les meurtres, le transfert forcé d'enfants et les menaces explicites d'extermination, ces mesures aident à identifier la communauté nationale dont la pérennité est attaquée.

La suppression des traces favorise aussi le déni à l'étranger. En mars 2026, le ministère russe des Affaires étrangères a relayé un texte de Medvedev présentant l'Holodomor comme une invention. Lorsque les témoins sont discrédités et les récits concurrents supprimés, les observateurs étrangers rencontrent un récit public déjà façonné par la coercition. **Le danger illustré par Duranty réapparaît : l'autorité et les réalisations de l'État peuvent être placées au-dessus du témoignage de ses victimes. La commémoration ukrainienne résiste à cette autorité en préservant les noms, les témoignages et les institutions par lesquels les Ukrainiens peuvent raconter leur propre histoire.**



Volodymyr et Olena Zelensky rendent hommage aux victimes devant Souvenir amer de l'enfance, à Kyiv, le 23 novembre 2024.

Conclusion

Des millions de personnes sont mortes en Ukraine tandis que des politiques dépouillaient les foyers de leur nourriture et réduisaient leurs possibilités de survie. Pour les personnes touchées, un quota céréalier n'était pas une abstraction économique : il pouvait décider si les enfants mangeraient, s'il resterait des semences pour une nouvelle récolte et si une famille survivrait. Se souvenir de l'Holodomor commence par ces vies et les communautés brisées autour d'elles.

Les éléments disponibles étayent la reconnaissance de l'Holodomor comme génocide : la privation délibérée est devenue un instrument de l'offensive contre la vie nationale ukrainienne. Les dirigeants savaient que la population mourait de faim. Les saisies punitives et les restrictions à la fuite continuaient pourtant, tandis que la politique de collecte s'associait aux accusations de déloyauté ukrainienne et au renversement de l'ukrainisation. L'existence d'autres victimes soviétiques ne permet pas de voir dans la catastrophe ukrainienne un accident dont le régime ne serait pas responsable. Au contraire : la disposition du régime à déraciner ou détruire des populations entières rend cette explication moins crédible. La destruction des communautés rurales dévastait aussi les familles, la langue et les institutions par lesquelles une culture nationale se perpétuait. La désorganisation agricole explique une partie de la crise ; elle ne fait pas disparaître les choix qui ont transformé la faim en instrument de destruction nationale.

Reconnaître cet objectif n'exige pas de choisir une seule explication de la violence soviétique. Transformation économique coercitive, pouvoir politique sans contrôle et domination impériale se renforçaient mutuellement. Un État qui contrôlait la production contrôlait aussi le récit public de ses conséquences ; les avertissements pouvaient être supprimés et les objections requalifiées en sabotage ou en nationalisme. Les distinctions entre famine, démocide et génocide comptent ; un désaccord sur une qualification ne peut toutefois transformer ces décisions en accident innocent. Les réalisations industrielles ne peuvent pas davantage annuler la responsabilité de ceux qui subordonnaient la survie aux priorités de l'État.

La réponse internationale montre pourquoi la lutte autour des preuves compte : ceux qui savaient que l'on mourait massivement de faim se trouvaient eux aussi devant un choix moral. Hors de l'Union soviétique, on pouvait apprendre l'existence de la famine et trouver encore des raisons de la tolérer. Les reportages de Duranty associaient minimisation et justification : ils obscurcissaient l'ampleur des souffrances tout en présentant les victimes comme un coût acceptable de la transformation socialiste. Objectifs diplomatiques, débouchés commerciaux et espoirs idéologiques pouvaient rendre ce récit commode, même s'ils impliquaient des acteurs et des mobiles différents. Le déni offrait donc plus que l'assurance qu'une catastrophe n'avait pas lieu.

Il pouvait aussi dispenser les lecteurs de se soucier d'une catastrophe qu'ils avaient des raisons de croire réelle. Walter Duranty, *proto-vatnik* lauréat du Pulitzer, a contribué à rendre la famine ukrainienne tolérable pour les publics étrangers ; **les vatniks actuels encouragent la même indifférence alors que les Ukrainiens sont bombardés et torturés, leurs communautés occupées et leurs enfants déportés.** Par le déni, la minimisation, l'euphémisme, la rationalisation, la culpabilisation des victimes, la diversion et les fausses équivalences, ces discours peuvent finir par évacuer l'obligation même de s'en soucier et d'agir.

L'appropriation des récoltes, la coercition exercée sur les institutions religieuses, la répression de l'enseignement ukrainien et le retrait d'un mémorial de l'Holodomor donnent au conflit autour de l'histoire un enjeu immédiat. Le rejet officiel du ciblage national de l'Holodomor accompagne de nouvelles attaques contre l'existence indépendante de l'Ukraine. La question soulevée par la commémoration dépasse donc la réputation de Staline : qui a l'autorité de gouverner la terre ukrainienne, de faire vivre les institutions ukrainiennes et de raconter l'histoire ukrainienne ?

Les Ukrainiens ont continué de répondre par la survie, la résistance et la préservation des témoignages. Familles, témoins, chercheurs et communautés ont maintenu vivants les noms, la langue et les savoirs malgré les tentatives de les réduire au silence. Leur travail redonne une place aux personnes et aux expériences que les récits officiels cherchaient à effacer. **En cette journée de commémoration de l'Holodomor, honorer les victimes, c'est aussi affirmer le droit des Ukrainiens d'aujourd'hui à vivre, à vivre libres et à déterminer leur propre avenir.**



Bougies et épis de blé lors de la journée de commémoration de l'Holodomor, Lviv, 23 novembre 2013.

Références

Lectures recommandées

Pour approfondir l'Holodomor, son contexte soviétique et sa portée actuelle, nous recommandons les ouvrages suivants. Les trois premiers offrent l'introduction la plus large. Les autres sont regroupés par thème, les plus importants figurant en tête de chaque groupe.

Pour commencer

1. Anne Applebaum — *Red Famine: Stalin's War on Ukraine*

Le principal ouvrage d'accompagnement sur l'Holodomor : collectivisation, saisies alimentaires, fuite bloquée et offensive contre la vie nationale ukrainienne, à partir de documents et de témoignages personnels.

2. Timothy Snyder — *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*

Les massacres soviétiques et nazis en Europe orientale. Snyder relie famine, occupation et Shoah tout en examinant les différences de politiques, d'intentions et de victimes entre les deux régimes.

3. Serhii Plokhy — *The Gates of Europe: A History of Ukraine*

L'histoire longue de l'Ukraine : empires concurrents, frontières changeantes, langue et luttes pour l'indépendance. Une base pour comprendre la vie nationale ukrainienne, sa survie et sa capacité d'action politique.

La famine et le pouvoir soviétique

1. Bohdan Klid et Alexander J. Motyl, dir. — *The Holodomor Reader: A Sourcebook on the Famine of 1932–1933 in Ukraine*

Documents, correspondance, témoignages, recherches et analyses juridiques. Le meilleur point de départ pour examiner directement les preuves, notamment les décisions des dirigeants et l'analyse de la destruction nationale par Lemkin.

2. R. W. Davies et Stephen G. Wheatcroft — *The Years of Hunger: Soviet Agriculture, 1931–1933*

Une reconstitution détaillée des récoltes, des prélèvements et de la politique agricole. À lire avec Applebaum pour comparer les explications de la crise, la responsabilité des dirigeants et l'évolution de l'intention.

3. Robert Conquest — *The Harvest of Sorrow: Soviet Collectivization and the Terror-Famine*

Un récit précurseur et influent de la collectivisation et de la terreur par la famine, y compris dans sa dimension nationale ukrainienne. À confronter aux recherches archivistiques et démographiques ultérieures pour suivre l'évolution du débat historique.

4. Terry Martin — *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923–1939*

La politique soviétique des nationalités, l'ukrainisation et son renversement. Martin examine comment un même État pouvait promouvoir, contrôler, puis attaquer les langues, les élites et les institutions nationales.

5. Elena Osokina — *Stalin's Quest for Gold: The Torgsin Hard-Currency Shops and Soviet Industrialization*

Comment les pénuries et la famine poussaient les citoyens à échanger leurs objets de valeur contre de la nourriture, et comment l'État transformait ces transactions en financement industriel. Une étude précise de la survie et des prélèvements.

6. Sarah Cameron — *The Hungry Steppe: Famine, Violence, and the Making of Soviet Kazakhstan*

L'ouvrage de référence pour l'Asharshylyq : sédentarisation forcée, destruction des moyens de subsistance pastoraux, fuite et transformation violente de la société kazakhe. Il approfondit la comparaison entre mécanismes soviétiques communs et expériences nationales distinctes.

7. Sheila Fitzpatrick — *Stalin's Peasants: Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivization*

Résistance rurale, dépendance et survie dans l'agriculture collective. Cette histoire sociale complète les études consacrées à l'Ukraine ; le chapitre 5, « A Second Serfdom? », développe la comparaison institutionnelle.

8. Robert C. Allen — *Farm to Factory: A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution*

Une réévaluation économique de l'industrialisation et de la collectivisation. À lire avec le compte rendu de Mark Harrison, qui conteste la faisabilité d'une combinaison de contrôles industriels et d'agriculture de marché.

Le léninisme, le pouvoir soviétique et ses défenseurs

1. Stéphane Courtois — *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*

Une biographie politique retraçant la construction du pouvoir bolchevique par Lénine et soutenant la thèse des origines léninistes du totalitarisme. L'édition revue et augmentée de 2024 accompagne la discussion des institutions fondatrices dont Staline a hérité et qu'il a transformées.

2. Stéphane Courtois, dir., avec Nicolas Werth et d'autres contributeurs — *Le livre noir du communisme*

Une histoire collective de la répression communiste. Pour le cas soviétique, commencer par l'étude de Nicolas Werth, « Un État contre son peuple », qui traite de la police politique, de la terreur, des famines et des camps. L'étude historique de Werth et l'introduction de Courtois apportent des contributions distinctes au débat sur la violence et la responsabilité politique.

3. Nicolas Werth — *Un État contre son peuple. De Lénine à Poutine*

La version revue et considérablement augmentée de la contribution de Werth au Livre noir du communisme. Commencer par les chapitres 2–6 sur la police politique, la Terreur rouge, les violences de la guerre civile, la résistance paysanne, la famine et la transition vers le pouvoir de Staline. Les chapitres ultérieurs relient collectivisation, répression de masse et lutte autour de la mémoire soviétique.

4. Thierry Wolton — *Histoire mondiale du communisme, vol. I, Les bourreaux*

Le premier volume examine le communisme du côté de ceux qui exercent le pouvoir. Un complément comparatif plus large pour comprendre l'idéologie, les institutions du parti et la coercition, et pour étudier l'action des dirigeants au sein des systèmes politiques.

5. Thierry Wolton — *Histoire mondiale du communisme, vol. II, Les victimes*

Le deuxième volume examine le pouvoir communiste du côté de ceux qui le subissent : surveillance, coercition, travail forcé, déportation et faim. Il complète Les bourreaux en mettant en lumière les conséquences humaines du pouvoir du parti, en regard des développements du dossier sur la survie et la répression ukrainiennes.

6. Thierry Wolton — *Une histoire mondiale du communisme, vol. III, Les complices*

Le troisième volume examine les soutiens politiques, intellectuels et économiques internationaux qui ont aidé les régimes communistes à durer. Il accompagne la discussion des compagnons de route, des admirateurs occidentaux, de la propagande et de la défense du pouvoir soviétique.

Staline, la dictature et la politique étrangère

1. Oleg V. Khlevniuk — *Stalin: New Biography of a Dictator*

Le point de départ le plus concis pour la vie et le règne de Staline, à partir des archives soviétiques. Il relie ses décisions personnelles, son entourage et son recours à la terreur aux institutions qui soutenaient sa dictature.

2. Stephen Kotkin — *Stalin: Paradoxes of Power, 1878–1928*

Le premier volume suit Staline de la Géorgie à la révolution et à la consolidation du pouvoir du parti. Il replace son ascension dans l'histoire plus large de l'Empire russe, du bolchevisme et de la politique internationale ; à lire avant Waiting for Hitler pour suivre l'ensemble du parcours biographique.

3. Stephen Kotkin — *Stalin: Waiting for Hitler, 1929–1941*

La dictature de Staline, la transformation agricole, la Grande Terreur et le chemin vers le pacte avec Hitler. Cette vaste biographie articule idéologie, institutions et décisions individuelles dans un même récit.

4. Simon Sebag Montefiore — *Stalin: The Court of the Red Tsar*

L'entourage de Staline : clientélisme, liens familiaux, peur et intimité du pouvoir arbitraire. Un complément vivant aux biographies institutionnelles, montrant le fonctionnement des relations personnelles dans un gouvernement capable de massacres.

5. Richard Overy — *The Dictators: Hitler's Germany and Stalin's Russia*

Une comparaison du fonctionnement des deux dictatures, de leur mobilisation des soutiens et de leur organisation de la répression. Elle aide à distinguer leurs idéologies et leurs institutions tout en examinant les interactions entre dirigeants, élites et sociétés.

6. Roger Moorhouse — *The Devils' Alliance: Hitler's Pact with Stalin, 1939–1941*

L'ouvrage d'accompagnement consacré au pacte Molotov–Ribbentrop : négociations, coopération germano-soviétique et occupation de l'Europe orientale. Il examine le sort des populations soumises aux arrangements territoriaux du pacte, parallèlement aux négociations diplomatiques.

7. Constantine Pleshakov — *Stalin's Folly: The Tragic First Ten Days of World War II on the Eastern Front*

Un récit ciblé des décisions de Staline et de la catastrophe militaire soviétique de juin 1941. Sa thèse sur les intentions offensives soviétiques exige une confrontation aux travaux des spécialistes de l'histoire militaire ; à utiliser pour examiner le jugement du dictateur, et non comme explication définitive de tous les plans de guerre soviétiques.

8. Piotr R. Frankowski — *The Secret Red Alliance: How the Soviet Union Planned to Use Germany to Take Over the World*

Étude à paraître sur la coopération industrielle et militaire soviétique avec l'Allemagne de Weimar et l'Allemagne nazie. Un complément potentiel à l'étude du commerce germano-soviétique ; Pen & Sword annonce une publication le 30 avril 2027.

Économie et responsabilité politique

1. Amartya Sen — *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*

Explique la famine par la capacité des personnes à obtenir de la nourriture autant que par les approvisionnements disponibles. Les comparaisons éclairent les questions de propriété, d'échange, de privation et de responsabilité.

2. R. J. Rummel — *Death by Government*

Développe le démocide comme cadre d'analyse des meurtres commis par les gouvernements, au-delà de la définition juridique du génocide. Ses estimations comparatives de mortalité doivent être lues avec les recherches historiques et démographiques spécialisées.

3. Ludwig von Mises — *Economic Calculation in the Socialist Commonwealth*

Un exposé fondateur et concis de l'argument sur le calcul économique : propriété, échange et prix permettant de comparer les choix de production. Un complément théorique aux études historiques de l'agriculture soviétique.

4. F. A. Hayek — *Individualism and Economic Order*

L'analyse de Hayek sur les connaissances dispersées, la concurrence et le calcul socialiste. Commencer par « The Use of Knowledge in Society » et les essais sur le calcul socialiste, qui développent des arguments distincts de ceux de Mises.

5. F. A. Hayek — *The Road to Serfdom*

Les rapports entre planification intégrale et pouvoir coercitif. Les chapitres sur la démocratie, l'État de droit et « The End of Truth » sont particulièrement pertinents pour l'argument institutionnel du dossier.

6. Leszek Kołakowski — *Main Currents of Marxism*, notamment le volume III, *The Breakdown*

L'histoire intellectuelle du marxisme et les racines institutionnelles du stalinisme. Voir surtout le chapitre XIII du volume III, dont l'analyse du rapport de Khrouchtchev examine les limites d'une condamnation de Staline qui protégerait le système l'ayant soutenu.

7. Jörg Guido Hülsmann — *Mises: The Last Knight of Liberalism* (2007)

Une biographie détaillée de Mises : ses origines à Lviv, son travail à Vienne, le débat sur le calcul, l'exil et sa carrière américaine. Elle replace ses arguments économiques dans l'histoire politique et intellectuelle du XXe siècle.

Comparaisons, propagande et mémoire historique

1. Jade McGlynn — *Memory Makers: The Politics of the Past in Putin's Russia*

Comment les récits patriotiques, les commémorations et le passé soviétique contribuent à légitimer le pouvoir de Poutine et la guerre russe. Le complément contemporain le plus proche de la discussion du dossier sur la mémoire historique.

2. Eugene Finkel — *Intent to Destroy: Russia's Two-Hundred-Year Quest to Dominate Ukraine*

Les efforts russes pour dominer l'Ukraine sous les pouvoirs impérial, soviétique et poutinien. Un récit plus large de l'effacement national, de l'évolution des politiques et de la lutte pour l'indépendance ukrainienne.

3. Timothy Snyder — *Black Earth: The Holocaust as History and Warning*

La comparaison avec la Shoah approfondie : idéologie raciale, nourriture et territoire, citoyenneté et destruction des protections étatiques. Snyder examine les conditions qui ont rendu possibles les massacres.

4. Stephen Koch — *Double Lives: Stalin, Willi Münzenberg, and the Seduction of the Intellectuals*

L'influence stalinienne dans la vie intellectuelle occidentale par les organisations, les publications et le prestige culturel. L'édition révisée de 2004 développe le rôle des intermédiaires culturels et des voix apparemment indépendantes.

5. Martin Amis — *Koba the Dread: Laughter and the Twenty Million*

Une polémique littéraire sur Staline et l'indulgence des intellectuels occidentaux envers le communisme, associant histoire et mémoire personnelle et familiale. À lire avec les biographies fondées sur les archives : sa force est morale et littéraire, sans remplacer une reconstitution historique fondée sur les sources.

6. Pekka Kallioniemi et Morten Hammeken — *Vatnik Soup: The Ultimate Guide to Russian Disinformation*

La désinformation russe contemporaine, ses promoteurs et les réseaux par lesquels elle se diffuse. Un complément à la discussion du dossier sur la manière dont réputation publique, engagement politique et prétentions d'expertise peuvent donner du crédit aux apologies de la violence d'État.

7. Bertrand M. Patenaude — *The Big Show in Bololand: The American Relief Expedition to Soviet Russia in the Famine of 1921*

Les secours américains contre la famine de 1921–1923, y compris en Ukraine, et leurs rapports avec les autorités bolcheviques. Une histoire plus complète de l'accès des secours, des obstacles et de la mémoire ultérieure de cette aide.

Catalogue des sources

L'Holodomor : vue d'ensemble historique

[1] **Holodomor Research and Education Consortium.** « Holodomor Basic Facts ». holodomor.ca.

[2] **Ukrainian Institute of National Memory.** « "What is Holodomor" (English information booklet, p. 2) ». old.uinp.gov.ua.

[3] **Canadian Institute of Ukrainian Studies, Internet Encyclopedia of Ukraine.** « Famine-Genocide of 1932–3 ». encyclopediaofukraine.com.

[4] **Український інститут національної пам'яті.** « Публікації: Бібліографія Голодоморів ». old.uinp.gov.ua.

[5] **Ярослав Грицак.** « Етимологія Голодомору ». uamoderna.com.

[6] **Ústav pro jazyk český.** « Slovník spisovného jazyka českého: hladomor ». ssjc.ujc.cas.cz.

[7] **Ottův slovník naučný.** « Hladomorna, sv. 11 (1897), s. 330 ». cs.wikisource.org.

[8] **Павло Штепа.** « Знадібки до словника чужослів (Торонто, 1967), с. 26 ». file.lib.in.ua.

[9] **Nataliya Kovalchuk.** « From a Person to a Genocide: The Origins of the Word Holodomor ». uamoderna.com.

[10] **Anne Applebaum.** « Red Famine (2017), chapter 7: grain exports to Germany, 1929–1931 (printed p. 162) ». anneapplebaum.com.

Ordres, correspondance et documents de première main

[11] **Holodomor Research and Education Consortium.** « Key Documents ». holodomor.ca.

[12] **Bohdan Klid and Alexander J. Motyl, editors.** « The Holodomor Reader: Documents ». holodomor.ca.

[13] **Bohdan Klid and Alexander J. Motyl, editors.** « The Holodomor Reader: Legal Assessments, including Raphael Lemkin's Soviet Genocide in Ukraine (1953) ». holodomor.ca.

[14] **Harvard Ukrainian Research Institute.** « MAPA: Sowing Grain Procurement, Loans and Stocks in Ukraine, 1932–1933 ». gis.huri.harvard.edu.

[15] **Feigin to Sergo Ordzhonikidze, 9 April 1932.** « Western Siberian collective farms, Library of Congress translation ». loc.gov.

[16] **V. I. Lenin.** « Secret letter via Molotov to the Politburo on church valuables, 19 March 1922, Library of Congress translation ». loc.gov.

[17] **Joseph Stalin.** « July 1928 plenum: "Industrialisation and the Grain Problem" (9 July) and "On the Bond Between the Workers and Peasants and on State Farms" (11 July), Works, volume 11 ». marxists.org.

[18] **TsUNKhU of Gosplan.** « СССР в цифрах [USSR in Figures] (Moscow, 1935), pp. 574–575: principal commodity exports ». en.liberpedia.org.

[19] **Wikimedia / Russian Wikipedia.** « Export27-33.jpg, historical export-table file record ». ru.wikipedia.org.

[20] **Franklin D. Roosevelt and Maxim Litvinov.** « Memorandum of 15 November 1933, FRUS, The Soviet Union, 1933–1939, document 22, pp. 26–27 ». history.state.gov.

[21] **R. Walton Moore to Francis B. Sayre.** « Memorandum of 19 July 1934, FRUS, The Soviet Union, 1933–1939, document 127, pp. 119–121 ». history.state.gov.

[22] **Holodomor Education.** « Decree on Protection of Property, 7 August 1932 ». holodomoreducation.org.

[23] **Joseph Stalin.** « Letter to Lazar Kaganovich on changing the Ukrainian SSR leadership, 11 August 1932, HREC Education excerpt ». education.holodomor.ca. RGASPI, fonds 81, inventaire 3, dossier 99, feuillets 144–151. Publié dans *Сталин и Каганович. Переписка. 1931–1936 гг.* (2001), p. 273–274.

[24] **Joseph Stalin.** « "The Tasks of Business Executives", speech of 4 February 1931, Works, volume 13 ». marxists.org.

[25] **German and Soviet governments.** « Secret Additional Protocol to the Nonaggression Treaty, 23 August 1939 (English translation) ». avalon.law.yale.edu.

[26] **Friedrich-Werner von der Schulenburg.** « Telegram No. 190, 19 August 1939, transmitting the Soviet draft nonaggression pact ». avalon.law.yale.edu.

[27] **Karl Schnurre.** « German Foreign Office memorandum of 26 February 1940 on the commercial agreement of 11 February 1940 ». avalon.law.yale.edu.

[28] **USSR Council of People's Commissars and Communist Party Central Committee.** « "On the Compulsory Delivery of Grain to the State by Collective Farms and Individual Households", decree of 19 January 1933 ». istmat.org.

[29] **Italy and the USSR.** « Pact of Friendship, Non-Aggression and Neutrality, signed at Rome on 2 September 1933, League of Nations Treaty Series 148, no. 3418, pp. 319–329 ». treaties.un.org.

[30] **Council of People's Commissars of the Ukrainian SSR and CC CP(B)U.** « resolution on blacklisting villages, 6 December 1932; Library of Congress translation ». loc.gov.

[31] **Joseph Stalin.** « “To Comrade Kaganovich and the Other Members of the Political Bureau of the Central Committee, Ukraine C.P.(B.)”, letter of 26 April 1926, Works, volume 8, pp. 157–163 (Moscow, 1954) ». marxists.org.

[32] **Joseph Stalin.** « “Congress of the Peoples of the Terek Region”, report and concluding remarks of 17 November 1920, Works, volume 4 (Moscow, 1953) ». marxists.org.

[33] **Andrea Graziosi.** « Lettere da Kharkov. La carestia in Ucraina e nel Caucaso del Nord nei rapporti dei diplomatici italiani, 1932-33 (1991) ». iris.unina.it.

[34] **СНК СССР и ЦК ВКП(б).** « «Об обязательной поставке зерна государству колхозами и единоличными хозяйствами», 19 января 1933 г.; Электронная библиотека исторических документов ». docs.historyrussia.org.

[35] **Joseph Stalin.** « “The Immediate Tasks of the Party in the National Question”, theses of 10 February 1921, Works, volume 5 (Moscow, 1954) ». marxists.org.

[36] **V. I. Lenin.** « Letter to Mikhail Frunze, 18 May 1921 ». marxists.org.

[37] **V. I. Lenin.** « Note to V. M. Mikhailov with a draft Politburo resolution on food work in Ukraine, 9 November 1921 ». leninism.su.

[38] **Council of People’s Commissars.** « On the Surrender of Arms, 10 December 1918, Article 933 and accompanying instruction ». istmat.org.

[39] **All-Ukrainian Revolutionary Committee.** « Declaration on military policy in Ukraine, 22 January 1920, section 4 ». docs.historyrussia.org.

[40] **Library of Congress.** « Lenin’s telegram ordering public hangings in Penza, 11 August 1918 ». loc.gov.

[41] **Harvard Ukrainian Research Institute.** « Blacklisted Localities, MAPA Digital Atlas of Ukraine ». gis.huri.harvard.edu.

[42] **Vladimir Lenin.** « Draft resolution on party unity, Tenth Party Congress, March 1921 ». marxists.org.

[43] **Joseph Stalin.** « The Foundations of Leninism (1924), chapter VIII, The Party ». marxists.org.

[44] **V. I. Lenin.** « To J. V. Stalin and all members of the Politburo, 26 August 1921; Collected Works, vol. 45, pp. 268–270 ». marxists.org.

[45] **House of Lords.** « Famine in Russia, 11 August 1921; Lord Emmott’s description of the Russian public relief committee, HL Deb vol. 43, cols. 508–509 ». api.parliament.uk.

[46] **V. I. Lenin.** « Letter to D. I. Kursky, 17 May 1922; Collected Works, vol. 33, pp. 358–359 ». marxists.org.

[47] **Bundesarchiv.** « Lipezk: secret Reichswehr aviation school and testing site, including the agreement of 15 April 1925 ». weimar.bundesarchiv.de.

[48] **German cabinet minutes, 2 October 1931.** « Soviet timber, petrol and grain against German goods or credit ». aktenreichskanzlei.bundesarchiv.de.

[49] **Stalin to Mikhail Sholokhov, 6 May 1933.** « official archival record ». docs.historyrussia.org.

[50] « Внешняя торговля Союза Советских Социалистических Республик за первую пятилетку (за период с 1928 по 1933 г.) (1933), Table Va, p. 45; year-end supplement, pp. 96–97 ». istmat.org.

[51] « Внешняя торговля СССР за 20 лет, 1918–1937 гг. (1939), pp. 86, 90, 94: Germany wheat, rye and barley ». istmat.org.

[52] **Внешняя торговля СССР за 20 лет, 1918–1937 гг. (1939).** « statistical definitions ». istmat.org.

[53] **Политбюро ЦК ВКП(б).** « Директивы к переговорам с Германией о расширении советского экспорта (15 октября 1931 г.), пп. 2–4 ». istmat.org.

[54] **Народный комиссариат внешней торговли СССР.** « Докладная записка «Внешне-торговая политика СССР» (12 января 1934 г.), разделы I и III (Германия) ». istmat.org.

[55] **U.S. Wheel Track Layer Corporation / Amtorg Trading Corporation.** « Гусенично-колесный танк «Кристи»: договор (28 апреля 1930 г.), преамбула и §§ 1, 9–10 ». t34inform.ru.

Pertes humaines et géographie

[56] **Harvard Ukrainian Research Institute.** « MAPA Great Famine Project ». gis.huri.harvard.edu.

[57] **Рудницький, Левчук, Воловина, Шевчук і Ковбасюк.** « Демографія штучно викликаної людської катастрофи: масовий голод 1932–1933 рр. в Україні (2015) ». dse.org.ua.

[58] **Andrei Markevich, Natalya Naumenko and Nancy Qian.** « “The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33”, Review of Economic Studies 92(5), October 2025, pp. 3276–3305 ». academic.oup.com.

[59] **Andrei Markevich, Natalya Naumenko and Nancy Qian.** « “The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33”, author-linked published advance-access full text, DOI 10.1093/restud/rdae091 (2024) ». drive.google.com.

[60] **Andrei Markevich, Natalya Naumenko and Nancy Qian.** « “The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33”, NBER Working Paper 29089, July 2021, revised November 2022; Yale-hosted copy ». economics.yale.edu.

[61] **Oleh Wolowyna, Nataliia Levchuk and Alla Kovbasiuk.** « “Monthly Distribution of 1933 Famine Losses in Soviet Ukraine and the Russian Soviet Republic at the Regional Level” (2020), Nationalities Papers 48(3), pp. 530–548 ». doi.org.

[62] **Holodomor Research and Education Consortium.** « Conquest Prize2025: Markevich, Naumenko and Qian ». holodomor.ca.

[63] **Omelian Rudnytskyi, Nataliia Levchuk, Oleh Wolowyna, Pavlo Shevchuk and Alla Kovbasiuk.** « Demography of a Man-Made Human Catastrophe: The Case of Massive Famine in Ukraine 1932–1933, Canadian Studies in Population 42, nos. 1–2 (2015), pp. 53–80 ». history.org.ua.

[64] **Рудницький, Левчук, Воловина, Шевчук і Ковбасюк.** « Демографія штучно викликаної людської катастрофи, завершення українського перекладу, Демографія та соціальна економіка 3 (25), 2015, с. 43–63 ». dse.org.ua.

[65] **Harvard Ukrainian Research Institute.** « MAPA, Total Direct Famine Losses in Ukraine by Region, 1932–1934 ». gis.huri.harvard.edu.

[66] **Harvard Ukrainian Research Institute.** « MAPA, Demographic Research ». gis.huri.harvard.edu.

[67] **Nataliia Levchuk, Oleh Wolowyna, Omelian Rudnytskyi, Alla Kovbasiuk and Natalia Kulyk.** « Regional 1932–1933 Famine Losses: A Comparative Analysis of Ukraine and Russia, Nationalities Papers (2020) ». doi.org.

[68] **MAPA Digital Atlas of Ukraine.** « April1933 administrative division ». gis.huri.harvard.edu.

[69] **MAPA Digital Atlas of Ukraine.** « Sowing Grain Stocks Procurement Plan Fulfillment in Ukraine,1933 ». gis.huri.harvard.edu.

Morts de masse : comparaison et estimations

[70] **R. J. Rummel.** « Death by Government, Table 1.5: Some Major Episodes and Cases of Democide ». hawaii.edu.

[71] **World Peace Foundation.** « Historic Famines, 1870–2024: reference table (2025) ». worldpeacefoundation.org.

[72] **World Health Organization.** « Plague: historical Black Death mortality in Europe ». who.int.

[73] **Jeffery K. Taubenberger and David M. Morens / CDC.** « 1918 Influenza: the Mother of All Pandemics (2006) ». wwwnc.cdc.gov.

[74] **UNAIDS.** « Global HIV & AIDS statistics: 2025 data released in 2026 ». unaids.org.

[75] **World Health Organization.** « COVID-19-associated excess mortality in 2020 and 2021 (5 May 2022) ». who.int.

[76] **United States Holocaust Memorial Museum.** « Introduction to the Holocaust ». encyclopedia.ushmm.org.

[77] **Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia.** « Understanding the ECCC ». eccc.gov.kh.

[78] **United States Holocaust Memorial Museum.** « Statement on the centenary of the Armenian genocide (2015) ». ushmm.org.

[79] **United States Holocaust Memorial Museum.** « Rwanda: genocide against the Tutsi ». ushmm.org.

[80] **United States Geological Survey.** « This Dynamic Planet: reported death toll of the 1556 Shaanxi earthquake ». pubs.usgs.gov.

[81] **Nicolas Werth / Sciences Po.** « Mass Crimes under Stalin, 1930–1953 ». sciencespo.fr.

[82] **Our World in Data.** « Historical famine dataset: Great Hunger mortality in Ireland, citing Ó Gráda ». ourworldindata.org.

[83] **World Peace Foundation.** « Famine Datasets Methodological Annex (May 2025) ». worldpeacefoundation.org.

[84] **United States Holocaust Memorial Museum.** « How Many People did the Nazis Murder? » encyclopedia.ushmm.org.

[85] **Erik van Ree.** « Problems of Communism: Gulag Authorities and Gulag Victims (2012) ». cambridge.org.

[86] **Israel Central Bureau of Statistics.** « On the Occasion of Holocaust Heroes and Remembrance Day: Jews in Israel and throughout the world (25 April 2022), release 133/2022 ». cbs.gov.il.

[87] **United States Holocaust Memorial Museum.** « European Jewish population distribution, circa 1933 ». encyclopedia.ushmm.org.

[88] **National Bureau of Statistics of China.** « Historical population series, 1949–1999 ». stats.gov.cn.

[89] **Ministry of Human Resources and Social Security / NBS.** « China Labour Statistical Yearbook 2003, population and composition (end of year) ». mohrss.gov.cn.

[90] **H. G. W. Woodhead, editor.** « The China Year Book 1926–7, p. 3: 1923 postal estimates of provincial populations ». archive.org.

[91] **A. G. Wenley and John A. Pope.** « China, Smithsonian War Background Studies 20 (1944), p. 4: provincial populations from China Handbook 1937–43 ». bpb-ca-c1.wpmucdn.com.

[92] **David Crockett Graham.** « Folk Religion in Southwest China, Smithsonian Miscellaneous Collections 142, no. 2 (1961), p. 15: early/mid-1930s provincial population estimates ». repository.si.edu.

[93] **Angela Shpolberg.** « On the “Russo-American fever”: Henry Wadsworth Longfellow Dana and the Gorki Fund, The New England Quarterly 88, no. 3 (2015), pp. 509–526 ». doi.org.

[94] **Tamás Krausz.** « The Characteristics of the Nazi Genocide in the Soviet Union and in Hungary: pre-invasion population of occupied territories ». russianstudies.hu.

[95] **S. N. Prokopovich.** « Народное хозяйство СССР, historical population table: pre-event Soviet-territory population in 1917 ». istmat.org.

[96] **Ю. А. Поляков, editor.** « Население России в XX веке, том 2: 1940–1959 (2001), pp. 12–13: the June 1941 population reconstruction ». djvu.online.

[97] **Leo Amery.** « Population Statistics, House of Commons, 22 October 1942: Bengal’s population in the 1941 census ». hansard.parliament.uk.

[98] **Pierre van der Eng.** « Mortality from the 1944–1945 famine in Java, Indonesia, Asia-Pacific Economic History Review 64, no. 2 (2024), pp. 192–212, Table 3 ». onlinelibrary.wiley.com.

[99] **International Bank for Reconstruction and Development.** « The Polish Economy Today: population immediately before the Second World War ». documents1.worldbank.org.

[100] **United Nations.** « Report of the Group of Experts for Cambodia, A/53/850–S/1999/231 (16 March 1999), paragraph 35: April 1975 population estimates ». eccc.gov.kh.

[101] « Первые зарубежные оценки динамики населения СССР между переписями 1926 и 1939 годов, Демоскоп Weekly (2025), Table 3: start-1930 population reconstructions ». db.demoscope.ru.

[102] **World Bank.** « Bangladesh: Current Economic Performance and Short-Term Prospects, report 1038-BD (22 March 1976), Table 1.1: population estimates at January 1, 1960–1980 ». documents1.worldbank.org.

[103] **Anne Applebaum.** « Inside the Gulag (The New York Review of Books, 15 June 2000) ». anneapplebaum.com.

[104] **Edwin Bacon.** « Glasnost’ and the Gulag: New Information on Soviet Forced Labour around World War II (Soviet Studies 44/6, 1992) ». doi.org.

[105] **Страна Советов за 50 лет.** « Численность населения СССР (Статистика, Москва, 1967, p. 15) ». istmat.org.

Autres famines, plan de la faim et Shoah

[106] **Frank Dikötter.** « Mao’s Great Famine: The History of China’s Most Devastating Catastrophe, 1958–1962 ». bloomsbury.com.

[107] **United States Holocaust Memorial Museum.** « The German Army and the Racial Nature of the War against the Soviet Union ». encyclopedia.ushmm.org.

[108] **United States Holocaust Memorial Museum.** « The Treatment of Soviet POWs: Starvation, Disease, and Shootings, June 1941–January 1942 ». encyclopedia.ushmm.org.

[109] **Національний музей Голодомору-геноциду.** « Голодомор-геноцид та масові штучні голоди: в чому різниця? » holodomormuseum.org.ua.

[110] **Hoover Institution Library & Archives.** « American Relief Administration in Soviet Russia: Introduction & Background ». guides.hoover.org.

[111] **Bertrand M. Patenaude.** « The Big Show in Bololand: The American Relief Expedition to Soviet Russia in the Famine of 1921 ». hoover.org.

[112] **John D. Hickerson / US Department of State.** « Memorandum to Robert A. Lovett, 27 May 1948: Postwar UNRRA aid (FRUS 1948, volume IV, document 589) ». history.state.gov.

[113] **Danielle Healy / Hoover Institution Library & Archives.** « A Delicate Balance in Ukraine ». histories.hoover.org.

[114] **Roman Serbyn.** « The First Man-Made Famine in Soviet Ukraine, 1921–1923, The Ukrainian Weekly (6 November 1988; archived) ». web.archive.org.

[115] **Andrij Makuch and Vasyl Markus.** « Famine of 1921–3, Internet Encyclopedia of Ukraine ». encyclopediaofukraine.com.

[116] **Andrij Makuch and Vasyl Markus.** « Famine of 1946–7, Internet Encyclopedia of Ukraine ». encyclopediaofukraine.com.

[117] **National Museum of the Holodomor.** « Famine of 21–23, exhibition (2018) ». holodomormuseum.org.ua.

[118] **National Museum of the Holodomor.** « Documentary and Photo Exhibition: Mass Famine of 1946–1947 in Soviet Ukraine (2016) ». holodomormuseum.org.ua.

[119] **Liberpedia.** « Holodomor (French research and source guide) ». fr.liberpedia.org.

[120] **Liberpedia.** « Holodomor (English research and source guide) ». en.liberpedia.org.

[121] **Iryna Yehorova.** « Ukraine : 1947, l’autre famine, interview with Yevhen Hryniv, Courrier international (9 November 2012) ». courrierinternational.com.

[122] **Helmut Heiber, editor.** « “Der Generalplan Ost”, Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 6(3), July 1958, pp. 281–325; including Erhard Wetzel’s memorandum of 27 April 1942 (NG-2325) ». ifz-muenchen.de.

[123] **Deutsches Historisches Museum.** « “Generalplan Ost”, LeMO ». dhm.de.

[124] **Madi Kapparov.** « “Asharshylyk, Holodomor in Kazakhstan”, 48-post thread (14 October 2022), Thread Reader preservation ». threadreaderapp.com.
[125] **Z. E. Kabuldinov.** « “Голод среди казахов и массовые откочевки населения в начале 30-х годов XX века”, Qazaqstan tarihy ». e-history.kz.
[126] **Liberpedia.** « Asharshylyk ». en.liberpedia.org.
[127] **Liberpedia.** « Famine in Moldova ». en.liberpedia.org.
[128] **Stanford Global Studies.** « “The Moldavian Holodomor: The Great Famine in Soviet Moldova, 1946–1947”, event page ». sgs.stanford.edu.
[129] **International Military Tribunal.** « proceedings of 20 February 1946, presentation of the District Agricultural Leader’s File of 1 June 1941 (USSR-89) ». avalon.law.yale.edu.
[130] **Hans-Joachim Riecke.** « testimony to the Ministries Case commission, 13 August 1948, transcript pp. 16025–16027 ». nuremberg.law.harvard.edu.
[131] **Sarah Cameron.** « “The Hungry Steppe: Famine, Violence, and the Making of Soviet Kazakhstan”, lecture of 28 February 2019, edited transcript published 14 March 2019 ». voicesoncentralasia.org.
[132] **Bundesarchiv.** « Rundschreiben der NSDAP-Partei-Kanzlei zur Versorgungslage im Herbst/Winter 1944 (document dated 14 December 1944; institutional contextual essay) ». bundesarchiv.de.
[133] **Sarah Cameron.** « The Kazakh Famine of the 1930s, Library of Congress interview (24 August 2016) ». blogs.loc.gov.
[134] **Iaroslav Kovalchuk / Sarah Cameron.** « Mounting Socialism on Camel’s Back: An Interview with Sarah Cameron on the Famine in Kazakhstan (Commons, 22 November 2024) ». commons.com.ua.
[135] **Isabelle Ohayon.** « La famine kazakhe : à l’origine de la sédentarisation ». sciencespo.fr.
[136] **Niccolò Pianciola.** « Sacrificing the Qazaqs: The Stalinist Hierarchy of Consumption and the Great Famine of 1931–33 in Kazakhstan (2022) ». research.unipd.it.
[137] **United States Holocaust Memorial Museum.** « Frequently Asked Questions about the Holocaust for Educators ». ushmm.org.
[138] **United States Holocaust Memorial Museum.** « “Final Solution”: Overview ». encyclopedia.ushmm.org.
[139] **Dan Michman.** « Why Is the Shoah Called ‘the Shoah’ or ‘the Holocaust’? (2021) ». doi.org.
[140] **T4 Memorial.** « The registration form procedure ». t4-denkmal.de.
[141] **Viktor Brack.** « Affidavit of 14 October 1946, introduced at the Doctors’ Trial on 16 December 1946 ». nuremberg.law.harvard.edu.
[142] **United States Holocaust Memorial Museum.** « Euthanasia Program and Aktion T4 ». encyclopedia.ushmm.org.
[143] **Elena Volkava.** « The Kazakh Famine of 1930-33 and the Politics of History in the Post-Soviet Space (Sarah Cameron lecture report, Wilson Center, 2 May 2012) ». wilsoncenter.org.

Génocide, démocide et responsabilité

[144] **R. J. Rummel.** « Death by Government (1994) ». hawaii.edu.
[145] **R. J. Rummel.** « Lethal Politics: Soviet Genocide and Mass Murder Since 1917 (1990) ». hawaii.edu.
[146] **R. J. Rummel.** « Statistics of Democide: Genocide and Mass Murder Since 1900 (1997) ». hawaii.edu.
[147] **R. J. Rummel.** « Definition of Democide: Chapter 2 of Death by Government (1994) ». hawaii.edu.
[148] **Bohdan Klid / Holodomor Research and Education Consortium.** « Was the Holodomor a Genocide? » holodomor.ca.
[149] **R. J. Rummel.** « Power Kills: Democracy as a Method of Nonviolence (Transaction Publishers, 1997) ». hawaii.edu.
[150] **R. J. Rummel.** « “Why Does Power Kill?”, Power Kills, chapter 13 ». hawaii.edu.
[151] **United Nations Office on Genocide Prevention.** « Definitions of Genocide and Related Crimes, including Article II of the 1948 Convention ». un.org.
[152] **Leon Trotsky.** « The Revolution Betrayed, chapter XI, section 2 ». marxists.org.
[153] **Leon Trotsky.** « The Revolution Betrayed: edition information ». marxists.org.
[154] **International Spy Museum.** « Trotsky Ice Axe ». spymuseum.org.
[155] **Roberto Gutiérrez Alcalá, Gaceta UNAM.** « Hace 80 años murió asesinado León Trotski (18 August 2020) ». gaceta.unam.mx.
[156] **United States Holocaust Memorial Museum.** « Coining a Word and Championing a Cause: The Story of Raphael Lemkin ». encyclopedia.ushmm.org.
[157] **House of the Wannsee Conference.** « Raphael Lemkin ». ghwk.de.
[158] **Center for Jewish History.** « Raphael Lemkin, Photograph 6, American Jewish Historical Society ». flickr.com.
[159] **Wikimedia Commons.** « Raphael Lemkin, Photograph 6 ». commons.wikimedia.org.
[160] **Institute of National Remembrance.** « The Katyn Massacre: Basic Facts (5 March 2020) ». eng.ipn.gov.pl.

[161] **US National Archives.** « Records Relating to the Katyn Forest Massacre ». archives.gov.
[162] **Stalin to Churchill and Roosevelt, 22 August 1944.** « FRUS 1944 III, document 1271 ». history.state.gov.
[163] **Harriman to the Secretary of State, 22 August 1944.** « FRUS 1944 III, document 1272 ». history.state.gov.
[164] **Jennifer Popowycz.** « The Allied Responses to the Warsaw Uprising of 1944 (National WWII Museum, 18 January 2022) ». nationalww2museum.org.
[165] **USHMM.** « The Warsaw Polish Uprising ». encyclopedia.ushmm.org.
[166] **Eden.** « Russia and Poland, HC Deb 27 September 1944, vol. 403, cols. 217–220 ». api.parliament.uk.
[167] **Institute of National Remembrance.** « What was the Polish Operation by the NKVD? (28 November 2017) ». eng.ipn.gov.pl.
[168] **Institute of National Remembrance.** « NKVD Order No. 00485: bilingual documentary exhibition catalogue ». ipn.gov.pl.
[169] **National WWII Museum.** « The 1941 NKVD Prison Massacres in Western Ukraine (7 June 2021) ». nationalww2museum.org.
[170] **Center for Urban History.** « City scum, nationalists or ordinary people: interethnic violence on the streets of Lviv ». lia.lvivcenter.org.
[171] **Polish History Museum.** « Sowieci walczą o rząd. Dlaczego doszło do procesu szesnastu? » muzhp.pl.
[172] **Harriman to the Secretary of State, 18 June 1945.** « FRUS 1945 V, document 262 ». history.state.gov.
[173] **ICTY.** « Judicial Supplement49: Krstić appeal,19April2004 ». icty.org.
[174] **United Nations Audiovisual Library of International Law.** « Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, introductory note ». legal.un.org.

Planification soviétique et calcul économique

[175] **Ludwig von Mises.** « Economic Calculation in the Socialist Commonwealth (1920 essay; linked English edition, 1990) ». mises.org.
[176] **Ludwig von Mises.** « Socialism: An Economic and Sociological Analysis (German original, 1922; linked English edition, 1951) ». mises.org.
[177] **Jörg Guido Hülsmann.** « Mises: The Last Knight of Liberalism (2007) ». mises.org.
[178] **Фотографії старого Львова.** « Меморіальна дошка Людвіга фон Мізеса: photograph dated 2015 ». photo-lviv.in.ua.
[179] **Center for Urban History, Lviv.** « Economics and Bureaucracy in an Open Society: 2011 conference programme ». lvivcenter.org.
[180] **Leszek Kołakowski.** « Main Currents of Marxism (especially Volume III: The Breakdown) ». wwnorton.com.
[181] **Vasyl Marochko.** « “Torgsin”: The Price in Gold of the Lives of Ukrainian Peasants during the Famine Years (1932–1933), translated by Marta D. Olynyk ». holodomor.ca.
[182] **Library of Congress / Historic American Engineering Record.** « Ford Assembly Plant, Rosie the Riveter National Historical Park, HAER CA-326-H, printed p. 28 ». tile.loc.gov.
[183] **F. A. Hayek.** « Individualism and Economic Order ». press.uchicago.edu.
[184] **F. A. Hayek.** « The Road to Serfdom ». press.uchicago.edu.
[185] **F. A. Hayek.** « The Constitution of Liberty ». press.uchicago.edu.
[186] **F. A. Hayek.** « The Use of Knowledge in Society, American Economic Review 35(4), September 1945, pp. 519–530 ». german.yale.edu.
[187] **Jörg Guido Hülsmann.** « Knowledge, Judgment, and the Use of Property, The Review of Austrian Economics 10(1), 1997, pp. 23–48 ». mises.org.
[188] **Liberpédia.** « Impossibilité du calcul économique en régime socialiste ». fr.liberpedia.org.
[189] **Liberpedia.** « Impossibility of economic calculation in the socialist commonwealth ». en.liberpedia.org.
[190] **F. A. Hayek.** « The Pretence of Knowledge, Nobel Prize lecture, 11 December 1974 ». nobelprize.org.
[191] **Nobel Foundation.** « The 1974 economics prize: Gunnar Myrdal and Friedrich August von Hayek ». nobelprize.org.
[192] **Jacek Kochanowicz.** « Introduction to the 1990 edition of Mises’s Economic Calculation in the Socialist Commonwealth, reproducing Oskar Lange’s statue remark ». mises.org.
[193] **Leszek Balcerowicz.** « Poland’s Transformation, Finance & Development 37(3), September 2000 ». imf.org.
[194] **Ludwig von Mises.** « Liberalism: In the Classical Tradition ». mises.org.
[195] **Ludwig von Mises.** « Human Action: A Treatise on Economics ». mises.org.
[196] **Ludwig von Mises.** « Memoirs (Arlene Oost-Zinner translation; Mises Institute, 2009; manuscript, 1940–42; first published, 1978) ». mises.org.
[197] **University of Graz, Graz Schumpeter Centre.** « Ludwig Mises und das Wiener Privatarchiv ». privatarchiv-mises.uni-graz.at.
[198] **Oscar Mata.** « The Secret Passage: How Amzalak and Salazar Helped Ludwig von Mises Escape the Nazis (Mises Wire, 6 December 2024) ». mises.org.

[199] **Vatnik Soup.** « Switzerland's Neutrality Initiative: Neutrality, Sovereignty and the September 2026 Vote (NAFO Policy Papers, No. 1, September 2026) ». vatniksoup.com.

[200] **Amartya Sen.** « Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation (1981) ». academic.oup.com.

[201] **Amartya Sen.** « Development as Freedom (1999) ». sen.scholars.harvard.edu.

[202] **Jean Drèze and Amartya Sen.** « Hunger and Public Action (1989) ». academic.oup.com.

[203] **Amartya Sen.** « Democracy as a Universal Value, Journal of Democracy 10(3), July 1999, pp. 3–17 ». journalofdemocracy.org.

[204] **Royal Swedish Academy of Sciences.** « The 1998 Prize in Economic Sciences: Amartya Sen, press release, 14 October 1998 ». nobelprize.org.

[205] **R. W. Davies and Stephen G. Wheatcroft.** « "The Livestock Disaster", The Years of Hunger, pp. 301–331 ». link.springer.com.

[206] **Stephen Kotkin.** « "If Stalin Had Died…", The New York Review of Books, 6 November 2014 ». nybooks.com.

[207] **Robert C. Allen.** « Farm to Factory: A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution (Princeton University Press, 2003) ». jstor.org.

[208] **Yoram Gorlizki.** « "Scandal in Riazan: Networks of Trust and the Social Dynamics of Deception", Kritika 14(2), 2013, pp. 243–278 ». research.manchester.ac.uk.

[209] **F. A. Hayek.** « Why the Worst Get on Top, The Road to Serfdom, chapter X (1944; online excerpt) ». mises.org.

[210] **Nikolai Bukharin.** « "Observations of an Economist: The Beginning of the New Economic Year" (International Press Correspondence, 19 October and 2 November 1928) ». revolutionsnewsstand.com.

[211] **Joseph Stalin.** « "The Right Deviation in the C.P.S.U.(B.)" (April 1929), Works, volume 12, pp. 1–113 (Moscow, 1954) ». marxists.org.

[212] **Joseph Stalin.** « "Grain Procurements and the Prospects for the Development of Agriculture" (brief record of Siberian statements, January 1928), Works, volume 11 (Moscow, 1954) ». marxists.org.

[213] **V. I. Lenin.** « The Agrarian Programme of Social-Democracy in the First Russian Revolution, 1905–1907: Conclusion (1907) ». marxists.org.

[214] **Joseph Stalin.** « Economic Problems of Socialism in the U.S.S.R. (1952), §2: Commodity Production Under Socialism ». marxists.org.

[215] **Yoram Gorlizki.** « "Scandal in Riazan: Networks of Trust and the Social Dynamics of Deception", Kritika 14(2), 2013, pp. 243–278: opening passage reproduced on ResearchGate ». researchgate.net.

[216] **Takeshi Hayashi.** « Historical background of technology transfer, transformation, and development in Japan (1979) ». d-arch.ide.go.jp.

[217] **Committee of the Tokio General Chamber of Commerce.** « Report on treaty revision, enclosed in John A. Bingham to William M. Evarts, 24 October 1879 (FRUS 1880, No. 422) ». history.state.gov.

[218] **Library of Congress.** « Revelations from the Russian Archives: "Collectivization and Industrialization" ». loc.gov.

[219] **Joseph Stalin.** « "The Work of the April Joint Plenum of the Central Committee and Central Control Commission", report of 13 April 1928 ». marxists.org.

[220] **Joseph Stalin.** « "On the Grain Front", talk of 28 May 1928, published in Pravda on 2 June 1928 ». marx2mao.redspark.nu.

[221] **Elena Osokina.** « "Torgsin and Stalin's Quest for Gold", Cornell University Press ». cornellpress.cornell.edu.

[222] **Liudmyla Hrynevych.** « "Stalin's Faminogenic Policies in Ukraine: The Imperial Discourse", East/West: Journal of Ukrainian Studies 8, no. 1 (2021), pp. 99–143, translated by Andrew Sorokowski ». ewjus.com.

[223] **Mark Harrison.** « review of Robert C. Allen's Farm to Factory: A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution, 6 May 2004, pp. 1–3 ». warwick.ac.uk.

[224] **Joseph Stalin.** « "National Factors in Party and State Affairs", theses for the Twelfth Party Congress, published 24 March 1923, Works, volume 5 (Moscow, 1954) ». marxists.org.

[225] **Jörg Guido Hülsmann.** « "Knowledge, Judgment, and the Use of Property", The Review of Austrian Economics 10, no. 1 (1997), pp. 23–48; readable HTML edition ». mises.org.

[226] **Elena Osokina.** « Stalin's Quest for Gold: The Torgsin Hard-Currency Shops and Soviet Industrialization, Cornell University Press, English digital edition (2021), JSTOR open-access edition ». jstor.org.

[227] **V. I. Lenin.** « The Tax in Kind, completed 21 April 1921 ». marxists.org.

[228] **Joseph Stalin.** « The Results of the First Five-Year Plan, report of 7 January 1933 ». marxists.org.

[229] **London School of Economics.** « Friedrich A. von Hayek at LSE, 26 June 2024 ». blogs.lse.ac.uk.

[230] **LSE / STICERD.** « What Goes Around Comes Around: wartime evacuation and intellectual history ». sticerd.lse.ac.uk.

[231] **Bruce Caldwell.** « Introduction to The Road to Serfdom, University of Chicago Press ». press.uchicago.edu.

[232] **F. A. Hayek.** « Nobel Banquet Speech, 10 December 1974, authorised republication ». libertarianism.org.
[233] **Bogdan Sekściński.** « “Methods of Collectivization of Agriculture in the Lublin Region in the Years 1950–1951” (Studia Iuridica Lublinensia 19, 2013) ». lsmll.journals.umcs.pl.
[234] **Dean Rusk.** « Memorandum to John F. Kennedy on Poland and PL 480 (15 November 1961), FRUS 1961–1963, XVI, document 47 ». history.state.gov.
[235] **Hungarian historical encyclopedia.** « “A mezőgazdaság helyzete és arányai a nemzetgazdaságban” (Hungary in the Twentieth Century) ». mek.oszk.hu.
[236] **Hungarian National Archives.** « “A Kádár-korszak”, Pest County archive dossier ». mnl.gov.hu.
[237] **Nigel Swain.** « Collective Farms Which Work? (Cambridge University Press), chapter 1, “Family Labour in the Achievement and Consolidation of Collectivised Agriculture, 1946–68” ». cambridge.org.
[238] **US Department of State.** « Assessment of Hungary’s New Economic Mechanism and agriculture (FRUS 1981–1988, vol. X, document 330) ». history.state.gov.
[239] **Paul Gregory.** « “An Introduction to the Economics of the Gulag”, in The Economics of Forced Labor: The Soviet Gulag (2003) ». hoover.org.
[240] **The Henry Ford.** « “Assembly Line at Ford Motor Company Moscow Plant, 1930”, THF25098, object P.O.5827 ». thehenryford.org.
[241] **University of Victoria Libraries.** « Reeling Silk in Large Skeins, Japan c. 1910 (Wikimedia Commons image record) ». commons.wikimedia.org.
[242] **Mark Harrison.** « Five-Year Plan, Encyclopedia of Modern Europe: Europe Since 1914 (2006), pp. 1097–1101 ». warwick.ac.uk.
[243] **Mark Harrison.** « Soviet Industrial Production, 1928 to 1955: Real Growth and Hidden Inflation, Journal of Comparative Economics 28:1 (2000), pp. 134–155 ». warwick.ac.uk.
[244] **Russian State Library / Wikimedia Commons.** « Кто кого? Догнать и перегнать, First AKhR Collective, poster [1929] ». commons.wikimedia.org.
[245] **Mises Institute / DickClarkMises.** « Friedrich August von Hayek (undated portrait) ». commons.wikimedia.org.
[246] **Yakov Guminer.** « Arithmetic of an industrial-financial counter-plan, 1931 (poster record) ». commons.wikimedia.org.
[247] **P. V. Alabin Museum.** « Soviet political posters, 1917–1967; Arithmetic of the counter-plan, 1931 ». alabin.ru.
[248] **George Orwell.** « Nineteen Eighty-Four (1949), part III, chapter IV ». orwell.ru.
[249] **Eugene Lyons.** « Assignment in Utopia (1937), “Two Plus Two Equals Five”, book II, chapter XV, p. 240; selected passage reproduced by Readex ». readex.com.
[250] **George Orwell.** « Review of Assignment in Utopia by Eugene Lyons, New English Weekly, 9 June 1938 ». garethjones.org.
[251] **George Orwell.** « Review of Bertrand Russell’s Power, The Adelphi, January 1939; reprinted in Bertrand Russell Society Quarterly 130–131, pp. 38–40 ». bertrandrussellsociety.org.
[252] **Mises Institute.** « Economic Calculation in the Socialist Commonwealth, 2014 edition ». store.mises.org.
[253] **Elke Wetzig.** « Amartya Sen in Cologne, 28 November 2007 (photograph) ». commons.wikimedia.org.
[254] **Oxford University Press.** « Poverty and Famines (publisher listing and cover) ». books.apple.com.
[255] **Vintage / Penguin Random House.** « Development as Freedom, 2000 paperback (cover) ». penguinrandomhousehighereducation.com.
[256] **Kyle Orton.** « Socialism Could Never Have a Human Face (21 August 2022) ». kyleorton.com.
[257] **Glamorgan Archives.** « Hughes’s ironworks and the New Russia Company, 1868–1872 ». glamarchives.gov.uk.
[258] **FRUS.** « NSC discussion of Soviet wheat purchases, 1 October 1963 ». history.state.gov.
[259] **Ludwig von Mises.** « Omnipotent Government: The Rise of the Total State and Total War (1944) ». cdn.mises.org.

Intention génocidaire et reconnaissance

[260] **Nicolas Werth / Sciences Po.** « The Great Ukrainian Famine of 1932–33 (2008) ». sciencespo.fr.
[261] **European Parliament.** « Resolution of 15 December 2022 recognising the Holodomor as genocide ». europarl.europa.eu.
[262] **Yad Vashem, Shoah Resource Center.** « Stalin and postwar antisemitic campaigns ». www.yadvashem.org.
[263] **Holodomor Research and Education Consortium.** « Conquest Prize for Contribution to Holodomor Studies: 2025 award to Markevich, Naumenko and Qian ». holodomor.ca.
[264] **National Museum of the Holodomor-Genocide.** « The History of the Holodomor ». holodomormuseum.org.ua.

[265] **Bohdan Klid and Alexander J. Motyl.** « Introduction to The Holodomor Reader (CIUS Press, 2012), publisher excerpt ». holodomor.ca.

[266] **Norman M. Naimark.** « “How the Holodomor Can Be Integrated into our Understanding of Genocide”, East/West: Journal of Ukrainian Studies 2, no. 1 (2015), pp. 117–131 ». ewjus.com.

[267] **International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia.** « Prosecutor v. Goran Jelisić, IT-95-10-A, Appeals Chamber judgment, 5 July 2001, paragraphs 46–49 ». icty.org.

[268] **Serhii Kornovenko and Oleksii Kompaniiets.** « The Policy of “Disarmament” as the Premise of Subjugation of the Ukrainian Countryside, East European Historical Bulletin 31 (2024), pp. 89–99 ». eehb.dspu.edu.ua.

Témoins, journalisme et déni

[269] **Gareth Jones.** « Berlin press release, 29 March 1933, as reported in the New York Evening Post ». garethjones.org.

[270] **Bohdan Klid and Alexander J. Motyl, editors.** « The Holodomor Reader: Survivor Testimonies, Memoirs, Diaries and Letters ». holodomor.ca.

[271] **Russian Embassy in the United States.** « Statement of 25 November 2023, reproduced by the Baltimore Council on Foreign Affairs on 26 November ». bcfausa.org.

[272] **Alexander Wienerberger / Wikimedia Commons.** « Girl and goat in Kharkiv, 1933: photograph and reuse record ». commons.wikimedia.org.

[273] **HREC Education.** « Historical Photographs of the Holodomor: Wienerberger authentication and context ». education.holodomor.ca.

[274] **Tamara Orlova / HREC sourcebook.** « Childhood memoir, published in The Day (2010), excerpt on p. 43 ». holodomor.ca.

[275] **Vasyl Lypkivsky.** « Letters during the Holodomor (1933), HREC primary-source collection ». holodomor.ca.

[276] **US Department of State.** « Foreign Relations of the United States, The Soviet Union, 1933–1939: Recognition on 16 November 1933 (documents 1–59) ». history.state.gov.

[277] **HREC / Ukrainian Canadian Congress.** « 85th-anniversary Holodomor educational material (29 August 2018) ». education.holodomor.ca.

[278] **The Pulitzer Prizes.** « Walter Duranty, 1932 winner in Correspondence ». pulitzer.org.

[279] **The Pulitzer Prize Board.** « Statement on Walter Duranty’s 1932 Prize (21 November 2003) ». pulitzer.org.

[280] **Walter Duranty.** « Russians Hungry, But Not Starving, The New York Times (31 March 1933; archived transcription) ». garethjones.org.

[281] **Walter Duranty.** « Soviet Industry Shows Big Gains, The New York Times (6 April 1933; archived transcription) ». garethjones.org.

[282] **Gareth Jones.** « Mr. Jones Replies, letter to The New York Times (13 May 1933; archived transcription) ». garethjones.org.

[283] **Stephen Koch.** « Interview with Derek Alger, Pif Magazine (1 April 2004) ». pifmagazine.com.

[284] **Sean McMeekin.** « The Red Millionaire: A Political Biography of Willi Münzenberg, Moscow’s Secret Propaganda Tsar in the West (Yale University Press, 2003) ». academic.oup.com.

[285] **Marco Carynnyk.** « The New York Times and the Great Famine, The Ukrainian Weekly (11 September 1983) ». subscription.ukrweekly.com.

[286] **Eugene Lyons.** « Assignment in Utopia (Harcourt, Brace, 1937): Moscow press corps and Gareth Jones ». garethjones.org.

[287] **Duchess of Atholl and others.** « Foreign Office debate, House of Commons (5 July 1933) ». api.parliament.uk.

[288] **Lord Ponsonby and Earl Stanhope.** « Russia debate, House of Lords (25 July 1934) ». api.parliament.uk.

[289] **US Department of State, Office of the Historian.** « Recognition of the Soviet Union, 1933 ». history.state.gov.

[290] **Tatyana Smykovskaya.** « Личность и творчество Максима Горького на страницах прессы Гулага 1930-х годов [Gorky and the Gulag Press], Australian Slavonic and East European Studies 38 (2024), pp. 1–25 ». arts.unimelb.edu.au.

[291] **Maxim Gorky, L. Averbakh and S. G. Firin, editors.** « Belomor: An Account of the Construction of the New Canal Between the White Sea and the Baltic Sea (English adaptation, 1935) ». books.google.com.

[292] **H. R. Knickerbocker.** « Famine Grips Russia, New York Evening Post (29 March 1933): Gareth Jones’s statement ». garethjones.org.

[293] **Gareth Jones.** « Famine Rules Russia, Evening Standard (31 March 1933) ». garethjones.org.

[294] **Walter Duranty.** « Portrait published in The Literary Digest History of the War (1919), Wikimedia Commons record ». commons.wikimedia.org.

[295] **S. J. Taylor.** « Stalin’s Apologist: Walter Duranty, The New York Times’s Man in Moscow (Oxford University Press, 1990), publisher preview ». api.pageplace.de.

[296] **Walter Duranty.** « Russians Hungry, But Not Starving, The New York Times (31 March 1933), p. 13 ». nytimes.com.

[297] **Ray Gamache.** « “Contextualizing FDR’s Campaign to Recognize the Soviet Union, 1932–1933: Propaganda, Famine Denial, and Ukrainian Resistance”, Harvard Ukrainian Studies 37, nos. 3–4 (2020), pp. 287–321 ». d3sa9iy9kp2h5k.cloudfront.net.

[298] **Time.** « “Foreign News: Stalin to Duranty” (8 January 1934) ». time.com.

[299] **US National Park Service.** « Arthurdale: A New Deal Community Experiment (Teaching with Historic Places, lesson 157), especially readings 1–2 ». nps.gov.

[300] **US Commission on the Ukraine Famine.** « Investigation of the Ukrainian Famine, 1932–1933: Report to Congress (22 April 1988), chapter VI, “The American Response to the Famine”, excerpt pp. 167–176 ». garethjones.org.

[301] **Louis Fischer.** « “Hearst’s Russian Famine”, The Nation (13 March 1935), datelined New York, 4 March ». garethjones.org.

[302] **Stanislav Kulchytsky.** « “Why Did Stalin Exterminate the Ukrainians? Comprehending the Holodomor. The Position of Soviet Historians” (2005), reproduced in The Holodomor Reader, scholarship extract, printed pp. 26–30 ». holodomor.ca.

[303] **National Museum of the Holodomor-Genocide.** « “Історія, збережена у «цифрі»”: оцифровано аудіокасети зі свідченнями про Голодомор (25 June 2025) ». holodomormuseum.org.ua.

[304] **Beatrice Webb.** « typescript diary, entry of 9 April 1932, PASSFIELD/1/2/10, LSE Digital Library ». digital.library.lse.ac.uk.

[305] **Jars Balan.** « “Rhea Clyman: A Forgotten Canadian Eyewitness to the Hunger of 1932”, in Women and the Holodomor-Genocide: Victims, Survivors, Perpetrators, edited by Victoria Malko, 2019 ». holodomor.ca.

[306] **Rhea G. Clyman.** « “Children Lived on Grass / Only Food in Farm Area / Grain Taken From Them”, Toronto Evening Telegram, 16 May 1933, pp. 1, 36; transcription in Jars Balan’s Ukraina Moderna documentary selection ». uamoderna.com.

[307] **David Vessey.** « “First-hand Accounts? Walter Duranty, William Henry Chamberlin and Eugene Lyons as Moscow Correspondents in the 1930s”, Journalism Studies 24, no. 2 (2023), pp. 209–225 ». doi.org.

[308] **William Henry Chamberlin.** « “Famine proves potent weapon in Soviet policy”, Christian Science Monitor, 29 May 1934; reprint in The Ukrainian Weekly (1983) ». subscription.ukrweekly.com.

[309] **Natalia A. Feduschak.** « “New Chapters in the Ukrainian-Jewish Relationship Explored at Canada’s Limmud FSU (Part 1) – Rhea Clyman”, Ukrainian Jewish Encounter, 19 April 2017 ». ukrainianjewishencounter.org.

[310] **Jars Balan.** « 2017 Toronto Annual Famine Lecture, “Tell the Kremlin we are starving; we have no bread!” Rhea Clyman’s 1932 Odyssey through the “Famine Lands” of Ukraine, 28 November 2017 ». holodomor.ca.

[311] **Ukrainian Institute of National Memory.** « 1915 – народився Микола Лемик, член ОУН ». uinp.gov.ua.

[312] **Volodymyr Birchak.** « Убити одного, щоб врятувати мільйони. Атентат Миколи Лемика (21 October 2018) ». istpravda.com.ua.

[313] **A. Markoff.** « Famine in USSR (Paris: Russian Commercial Institute, 1933) ». archive.org.

[314] **Ewald Ammende.** « Muss Russland hungern? Menschen- und Völkerschicksale in der Sowjetunion (Vienna, 1935), photographs 10 and 20 ». garethjones.org.

[315] **Maxim Gorky, L. Averbakh and S. G. Firin, editors.** « Беломорско-Балтийский канал им. Сталина: История строительства (1934), Russian State Library catalogue ». search.rsl.ru.

[316] **Maxim Gorky, L. Averbakh and S. G. Firin, editors; Amabel Williams-Ellis, English editor.** « Belomor (1935), digitised English text ». redstarpublishers.org.

[317] **Vatnik Soup.** « “MICE” (Soup 183, 21 May 2023) ». vatniksoup.com.

[318] **Merriam-Webster.** « Fellow traveler: definition and word history ». merriam-webster.com.

[319] **Yurko Romanovych Shvets.** « Letter to Hryhorii Petrovsky on procurement and hunger, September 1932 (Ukrainian transcription) ». lib.chmnu.edu.ua.

[320] **Vatnik Soup.** « Debunk of the Day 4: Whataboutism (1 February 2026) ». vatniksoup.com.

[321] **Ukrainian state archives / TsDAVO.** « Register of documentary heritage, fond 1, entry 176: letter of Yu. R. Shvets, 15 September 1932 ». old.archives.gov.ua.

[322] **Aleksandr Volgarev.** « On the Holodomor in Ukraine, statement at the OSCE Permanent Council, 24 November 2022 ». osce.org.

[323] **Russian Ministry of Foreign Affairs.** « Holodomor statement attributed to Maria Zakharova, 30 November 2022 ». twitter.com.

[324] **British Council UK Films Database.** « Mr. Jones (2019), film credits and synopsis ». filmsandfestivals.britishcouncil.org.

[325] **WestEnd Films.** « Mr. Jones (2019), official distributor synopsis ». westendfilms.com.

[326] **Oni Press.** « In the Shadow of Stalin: The Story of Mr. Jones, by Andrea Chalupa and Ivan Rodrigues (2024) ». onipress.com.

[327] **Samuel Goldwyn Films.** « Mr. Jones: official press materials and theatrical poster ». samuelgoldwynfilms.com.

L'effacement de l'État et de la culture ukrainiens

[328] **Encyclopedia of Ukraine.** « Petr Valuev and the 1863 restrictions on Ukrainian publishing ». encyclopediaofukraine.com.

[329] **Encyclopedia of Ukraine.** « Ems Ukase (1876): restrictions on Ukrainian publishing, imports and public performance ». encyclopediaofukraine.com.

[330] **Human Rights Watch.** « Education under Occupation: Forced Russification of the School System in Occupied Ukrainian Territories (20 June 2024) ». hrw.org.

[331] **Український інститут національної пам'яті.** « Були елітою нації: до роковин розстрілів в урочищі Сандармох ». uinp.gov.ua.

[332] **United Nations General Assembly.** « Territorial integrity of Ukraine, Resolution 68/262 (27 March 2014) ». docs.un.org.

[333] **International Court of Justice.** « Ukraine v. Russian Federation, provisional-measures order (16 March 2022) ». api.icj-cij.org.

[334] **Verkhovna Rada of Ukraine.** « Declaration concerning genocide committed by the Russian Federation in Ukraine, Resolution 2188-IX (14 April 2022) ». zakon.rada.gov.ua.

[335] **Encyclopedia of Ukraine.** « Central Rada ». encyclopediaofukraine.com.

[336] **Encyclopedia of Ukraine.** « Ukrainian National Republic ». encyclopediaofukraine.com.

[337] « Act of Unification of the Ukrainian People's Republics (1919) ». en.wikipedia.org.

[338] **Encyclopedia of Ukraine.** « Ukrainization in the 1920s and its Stalinist reversal ». encyclopediaofukraine.com.

[339] **Radan Lášek / ÚSTR.** « Obrana Podkarpatské Rusi (Paměť a dějiny, 2009/1) ». ustrcr.cz.

[340] **Jiří Plachý / Vojenský historický ústav.** « Poválečné zbavení obyvatel Podkarpatské Rusi československého státního občanství ». vhu.cz.

[341] **Czech Ministry of Foreign Affairs.** « Pozbytí území Podkarpatské Rusi ». mzv.gov.cz.

[342] **Museum of the Occupation of Latvia.** « The Three Occupations of Latvia, 1940–1991: Soviet and Nazi Take-Overs and Their Consequences (2005), chapter Soviet–Nazi Collaboration, 1939–1941 ». mfa.gov.lv.

[343] « Soviet occupation and annexation of the Baltic states ». en.wikipedia.org.

[344] **Museum of the Occupation of Latvia.** « Occupation, deportation and resistance, exhibition guide ». okupacijasmuzejs.lv.

[345] **Latvian Ministry of Foreign Affairs.** « The end of the Second World War and the continued occupation of the Baltic states ». mfa.gov.lv.

[346] **Latvian Embassy in Germany.** « Ambassador Alda Vanaga on the March 1949 Baltic deportations ». www2.mfa.gov.lv.

[347] **CVCE.** « The Zhdanov Doctrine and the Cominform ». cvce.eu.

[348] **US Department of State.** « Soviet domination of Czechoslovakia, assessment of 1949 ». history.state.gov.

[349] **Ukrainian Institute of National Memory.** « Акт Злуки: unification of the Ukrainian republics in 1919 ». unr.uinp.gov.ua.

[350] **Encyclopedia of Ukraine.** « Ukrainian Soviet Socialist Republic: formation, Moscow control and the 1922 union ». encyclopediaofukraine.com.

[351] **Czech Ministry of Defence.** « Vzpomínka na Jáchymovské peklo potřiadvacáté (25 May 2012) ». mocr.mo.gov.cz.

[352] **Czech National Heritage Institute.** « Hornický region Erzgebirge/Krušnohoří: Jáchymov and the Red Tower of Death ». npu.cz.

[353] **ÚSTR.** « Tábory nucené práce, 1948–1954: administrative forced-labour camps ». ustrcr.cz.

[354] **Ústav pamäti národa.** « Zoznam osôb odvlečených do gulagov: Czechoslovak civilians deported to Soviet forced labour ». upn.gov.sk.

[355] **Ukrainian Institute of National Memory.** « Operation West, October 1947: deportation of resistance families and labour allocation ». uinp.gov.ua.

[356] **Oleh Bazhan.** « Операція «Захід», Local History (21 October 2021) ». localhistory.org.ua.

[357] **Marta Craveri / INED, European Memories of the Gulag.** « Супротив у таборах: Ukrainian prisoners and camp resistance ». gulagmemories.eu.

[358] **Moscow Patriarchate.** « Statements of September 1943, Журнал Московской Патриархии no. 1 (12 September 1943), pp. 5, 6, 11, 16; translated in Seventeen Moments in Soviet History ». seventeenmoments.web.illinois.edu.

[359] **Ukrainian Greek Catholic Church / Taras Bublyk.** « "The Lviv Pseudo-Council of 1946: The History of the Russian World's Special Operation" (30 May 2024) ». ugcc.ua.

[360] **Russian Orthodox Church.** « Journals of the Holy Synod, 7 June 2022, journal no. 59 (Department for External Church Relations) ». mospat.ru.

[361] **UN Human Rights Office.** « Report on the Human Rights Situation in Ukraine, 1 September–30 November 2024 (31 December 2024), paragraphs 70–73, printed pp. 16–17 ». ukraine.ohchr.org.

[362] **Cordell Hull.** « Memorandum of conversation with Franklin D. Roosevelt, Harry Hopkins and Soviet ambassador Constantine Oumansky (11 September 1941), FRUS 1941, volume I, document 778, pp. 832–834 ». history.state.gov.

[363] **Sumner Welles to William Phillips.** « Telegram on religious freedom in the Soviet Union (31 July 1941), FRUS 1941, volume I, document 955 ». history.state.gov.

[364] **Kathryn David.** « “At the Kremlin in 1943” / “How Stalin enlisted the Orthodox Church to help control Ukraine”, Aeon (13 March 2023) ». aeon.co.

[365] **Elbridge Durbrow to the Secretary of State.** « Telegram reporting Soviet recognition of Israel (18 May 1948), FRUS 1948, volume V, part 2, document 286 ». history.state.gov.

[366] **Joshua Rubenstein.** « “Jewish Anti-Fascist Committee”, The YIVO Encyclopedia of Jews in Eastern Europe (2010) ». encyclopedia.yivo.org.

[367] **Patriarch Kirill.** « Sermon after the liturgy at the Alexander Nevsky Skete (25 September 2022), official Moscow Patriarchate publication ». patriarchia.ru.

[368] **World Russian People’s Council.** « “The Present and Future of the Russian World”: mandate of the XXV Council, approved 27 March 2024 under Patriarch Kirill, official Moscow Patriarchate publication ». patriarchia.ru.

[369] **World Russian People’s Council.** « “Наказ XXV Всемирного русского народного собора «Настоящее и будущее Русского мира»” (27 March 2024), full-text republication in Biblioteka Arkhivarius ». biblioteka-arhivarius.ru.

[370] **World Council of Churches.** « “WCC ‘cannot reconcile’ World Russian People’s Council decree describing Ukraine conflict as ‘Holy War’” (12 April 2024) ». oikoumene.org.

[371] **Liberpedia.** « Kremlinism/Genocide ». en.liberpedia.org.

[372] **USSR State Defence Committee.** « Resolution No. 5859-ss, “On the Crimean Tatars” (11 May 1944) ». nkvd.tomsk.ru.

[373] **Ukrainian Institute of National Memory.** « “18 травня – День пам’яті жертв депортації кримськотатарського народу” (18 May 2021) ». uinp.gov.ua.

[374] **UNESCO.** « Ornek, a Crimean Tatar ornament and knowledge about it, Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity (2021) ». ich.unesco.org.

[375] **Office of the UN High Commissioner for Human Rights.** « Ten Years of Occupation by the Russian Federation: Human Rights in the Autonomous Republic of Crimea and the City of Sevastopol, Ukraine (28 February 2024) ». ukraine.ohchr.org.

[376] **East SOS.** « “Ukrainian Literature Banned: Evidence from the Temporarily Occupied Territories by East SOS” (30 September 2025) ». east-sos.org.

[377] **International Criminal Court, Pre-Trial Chamber II.** « “Situation in Ukraine: ICC judges issue arrest warrants against Vladimir Vladimirovich Putin and Maria Alekseyevna Lvova-Belova” (17 March 2023) ». icc-cpi.int.

[378] **Office of the UN High Commissioner for Human Rights.** « Human rights situation during the Russian occupation of territory of Ukraine and its aftermath, 24 February 2022 to 31 December 2023 (20 March 2024) ». ukraine.ohchr.org.

[379] **Mykola Zhulynsky.** « “Дзюба Іван Михайлович”, Encyclopedia of Modern Ukraine, volume 7 (2007; online revision September 2026) ». esu.com.ua.

[380] **Vladimir Putin.** « “On the Historical Unity of Russians and Ukrainians” (12 July 2021), original Kremlin English URL ». en.kremlin.ru.

[381] **Vladimir Putin.** « “On the Historical Unity of Russians and Ukrainians” (12 July 2021), English text reproduced by New Cold War on 19 July 2021 ». newcoldwar.org.

[382] **Vladimir Lenin.** « Telegram to Yevgenia Bosch, 9 August 1918 ». marxists.org.

[383] **Oleg Khlevnyuk.** « “The Economy of the OGPU, NKVD, and MVD of the USSR, 1930–1953”, in The Economics of Forced Labor: The Soviet Gulag (2003), pp. 43–66 ». hoover.org.

[384] **OGPU.** « Order No. 130/63, “On the Organisation of the OGPU Camp Administration”, 25 April 1930 ». document.wikireading.ru.

[385] **Mikhail Morukov.** « “The White Sea–Baltic Canal”, in The Economics of Forced Labor: The Soviet Gulag (2003), pp. 151–162 ». hoover.org.

[386] **Nicolas Werth.** « “The NKVD Mass Secret Operation No. 00447, August 1937–November 1938” (24 May 2010) ». sciencespo.fr.

[387] **OHCHR.** « The impact of the armed conflict and occupation on children’s rights in Ukraine, 24 February 2022 — 31 December 2024 (21 March 2025) ». ukraine.un.org.

[388] **Sergej Sumlenny.** « Soviet Antisemitism, thread of 16 May 2021 ». twitter.com.

[389] **Sergej Sumlenny.** « Thread on the Soviet antisemitic legacy, 6 October 2023 ». twitter.com.
[390] **Izabella Tabarovsky.** « Soviet Anti-Semitic Cartoons, Tablet, 6 June 2019 ». tabletmag.com.
[391] **Aleksandr Dugin.** « Основы геополитики (1997), Part V, sections 4.4 and 5.6 ». grachev62.narod.ru.
[392] **Тимофей Сергейцев.** « Что Россия должна сделать с Украиной (RIA Novosti, 3 April 2022) ». web.archive.org.
[393] **Izyum district party bureau.** « On work with settlers, 31 May 1934 (museum reproduction) ». bbc.com.
[394] **N. I. Yezhov.** « NKVD Operational Order No. 00447, 30 July 1937, with M. I. Frinovsky's covering note; published primary text ». istmat.org.
[395] **Germany and the USSR.** « Treaty of Nonaggression, 23 August 1939 (Molotov–Ribbentrop Pact), Avalon Project ». avalon.law.yale.edu.
[396] **Czechoslovakia and the USSR.** « Treaty concerning the Trans-Carpathian Ukraine, 29 June 1945; UN Treaty Series, vol. 504, No. 607 ». treaties.un.org.
[397] **George F. Kennan to the US Secretary of State.** « Subcarpathian Ruthenia and Communist control, 25 January 1945; FRUS 1945, vol. IV, document 506 ». history.state.gov.
[398] **Roy Rosenzweig Center for History and New Media, George Mason University.** « Gulag: Many Days, Many Lives, introductory exhibition transcript ». gulaghistory.org.
[399] **Yale Humanitarian Research Lab.** « Intentional, Systematic, & Widespread: Russia's Program of Coerced Adoption and Fostering of Ukraine's Children (3 December 2024) ». medicine.yale.edu.
[400] **Independent International Commission of Inquiry on Ukraine.** « "I am still looking for my daughter": crimes against humanity committed by Russian authorities against children from Ukraine, A/HRC/61/CRP.8 (9 March 2026) ». ohchr.org.
[401] **Meduza.** « Lvova-Belova's statement on Mariupol children's attitudes being transformed into "love for Russia" (28 September 2022) ». meduza.io.
[402] **Vatnik Soup.** « "Patriarch Kirill" (22 November 2022) ». vatniksoup.com.
[403] **Vatnik Soup.** « "Russian Orthodox Church" (6 March 2024) ». vatniksoup.com.
[404] **Vatnik Soup.** « Russie décadente 1 : Persécution religieuse (soupe 338) ». vatniksoup.com.
[405] **Vatnik Soup.** « "Genocide in Donbas" (8 January 2023) ». vatniksoup.com.
[406] **Vatnik Soup.** « "Aleksandr Dugin (REBREW)" (4 April 2025) ». vatniksoup.com.
[407] **Vatnik Soup.** « "Vladimir Putin" (21 June 2023) ». vatniksoup.com.
[408] **Vatnik Soup.** « "Genocide in Ukraine" (7 November 2022) ». vatniksoup.com.
[409] **UN Secretary-General.** « Situation of human rights in the temporarily occupied territories of Ukraine, including the Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol, A/80/315 (6 August 2025) ». ukraine.ohchr.org.
[410] **Presidential Commissioner for Children's Rights of the Russian Federation.** « annual activity report for 2022, "Помощь детям Донбасса", p. 117 ». deti.gov.ru.
[411] **Paige Farrenkopf, Caitlin N. Howarth, Nathaniel A. Raymond et al., Yale Humanitarian Research Lab.** « Ukraine's Stolen Children: Inside Russia's Network of Re-Education and Militarization (16 September 2025) ». ysph.yale.edu.
[412] **Эмпатия Манучи.** « Мария Львова-Белова: развод, свадьба, дети, Гаага (October 2025 video interview) ». rutube.ru.
[413] **Юлия Сабаева, ОстроВ.** « Уполномоченная РФ по правам ребенка Львова-Белова: «Я украла мариупольского ребенка» (21 October 2025) ». ostro.org.
[414] **National Assembly of Czechoslovakia.** « Act No. 247/1948 on forced-labour camps, 25 October 1948, sections 2–3 ». zakonyprolidi.cz.
[415] **Library of Congress.** « Revelations from the Russian Archives: Repression and Terror (Stalin in Control; Kirov Murder and Purges) ». loc.gov.
[416] **Paul R. Gregory.** « "Martyred for Communism", adapted from Politics, Murder, and Love in Stalin's Kremlin: The Story of Nikolai Bukharin and Anna Larina (Hoover Press, 2010) ». hoover.org.
[417] **John Barber and Mark Harrison.** « "Patriotic War, 1941 to 1945", in The Cambridge History of Russia, vol. 3 (2006), pp. 217–242; author postprint ». warwick.ac.uk.
[418] **Hoover Institution.** « "Enemy Of The State" (3 February 2016), excerpt from One Day We Will Live Without Fear: Everyday Lives Under the Soviet Police State ». hoover.org.
[419] **Marc Jansen and Nikita Petrov.** « Stalin's Loyal Executioner: People's Commissar Nikolai Ezhov, 1895–1940 (Hoover Institution Press, 2002), chapter 4, "The Great Terror", pp. 79–111 ». hoover.org.
[420] **Marc Jansen and Nikita Petrov.** « Stalin's Loyal Executioner: People's Commissar Nikolai Ezhov, 1895–1940 (Hoover Institution Press, 2002), chapter 8, "Enemy of the People", pp. 181–193 ». hoover.org.
[421] **Gill Bennett / UK Foreign Office Historians.** « What's the Context? 20 December 1917: formation of the Cheka, the first Soviet security and intelligence agency ». history.blog.gov.uk.
[422] **Iain Lauchlan.** « The Okhrana: security policing in late imperial Russia (author manuscript, 2005) ». dspace.stir.ac.uk.

[423] **Moscow city memorial-plaques register.** « Felix Dzerzhinsky at 11 Bolshaya Lubyanka, April 1918–December 1920 ». um.mos.ru.
[424] **A. I. Kokurin and N. V. Petrov.** « Лубянка. Органы ВЧК-ОГПУ-НКВД-НКГБ-МГБ-МВД-КГБ. 1917-1991 (documentary handbook, 2003) ». docs.historyrussia.org.
[425] **Federal Security Service of the Russian Federation.** « official website and Bolshaya Lubyanka contact address ». fsb.ru.
[426] **Russian Historical Society.** « Sergey Naryshkin unveils a monument to Felix Dzerzhinsky, 11 September 2023 ». historyrussia.org.
[427] **Vladimir Putin interviewed by Sergey Slyusarenko.** « Putin, Kommersant, 30 July 1998 ». kommersant.ru.
[428] **Monument to Felix Dzerzhinsky, Moscow.** « original Lubyanka monument and the 2023 replica ». en.wikipedia.org.
[429] **Bundesarchiv, Bild 102-00032.** « Felix Dzerzhinsky, portrait, 1923 ». commons.wikimedia.org.
[430] **Vladimir Lenin at Gorki, 1923.** « photograph with Anna Yelizarova-Ulyanova and one of his doctors ». commons.wikimedia.org.
[431] **The Metropolitan Museum of Art.** « Faking It: Manipulated Photography Before Photoshop, Politics and Persuasion ». metmuseum.org.
[432] **Nikolai Yezhov with Stalin, Molotov and Voroshilov, 1937.** « original photograph record ». commons.wikimedia.org.
[433] **Stalin, Molotov and Voroshilov, 1937.** « retouched photograph with Yezhov removed ». commons.wikimedia.org.
[434] **Vladimir Ivanov.** « interview on the Dzerzhinsky replica at SVR headquarters, Podyom, 11 September 2023 ». pdmnews.ru.
[435] **Moskva 24.** « restoration director Sergey Balyasnikov on the Dzerzhinsky monument, 9 December 2013 ». m24.ru.
[436] **Moskovsky Komsomolets.** « Neizvestnye fakty o pamyatnike Dzerzhinskomu, 24 June 2015 ». mk.ru.
[437] **Gorbachev Foundation.** « Mikhail Gorbachev: biography; USSR presidency, March 1990–December 1991 ». gorby.ru.
[438] **George H. W. Bush.** « Statement on the Attempted Coup in the Soviet Union, 19 August 1991 (American Presidency Project transcript) ». presidency.ucsb.edu.
[439] **Liberpedia.** « Aleksandr Dugin: Russian quotations and source links ». en.liberpedia.org.
[440] **NEWSru.com.** « Calls to dismiss Aleksandr Dugin after his ANNA-News interview ». classic.newsru.com.
[441] **Aleksandr Dugin.** « ANNA-News call for killing, preserved video extract ». liberpedia.net.
[442] **Roman in Ukraine.** « Contemporary reproduction of Aleksandr Dugin's genocide post, 25 August 2014 ». romaninukraine.com.
[443] **Aleksandr Dugin.** « VK post, August 2014 ». vk.com.
[444] **Aleksandr Dugin.** « Discussion with Western journalists, March 2022: preserved full English recording ». commons.wikimedia.org.
[445] **Aleksandr Dugin.** « Original publication of the March 2022 discussion ». youtube.com.
[446] **CBS News, 60 Minutes.** « Dugin's geopolitical programme, 12 April 2022 ». cbsnews.com.
[447] **United Nations.** « Commission concludes that deportation and forcible transfer of Ukrainian children and enforced disappearances amount to crimes against humanity, 12 March 2026 ». ukraine.un.org.
[448] **Vladimir Putin.** « Address of18March2014 on Crimea ». en.kremlin.ru.
[449] **Vladimir Putin.** « Address at the30September2022 annexation ceremony ». en.kremlin.ru.
[450] **ОстроВ.** « Сепаратист Губарєв: Якщо українці не захочуть ставати росіянами – ми їх усіх вб'ємо,11October2022 ». ostro.org.
[451] **ОстроВ.** « Сепаратист Губарев: Если украинцы не захотят становиться русскими – мы их всех убьем,11October2022 ». ostro.org.
[452] **Pavel Gubarev.** « Video excerpt embedded by The Ukrainian Tribune ». youtube.com.
[453] **RTVI.** « Бывшего «народного губернатора» ДНР Павла Губарева задержали у здания суда после ареста Стрелкова ». rtvi.com.
[454] **Council of the European Union.** « Decision (CFSP) 2023/572, entry 82: Pavel Gubarev ». eur-lex.europa.eu.
[455] **The Moscow Times.** « «Основателя ДНР» обвинили в дискредитации российской армии, 18 February 2026 ». ru.themoscowtimes.com.
[456] **Library of Congress.** « Soviet Independent Press, 1987–1992: glasnost and perestroika ». guides.loc.gov.
[457] **Stanislav Kulchytsky.** « The Ukrainian Holodomor against the Background of the Communist Onslaught, 1929–1938 ». holodomor.ca.
[458] **Ukrainian Institute of National Memory.** « The 1 December1991 independence referendum ». uinp.gov.ua.
[459] **Viktor Kotyhorenko.** « Націотворчий потенціал суспільних криз в Україні, Наукові записки3–4(83–84),2016, p.160: official1991 regional referendum results ». ipiend.gov.ua.

[460] « Budapest Memorandum on Security Assurances,5December1994, UNTS3007,I-52241 ». treaties.un.org.
[461] « WeaponizingArchitecture —1991 Ukrainian independence referendum map geometry, CC BY4.0 ». commons.wikimedia.org.
[462] **OHCHR.** « Killings of Civilians: Summary Executions and Attacks on Individual Civilians in Kyiv, Chernihiv and Sumy Regions,7December2022 ». ohchr.org.
[463] **OHCHR.** « Forced Displacement from Territory of Ukraine Occupied by the Russian Federation,20March2026 ». ukraine.ohchr.org.
[464] « Vatnik Soup226 —2014 Odesa clashes,19September2023 ». vatniksoup.com.

La faim comme arme

[465] **Council of the European Union.** « Sixteenth sanctions package, including vessels transporting stolen Ukrainian grain (24 February 2025) ». consilium.europa.eu.
[466] **UN Human Rights Monitoring Mission in Ukraine.** « Protection of Civilians in Armed Conflict, March 2026 (10 April 2026) ». ukraine.ohchr.org.
[467] **Alex de Waal and Bridget Conley.** « “Hunger als Kriegswaffe”, Aus Politik und Zeitgeschichte / bpb (3 January 2020) ». bpb.de.
[468] **Bellingcat Investigation Team and Lloyd’s List.** « “Russia’s Smuggled Grain Finds New Market in Saudi Arabia” (12 December 2025) ». bellingcat.com.
[469] **United Nations.** « “Ukraine: UN Chief on Black Sea Grain Initiative — Media Stakeout” (17 July 2023), official video publication ». youtube.com.
[470] **UN Human Rights Monitoring Mission in Ukraine.** « “The UN Human Rights Office warned of the far-reaching human rights consequences of the attacks by the Russian Federation on Ukraine’s grain infrastructure” (23 August 2023) ». ukraine.un.org.
[471] **United Nations.** « Operational update from the Office of the UN Coordinator for the Black Sea Grain Initiative (15 July 2023) ». ungeneva.org.
[472] **OTR.** « Пленарное заседание XXV Петербургского международного экономического форума, 17 June 2022; Kremlin transcript ». otr-online.ru.
[473] **Vatnik Soup.** « Margarita Simonyan, Soup 36, 7 December 2022 ». vatniksoup.com.
[474] **Minval Politika.** « dated repost of Simonyan’s famine statement, 21 June 2022 ». t.me.
[475] **Halya Coynash / Kharkiv Human Rights Protection Group.** « Chief Russian propagandist: “All our hope is pinned on famine”, 24 June 2022 ». khpg.org.
[476] **RT.** « РТ поздравил европейцев с Рождеством видеороликом про «сказку о хомячке», 23 December 2022 ». russiatoday.ru.
[477] **Dmitry Chernobrov.** « Strategic Humor and Post-Truth Public Diplomacy, CPD Perspectives, Paper 3, November 2023 ». uscpublicdiplomacy.org.

Lois historiques et politique mémorielle en Russie

[478] **Russian Ministry of Foreign Affairs.** « Official channel post of 17 March 2026 quoting Medvedev’s article of 24 December 2025 ». t.me.
[479] **Wilson Center.** « Khrushchev at his Most Khrushchevian (2011) ». wilsoncenter.org.
[480] **Leszek Kołakowski.** « Main Currents of Marxism, Book Three, chapter XIII, §1: De-Stalinization (one-volume pp. 1148–1153; related digital text) ». djvu.online.
[481] **Nikita Khrushchev.** « On the Cult of Personality and Its Consequences (25 February 1956; abridged English selection) ». marxists.org.
[482] **Bertrand M. Patenaude / Hoover Institution Library & Archives.** « America to the Starving People of Russia ». hoover.org.
[483] **Herbert Hoover.** « On Russian Famine Relief in 1921–1923 (statement of 2 July 1959, printed pp. 64–65; includes Soviet acknowledgement of 10 July 1923) ». hoover.archives.gov.
[484] **Jacob D. Beam.** « Telegram from Moscow, 4 April 1953, FRUS 1952–1954, volume VIII, document 577: collapse of the Doctors’ Plot ». history.state.gov.
[485] **Deutsche Welle.** « “Wall of Grief confronts Stalin-era crimes” (30 October 2017) ». amp.dw.com.
[486] **Meduza.** « “На «Таганской» в Москве открыли горельеф со Сталиным — и тут началось” (19 May 2025) ». meduza.io.
[487] **Reuters, Moscow bureau.** « “Extracts from Putin’s speech on Ukraine” (21 February 2022), syndicated by KFGO ». kfgo.com.
[488] **Human Rights Watch.** « Russia’s Legislative Minefield: Tripwires for Civil Society since 2020 (7 August 2024), section VII, Censoring Historical Debate ». hrw.org.
[489] **Russian Federation.** « Federal Law No. 278-FZ of 1 July 2021, adding Article 6.1 to the law commemorating Soviet victory, reproduced by Garant ». base.garant.ru.

[490] **Amnesty International.** « “Russia: Closure of human rights group highlights accelerating attacks on civil society” (29 December 2021) ». amnesty.org.

[491] **Kommersant.** « “В Мариуполе демонтировали памятник «Жертвам голодомора»” (19 October 2022) ». kommersant.ru.

[492] **Nikita Khrushchev.** « Speech to the Twentieth Congress of the CPSU, 25 February 1956 (unabridged English archive transcription) ». marxists.org.

[493] **National Museum of the Holodomor-Genocide.** « A monument to the Holodomor victims was destroyed in occupied Luhansk (18 July 2024) ». holodomormuseum.org.ua.

[494] **Christopher Hitchens.** « Unmitigated Galloway, contemporary reproduction of I’m Not the Only One ». washingtonexaminer.com.

[495] **Jackson Hinkle.** « Interview with Alex Jones, 9 November 2023, original video ». banned.video.

[496] **Knowledge Fight 870.** « Contemporary excerpts from the 9 November 2023 Hinkle interview ». podscripts.co.

[497] **Nick Fuentes.** « America First 1590, 4 November 2025, archived show transcript ». fight.fudgie.org.

[498] **Radio Svoboda.** « Shattered Stalin bust brought to Zaporizhzhia Holodomor memorial, 25 November 2017 ». radiosvoboda.org.

[499] **Iryna Balachuk, Ukrainska Pravda.** « Lenin installed in occupied Henichesk, 18 April 2022 ». pravda.com.ua.

[500] **KPRF.** « Stalin bust opened in Melitopol, 8 May 2025 ». kprf.ru.

[501] **Tochka, Ivan Zheyanov.** « Restalinization, 1 October 2023 ». pointmedia.io.

[502] **Agentstvo.** « Stalin monuments in Russia opened at twice the rate, 27 May 2025 ». agents.media.

[503] **Serhii Plokhii.** « The Revolt of the Center, Goodbye Lenin, Harvard MAPA (2017) ». gis.huri.harvard.edu.

[504] **Ukrainian Institute of National Remembrance.** « Lenin removals during decommunisation ». old.uinp.gov.ua.

[505] **Катерина Коваленко / Tribun.** « Росіяни спалюють українські книжки на окупованій Луганщині, — Східний (12 April 2024) ». tribun.com.ua.

[506] **Vatnik Soup.** « 9 mai : Russie collabo (soupe 352) ». vatniksoup.com.

[507] **Vatnik Soup.** « Degenerate Russia: Nazi vatniks (Soup 395, 16 August 2026) ». vatniksoup.com.

[508] **Internet Encyclopedia of Ukraine.** « Khrushchev, Nikita ». encyclopediaofukraine.com.

[509] **US Department of State, Office of Intelligence Research.** « “Khrushchev Reaches Top After Long, Steady Rise”, report 6839, 17 February 1955 (FRUS 1955–1957, volume XXIV, document 8) ». history.state.gov.

[510] « Mark Kramer. “Why Did Russia Give Away Crimea Sixty Years Ago?” Wilson Center, CWIHP e-Dossier No. 47, 19 March 2014 ». wilsoncenter.org.

[511] « Treaty of Friendship, Cooperation and Partnership between Ukraine and the Russian Federation, 31 May 1997, Article 2 ». zakon.rada.gov.ua.

[512] « Treaty between Ukraine and the Russian Federation on the Ukrainian-Russian State Border, Kyiv, 28 January 2003 ». zakon.rada.gov.ua.

[513] « Russian Federal Law No. 24-FZ of 22 April 2004, ratifying the Russian-Ukrainian State Border Treaty; signed V. Putin ». consultant.ru.

[514] « United Nations Treaty Collection. Ukraine–Russian Federation State Border Treaty, UNTS vol. 3161, No. 54132 ». treaties.un.org.

[515] « Internews Ukraine. Ре-візія історії: російська історична пропаганда та Україна (2019), p. 22, note 55 ». internews.ua.

[516] **Vatnik Soup.** « Elon Musk (partie 2), soupe 203 ». vatniksoup.com.

[517] « Elon Musk. Crimea proposal using “Khrushchev’s mistake”, Twitter post, 3 October 2022, status 1576969255031296000 ». twitter.com.

[518] « Vatnik Soup No. 189. “Roger Waters”, 29 May 2023 ». vatniksoup.com.

[519] « Sky News. “Pink Floyd star Roger Waters addresses UN at Russia’s request after denying incendiary claims in row with ex-bandmate”, 9 February 2023 ». news.sky.com.

[520] **Charles E. Bohlen.** « Minutes of the Roosevelt–Churchill–Stalin dinner, Tehran, 29 November 1943 ». history.state.gov.

[521] **United States and Soviet Union.** « Agreement concerning liberated prisoners of war and civilians, Yalta, 11 February 1945 ». history.state.gov.

[522] **State–War–Navy Coordinating Committee.** « Memorandum and forced-repatriation directive, 21 December 1945 ». history.state.gov.

[523] **Robert Murphy and Parker W. Buhrman.** « Dachau repatriation report, 14 February 1946, enclosing report of 28 January 1946 ». history.state.gov.

[524] **US District Court for the District of Columbia.** « Wolfe v. Froehlke, 358 F. Supp. 1318, 1 June 1973 ». law.justia.com.

[525] **William C. Bullitt.** « “How We Won the War and Lost the Peace”, LIFE, 30 August 1948, p. 94 ». books.google.com.
[526] **Laurence A. Steinhardt.** « Telegram on Stalin’s proposals to Finland, Moscow, 13 October 1939, FRUS 1939, vol. I, document 1065 ». history.state.gov.
[527] **United States Military Academy, Department of Military Art and Engineering.** « The Soviet-Finnish War, 1939–1940 (1948 edition; July 1941 foreword), historical background and operations ». ibiblio.org.
[528] **Laurence A. Steinhardt.** « Telegram on Soviet recognition of Kuusinen’s Finnish government, Moscow, 2 December 1939, FRUS 1939, vol. I, document 1125 ». history.state.gov.
[529] **League of Nations.** « Council resolution expelling the USSR, 14 December 1939, Official Journal 1939, p. 506; Assembly resolution p. 540 ». ibiblio.org.
[530] **Oleg V. Khlevniuk.** « Stalin: New Biography of a Dictator (2015; English paperback 2017) ». yalebooks.yale.edu.
[531] **Stephen Kotkin.** « Stalin: Paradoxes of Power, 1878–1928 (2014; paperback 2015) ». penguin.co.uk.
[532] **Simon Sebag Montefiore.** « Stalin: The Court of the Red Tsar (2003; paperback 2021) ». weidenfeldandnicolson.co.uk.
[533] **Richard Overy.** « The Dictators: Hitler’s Germany and Stalin’s Russia (2004; paperback 2005) ». penguin.co.uk.
[534] **Roger Moorhouse.** « The Devils’ Alliance: Hitler’s Pact with Stalin, 1939–1941 (2014; UK paperback 2016) ». penguin.co.uk.
[535] **Constantine Pleshakov.** « Stalin’s Folly, author’s published extract in Russian Life, 1 May 2005 ». russianlife.com.
[536] **Martin Amis.** « Koba the Dread: Laughter and the Twenty Million (2002; paperback 2003) ». penguin.co.uk.
[537] **Simon Sebag Montefiore.** « Stalin: The Court of the Red Tsar, publisher’s chapter-one extract, “The Georgian and the Schoolgirl” ». penguinrandomhousehighereducation.com.
[538] **Allan Todd.** « History for the IB Diploma Paper 3: The Soviet Union and Post-Soviet Russia, 1924–2000, Cambridge publisher extract ». assets.cambridge.org.
[539] **Hoover Institution.** « Stephen Kotkin Presents New Biography of Stalin, 29 January 2015 ». hoover.org.
[540] **Stephen Kotkin.** « Why Does Joseph Stalin Matter?, Hoover Uncommon Knowledge, recorded 25 January 2018 ». hoover.org.
[541] **Oleg V. Khlevniuk.** « The New Biography of a Dictator, Yale University Press extract, 16 October 2017 ». yalebooks.yale.edu.
[542] **Jonathan Brent.** « Doctors’ Plot, YIVO Encyclopedia of Jews in Eastern Europe ». encyclopedia.yivo.org.
[543] **Simon Sebag Montefiore.** « Young Stalin: published author extract, The Bank Robbery ». penguinrandomhousehighereducation.com.
[544] **Nicholas Bethell.** « The Last Secret of World War II, reprinted in the Congressional Record, 20 August 1974, pp. 29460–29462 ». congress.gov.
[545] **Jeremy Murray-Brown.** « A footnote to Yalta, The New Criterion, October 1992 ». bu.edu.
[546] **Stalin, Batum police photograph, 1902.** « original Wikimedia Commons reproduction ». commons.wikimedia.org.
[547] **Churchill, Roosevelt and Stalin at the Yalta Conference.** « U.S. Army photograph, NARA 531340 ». commons.wikimedia.org.
[548] **Serhii Plokhii.** « Lenin Falls, Goodbye Lenin, Harvard MAPA (2017) ». gis.huri.harvard.edu.
[549] **Niels Ackermann and Sébastien Gobert.** « Looking for Lenin (FUEL, 2017) ». fuel-design.com.
[550] **Niels Ackermann.** « Looking for Lenin, with Sébastien Gobert (official photographic project) ». nack.ch.
[551] **Fisheye Magazine.** « Niels Ackermann: Looking for Lenin, 4 July 2017 ». fisheyemagazine.fr.
[552] **Harvard Mapping Cultural Space Across Eurasia.** « Raining Lenins, map of dated removals, December 2013–October 2014 ». eurasia.omeka.fas.harvard.edu.
[553] **OONI / Roskomsvoboda.** « How Internet censorship changed in Russia during the 1st year of military conflict in Ukraine, 24 February 2023 ». ooni.org.
[554] **РБК.** « Песков признался в использовании VPN, 2 April 2022 ». rbc.ru.
[555] **Прокуратура Санкт-Петербурга.** « Новое в законе: борьба с кибермошенничеством, контроль над финансовыми операциями и персональными данными, 17 September 2025 ». epp.genproc.gov.ru.
[556] **Manchester Guardian.** « Report, 17 March 1956 ». theguardian.com.
[557] **Hoover Institution.** « The Speech That Shook the World (2006) ». hoover.org.
[558] **US Department of State.** « Release of Khrushchev’s Secret Speech, 4 June 1956 (FRUS 1955–1957, volume IX, document 199) ». history.state.gov.
[559] **Wikiwlh.** « Polish edition of Khrushchev’s Secret Speech, Warsaw, March 1956 (photograph, 2017) ». commons.wikimedia.org.
[560] **Serhii Plokhii.** « Goodbye Lenin: A Memory Shift in Revolutionary Ukraine, Harvard MAPA, full paper ». gis.huri.harvard.edu.

[561] **Vatnik Soup.** « Censorship and VPNs ». vatniksoup.com.
[562] **Stéphane Courtois and Marc Lazar.** « Histoire du Parti communiste français (2nd ed., 2000) ». search.worldcat.org.
[563] **Library of Congress.** « Leszek Kołakowski: Kluge Prize biography ». loc.gov.
[564] **Bert Verhoeff / Anefo.** « Leszek Kołakowski, Amsterdam, 9 March 1971 (portrait crop) ». commons.wikimedia.org.
[565] **Grigory Goldstein.** « Lenin addressing troops in Moscow, 5 May 1920 (photograph record) ». commons.wikimedia.org.
[566] **Marxists Internet Archive.** « Lenin making a speech in Sverdlov Square, 5 May 1920 ». marxists.org.
[567] **Arlen Blum.** « «Путешествие» Оруэлла в страну большевиков: documentary chronicle (2003) ». orwell.ru.
[568] **David Remnick.** « Soviets Will Publish 1984 (The Washington Post, 13 May 1988) ». washingtonpost.com.
[569] **George Orwell.** « Избранное (Mir, Moscow, 1989): edition and colophon record ». orwell.ru.
[570] **Bundesarchiv, Bild183-H27337.** « Stalin und Ribbentrop im Kreml,23August1939 ». commons.wikimedia.org.
[571] **Embassy of Israel in the Czech Republic.** « Bilateral Relations ». embassies.gov.il.
[572] **ČT24, Historie.cs.** « Přítel Izrael ». ct24.ceskatelevize.cz.
[573] **National Archives of the Czech Republic.** « Slánský ». na.gov.cz.
[574] **Michal Frankl, YIVO Encyclopedia.** « Slánský Trial ». encyclopedia.yivo.org.
[575] **Vatnik Soup.** « Euromaidan: The Revolution of Dignity (Soup 123, 13 March 2023) ». vatniksoup.com.
[576] **Vatnik Suppe.** « Maidan-Revolution (Suppe 123, German translation) ». vatniksoup.com.
[577] **Vatnik Soup.** « Euromaidan: Revolution of Dignity (Historical Memory Dossier, forthcoming) ». vatniksoup.com.
[578] **FIDH.** « Russia: “Crimes Against History” (June 2021), no. 770a ». fidh.org.
[579] **FIDH.** « Russie : « Crimes contre l’histoire » (juin 2021), no 770f ». fidh.org.
[580] **European Court of Human Rights.** « Kashapov and Others v. Russia (15 May 2025), application 17942/17, Luzgin, appendix entry 22 ». hudoc.echr.coe.int.
[581] **European Court of Human Rights.** « Suprun and Others v. Russia (18 June 2024; final 18 September 2024) ». hudoc.echr.coe.int.
[582] **PEN International.** « Yuri Alexeyevich Dmitriev: case record ». pen-international.org.
[583] **UN Special Procedures.** « Communication AL RUS 10/2020 concerning Yuri Dmitriev and Sandarmokh (26 January 2021) ». spcommreports.ohchr.org.
[584] **United States Holocaust Memorial Museum.** « World War II: Key Dates ». encyclopedia.ushmm.org.
[585] **Michael Thumann.** « Ein Zweitschlag auf San Francisco. Danach eingelegte Gurken (Die Zeit,23 May2025) ». zeit.de.
[586] **Bunker-42.** « Contacts / separate visitor entrance ». bunker42.com.
[587] **Бункеры Москвы.** « Бункер-42 на Таганке. Достоверная история спецобъекта ». bunkermoscow.ru.
[588] **Max Weber Stiftung.** « Stellungnahme der Max Weber Stiftung zur Listung des Deutschen Historischen Instituts Moskau als „unerwünschte Organisation“ in Russland ». maxweberstiftung.de.
[589] **Max Weber Stiftung.** « Geschichte,2024entry: closure decision for DHI Moscow ». maxweberstiftung.de.
[590] **MI5.** « Klaus Fuchs ». mi5.gov.uk.
[591] **Harvey Klehr and John Earl Haynes.** « On the Trail of a Fourth Soviet Spy at Los Alamos (Studies in Intelligence63/3, September2019) ». cia.gov.
[592] **SÚRAO.** « Bratrství repository: forced labour at the former Jáchymov uranium mine ». surao.gov.cz.
[593] **Volkovgeology JSC.** « Company history: the1948 expedition and the Kurday uranium deposit ». vg.kz.
[594] **International Agency for Research on Cancer.** « SEMI-NUC: About SEMI-NUC ». semi-nuc.iarc.fr.

Livres

[595] **Anne Applebaum.** « Red Famine: Stalin’s War on Ukraine ». anneapplebaum.com.
[596] **Timothy Snyder.** « Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin ». hachettebookgroup.com.
[597] **Serhii Plokhy.** « The Gates of Europe: A History of Ukraine ». hachettebookgroup.com.
[598] **Timothy Snyder.** « Black Earth: The Holocaust as History and Warning ». penguinrandomhouse.com.
[599] **Eugene Finkel.** « Intent to Destroy: Russia’s Two-Hundred-Year Quest to Dominate Ukraine ». hachettebookgroup.com.
[600] **Serhii Plokhy.** « The Russo-Ukrainian War ». penguin.co.uk.
[601] **Robert Conquest.** « The Harvest of Sorrow: Soviet Collectivization and the Terror-Famine ». global.oup.com.
[602] **Stephen Kotkin.** « Stalin: Waiting for Hitler, 1929–1941 ». penguinrandomhouse.com.
[603] **Yaroslav Hrytsak.** « Ukraine: The Forging of a Nation ». hachette.co.uk.

[604] **Jade McGlynn.** « Memory Makers: The Politics of the Past in Putin's Russia ». bloomsbury.com.
[605] **Timothy Snyder.** « The Road to Unfreedom: Russia, Europe, America ». penguinrandomhouse.com.
[606] **Anne Applebaum.** « Gulag: A History ». anneapplebaum.com.
[607] **Richard Pipes.** « Russia Under the Bolshevik Regime ». penguinrandomhouse.com.
[608] **R. W. Davies and Stephen G. Wheatcroft.** « The Years of Hunger: Soviet Agriculture, 1931–1933 ». link.springer.com.
[609] **Sarah Cameron.** « The Hungry Steppe: Famine, Violence, and the Making of Soviet Kazakhstan ». academic.oup.com.
[610] **Terry Martin.** « The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923–1939 ». jstor.org.
[611] **Bohdan Klid and Alexander J. Motyl, editors.** « The Holodomor Reader: A Sourcebook on the Famine of 1932–1933 in Ukraine ». holodomor.ca.
[612] **Ian Ona Johnson.** « Faustian Bargain: The Soviet–German Partnership and the Origins of the Second World War ». amazon.co.uk.
[613] **Sean McMeekin.** « Stalin's War: A New History of World War II ». hachettebookgroup.com.
[614] **Roger Moorhouse.** « The Devils' Alliance: Hitler's Pact with Stalin, 1939–1941 ». hachettebookgroup.com.
[615] **Stephen Koch.** « Double Lives: Stalin, Willi Münzenberg, and the Seduction of the Intellectuals (revised and updated edition, 2004) ». books.google.com.
[616] **Sheila Fitzpatrick.** « Stalin's Peasants: Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivization ». academic.oup.com.
[617] **Pekka Kallioniemi and Morten Hammeken.** « Vatnik Soup: The Ultimate Guide to Russian Disinformation ». vatniksoup.com.
[618] **Stéphane Courtois.** « Lénine, l'inventeur du totalitarisme (2024) ». lisez.com.
[619] **Stéphane Courtois, editor, with Nicolas Werth and other contributors.** « Le livre noir du communisme (1997) ». bnfa.fr.
[620] **Nicolas Werth.** « Un État contre son peuple. De Lénine à Poutine (2025) ». lesbelleslettres.com.
[621] **Thierry Wolton.** « Histoire mondiale du communisme, vol. I, Les bourreaux (2015) ». grasset.fr.
[622] **Thierry Wolton.** « Une histoire mondiale du communisme, vol. III, Les complices (2017) ». grasset.fr.
[623] **Thierry Wolton.** « Histoire mondiale du communisme, vol. II, Les victimes (Grasset, 2015) ». grasset.fr.
[624] **Piotr R. Frankowski.** « The Secret Red Alliance: How the Soviet Union Planned to Use Germany to Take Over the World (forthcoming, Pen & Sword Military) ». pen-and-sword.co.uk.

Commémoration de l'Holodomor et mémoriaux

[625] **Office of the President of Ukraine.** « Holodomor Remembrance Day 2019 in Kyiv: Bitter Memory of Childhood ». commons.wikimedia.org.
[626] **Office of the President of Ukraine.** « Holodomor Remembrance Day 2020 in Kyiv: offerings at the memorial ». commons.wikimedia.org.
[627] **DixonD.** « Holodomor Remembrance Day 2013 in Lviv: candles and ears of grain ». commons.wikimedia.org.
[628] **DixonD.** « Holodomor Remembrance Day 2013 in Lviv: candlelight detail ». commons.wikimedia.org.
[629] **National Museum of the Holodomor-Genocide.** « Restored and Intact: Statue of Girl with Ears of Grain Is Back ». holodomormuseum.org.ua.
[630] **TSN.** « Коли життя дешевше хліба: Україна вшановує пам'ять жертв Голодомору, 26 November 2011 ». tsn.ua.
[631] **Президент України.** « Указ № 1310/98, 26 листопада 1998 року ». zakon.rada.gov.ua.
[632] **Holodomor Museum Fund.** « Project history ». holodomor-museum-fund.org.

Crédits iconographiques

p. 1 — Souvenir amer de l'enfance : gravure de couverture. Gravure de couverture : « Souvenir amer de l'enfance ». Photographies de référence : President.gov.ua, 23 novembre 2019 et 28 novembre 2020, CC BY 4.0. Couverture : interprétation gravée réalisée avec l'aide de l'IA, convertie en niveaux de gris neutres.
p. 2, 155 — Troupes russes quittant Lviv avec leur butin, 22 juin 1915. Troupes russes quittant Lviv avec leur butin, 22 juin 1915. Carte postale austro-hongroise, artiste inconnu, image retouchée.
p. 5 — Souvenir amer de l'enfance, Kyiv, 23 novembre 2019. President.gov.ua. Photographie de référence, CC BY 4.0 ; photographie non modifiée.
p. 10 — Réfugiés kazakhs revenant dans la région de Pavlodar, 1932. Dmitri Bagaïev, « Le Retour », 1932, PKM 651. Maison-musée D. P. Bagaïev / Musée régional de Pavlodar. Source et identification archivistique. Image complète conservée.
p. 11 — Stèle commémorative, Almaty, 30 juin 2009. Ds02006, ALAGolod.jpg, 30 juin 2009. Photographie versée au domaine public par son auteur ; non modifiée.
p. 14 — Lénine place Sverdlov, Moscou, 5 mai 1920. Grigori Goldstein, 5 mai 1920. Identification de la photographie et notice de domaine public ; légende photographique datée. Reproduction, non modifiée.
p. 16 — Iakov Gouminer, L'arithmétique du contre-plan, 1931. Iakov Gouminer, 1931 ; IZOGIZ, Moscou–Leningrad. Affiche et notice de domaine public ; catalogue du musée Alabine, КП-17673/81/27. Reproduction, non modifiée.
p. 17 — Charrette de céréales sous la banderole « Le pain d'abord à l'État ». Photographie historique ; photographe non identifié. Banderole en ukrainien : « ПЕРШИЙ ХЛІБ ДЕРЖАВІ ».
p. 18 — Cheptel soviétique avant et après la collectivisation. Graphique redessiné par Vatnik Soup à partir des totaux soviétiques arrondis cités par Stephen Kotkin, « If Stalin Had Died… », 6 novembre 2014. La comparaison avant/après suit son récit de la transformation de 1928–1933 ; les dates propres à chaque série peuvent varier.
p. 19 — Paysan ! Remets tes armes au soldat de l'Armée rouge, 1919. Vassili N. Kostianitsyne (1881–1940), 1919. Lithographie en couleurs, Moscou, département de littérature et d'édition de l'administration politique du Conseil militaire révolutionnaire. Bibliothèque d'État de Russie, 01006567374 ; Wikimedia Commons, reproduction d'une œuvre du domaine public. Original complet de 3 977 × 6 022 pixels.
p. 20 — Fermes d'État et entreprises placées sur liste noire, 1932–1933. Harvard Ukrainian Research Institute, MAPA Digital Atlas of Ukraine. Carte sélectionnée conservée intégralement.
p. 21 — La faim pousse les paysans à partir, 1933. Alexander Wienerberger, 1933 ; planche 10 dans Ewald Ammende, Muss Russland hungern? (1935). Numérisation : Nigel Colley ; notice de Wikimedia Commons.
p. 23 — Victimes de la famine, Kharkiv, 1933, album Innitzer. Alexander Wienerberger, printemps–été 1933. Album Innitzer (1934), p. 9, PD 10, Archives diocésaines de Vienne. HREC Holodomor Photo Directory. Feuillet complet de l'album conservé à partir de la numérisation de 8 703 × 6 242 pixels.
p. 23 — Oleksandra Radtchenko. Portrait reproduit par l'Institut ukrainien de la mémoire nationale et Istorychna Pravda ; photographe non crédité.
p. 24 — Surmortalité estimée en Ukraine soviétique par année, 1932–1934. Vatnik Soup. Graphique établi d'après Omelian Rudnytskyi, Nataliia Levchuk, Oleh Wolowyna, Pavlo Shevchuk et Alla Kovbasiuk, Demography of a Man-Made Human Catastrophe (2015), tableau 6, p. 65. Décès excédentaires par année ; déficit des naissances exclu.
p. 25 — Surmortalité par région en Ukraine soviétique, 1932–1934. Carte redessinée pour Vatnik Soup. MAPA Digital Atlas of Ukraine, Ukrainian Research Institute, Harvard University. © 2018 The President and Fellows of Harvard College. Données : Oleh Wolowyna, Omelian Rudnytskyi, Nataliia Levchuk, Pavlo Shevchuk, Alla Kovbasiuk.
p. 25 — Le cimetière de masse — une mer de dunes, 1933. Alexander Wienerberger, 1933 ; planche 20 dans Ewald Ammende, Muss Russland hungern? (1935). Numérisation : Nigel Colley ; notice de Wikimedia Commons.
p. 26 — Fillette et chèvre, Kharkiv, 1933. Photographie de Kharkiv, 1933 : Alexander Wienerberger, fillette et chèvre ; collection Innitzer, Archives diocésaines de Vienne. Notice de domaine public sur Wikimedia Commons ; image conservée intégralement.
p. 27 — Ukraine, 1932 : assez de céréales pour éviter la famine. Vatnik Soup. Graphique original établi d'après Markevich, Naumenko et Qian, The Causes of Ukrainian Famine Mortality, 1932–33 (2024/2025), tableau 1 et section 3. Production céréalière et prélèvements de l'État ; populations de référence distinctes pour les équivalents quotidiens. Le solde n'est pas une consommation mesurée.
p. 28 — Exportations soviétiques de céréales, 1929–1933. Nuage de points réalisé par Vatnik Soup à partir de la ligne « Хлебные культуры » de TsUNKhU du Gosplan, *СССР в цифрах*, Moscou, 1935, p. 574–575, tableau 5. Numérisation de la source. Totaux pour l'ensemble de l'URSS en tonnes : cinq points annuels reliés par des segments droits.
p. 28 — Exportations soviétiques des principaux produits, 1926/1927–1933. TsUNKhU du Gosplan, *СССР в цифрах* (*L'URSS en chiffres*), Moscou, 1935, p. 574–575. Numérisation hébergée par Liberpedia ; notice du fichier original. Double page conservée intégralement, sans modification.
p. 30 — Mykola Lemyk. Mykola Lemyk, photographe et date non indiqués. Portrait reproduit dans Volodymyr Birchak, « Убити одного, щоб врятувати мільйони. Атентат Миколи Лемика », 21 octobre 2018.
p. 31 — Famine en U.R.S.S., 1933. Russian Economic Bulletin ; carte accompagnant A. Markoff, Famine in USSR (Paris, 1933). Reproduction intégrale de Wikimedia Commons.
p. 32 — New York Evening Post, extrait de la une, 29 mars 1933. H. R. Knickerbocker, *New York Evening Post*, 29 mars 1933. Extrait original de la une fourni par les archives familiales de Gareth Jones ; reproduit sans modification.
p. 33 — Chaîne de montage de l'usine Ford de Moscou, 6 novembre 1930. Collections de The Henry Ford. Don de Ford Motor Company. « Assembly Line at Ford Motor Company Moscow Plant, 1930 », scène datée du 6 novembre 1930 ; THF25098, objet P.O.5827. Image complète fournie par le musée.
p. 34 — Maisons d'Arthurdale, juin 1935. Walker Evans, « Homes. Arthurdale project. Reedsville, West Virginia », juin 1935. Bibliothèque du Congrès, division des estampes et photographies, LC-DIG-fsa-8c52916 ; LC-USF342-000840-A. Notice, collection FSA/OWI, aucune restriction connue.
p. 35 — Qui l'emportera ? Rattraper et dépasser, affiche soviétique de 1929. Premier collectif de l'Association des artistes de la Révolution (AKhR) ; artiste individuel non identifié. Affiche préparée à partir de documents du Gosplan sous la direction éditoriale du Glavpolitprosvet, [1929]. Bibliothèque d'État de Russie, 01008529874 ; notice de Wikimedia Commons, indiquée comme relevant du domaine public. Reproduction complète et non modifiée.
p. 37 — Walter Duranty, portrait publié en 1919. Portrait publié dans *The Literary Digest History of the War*, 1919, p. x ; Funk & Wagnalls, compilation de Francis Whiting Halsey. Photographe non crédité. Notice de Wikimedia Commons, domaine public aux États-Unis ; image non modifiée.
p. 38 — Friedrich August von Hayek, portrait non daté. Portrait diffusé par le Mises Institute (DickClarkMises), via Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0 ; image non modifiée.
p. 40 — Walter Duranty, Russians Hungry, But Not Starving, 31 mars 1933. Walter Duranty, « Russians Hungry, But Not Starving », *The New York Times*, 31 mars 1933, p. 13. Coupure de presse ; reproduite sans modification. Article original, The New York Times ; transcription archivée.
p. 42 — Gareth Jones, Famine Rules Russia, Evening Standard, 31 mars 1933. Gareth Jones, « Famine Rules Russia », *Evening Standard*, 31 mars 1933. Coupure originale fournie par les archives familiales de Gareth Jones ; image complète reproduite sans modification. Auteur de la photographie insérée non crédité.
p. 43 — Mr. Jones : affiche officielle du film (2019). Affiche officielle du film *Mr. Jones* (2019), réalisé par Agnieszka Holland. Image : dossier de presse de Samuel Goldwyn Films.
p. 43 — In the Shadow of Stalin: The Story of Mr. Jones : couverture (2024). Couverture de *In the Shadow of Stalin: The Story of Mr. Jones* (Oni Press, 2024), par Andrea Chalupa, illustré par Ivan Rodrigues. Image : Oni Press.
p. 47 — Raphael Lemkin (1900–1959). Photographie non datée. American Jewish Historical Society, Raphael Lemkin Collection, P-154, boîte 1, dossier 15, photographie 6. Image numérisée par le Center for Jewish History, via Wikimedia Commons. Photographie non datée ; photographe non identifié. Notice institutionnelle dans Flickr Commons : aucune restriction connue de droit d'auteur. Image conservée intégralement.
p. 55 — Vladimir Lénine à Gorki, 1923. Vladimir Lénine à Gorki, 1923. Photographie attribuée à Maria Oulianova dans la notice de Wikimedia Commons ; domaine public. Reproduction, non modifiée.
p. 56 — Félix Dzerjinski, 1923. Félix Dzerjinski, 1923 : Bundesarchiv, Bild 102-00032 ; photographe non crédité. Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0 Allemagne ; image recadrée.
p. 57 — Réplique de Dzerjinski au siège du SVR, 2023. Photographie de l'inauguration au siège du SVR, à Iassenevo, Moscou, le 11 septembre 2023 ; photographe non identifié. Compte rendu de la cérémonie, Société historique russe. Photographie, reproduite intégralement sans modification.
p. 58 — Ordre de pendaison de Lénine, 11 août 1918 : les deux pages manuscrites originales. V. I. Lénine. Bibliothèque du Congrès, Revelations from the Russian Archives : page 1, page 2. Reproductions archivistiques complètes, non modifiées.

p. 59 — Staline, photographie de police de Batoum, 1902. Administration de la gendarmerie de Batoum, photographie de police, 1er avril 1902 ; photographe non identifié. Archives II de l'Académie du ministère géorgien de l'Intérieur, ancien IMEL, selon la notice de Wikimedia Commons ; reproduction tirée de Ronald Grigor Suny, Stalin: Passage to Revolution (2020), planche 18. Reproduction du domaine public ; recadrée pour supprimer le carton de montage.
p. 61 — Portrait de Staline et page de titre du livre sur le canal de la mer Blanche à la Baltique, 1934. Photographe non identifié. La page de titre de 1934 photographiée nomme Maxime Gorki, L. L. Averbakh et S. G. Firine comme directeurs de publication. Photographie complète, non modifiée.
p. 63 — Iejov effacé de la photographie du canal Moscou–Volga. Versions originale et retouchée de la photographie du canal Moscou–Volga, 1937 ; photographe non identifié. Tirages apparentés : collection David King, notice d'exposition du Metropolitan Museum. Original et version retouchée, notices de domaine public de Wikimedia Commons. Comparaison, reproduite intégralement sans autre modification.
p. 65 — Imagerie antisémite au défilé du 1er Mai à Moscou, 1er mai 1972. © Vladimir Sichov. Moscou, 1er mai 1972. Photographie identifiée par la légende et le crédit direct de l'auteur dans Izabella Tabarovsky, « Soviet Anti-Semitic Cartoons », figure 1. Original conservé.
p. 66 — « Sous le même joug » : caricature soviétique antisémite et anti-ukrainienne. Caricature soviétique ukrainienne, « В одній упряжці » (« Sous le même joug »). Artiste et date de publication originale non identifiés. Reproduite dans la publication de Sergej Sumlenny du 6 octobre 2023, conservée par Thread Reader, publication 9. Image source complète.
p. 68 — Staline et Ribbentrop au Kremlin, à Moscou, 23 août 1939. Bundesarchiv, Bild 183-H27337 ; photographe non identifié. Notice de la photographie d'archives, CC BY-SA 3.0 Allemagne. Reproduction, conservée sans modification supplémentaire.
p. 71 — Churchill, Roosevelt et Staline à Yalta, février 1945. U.S. Army Signal Corps. Churchill, Roosevelt et Staline à la conférence de Yalta, palais de Livadia, février 1945. National Archives, 531340, 111-SC-260486 ; reproduction de Wikimedia Commons. Photographie du gouvernement fédéral américain dans le domaine public ; image complète non modifiée.
p. 72 — Staline souriant et saluant, Moscou, 1er mai 1946. Keystone. Place Rouge, 1er mai 1946. Reproduction photographique sans surimpression publiée par Watson. Image originale téléchargée conservée.
p. 74 — Blé et ciel aux couleurs nationales de l'Ukraine. Illustration de blé et de ciel ; auteur non crédité.
p. 75 — Dévidage de la soie au Japon, vers 1910. Bibliothèques de l'université de Victoria. « Reeling Silk in Large Skeins », Japon, vers 1910 ; plaque de verre photographique positive coloriée à la main. Photographe non identifié. Reproduction de Wikimedia Commons, portant la mention Aucune restriction connue liée au droit d'auteur ; image complète non modifiée.
p. 79 — Plaque commémorative de Ludwig von Mises, Lviv. Plaque commémorative de Mises, Lviv, photographie datée de 2015 : Фотографії старого Львова. Photographe non crédité.
p. 82 — Ludwig von Mises, Economic Calculation in the Socialist Commonwealth, édition de 2014. Mises Institute. Couverture de l'éditeur.
p. 82 — F. A. Hayek, Individualism and Economic Order, édition de l'University of Chicago Press. University of Chicago Press. Couverture de l'éditeur.
p. 83 — Amartya Sen à Cologne, 28 novembre 2007. Amartya Sen à Cologne, 28 novembre 2007. Photographie : Elke Wetzig (Elya). Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0.
p. 83 — Amartya Sen, Poverty and Famines. Amartya Sen, *Poverty and Famines*. Édition anglaise, Oxford University Press. Oxford University Press / Apple Books.
p. 83 — Amartya Sen, Development as Freedom. Amartya Sen, *Development as Freedom*. Édition de poche Vintage, 2000. Penguin Random House.
p. 85 — Leszek Kołakowski, Amsterdam, 9 mars 1971. Bert Verhoeff / Anefo, Nationaal Archief, 924-3417, 9 mars 1971. Portrait recadré via Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0 Pays-Bas. Recadrage existant reproduit sans autre modification.
p. 91 — Écrivains de la VAPLITE, Kharkiv, 1926–1927. Photographe inconnu. Photographie de groupe de la VAPLITE, Wikimedia Commons.
p. 93 — Édition polonaise du rapport secret de Khrouchtchev, Varsovie, mars 1956. Photographie de Wikiwlh, 25 février 2017, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0. Tirage polonais à usage interne du parti, Varsovie, mars 1956. Photographie originale complète et non modifiée.
p. 94 — Marche commémorative de l'Holodomor, Winnipeg, 1983. Archives photographiques du Winnipeg Free Press, notice 48934.
p. 95 — De la perestroïka à l'indépendance — 1991. WeaponizingArchitecture, CC BY 4.0. Soutien à l'indépendance par région, 1er décembre 1991. Pourcentages régionaux arrondis ; résultat national publié : 90,32 %. Central Electoral Commission / Kuras Institute, p. 160. Vatnik Soup: nouvelle palette, nouvelles légendes et nouveau titre.
p. 97 — Instruction du bureau du parti du district d'Izioum, 31 mai 1934. Reproduction du musée de l'Holodomor publiée avec le reportage de BBC Ukrainian du 2 juin 2015 ; les soulignements rouges sont une annotation éditoriale ultérieure.
p. 99 — Femmes tatares de Crimée, carte postale du début du XXe siècle. Carte postale publiée par Granbergs Konstindustri Aktiebolags Förlag, Stockholm ; photographe non crédité. Notice de Wikimedia Commons, photographie dans le domaine public ; image originale complète conservée sans modification.
p. 99 — Tenue traditionnelle tatare de Crimée, Ukraine, 2021. Beyé Shevkiyeva, photographie d'une tenue traditionnelle tatare de Crimée, CC BY-SA 4.0 ; photographie originale non modifiée.
p. 102 — Volodymyr Zelensky, Boutcha, 4 avril 2022. Ronaldo Schemidt / AFP via Getty Images, image 1239740939, 4 avril 2022. Original de plus grande taille reproduit par The Kyiv Independent ; 6 340 × 3 972 pixels, conservé sans modification.
p. 104 — Margarita Simonian : « Tous nos espoirs reposent sur la famine », 17 juin 2022. Forum économique international de Saint-Pétersbourg, 17 juin 2022. Image portant la marque UkraineWorld et des sous-titres anglais, reproduite sans modification supplémentaire. Transcription russe, OTR/Kremlin ; republication vidéo datée.
p. 105 — Le « Noël 2023 » imaginaire du sketch de propagande de RT. RT. Capture du sketch de Noël cité dans le texte, avec le logo de RT et les textes originaux à l'écran, en anglais et en russe. Capture reproduite intégralement, sans modification supplémentaire.
p. 109 — Pavel Goubarev : six images vidéo, octobre 2022. Six images complètes d'une vidéo portant la marque Russian Media Monitor, avec les sous-titres anglais et la marque d'origine Военкор Котенок Z. Intervenant : Pavel Goubarev. Images reproduites sans recadrage ni modification ; la citation complète est traduite dans la légende adjacente. Compte rendu contemporain daté ; vidéo.
p. 112 — Maria Lvova-Belova. Capture d'un extrait vidéo de UNITED24 sous-titré en anglais. Capture portant la marque UNITED24, des indications et des sous-titres en anglais. L'extrait attribue les images d'origine à « russian media ». Capture reproduite intégralement, sans modification supplémentaire.
p. 114 — Déni de l'Holodomor par le ministère russe des Affaires étrangères, 30 novembre 2022. Ministère russe des Affaires étrangères, @mfa_russia, 30 novembre 2022. Capture d'écran.
p. 115 — Relief reconstitué à la gloire de Staline dans la station de métro Taganskaïa de Moscou, inauguré le 15 mai 2025. Evgenia Novozhenina / Reuters. Photographie reproduite intégralement, sans modification.
p. 117 — Vagues de retraits de monuments à Lénine. Graphique de Vatnik Soup à partir de Harvard MAPA et de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale.
p. 117 — Nombre de nouveaux monuments à Staline. Graphique de Vatnik Soup à partir de Tochka et d'Agentstvo.
p. 118 — Lénine transformé en Dark Vador, Odesa, 21 novembre 2015. © Niels Ackermann / Lundi13, Odesa, 21 novembre 2015, extrait de *Looking for Lenin*, avec Sébastien Gobert. Photographie et légende publiées ; photographie non modifiée.
p. 118 — Retraits recensés de statues de Lénine, décembre 2013–octobre 2014. « Raining Lenins », Mapping Cultural Space Across Eurasia, université Harvard, « Map of Ukraine showing the dates and locations of all Lenin statues toppled since 2013 ». Carte existante complète reproduite ; la légende originale couvre décembre 2013 à octobre 2014.
p. 119 — Piédestal vide de Lénine, Kyiv, 8 décembre 2013. Pohorynsky, Good Bye, Lenin! (01).JPG, 8 décembre 2013, CC BY-SA 3.0. Photographie complète conservée.
p. 119 — Buste brisé de Staline, Zaporijjia, 25 novembre 2017. Mykyta Dolinnikov / Facebook, reproduit par UNIAN, 25 novembre 2017. Photographie conservée sans modification.
p. 119 — Lénine installé sous occupation, Henitchesk, avril 2022. Hennadiy Maliukov / Facebook, reproduit par Ukrainska Pravda, 18 avril 2022. Image complète conservée.
p. 119 — Buste de Staline inauguré sous occupation, Melitopol, 8 mai 2025. Service de presse du KPRF. Compte rendu de l'organisateur, 8 mai 2025 ; photographie reproduite par Ukrainska Pravda. Photographie complète du buste conservée.
p. 122 — Manuels ukrainiens brûlés, signalés dans la région occupée de Louhansk. Photographie publiée par le canal Telegram Skhidnyi (@samotniyskhid), reproduite dans Tribun, 12 avril 2024.
p. 123 — Manuels russes et récit d'annexion dans une école de Borova, novembre 2022. © 2022 Human Rights Watch. Photographies prises à Borova, dans la région de Kharkiv, en novembre 2022 ; Education under Occupation, 20 juin 2024. La page d'histoire photographiée reproduit le discours de Poutine du 18 mars 2014. CC BY-NC-ND 3.0 US.
p. 125 — Volodymyr et Olena Zelensky au mémorial, 23 novembre 2024. Présidence ukrainienne, hommage aux victimes de l'Holodomor, 23 novembre 2024, photographie 460849. Original de 1 280 × 853 pixels, non modifié. Mention du site : CC BY-NC-ND 4.0.

p. 127 — Bougies commémoratives de l'Holodomor, Lviv. Bougies commémoratives, Lviv, 23 novembre 2013 : DixonD, Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0 ; photographie non modifiée.

VATNIK SOUP / DOSSIER DE MÉMOIRE HISTORIQUE

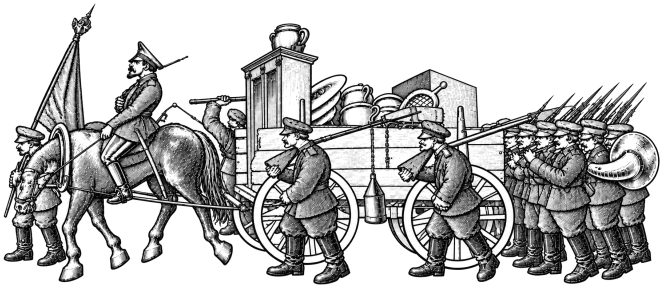
No 1

L’Holodomor : un génocide

Dossier de mémoire historique de Vatnik Soup

Novembre 2026

La vérité compte. L’histoire compte. La mémoire compte. Chez Vatnik Soup, nous menons des recherches rigoureuses et réfutons la propagande du Kremlin utilisée pour justifier l’agression et l’occupation, notamment par des rappels historiques qui combattent le révisionnisme des vatniks.



Troupes russes quittant Lviv avec leur butin, 22 juin 1915.



Vatnik SOUP

www.vatniksoup.com/fr

Pourquoi on soupe

À propos de Vatnik Soup

Soutenez notre travail

Tous les Dossiers de mémoire historique